

LA CRISE

et les doctrines libérales françaises

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue publiquement
dans la Salle des Actes de la Faculté de Droit
le 4 mars 1937

PAR

Mlle Denise LAROCQUE

JURY D'EXAMEN :

M. LEDUC, *Président de la Thèse*
M. SAINT-GERMÈS, Professeur } *Suffragants*
M. PERCEROU, Professeur }

PARIS
LIBRAIRIE LIPSCHUTZ
4, Place de l'Odéon

1937

LA CRISE

et les doctrines libérales françaises

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue publiquement

dans la Salle des Actes de la Faculté de Droit

le 4 mars 1937

PAR

Mlle Denise LAROCQUE

JURY D'EXAMEN :

M. LEDUC, *Président de la Thèse*

M. SAINT-GERMÈS, Professeur	} <i>Suffragants</i>
M. PERCEROU, Professeur	

PARIS

LIBRAIRIE LIPSCHUTZ

4, Place de l'Odéon

1937

UNIVERSITÉ DE CAEN. — FACULTÉ DE DROIT

ANNÉE SCOLAIRE 1935-1936

Doyen :

M. HENRY NEZARD, (*, I. 1/2)

Doyen honoraire :

M. EUSTACHE PILON (*, I. 1/2)

Assesseur du Doyen :

M. GOMBEAUX (*, I. 1/2)

Professeurs honoraires :

MM. CABOUAT (O. *, I. 1/2)

DEGOIS (I. 1/2).

Professeurs :

- MM. NÉZARD (*, I. 1/2), professeur de Droit administratif, chargé du Cours de Législation Minière ;
GOMBEAUX (*, I. 1/2), professeur de Droit civil, chargé du Cours de Droit international privé ;
BRIDREY (*, I. 1/2), professeur de Droit romain, chargé du Cours d'Histoire du Droit Public ;
LEPARGNEUR (*, I. 1/2), professeur de Droit commercial ;
LEMONNIER (I. 1/2), professeur de Droit civil ;
PERREAU (1/2), professeur de Droit criminel, chargé du Cours de Droit civil approfondi et comparé ;
LAMPUÉ (1/2), professeur de Droit international public et de Droit constitutionnel ;
YVER, professeur d'Histoire du Droit français et d'Histoire du Droit privé, chargé du Cours d'Histoire de la Coutume de la Normandie ;
PRUD'HOMME (*, 1/2, 1/2), professeur de Procédure Civile et de Voies d'Exécution ;
FRÉJAVILLE, professeur de Droit Civil ;
SAINT-GERMÈS, professeur d'Economie Politique ;
BESNIER, professeur de Droit Romain ;
LEDUC, professeur d'Economie Politique, chargé du Cours d'Histoire des Doctrines Economiques et du Cours de Législation Financière ;
PERCEROU, agrégé, chargé du Cours de Droit Maritime et du Cours de Législation Industrielle.

Secrétaire :

M. ROUX (I. 1/2, 1/2, 1/2), secrétaire des Facultés de l'Université de Caen.

La Faculté n'entend donner ni approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



INTRODUCTION

Pendant toute la première moitié du XIX^e siècle, le libéralisme a connu de prodigieux succès, et cependant l'économie européenne était déjà périodiquement bouleversée par des crises assez profondes. En 1810 se produisait en Angleterre un arrêt brusque de l'essor industriel, suivi d'une période de dépression. Les mêmes phénomènes se renouvelaient, en s'étendant à d'autres pays d'Europe, en 1815, 1825, 1836, 1839, 1847, etc... En 1825, les prix s'effondraient au point qu'en Angleterre le coton enregistrait une baisse de 60 %, la soie de 39 %, le tabac de 23 %, le café de 27 %, le sucre de 38 %, la fonte de 27 %, le plomb de 24 %. Après une période de prospérité, en 1836, de nouveaux krachs faisaient redescendre en un an les prix de 45 % pour le sucre, de 44 % pour la fonte et de 33 % pour le plomb (1). Mais, en dépit de ces arrêts momentanés l'Europe s'industrialisait, s'enrichissait, et la politique libérale pratiquée par les gouvernements paraissait si bien favoriser cet essor que les critiques de ses adversaires et notamment les réserves faites par Sismondi étaient sans écho.

Mais, dès 1848, il n'en est déjà plus ainsi : les industriels et les commerçants satisfaits ne sont plus les seuls à faire entendre leur voix, une autre voix s'élève, celle du prolétariat, ou plus exactement de ses défenseurs. La condition alors misérable des ouvriers et l'exploitation dont ils sont victimes émeuvent certains esprits qui prennent leur cause en main et les incitent à s'unir contre leurs employeurs. Des

(1) Jean Leseure, « Des crises générales et périodiques de surproduction », Donnat-Monchrestien, 1933; Tome I, le Phénomène.

systèmes utopiques s'ébauchent, tendant à supprimer les inégalités sociales, tels que ceux de Fourier, Louis Blanc et Proudhon, qui sont les premiers représentants en France de ce socialisme naissant, à forme sentimentale.

Le socialisme ne prend une forme scientifique qu'avec Karl Marx, qui considère les crises comme imputables au régime capitaliste, et qui s'appuie sur elles pour condamner ce régime et démontrer que, de plus en plus violentes, elles le conduisent à sa perte. Les crises très profondes qui sévissent à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e viennent renforcer la position des marxistes. En 1873, 1882, 1893, 1900, 1907, 1913, l'activité industrielle se ralentit brusquement, et les prix s'effondrent. Dans le désarroi des esprits, le marxisme fait son chemin.

Les économistes sont loin d'être d'accord sur les causes de ces crises, qui tiennent une place si importante dans l'histoire des doctrines. Une des raisons de ces divergences réside dans la complexité des faits, qui est telle que l'observation statistique la mieux conduite laisse toujours place à des interprétations différentes, rendant difficile la solution du problème des remèdes à appliquer pour mettre fin à ces troubles. Aussi, tandis que les économistes scientifiques, parmi lesquels il faut citer MM. Aftalion et Lescure, se gardent de hasarder un conseil et suggèrent une organisation méthodique en vue d'observer les mouvements économiques et de prévoir, s'il se peut, les crises, les doctrinaires, tels que les libéraux orthodoxes et les socialistes, proposent des mesures de redressement qui s'inspirent plus de leurs préférences doctrinales que de la connaissance exacte des phénomènes.

Il est à observer que certaines théories concernant l'origine des crises, pour scientifiques qu'elles soient, donnent aliment à la critique socialiste, en montrant que celles-ci résultent de l'automatisme économique : par cette démonstration, elles renforcent la position des socialistes qui voient dans le capitalisme la source des crises et poursuivent la suppression de ce dernier ; par contre, elles affaiblissent celle des libéraux

orthodoxes, pour lesquels ce phénomène naturel ne comporte aucun autre remède que la liquidation spontanée, et sont partisans du maintien de ce régime.

La crise qui a éclaté en 1929 et qui, comme nous le verrons plus loin, se différencie des précédentes par sa durée et son intensité, ne pouvait manquer d'exercer une influence très grande sur les doctrines et d'exacerber les polémiques. Les socialistes ont cru y voir une des dernières secousses préluant à l'effondrement final du capitalisme dont il fallait hâter la chute, tandis que les partisans de l'économie dirigée — école qui s'est formée depuis la guerre — ont reproché au libéralisme d'avoir laissé le déséquilibre se produire et l'anarchie régner dans l'économie.

Nous n'examinerons que brièvement, et seulement dans leurs rapports avec le libéralisme, les tendances modernes de ces deux écoles, car seul nous intéresse le libéralisme, à cause des attaques dont il est aujourd'hui l'objet de toutes parts et dont il convient d'apprécier le fondement. Le but de notre étude n'est pas non plus de faire un exposé général et détaillé de la crise actuelle : nous ne retiendrons de celle-ci que les faits qui ont provoqué des réactions de la part des économistes. Enfin, il n'est pas dans notre intention de présenter une analyse complète du libéralisme et d'examiner tous les arguments qui ont servi depuis un siècle et demi à étayer cette doctrine, mais seulement de mettre en lumière l'influence que les faits ont eu sur celle-ci et l'évolution qu'elle a subie. Nous constaterons, en effet, que de nombreux écrivains d'obédience libérale tentent de se porter au secours de la doctrine menacée en développant des considérations qui s'accordent plus ou moins avec les principes fondamentaux du libéralisme.

Dans la première partie de cette étude, nous exposerons la défense libérale, c'est-à-dire les divers arguments qui ont été invoqués par les libéraux pour dégager leur responsabilité dans la crise actuelle ; et, dans la seconde,

nous rechercherons si une évolution ne s'est pas manifestée dans une partie de la doctrine libérale sous la pression des faits, des critiques nouvelles adressées à ses partisans et des attaques auxquelles ceux-ci ont dû répondre.

PREMIERE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

LA CRISE DE 1929

Avant d'entrer dans l'étude des réactions doctrinales, il nous paraît indispensable de résumer à grands traits l'évolution de la crise et ses caractéristiques, afin d'indiquer les faits sur lesquels se sont appuyées les différentes écoles pour prouver la part de responsabilité qui incombe à leurs adversaires dans la crise et dégager leur propre responsabilité. Cette étude nous permettra, d'autre part, de nous rendre compte que la dépression actuelle est d'une essence différente de celles qui l'ont précédée.

I. — SA GENÈSE.

A) *La situation de la France dans les années qui l'ont précédée.*

C'est seulement en 1928 que la France reprit, dans le domaine économique, le rang qu'elle possédait avant la guerre. La reconstruction de nos provinces envahies, la réorganisation de notre industrie, de notre commerce, de notre agriculture s'achevaient. Et, après tant d'épreuves (la guerre, l'inflation), chacun espérait une ère de prospérité, de stabilité et de saine richesse semblable à celle d'avant-guerre.

A ce moment, la situation économique de notre pays était relativement satisfaisante.

La production agricole était remontée d'une façon générale au niveau d'avant-guerre. Si la récolte de blé n'était en 1928

que de 76.564 millions de quintaux contre 88.431 millions en 1914, celle du raisin par contre était bonne et la production fourragère égalait celle d'avant-guerre (1).

L'industrie était également florissante, car les progrès du machinisme l'avaient beaucoup favorisée; et les prix étaient suffisamment rémunérateurs : l'indice général de la production était passé de 100 en 1913 à 135 en 1928, celui des prix de gros, supposé de 100 en 1914, était de 637 en 1928 (2).

Cette grande activité se traduisait pour les ouvriers par des relèvements de salaires. Le pouvoir d'achat des travailleurs était supérieur à ce qu'il avait été jusque-là. Le commerce extérieur était prospère ; le léger déficit de la balance commerciale n'inquiétait personne : car si la valeur de nos exportations diminuait, leur poids augmentait. Enfin le franc était solide, l'or affluait dans nos banques, le taux officiel de l'escompte baissait, signe certain d'une renaissance de l'activité. L'Etat était le premier bénéficiaire de cette prospérité : l'impôt sur le chiffre d'affaires augmentait régulièrement et, grâce à de bonnes rentrées, le budget marquait un excédent de recettes.

En résumé, la situation de la France, en 1928-1929, était saine et prospère. Aucune imprudence grave n'avait encore été commise : la production s'était développée, mais sans exagération ; l'accélération de la circulation, l'augmentation des revenus ouvriers, l'accroissement des exportations justifiaient ce développement. Les prix ne s'étaient élevés que dans la mesure où le franc avait perdu de sa valeur ; nos finances étaient en équilibre et nos banques pratiquaient une politique sage et prudente. Bref, il n'y avait pas, en France, de raison de crise.

(1) *Annuaire de la R.E.P.* de 1929, « La production agricole ».

(2) *Annuaire de la R.E.P.* de 1929, « La production industrielle », « Les Prix ». Il faut cependant faire une exception pour les textiles, dont le marché depuis 1927 n'avait pas retrouvé son équilibre.

B) *La crise.*

Celle-ci, en effet, n'éclata pas en France, mais aux Etats-Unis.

Durant toute la guerre, l'Europe, qui produisait peu et avait cependant des besoins énormes, fut un marché idéal pour les pays neutres, et en particulier, les peuples jeunes de l'Amérique. Ceux-ci augmentèrent considérablement leur production et équipèrent leur industrie et leur agriculture, comme si le marché européen devait leur rester éternellement réservé. Mais, dès le lendemain de la guerre, l'Europe entreprit de reconquérir dans le monde la première place : elle se rééquipa, emprunta à l'Amérique ses procédés de rationalisation, et, pour protéger son industrie renaissante, éleva ses tarifs douaniers ; ainsi son marché se ferma peu à peu aux produits américains. Particulièrement touchés, les Etats-Unis, pour écouler leur énorme production sur le marché intérieur, durent développer le crédit de telle sorte que le peuple américain s'endetta pour un tiers de sa fortune totale, et qu'en 1929, une chute verticale des prix provoqua des faillites et des krachs bancaires retentissants.

La crise se répandit rapidement à travers toute l'Amérique du Sud, et gagna les pays européens, dont la plupart n'avaient pas retrouvé leur ancien équilibre et dont certains avaient commis des fautes graves, tels que l'Angleterre, qui avait stabilisé trop haut et l'Allemagne qui avait gaspillé follement les prêts américains. L'économie française étant saine donnait peu de prise à la crise : aussi fût-elle plus tardivement et moins durement frappée.

De 1929 à 1930, les répercussions de la crise mondiale sur l'économie française furent à peine sensibles, car on ne saurait voir une conséquence de celle-ci dans le malaise qui se manifesta à cette époque dans l'agriculture et qui, provoqué par

les récoltes trop abondantes de 1929, s'atténua au cours de l'année suivante, où celles-ci furent moins bonnes (3).

Dans l'industrie, seuls les textiles et les cuirs furent vraiment frappés. En général, les prix baissèrent peu et lentement. Cette baisse fut la conséquence de la diminution de nos exportations. La production, qui augmenta encore en 1929, se stabilisa en 1930 pour fléchir légèrement en 1931. Le chômage, né de cet état de choses, n'apparut que dans le dernier semestre de 1930.

Ce n'est qu'au début de 1931 que la crise se fit réellement sentir en France, d'une façon encore si atténuée cependant que les termes de dépression légère correspondraient mieux à la réalité. Elle ne provoqua tout d'abord aucune émotion, car on crut que cette dépression n'était que passagère ; mais à la fin de 1931, la situation s'aggrava de nouveau, et à la crise économique s'adjoignit une crise financière.

Le signal de cette dernière fut donné par l'Autriche où la politique pratiquée par les municipalités socialistes obligea les banques, et notamment la Kredit-Anstalt, à fermer en 1931 leurs guichets. La débâcle autrichienne provoqua une crise analogue en Allemagne, où la situation des banques était déjà précaire. Le moratoire Hoover destiné à sauver les finances allemandes, en gelant les crédits étrangers en Allemagne, jeta à son tour le trouble dans les finances anglaises, et la chute de la livre provoqua celle des devises scandinaves et canadiennes. Pour relever leur activité économique, le Japon, les Etats-Unis, la Tchécoslovaquie, puis la Belgique cédèrent successivement à cette fièvre de dévaluation (4).

(3) André Pavie, « Le prix de revient du blé en France », *J. des Economistes*, octobre 1934. Tombé à 115 francs le quintal en 1930, le prix du blé remonta à 155 francs en 1931.

(4) G. Lachapelle, « La crise de la livre », *R.P.P.*, octobre 1931. E. James, « L'Etat au secours des entreprises privées défaillantes », *R.P.P.*, octobre 1932.

Ces troubles graves qui bouleversaient l'économie mondiale eurent leur répercussion en France. Si les désordres ont été moindres qu'à l'étranger, notre pays n'en a pas moins, depuis la fin de 1931, considérablement souffert de l'une et de l'autre, car des faiblesses qui se manifestaient alors dans son armature financière et économique y donnèrent prise. Les prix qui s'étaient maintenus depuis 1939, fléchirent brusquement, et la baisse se poursuivit à travers toute l'année 1932 : l'indice général des prix de gros descendit au-dessous de ce qu'il était en 1913 ; la production de l'industrie textile notamment s'abaissa à la moitié de ce qu'elle était avant la guerre. Par suite de la régression de nos exportations, la balance du commerce accusa un déficit de neuf milliards : nos industries de luxe et nos vins, qui composent la majeure partie de celles-ci, se heurtant à des barrières douanières élevées, furent particulièrement atteintes, et nos récoltes invendues, s'accumulèrent dans les greniers ou dans les entrepôts. Le chômage prit une ampleur jusque là inconnue : le nombre des chômeurs inscrits atteignit, en 1932, le chiffre de 317.486, et, après avoir diminué en 1933, celui encore plus élevé de 500.000 en 1934, pour décroître ensuite légèrement et descendre au début de 1936 aux environs de 475.000.

Trois faits sont inquiétants, dès cette époque, car ils dénotent un désordre interne grave : la crise agricole, qui atteint surtout le marché du blé et du vin, le déficit budgétaire, qui se chiffre à 10 milliards en 1932, et la rigidité des prix de détail ; les deux premiers surtout ont une importance primordiale. La dépression ne saurait, chez nous, prendre fin que lorsque nous aurons résolu ces trois problèmes.

Si, pour terminer cet aperçu rapide de ses développements, nous jetons un coup d'œil sur la situation actuelle, nous constatons heureusement que des symptômes de redressement apparaissent dans certaines parties du monde, symptômes plus légers mais cependant visibles, dans notre pays.

Tandis qu'à l'étranger la crise a lentement cédé depuis la fin de 1934, ce n'est que dans les trois derniers mois de

1935 que, grâce surtout à la répercussion sur notre économie de l'amélioration de la situation mondiale (encore plus qu'à l'assainissement budgétaire pratiqué par M. Laval), certains signes favorables commencèrent à se manifester en France, semblant indiquer qu'on était parvenu au fond de la répression et que la reprise n'était pas loin. Cependant ces signes étaient encore bien incertains et le relèvement ne se manifestait pas encore, lorsqu'en juin 1936 les réformes sociales opérées par le ministère Blum vinrent troubler de nouveau l'économie française. L'activité économique ne s'est réellement réveillée que depuis l'amputation de plus de 30 % de notre monnaie opérée le 1^{er} octobre 1936, qui a sauvé le franc et le Trésor en péril. Si cette dévaluation a entraîné une hausse des prix de gros dont l'indice pondéré pour 126 articles est passé de 420 en septembre à 491 en novembre et a augmenté ainsi de 17 %, par contre les prix de détail, dont l'indice à Paris, pour 37 articles, était, en septembre, de 494 et s'est élevé, en novembre, à 534 seulement, n'ont augmenté que de 8 % ; l'équilibre entre les prix agricoles et les prix industriels s'est rétabli ; et les prix français ont retrouvé leur parité avec les prix mondiaux, qui permet l'abaissement des tarifs douaniers et l'élargissement des contingentements. Le trafic et les recettes des chemins de fer ont augmenté et le nombre des faillites diminué. Enfin, les valeurs mobilières tendent à remonter, et le nombre des chômeurs baisse légèrement, tombant à 418.101 en novembre 1936, contre 409.466 à la même époque de l'année précédente (5).

Cependant, on ne saurait considérer la crise comme terminée, car le commerce extérieur n'a pas repris son activité, le coût de la vie recommence à monter, le déficit budgétaire augmente, le reflux des capitaux qui ont émigré à l'étranger ne s'est pas encore manifesté et l'évolution des prix de revient

(5) *S.G.F.*, citée par *Le Temps*, 28 novembre 1936.

rend la situation de l'industrie et du commerce encore incertaine (6).

II. — LES CARACTÈRES DE LA CRISE.

Ce qui donne à la crise actuelle sa physionomie particulière, c'est, tout d'abord, sa profondeur, son étendue et sa durée.

Jamais au cours des crises précédentes la surproduction n'avait pris une telle ampleur. Ainsi que nous venons de le voir, elle s'étend à tous les pays et s'applique à presque toutes les productions. Nulle part, pour ainsi dire, un produit ne s'écoule à un prix rémunérateur. Qu'il s'agisse de produits agricoles, tels que le blé d'Amérique, de Hongrie, de Roumanie ou de France, du café du Brésil, des vins d'Espagne, de France ou d'Algérie, du coton des Etats-Unis et des Indes, du riz d'Indochine ou de Madagascar, du caoutchouc d'Afrique, du sucre du Gabon, du bétail d'Argentine ; qu'il s'agisse de matières premières, telles que la houille, le zinc, le nickel, l'étain, le pétrole, ou de produits industriels, la situation est la même. Le paysan et l'industriel sont également frappés. Partout les stocks s'accumulent, et, pour favoriser leur écoulement, une lutte âpre s'engage entre tous les Etats et entre les producteurs de chaque Etat.

Jamais, d'autre part, le chômage, conséquence de cette surproduction effrénée, n'avait pris une semblable extension. Le fléau se répand sur presque tous les pays et frappe aussi bien la main-d'œuvre ouvrière que la main-d'œuvre agricole, au point que, dans le monde, 30 millions de travailleurs de

(6) De 1935 à 1936, l'excédent des importations sur les exportations pendant les 11 premiers mois est passé de 4.800.678 à 8.568.078, et l'indice du coût de la vie pendant le 1^{er} trimestre de chaque année de 486 à 540 (S.G.F., *Temps*, 12 janvier 1937). Gons. F. Jenny, « Situation de la Banque de France », *Temps*, loc. cit. v. p.

race blanche restent sans travail et tombent à la charge de la collectivité.

Enfin, cette crise se singularise par sa durée. Elle a débuté en 1929, et l'activité générale n'a commencé à se réveiller qu'à la fin de 1936. Une période de dépression ne s'était encore jamais étendue à plus de quatre années.

Mais, ce qui rend cette crise particulièrement remarquable, et lui donne son aspect le plus original, ce n'est pas tant la gravité et l'universalité du péril que les moyens employés par les hommes pour la conjurer. L'intensité de la crise inspire des inquiétudes telles que les Etats jugent indispensable d'intervenir, et cela d'autant plus que le courant doctrinal est orienté depuis longtemps vers l'intervention. Jamais pareils procédés n'avaient encore été conçus ni mis en pratique.

Pour lutter contre la surproduction, les producteurs, tout d'abord, s'organisent, et des accords se créent entre eux pour restreindre la production des matières premières et, par voie de conséquence, le rendement des usines. C'est ainsi que des ententes internationales se constituent pour le pétrole, la potasse, le zinc, le nickel.

Mais ces accords sont insuffisants et l'intervention des Etats est reconnue nécessaire. C'est à eux, estime-t-on, qu'il appartient de diriger l'économie en agissant au dedans et au dehors. Au dedans, en limitant la production. Ainsi, aux Etats-Unis, des primes sont promises aux paysans qui laissent leurs champs en friche ou réduisent leur troupeau ; en France des ceps de vigne sont achetés aux viticulteurs et brûlés. Faute de pouvoir restreindre la production pour relever les cours et venir en aide au producteur, l'Etat achète les stocks et essaie de les utiliser ; au Brésil le café est brûlé dans les locomotives, et en France l'alcool mêlé à l'essence des automobiles. Parfois les stocks sont provisoirement retirés de la circulation grâce à des achats de l'Etat qui se charge de la revente, comme en France et aux Etats-Unis pour le blé. Enfin, quand il s'avère impossible de faire absorber les stocks

par le marché intérieur, l'Etat s'efforce de les écouler au dehors, en triomphant, par des traités de commerce ou des accords spéciaux, des obstacles qui lui sont opposés.

Chaque nation, en effet, pour sauvegarder son agriculture, son commerce et son industrie en danger, en même temps qu'elle cherche à se procurer des débouchés, ferme ses frontières aux produits étrangers et élève des barrières douanières derrière lesquelles se constituent des économies fermées. Pour réduire leurs importations et se rendre indépendants des pays étrangers, les Etats favorisent les industries et les cultures indispensables à la vie du pays (7) et encouragent la fabrication des produits de substitution. Afin de forcer ces barrières, une lutte âpre s'engage où chaque adversaire n'hésite pas à employer tous les moyens : les primes à l'exportation, le dumping, la dévaluation.

Dans de nombreux pays on dirige la monnaie. Si en Allemagne et en Italie on se borne à un contrôle des changes rigoureux, par contre, aux Etats-Unis et en Angleterre, on n'a pas hésité à avoir recours à la dévaluation, soit pour relever les prix intérieurs, soit pour favoriser l'exportation. En France, les partisans de cet expédient ont récemment réussi à l'emporter.

L'action de l'Etat, nous l'avons vu, ne se borne pas à combattre la surproduction, elle s'applique aussi à la réduction du chômage. Poussé par la nécessité, il intervient sur le marché du travail, comme il intervient dans le domaine de la production pour atténuer les effets de la crise. Dans certains pays, comme l'Italie, on réduit la durée du travail et on projette d'établir la semaine de 40 heures. Dans d'autres, comme en Allemagne, on embrigade la jeunesse, et on la

(7) Les pays agricoles, tels que les dominions britanniques, s'industrialisent, tandis que les pays industriels, comme l'Angleterre, développent leur agriculture.

(8) Principalement l'Allemagne, qui, pour presque toutes les matières premières est tributaire de l'étranger.

concentre dans des camps de travail. Dans la plupart, on met en chantier d'importants travaux publics pour procurer du travail aux chômeurs. A ceux qu'on ne peut employer, on distribue des allocations, à moins qu'ils ne soient garantis contre le risque de chômage par des assurances spéciales constituées en leur faveur.

Ainsi, dans presque tous les pays du monde, en présence d'une crise qui paraît s'enraciner et qui, chaque jour, étend davantage ses ravages, on cesse d'attendre le salut du simple jeu des lois économiques, et, pour la maîtriser, on tend à substituer l'autorité à la liberté, l'intervention de l'Etat à l'initiative privée : ce phénomène, sur lequel nous reviendrons au cours de cette étude, est un des plus remarquables parmi ceux auxquels la crise actuelle a donné naissance et achève de lui donner une physionomie particulière.

Une crise d'un caractère aussi exceptionnel, tant par son acuité et sa durée que par la gravité des mesures qu'elle a provoquées, ne pouvait manquer d'avoir des répercussions sur les doctrines professées par les économistes et d'engendrer entre eux des polémiques ardentes. Ce sont ces polémiques que nous allons examiner en nous attachant à mettre en relief la thèse de l'école libérale.

Dans la première partie de cette étude, nous indiquerons les arguments que les partisans du libéralisme opposent aux critiques dirigées contre celui-ci par ceux qui s'appuient sur les événements actuels pour le condamner.

Dans une seconde partie, nous rechercherons l'influence que ces événements ont exercé sur cette doctrine, et nous montrerons son état actuel, autrement dit nous analyserons les systèmes qui s'en recommandent ou qui s'en rapprochent.

CHAPITRE II

LE LIBÉRALISME ET LES RESPONSABILITÉS DE LA CRISE

Avant d'entrer dans l'examen du système de défense du libéralisme, il est nécessaire d'indiquer brièvement sur quels arguments s'appuient ceux qui instruisent son procès en prétendant qu'il est l'auteur de la crise mondiale.

I. — ACCUSATIONS PORTÉES CONTRE LE LIBÉRALISME.

Si le réquisitoire dressé contre lui par les socialistes et par les économistes de la nouvelle école dite de l'économie dirigée est également sévère, les griefs sur lesquels ils se fondent ne sont pas exactement les mêmes et les méthodes qu'ils préconisent pour mettre fin à la crise ne sont pas semblables.

1° *Critiques socialistes.*

Les socialistes, qui dénoncent depuis longtemps le libéralisme comme responsable des crises périodiques, considèrent que la crise actuelle est structurelle et que, par son intensité, elle est le signe de la décadence du capitalisme.

Pour eux, en effet, elle a pour cause la sous-consommation d'une partie de la population, qui est elle-même le résultat de l'application des théories libérales. Il n'existe pas, à proprement parler, de surproduction : car celle qui sévit à l'heure actuelle n'est que la conséquence du fait que les classes appauvries sont obligées de se priver des produits qui leur seraient nécessaires. La sous-consommation existe à l'état per-

manent même en période de prospérité, mais son développement progressif, dans la période normale, finit, lorsque l'écart devient trop grand entre la production et la consommation, par engendrer la crise. Les socialistes voient dans cette sous-consommation un mal inhérent au régime capitaliste, dont la crise annoncerait le déclin, et ils attaquent le libéralisme parce qu'en tant que doctrine capitaliste, il permet à ce mal de naître et de se perpétuer.

Les socialistes insistent particulièrement sur la sous-consommation qui atteint la classe ouvrière et qui tient à ce que, d'une part, le chômage y sévit de façon permanente, et, d'autre part, à ce que les salaires ne correspondent pas à la part qui revient au travail dans la production. L'accroissement du chômage et de l'infériorité du salaire par rapport au rendement de l'ouvrier qui, en aggravant la sous-consommation, a provoqué la crise, provient de trois faits : le développement du machinisme, la concentration des entreprises et l'application de la rationalisation.

Par suite de l'essor pris par le machinisme depuis un siècle et surtout depuis la guerre, le rendement du travail a beaucoup augmenté. C'est ainsi qu'en Allemagne, de 1925 à 1929, la puissance productrice d'un ouvrier s'est accrue de 30 % dans l'extraction de la houille, de 40 % dans l'industrie de la potasse et de 67 % dans la fabrication du coke ; aux Etats-Unis, de 1920 à 1928, de 50 % dans les aciéries, de 139 % dans la fabrication du fer, de 88 % dans le raffinage du pétrole et de 63 % dans la fabrication des pneumatiques (1).

Ces progrès de la technique ont entraîné la réduction progressive du nombre des ouvriers employés, ainsi que le démontrent les exemples suivants : en Amérique, de 1920 à 1930, le nombre des employés des chemins de fer a diminué de 860.000 ; de 1923 à 1929, celui des ouvriers occupés par

(1) Jacques Duboin, « La grande révolution qui vient », Editions nouvelles, 1934, p. 81.

L'industrie automobile s'est abaissée de 15.000, alors que le nombre des véhicules augmentait de un million et demi. D'autre part, le fait que la part revenant dans cette industrie à l'ouvrier serait de 60 % du prix de vente d'un véhicule tendrait à prouver que la progression des salaires a été loin de correspondre à celle de la production et a été très inférieure à ce qu'elle aurait dû être. Les progrès du machinisme, qui ont profité au patronat et aux capitalistes, a donc nui aux ouvriers en accroissant le chômage et en augmentant l'insuffisance des salaires par rapport au rendement (2).

Le développement du machinisme a eu spécialement pour conséquence la concentration des entreprises, car l'équipement d'une usine nécessite un capital de plus en plus important, que seule une puissante société peut posséder. Or cette concentration a contribué à accentuer les effets du développement du machinisme. Elle a, en effet, obligé les chefs d'entreprise, pour soutenir une concurrence toujours plus âpre, à renouveler fréquemment leur matériel. Ces renouvellements, en même temps qu'ils entraînaient de nouveaux renvois, ont augmenté la charge du capital constant, et empêché ainsi les patrons de relever les salaires dans la mesure où le rendement de l'ouvrier s'était accru.

Enfin la rationalisation qui, en incitant les patrons à réduire au minimum le prix de revient, a non seulement accéléré le développement du machinisme et de la concentration, mais créé de nouveaux procédés pour augmenter la productivité du travail, a eu sur la condition des ouvriers, d'après les socialistes, une influence non moins néfaste.

Ces abus du patronat, ces prélèvements excessifs opérés au profit du capital sur le travail qui ont appauvri la classe ouvrière et déterminé chez celle-ci une sous-consommation, cause de la crise, sont, disent les socialistes, les conséquences de l'application du système capitaliste, et partant, du libé-

(2) Jacques Duboin, *op. cit.*, p. 83.

ralisme. C'est ce dernier qui, grâce au principe du laisser-faire, permet au patron d'écraser l'ouvrier et de réduire son pouvoir d'achat au point de frapper la production.

Nous n'avons parlé jusqu'ici que de la sous-consommation qui atteint la classe ouvrière, mais toute la classe moyenne est également touchée, ainsi que s'attache à le démontrer M. Déat, qui essaie d'opérer contre le régime capitaliste le rassemblement de tous ceux qu'il considère comme étant ses victimes (3).

D'après lui, la concentration, qui étend son emprise sur toutes les classes de la société, tend à remettre la direction de l'économie entre les mains d'un petit groupe de spoliateurs ; non seulement les ouvriers sont exploités par eux, mais les artisans, qui sont rejetés dans les rangs des ouvriers et vont augmenter le nombre des chômeurs, les individus appartenant à des professions libérales, les petits épargnants dépouillés par les gros capitalistes, les paysans grugés par les trusts et les spéculateurs, les rentiers, les petits fonctionnaires sont de même appauvris, prolétarisés par les agissements des quelques individus qui détiennent « les leviers de commande ».

M. L. Laurat prétend même que, à la fin d'une période de prospérité, la sous-consommation atteint la plupart des chefs d'entreprise, en vertu de ce qu'il appelle « la loi de la baisse tendancielle du profit » (4). D'après ses observations, le capital constant et le capital variable réunis s'accroîtraient plus rapidement que le profit, et la crise éclaterait, lorsque celui-ci, à force de s'être amenuisé, finirait par disparaître dans la majorité des entreprises.

Ainsi, à la fin d'une période de prospérité, la sous-consommation, du fait de l'anarchie engendrée par le laisser-faire

(3) M. Déat, « Perspectives socialistes », Valois, p. 65.

(4) L. Laurat, « Economie planée contre économie enchaînée », Valois, p. 15.

libéral, deviendrait générale. Les crises antérieures se seraient provisoirement résolues grâce aux grandes découvertes scientifiques et à l'ouverture de débouchés nouveaux qui, en permettant la création de nouvelles industries, auraient périodiquement procuré du travail aux ouvriers et augmenté leur consommation. Mais aujourd'hui, faute de grandes découvertes et de nouveaux débouchés, la sous-consommation qui est plus étendue qu'elle n'a jamais été, ne saurait être atténuée et à plus forte raison disparaître. Le seul remède à la crise, d'après les socialistes, consisterait à supprimer la cause du mal : le capitalisme et avec lui le libéralisme, et à assurer, par une direction de l'économie suivant un plan socialiste, une juste répartition des produits du travail.

2° *Critiques des partisans de l'économie dirigée* (5).

Pour les économistes qui appartiennent à cette école et qui voient dans la sous-consommation un effet et non une cause de la surproduction, le libéralisme est responsable de la crise, parce que la surproduction est la conséquence directe de l'anarchie économique qu'il a engendrée. Ils insistent sur l'état de désordre dans lequel se trouve l'économie et accusent le parti libéral d'en être l'auteur, parce qu'il s'est désintéressé des agissements des individus et n'a rien fait pour empêcher ou réparer leurs erreurs. Parmi celles-ci, les plus graves sont celles qui ont été commises dans le domaine du crédit et de la production,

La crise actuelle, font remarquer ces économistes, a, tout d'abord, sa source dans les abus du crédit ; c'est la liberté laissée au crédit qui a permis aux banques de se livrer à une inflation désordonnée, en prêtant sans garantie à la production, à la circulation, à la consommation. « Le crédit a évolué

(5) Ce groupe comprend des économistes de tendances différentes, qui sont favorables au régime capitaliste, mais partisans d'une intervention.

de la réalité à la fiction » observe M. Ansiaux (6). En Allemagne, les banques ont immobilisé l'argent placé à court terme, politique très rémunératrice dans les années prospères, mais qui les conduisit, en 1931, à la faillite. En France, la situation fut moins grave ; néanmoins l'Etat dût venir en aide à la Banque d'Alsace-Lorraine et à la Banque Nationale de Crédit, en considération de la masse des épargnants qui auraient été touchés. Trop souvent les banquiers ne prévoient pas les mauvais jours, négligent de maintenir dans leur caisse une liquidité suffisante et refusent de resserrer leur crédit, aussi sont-ils incapables de résister à une dépression économique.

La crise a, d'autre part, sa cause essentielle dans les abus de la production aussi manifestes que ceux du crédit ; la baisse catastrophique des prix, du fait de la surproduction, est la rançon des années de liberté.

Les industriels qui, pendant la période de prospérité, persuadés que les prix monteraient toujours, ont produit sans frein, se refusent aujourd'hui à opérer les restrictions qui s'imposent, parce que cela équivaldrait pour eux à la ruine et, en continuant à faire tourner inutilement les machines, prolongent la crise.

Même exagération dans l'agriculture. Les pays neufs se sont spécialisés dans certaines cultures qu'ils ont pratiquées de façon intensive, en utilisant les procédés les plus modernes. Dans les pays moins riches, l'agriculture s'est également développée, grâce aux prix élevés de l'après-guerre, bien que le prix de revient fût souvent excessif et la qualité mauvaise.

Telles sont les raisons pour lesquelles la crise présente une telle gravité et une telle durée. D'après les partisans de l'économie dirigée, ces désordres sont imputables au libéralisme, en premier lieu, parce qu'il considère à tort que le

(6) M. Ansiaux, « L'évolution du crédit et le contrôle des Banques », *R.E.P.*, 1934, p. 2.669.

bien général ne peut venir que de l'initiative individuelle, dont la liberté doit être absolue.

La crise, disent ces économistes, est un démenti formel donné à l'opinion d'après laquelle il convient de laisser agir librement les individus, parce que de leur action dispersée sortira toujours le bien de la collectivité. Ainsi que nous l'avons vu, les banquiers se sont livrés à l'inflation sans écouter les sages conseils qui leur étaient donnés, et les producteurs de tous les pays n'ont songé qu'à accroître leur production, sans se préoccuper des débouchés qui s'ouvraient à eux et des besoins des consommateurs : ce sont ces agissements inconsidérés qui ont créé la surproduction et suscité la crise. Une fois qu'elle eût éclaté, chacun s'est opposé de toutes ses forces à la baisse des prix et à la réduction de la production, seuls moyens d'amener sa terminaison rapide.

C'est donc encore la liberté d'action laissée aux individus qui l'ont perpétuée. Cet état de choses ne prendra fin que lorsqu'une intervention de l'Etat ou des producteurs organisés sous son égide réussira à imposer aux intéressés une règle de conduite plus sage.

La crise, poursuivent les partisans de l'économie dirigée, est, en second lieu, imputable au libéralisme, parce qu'il se refuse à voir que des événements se sont produits qui modifient les conditions de la concurrence et le jeu de l'offre et de la demande au point de rendre l'intervention de l'Etat nécessaire.

Parce que le droit a été accordé aux individus de s'associer librement, d'importants groupements se sont constitués dans l'Etat, qui forment des puissances économiques si fortes qu'elles réussissent à faire passer leurs intérêts avant ceux du pays. Possédant une représentation à la Chambre, ils influent sur les décisions des membres du Gouvernement : certains, tels que le Comité des Forges, inspirent parfois notre politique extérieure : d'autres, composés de commerçants et d'industriels, s'opposent à la baisse des prix ; d'autres, tels que les syndicats ouvriers et la C. G. T., s'opposent à la baisse

des salaires. L'Etat libéral assiste indifférent à ces abus de la liberté, qui faussent le fonctionnement des lois économiques et font prédominer les intérêts particuliers sur l'intérêt général.

Ces groupements, d'autre part, dont les intérêts sont généralement contraires, étant en lutte constante les uns contre les autres, entretiennent dans le pays un état de trouble perpétuel, qui nuit profondément à l'économie et empêche son rétablissement.

Enfin, quelle que soit la puissance acquise par certaines sociétés et certaines associations et qui leur permet de retarder l'action du mécanisme des prix, il arrive que cette action finit parfois par briser leur résistance ; dans ce cas, le krach qui se produit a une telle ampleur que toutes les branches de l'économie sont atteintes par ses répercussions : de nombreux ouvriers sont réduits au chômage, des banques s'écroulent ruinant leur clientèle et cette ruine provoque de nombreuses faillites. Ainsi l'effondrement d'une entreprise devient une catastrophe nationale,

Voilà à quels résultats conduit la liberté illimitée laissée aux particuliers et aux entreprises par les partisans du libéralisme : ils mettent en évidence les déficiences de cette doctrine et prouvent la nécessité d'une direction de l'économie.

Les partisans de l'économie dirigée font au libéralisme un dernier grief, celui d'avoir favorisé le développement du socialisme par son impuissance à résoudre la crise qu'il a provoquée. La persistance des troubles économiques donne à une partie de la population, à celle notamment qui en souffre le plus, la classe ouvrière, l'impression que le régime capitaliste est incapable de faire régner l'équilibre. Ainsi le libéralisme, par son obstination à soutenir des principes désuets, sa foi aveugle dans les bienfaits de l'initiative individuelle et son hostilité à toute discipline imposée par l'Etat, prépare la chute du capitalisme et pousse le pays vers les

pires aventures. En économie, comme en politique, l'anarchie aboutit à la tyrannie.

Les socialistes et les partisans de l'économie dirigée adressent donc, au fond, le même reproche au libéralisme : sa passivité, son déterminisme pseudo-scientifique, qui a laissé le fléau se déchaîner et s'étendre sans rien faire pour l'enrayer. Les uns et les autres sont d'accord pour préconiser une direction de l'économie. Mais, parce qu'ils diffèrent sur l'origine de la crise, ils diffèrent sur les modalités de cette direction. Tandis que les premiers considèrent que la cause de celle-ci est la sous-consommation, les seconds la voient dans l'anarchie et l'exagération de la production. Aussi les socialistes sont-ils d'avis de supprimer la sous-consommation, persuadés que sa suppression ferait disparaître la surproduction, tandis que les partisans de l'économie dirigée veulent agir directement sur la production pour en favoriser l'essor et améliorer, par contre-coup, le sort des ouvriers (7).

Si leurs opinions divergent au point de vue des remèdes à apporter à la crise, par contre, elles concordent d'une façon absolue quant à la responsabilité de celle-ci : d'après eux, elle incombe au libéralisme, auquel nous allons maintenant donner la parole pour répondre aux accusations portées contre lui.

II. — LA RIPOSTE LIBÉRALE.

Attaqué de tous côtés, le libéralisme, tout d'abord, se défend, puis il attaque à son tour ses adversaires : nous allons commencer par exposer sa défense, avant d'indiquer les arguments qui lui servent de base pour diriger une contre-offensive contre ses ennemis.

(7) Tandis que les socialistes préconisent un plan, certains directionnistes se bornent à proposer un contrôle de certaines branches de l'économie exercé, notamment, par un Conseil national économique.

1° *La réponse aux socialistes.*

Les libéraux réfutent successivement les deux arguments sur lesquels se fondent les socialistes pour prouver la responsabilité qui incombe dans la crise au régime capitaliste et au libéralisme : l'existence d'un chômage technologique et l'insuffisance constante des salaires.

S'il est exact, reconnaissent les libéraux, qu'en temps de crise le chômage se produise et entraîne la sous-consommation d'une partie de la population, à leur avis, il est inexact que le chômage sévisse à l'état endémique et qu'en période de prospérité il existe une sous-consommation ouvrière. Il est vrai qu'il y a à toute époque des ouvriers sans travail ; mais on ne peut dire qu'un ouvrier est en chômage parce qu'ayant quitté sa place, il reste quelques jours avant d'en trouver une nouvelle. Il est inévitable et même nécessaire que se produisent des mouvements d'ouvriers d'une région dans une autre, d'un métier dans un autre, ou simplement d'une entreprise dans une autre. Ces déplacements de la main-d'œuvre, qu'aucun système ne saurait empêcher, ne créent pas, parce qu'ils entraînent la perte de quelques journées de travail, un chômage véritable.

L'erreur commise par les socialistes vient de ce qu'ils sont hypnotisés par cette idée que tout progrès du machinisme se traduit par une aggravation du chômage. Pour les libéraux, ces progrès ne sauraient provoquer un chômage durable, car si, dans les entreprises existantes, le nombre des ouvriers diminue, l'apparition de nouvelles industries et de nouvelles entreprises, qui ne peut manquer de se produire, absorbe rapidement la main-d'œuvre disponible. Nous n'insisterons pas sur cet argument développé à maintes reprises par les économistes libéraux depuis plus d'un siècle. Aujourd'hui ceux-ci démontrent que, si depuis la guerre, les progrès du machinisme ont été très grands, déjà auparavant il avait

connu de semblables périodes d'essor ; or de nouvelles industries n'ont cessé de se créer et le nombre des entreprises de s'accroître jusqu'en 1929. L'ampleur qu'a pris le chômage ne saurait donc être imputée au machinisme.

C'est également à tort que les socialistes prétendent que les salaires sont toujours inférieurs à ce qu'ils devraient être, parce qu'ils ne sont pas proportionnés au rendement de l'ouvrier. Ce raisonnement, disent les libéraux, repose sur l'idée fausse que les salaires dépendent de la seule volonté du chef d'entreprise, alors qu'en réalité ils sont soumis exclusivement au mécanisme des prix et dépendent des conditions du marché.

Le prix de vente est, en effet, formé de cinq éléments principaux : la rémunération du travail, l'intérêt du capital, le profit de l'entrepreneur, l'amortissement du matériel, les impôts et assurances. Pour accroître la part qui revient à la rémunération du travail, il n'existe que deux possibilités. En premier lieu, élever le prix de vente ; mais ce n'est pas toujours facile, car celui-ci ne peut être augmenté que si l'état du marché le permet, autrement dit, si cette élévation ne provoque pas un fléchissement trop considérable de la demande ; en temps de crise, une élévation de prix serait catastrophique pour l'entreprise qui y procéderait.

Si on ne peut augmenter le prix de vente, il faut alors, pour augmenter la part du travail, mordre sur les parts réservées aux autres éléments de ce prix. Mais ce second procédé n'est pas plus praticable que le premier. Les impôts et les assurances sont des éléments fixes qu'il est impossible de diminuer. Si l'on touche à l'intérêt du capital, les prêteurs de capitaux retireront de l'entreprise les sommes qu'ils y avaient placées. Si l'on réduit la part réservée à l'amortissement du matériel, on prépare à l'usine une ère de difficultés lorsqu'un renouvellement du matériel se révèlera nécessaire. Enfin, il reste le profit ; mais il n'est pas indéfiniment compressible. Les socialistes qui mettent de grands espoirs dans sa réduction, oublient qu'il est minime : 3 % au maxi-

mum (8) ; ce n'est pas en le diminuant de 1 % qu'on pourra augmenter sensiblement le salaire de chaque ouvrier. Le salaire ne dépend donc que de la situation du marché du travail, c'est-à-dire du rapport existant entre l'offre et la demande d'emploi et par conséquent de la prospérité générale.

Les socialistes, ajoutent les libéraux, au lieu d'adresser au libéralisme des reproches sans fondement, devraient reconnaître les grands services qu'il a rendus. C'est à lui que nous devons l'accroissement des richesses et le confort dont nous jouissons ; et il est faux que seules les classes riches en aient profité. Si la bourgeoisie s'est enrichie, le prolétariat a également vu son existence s'améliorer. Où sont les ouvriers peinant comme autrefois 12 et 14 heures par jour sur un dur travail ? Aujourd'hui, l'ouvrier se borne à diriger des machines et ne travaille que 48 heures par semaine (9). Et cependant son salaire réel a augmenté, ce qui lui permet de jouir des distractions et du confort modernes. Quant aux petits commerçants, qui représentent typiquement la classe moyenne, en est-il beaucoup qui ne possèdent pas une automobile ? C'est parce que l'initiative privée était libre et que la concurrence entretenait l'émulation que des progrès ont pu être réalisés au profit de tous.

Les libéraux sont, par contre, d'accord avec M. Lurat pour constater que, vers la fin de la période de prospérité, le profit de l'entrepreneur s'amenuise, en raison de l'accroissement exagéré du coût de la production ; mais ils ne s'en inquiètent pas outre mesure, parce qu'ils considèrent que cette situation ne saurait être de longue durée : à leur avis, il ne peut y avoir de crise profonde et durable sous un régime libéral, car, l'économie sitôt purgée des entreprises malsaines

(8) René Carmille, « Vues d'économie objective », Sirey, 1935, p. 149.

(9) A l'heure où nous écrivons ces lignes, la loi Blum n'est pas encore entrée en application.

et la réadaptation sitôt faite, l'activité générale se ranime, et une nouvelle ère de prospérité commence.

2° *La riposte aux partisans de l'économie dirigée.*

Les libéraux protestent, tout d'abord, contre le reproche qui leur est adressé par les partisans de l'économie dirigée, de ne pas faire prédominer l'intérêt général sur l'intérêt individuel et de considérer celui-là comme la somme des intérêts particuliers ; ils estiment, au contraire, qu'il en est l'opposé et que le rôle de l'Etat consiste justement à lutter contre les égoïsmes privés, et notamment à résister à la pression que les groupements cherchent à exercer sur lui pour l'obliger à intervenir en leur faveur.

Mais ils s'élèvent, surtout, contre les affirmations de ces mêmes économistes d'après lesquelles le libéralisme aurait engendré la surproduction qui est la cause directe de la crise. Ils répliquent, en premier lieu, qu'il n'y a pas, à proprement parler, de surproduction, mais seulement des désordres dans la production et l'écoulement des produits, et, en second lieu, que cette doctrine n'est pas responsable de ces désordres.

Si tous les libéraux reconnaissent l'existence, à l'heure actuelle, d'un déséquilibre entre la production et la consommation, ils nient, pour la plupart, qu'il y ait une surproduction réelle de tous les produits. Ils prétendent que celle-ci n'est que partielle et ne concerne que l'agriculture.

Leur premier argument réside dans la fameuse loi des débouchés formulée par J.B. Say, il y a un siècle, et d'après laquelle « les produits s'échangent contre des produits » et la monnaie ne joue qu'un rôle d'instrument passif. Les besoins et les désirs humains apparaissaient comme illimités à J.B. Say, qui ne pouvait concevoir qu'un accroissement général de la production, entraînant un accroissement général du pouvoir d'achat, pût jamais provoquer un déséquilibre entre l'offre et la demande. Les libéraux reprennent aujourd'hui cet argument et cherchent à expliquer pourquoi, néanmoins,

la baisse des prix a atteint toutes les marchandises, et la surproduction paraît régner au même degré dans l'industrie que dans l'agriculture.

Le baron Mourre part de cette idée qu'en agriculture une bonne récolte a toujours une valeur globale plus faible qu'une mauvaise, ce qui a pour effet de restreindre le pouvoir d'achat des cultivateurs ; appauvris, ceux-ci réduisent les achats qu'ils faisaient à l'industrie, qui est contrainte de baisser ses prix, bien qu'il n'existe pas réellement, chez elle, de surproduction (10). Ainsi la baisse des prix d'une marchandise surproduite exerce sur le prix des marchandises non surproduites une répercussion baissière qui est d'autant plus accentuée que la marchandise surproduite aura plus baissée et possèdera une plus grande valeur. L'étendue et la durée de la crise actuelle proviennent de ce que la surproduction a atteint des denrées essentielles telles que le blé, le sucre et le café.

MM. Massas et Liesse expliquent l'ampleur prise par la crise agricole d'une manière un peu différente (11). Ils ne considèrent la loi des débouchés que comme une des applications de la grande loi de l'offre et de la demande et voient, dans les entraves qui ont été mises au libre jeu de cette loi par l'Etat, et dont nous parlerons tout à l'heure, la cause de la généralisation de la surproduction.

Pour soutenir leur opinion d'une surproduction purement partielle, les libéraux invoquent, en second lieu, les statistiques.

Si la crise, disent-ils, avait été causée par une surproduction générale, la baisse des prix aurait dû être très lente, correspondant à l'accumulation progressive des stocks. Or, elle fut, au contraire, très brutale, et, ce qui est particulièrement significatif, elle fut, aux Etats-Unis, postérieure à la

(10) Baron Mourre, « La surproduction dans la crise actuelle et ses remèdes », *J. des Economistes*, nov. 1931.

(11) Massas, « La théorie quantitative et les crises économiques », *J. des Economistes*, fév. 1933. — Liesse, « La loi des débouchés », *J. des Economistes*, mai 1932.

baisse boursière : l'indice des prix qui était, en janvier 1928, égal à 190, était égal au mois de septembre 1929 à 193, enregistrant même au cours de l'année une légère hausse. D'autre part, l'indice de la production industrielle indique qu'en France il n'y avait pas de surproduction jusqu'en 1929 : de 1924 à 1929 la progression de la production a été plus faible que durant une période équivalente d'avant-guerre. La surproduction qui paraît sévir à l'heure actuelle dans l'industrie n'est donc qu'une conséquence et non une cause de la crise : elle est la conséquence d'un arrêt des échanges.

Pour ces diverses raisons, il paraît manifeste à la plus grande partie des libéraux que la surproduction n'est que partielle et qu'elle n'atteint que l'agriculture.

Cette surproduction agricole ne saurait d'ailleurs, d'après eux, être imputée au libéralisme. Elle est, comme toute dépression qui se produit en régime de liberté, le résultat des erreurs commises par les hommes qui doivent en supporter les conséquences ; mais elle n'aurait pas été de longue durée si on avait laissé la réadaptation s'opérer sans entraves. Les causes qui ont amené la surproduction agricole remontent, nous l'avons vu, à la guerre et résident dans le fait que les pays neufs d'Amérique, ayant à alimenter toute l'Europe, ont développé leur agriculture avec excès et ont continué à le faire après 1918, alors que notre continent, qui reconstituait son économie, se fermait peu à peu à leurs produits. Une surproduction des produits agricoles en est résultée ; mais la crise qui s'est abattue sur eux aurait été infiniment moins profonde, si les Etats n'avaient pas, par des règlements intérieurs et une politique douanière trop protectionniste, fait obstacle à la réadaptation nécessaire, ainsi que nous le verrons dans le chapitre suivant.

A la critique d'après laquelle le libéralisme serait responsable du développement de la concentration et de l'association, les libéraux répondent, d'abord, en faisant une distinction entre la concentration et l'association.

A leurs yeux, la concentration, comme le machinisme, ne

saurait être cause de désordre ; elle apparaît, au contraire, comme très favorable au développement de la production, puisqu'elle a pour effet de réduire les prix de revient. En ce qui concerne l'association, l'opinion libérale est divisée : à tous elle apparaît comme un fait regrettable, quand elle a pour but de limiter la concurrence, mais tous ne croient pas qu'il soit possible de rétablir une concurrence analogue à celle qui existait il y a un siècle. Les libéraux les plus intransigeants en sont cependant persuadés : convaincus que c'est la pratique du protectionnisme qui a donné naissance aux groupements et cartels qui brisent la concurrence, ils croient que l'établissement du libre-échange suffira à les dissoudre. Mais le plus grand nombre ne partage pas une opinion aussi optimiste ; beaucoup s'inclinent devant l'évolution et ne considèrent un retour à une politique plus libérale que comme un des moyens, mais un moyen essentiel, de parer à ses dangers.

Mais ce n'est pas sur cette argumentation purement défensive que les libéraux insistent le plus pour prouver que leur doctrine n'est pas responsable de la crise : leur principal argument consiste à montrer que, depuis de nombreuses années, on a cessé de suivre ses préceptes, et que, si des fautes ont été commises, il convient d'en imputer la responsabilité à ses adversaires.

Nous sommes ainsi amenés à aborder la seconde face de la défense libérale, qui consiste à soutenir que les interventions de l'Etat dans tous les domaines ont abouti à des échecs, et que le fait qu'on a banni la liberté des échanges est, sinon l'unique, du moins la principale cause du ralentissement de l'activité économique.

CHAPITRE III

LA FAILLITE DES INTERVENTIONS D'ETAT

Ce sont, affirment avec forces les libéraux, les interventions de l'Etat dans tous les domaines qui, en supprimant la concurrence contrairement aux principes du libéralisme, ont aggravé la crise et l'ont empêché de prendre fin d'elle-même ainsi que les précédentes.

« C'est un monstrueux mensonge, écrit M. Rueff, que d'affirmer que l'économie classique, c'est-à-dire ce que l'on est convenu d'appeler le capitalisme a fait faillite, parce que les désordres sont apparus précisément là où l'on a remplacé le régime ancien du régulateur automatique par ce régime absurde et insensé de l'économie libérée, qui est la négation de l'économie libérale. Toutes les turpitudes de notre régime, j'en ai trouvé la source dans les interventions de l'Etat » (1). Des protestations non moins véhémentes se retrouvent dans la bouche de M. Allix : « Il est de bon ton, dans certains milieux, dit-il, de proclamer la faillite de l'économie politique et d'en chercher la preuve dans le marasme actuel ; il ne faudrait cependant pas mettre au compte de l'économie politique des péchés qui sont ceux du législateur. Faire le procès du régime de la propriété individuelle, quand on retire au propriétaire l'exercice de ses droits, dénoncer l'impuis-

(1) J. Rueff, « Pourquoi, malgré tout, je reste libéral, Conférence, X-Crise, juin-juillet 1934.

sance du régime de la liberté à faire baisser les prix, quand on commence par paralyser le jeu de la loi de l'offre et de la demande, c'est témoigner d'une rare ignorance ou d'une singulière mauvaise foi » (2).

Les économistes de tendance libérale, quels qu'ils soient, n'ont pas de paroles assez sévères pour condamner l'étatisme, qui, en jetant le trouble dans l'économie, a contribué, d'après eux, à déterminer la crise et l'a empêché par la suite de se dénouer. M. Giscard d'Estaing considère qu'il constitue « un véritable parasitisme économique qui, « lorsque le parasite a dépassé en volume et en force l'arbre sur lequel il est enté », peut entraîner « la mort de l'organisme tout entier » (3). M. Labarthe le compare à « un serpent boa s'enroulant autour de la liberté et l'étouffant », et estime que « lorsqu'il aura fini son travail, le communisme sera un fait accompli » (4). M. Colliard le compare à un « cancer » qui ronge le pays (5). M. Alibert, qui est cependant loin d'accepter toutes les théories libérales, blâme également l'immixtion de l'Etat dans l'économie privée, en déclarant que « l'Etatisme est une doctrine par laquelle l'Etat accapare ou entrave sans nécessité les fonctions économiques et sociales qui sont le propre de l'activité privée » (6). M. Lakhowsky soutient qu'il est « la mort des nations » (7).

Unis dans leur hostilité contre l'Etatisme, les libéraux soutiennent que, non seulement la politique suivie depuis le

(2) Allix, « La clause de la nation la plus favorisée », R.E.P., 1933, mars, avril.

(3) E. Giscard d'Estaing. Préface de « Le mal financier », par le Comte de Fels, Lévy, 1934, p. 15.

(4) E. Labarthe, « La liberté créatrice », L. des sciences pol. et soc. 1932, p. 25.

(5) Coliard, « Le libertsime », Ed. Argo, 1932, p. 34.

(6) R. Alibert, « Etat en étatisme », Questions du jour. Janv. 1934, p. 9.

(7) G. Lakhowsky, « Etatisme, mort des nations ». Ed. S.A.C.L., 1931.

début de la crise et qui s'inspire de ce système, n'a pas apporté d'amélioration sensible à la situation économique, mais que chacune des expériences faites dans ce sens ont abouti à un échec.

Nous allons exposer successivement les critiques formulées par ces économistes contre les interventions de l'Etat dans la production, dans le commerce, dans la monnaie et le crédit et sur le marché du travail.

SECTION I

INTERVENTION DE L'ETAT DANS LA PRODUCTION

Avant la guerre, la production était à peu près libre, à condition de ne pas troubler l'ordre public et de ne pas contrevenir aux lois d'hygiène et de sécurité publique : chacun, sauf de rares exceptions, pouvait produire ce qu'il voulait, là où il le désirait et dans les conditions qui lui paraissaient les plus favorables au succès de son entreprise. Il existait bien quelques monopoles d'Etat, dont la gestion défectueuse était déjà critiquée, mais ils étaient peu nombreux. Les impôts, qui n'étaient pas excessifs, servaient seulement à couvrir des dépenses d'ordre général et d'intérêt public. Pas d'interventions abusives et de réglementation exagérée. L'Etat laissait alors aux individus la responsabilité de leurs actes ; ceux qui avaient été imprudents ou négligents tombaient en faillite. Liberté et responsabilité vont de pair.

Aujourd'hui, d'après les libéraux, la situation est tout autre : l'intervention dans la production est devenue une règle générale. Par suite du développement des monopoles, de la concurrence faite par les entreprises d'Etat aux entreprises privées et des abus d'une réglementation qui enserme peu à peu la Nation tout entière, les individus, autrefois libres, ne seront bientôt plus, prétend-on, que des fonctionnaires. Cet accroissement démesuré des pouvoirs de l'Etat, en paralysant l'initiative individuelle, en engendrant la servitude et l'irresponsabilité des producteurs et en opérant un accaparement progressif et méthodique par la collectivité des richesses du pays nous achemine insensiblement vers le régime socialiste.

« L'Etatisme économique, s'écrie M. Labarthe, conduit directement et sûrement à l'expropriation totale, à la nationalisation des produits du sol et de l'industrie, pour tout dire

d'un mot : au collectivisme d'abord, et puis au communisme » (8).

L'étude des monopoles et entreprises d'Etat, des réglementations et des méthodes employées pour le renflouement de certaines entreprises, va nous permettre de préciser les reproches adressés par les libéraux à l'Etatisme, et l'examen des répercussions de ces interventions sur le budget et sur l'impôt fournira un élément utile d'appréciation pour en juger la valeur.

I. — MONOPOLES ET ENTREPRISES D'ETAT.

L'Etat, déclarent ces économistes, exerce aujourd'hui en France tous les métiers et possède des intérêts dans toutes les branches de la production dont certaines sont même entièrement entre ses mains. Dans sa concurrence tenace contre les entreprises privées, il utilise toutes les armes qu'il tient de sa puissance, à réduire ces îlots de résistance.

Enumérant les diverses fonctions qu'il remplit actuellement, M. Labarthe indique qu'il est fabricant de poudre, de monnaies, de tabac, d'allumettes, de médailles, d'aéroplanes, entrepreneur de postes, de télégraphes, de téléphones, de chemins de fer, constructeur de routes, de ponts, de ports ; exploitant des forêts, fournisseur de fourrage, de chauffage, d'éclairage, banquier, assureur, imprimeur, graveur, mouleur, porcelainier, métallurgiste, éleveur, horticulteur, agriculteur, boulanger, tailleur, architecte, tapissier, etc., (9). « Bientôt, prévoit M. Rey, l'Etat, providence universelle, s'efforcera de donner des rentes à tout le monde aux dépens de tout le monde » (10). Les libéraux contestent qu'il

(8) Labarthe, « La liberté créatrice », p. 26, Rivière, 1932.

(9) E. Labarthe, op. cit., page 274.

(10) Augustin Rey, « Etat et contribuables », *J. des Economistes*, déc. 1932.

ait des capacités suffisantes pour s'ingérer ainsi dans tous les domaines et se livrent à une critique impitoyable des monopoles et des entreprises d'Etat.

a) *Les Monopoles.*

Les monopoles nationaux ou communaux sont au nombre de trente-deux (11). Les uns sont établis dans un but fiscal : tabacs, allumettes. D'autres dans un but d'ordre ou de sécurité publics : poudres, monnaies, postes, télégraphe, téléphones, mais nous ne parlerons que des principaux monopoles d'Etat.

Le plus important d'entre eux est celui des tabacs. Il est toujours cité par ceux qui réclament une extension des monopoles, parce qu'il rapporte environ 4 milliards, et est à peu près le seul productif. Voyons d'où vient ce privilège et ce qu'en pensent les libéraux.

Autrefois sa gestion était des plus défectueuse : les stocks pourrissaient dans les magasins, alors que « devant les bureaux des débitants stationnaient de longues théories de fumeurs désenchantés » (12). L'absence de service d'études et de laboratoire d'essai, de discipline dans le personnel et d'unité dans la direction (le service de vente et le service de fabrication appartenaient à deux administrations distinctes) étaient les causes principales de cette situation qui souleva des protestations : on réclama ou la suppression du monopole, ou la réforme de son organisation.

Pour mettre fin à ces fâcheux événements, on fit appel non à un fonctionnaire, mais à un chef d'industrie expérimenté, qui refondit tous les services, et donna à cette administration une nouvelle organisation conçue avec une largeur de vues et une science jusqu'alors inconnues (13). Les résultats de cette habile direction furent immédiats.

(11) E. Labarthe, loc. cit.

(12) E. Labarthe, loc. cit.

(13) A. Citroën.

Bien que cette heureuse transformation soit le fait d'un chef d'entreprise privée, les partisans des monopoles voient dans cette réussite un argument en faveur de ce mode de gestion. Il y a lieu, assurément, de se réjouir que 4 milliards entrent annuellement dans les caisses de l'Etat, parce que le monopole du tabac a un but essentiellement fiscal, et que ce but est largement atteint. Mais il faut aussi tenir compte que la valeur du produit correspond à peine à 20 % du prix de vente et que la part de l'impôt arbitrairement fixé par l'Etat est de 80 % : il est, par suite, difficile d'apprécier le rendement industriel et commercial de ce monopole, et il n'est pas prouvé qu'un régime de liberté, complété par un système bien étudié de taxation, ne serait pas d'un rendement égal, et même supérieur. L'exemple anglais est, à cet égard, assez probant : dans ce pays où la vente du tabac et des cigarettes est libre, l'impôt rapporte plus à l'Etat britannique, qui perçoit un bénéfice égal à 13 milliards et demi de francs-Poincaré, que le monopole ne rapporte au nôtre (14). On ne saurait donc voir dans le produit relativement élevé que rapporte le monopole des tabacs la preuve des avantages du système des monopoles.

L'histoire du monopole des allumettes est particulièrement instructive. Il avait été supprimé par la loi du 24 mars 1922 tant dans un but d'économie que dans l'intérêt des consommateurs ; la fabrication des allumettes étant mauvaise, l'outillage désuet, « la routine élevée à la hauteur d'une institution d'Etat » ; et cette suppression, en procurant à l'Etat un bénéfice de 20 à 25 millions, allait permettre au consommateur d'avoir de bonnes allumettes à meilleur marché. Mais, à peine supprimé, il fut rétabli, le 11 juillet 1924, sous l'influence socialiste. Tous les vices d'autrefois réapparurent. Bien que la technique de la fabrication fût fixée depuis cin-

(14) A. Rey, « L'Etat et les contribuables », *J. des Economistes*, déc. 1932.

quante ans, celle-ci demeura aussi défectueuse que par le passé (15).

Le fait que la gestion de ce monopole vient d'être confié, comme celui des tabacs, à la Caisse autonome d'amortissement de la dette publique ne semble pas de nature à modifier cet état de choses. Le monopole rapporte, il est vrai, actuellement plus de deux millions et demi au Trésor, parce que l'Etat prélève 200 % de bénéfice sur les mauvaises allumettes qu'il vend au public ; mais il rapporterait encore davantage si la gestion était meilleure, car une expérience a prouvé qu'une entreprise privée peut fabriquer des boîtes d'allumettes à un prix très inférieur à celui de l'Etat. Aussi le monopole des allumettes est-il considéré encore aujourd'hui par les adversaires de l'intervention de l'Etat dans la production comme un exemple des inconvénients que présente le système en vertu duquel celui-ci s'attribue la direction personnelle et exclusive d'une industrie.

Les téléphones ne furent pas toujours monopolisés par l'Etat. C'est seulement en 1879 qu'un décret fixa les clauses et conditions auxquelles pouvaient être autorisées la création et l'exploitation des réseaux téléphoniques de France, et que se créa la Société Générale des Téléphones qui exploita le service naissant jusqu'en 1889 ; à cette date, le capital amorti, elle pouvait donner 10 % de bénéfice à ses actionnaires. L'Etat s'empara de cette industrie qu'il transforma en monopole : La situation financière de notre réseau téléphonique périclita aussitôt et aujourd'hui le téléphone pose un des problèmes économiques les plus ardues (16). En Belgique, la même politique a abouti aux mêmes résultats : la gestion directe de l'Etat a été déficitaire, et les usagers ont vu le prix d'abonnement augmenter.

(15) E. Labarthe, op. cit., p. 271.

(16) E. Labarthe, op. cit., page 9. Malgré d'importantes améliorations, apportées dans le service, un emprunt de 1 milliard devra être émis en 1937 pour couvrir le déficit des P.T.T.

Ces exemples paraissent probants aux partisans de la liberté économique, qui en concluent que les monopoles sont funestes, en premier lieu à l'Etat, puisqu'un impôt lui rapporterait davantage, et, en second lieu, aux consommateurs ou aux usagers, puisqu'il leur livre des produits défectueux, ou ne leur rendant que des services réduits.

Si on peut admettre, pour les raisons qui viennent d'être indiquées, la suppression des monopoles institués dans un but purement fiscal comme ceux des tabacs et des allumettes, par contre, on ne saurait, toutefois, envisager la suppression des monopoles établis dans un but d'ordre ou de sécurité publics, tels que ceux des poudres, des monnaies, des postes, télégraphes et téléphones : pour ceux-ci on ne peut tenir compte uniquement des considérations financières : l'intérêt public exige que l'Etat ait la direction de services dont l'arrêt ou le mauvais fonctionnement pourraient influer sur la vie du pays tout entier.

b) Les entreprises d'Etat autres que les monopoles.

Pour être la manifestation la plus parfaite de l'Etatisme, le monopole n'en est pas la seule. L'Etat ne pouvant monopoliser l'économie tout entière, emploie un autre moyen pour étendre son emprise économique : il crée des entreprises qu'il exonère d'impôt, auxquelles il verse des subventions et qu'il couvre de son autorité.

En 1934, le nombre des offices — établissements publics jouissant de l'autonomie financière, mais attachés à un ministère, et recevant en tout ou en partie leurs subsides de l'Etat — et des organismes autonomes analogues s'élevait à 75, dont 49 avaient été créés depuis 1926; l'ensemble de leurs budgets dépassait 14 milliards (17). Leur objet était des plus

(17) Rapport sur les offices et établissements autonomes du 30 octobre 1935 (*J. O.*, 31 octobre 1935, p. 11.705). Le volume des dépenses des offices proprement dits était de 1 milliard 600 millions.

divers : les uns avaient pour but de favoriser le développement de l'industrie, du commerce ou de l'agriculture, d'autres d'encourager les sciences ou les lettres, d'autres d'assurer la protection de l'hygiène et de la santé publiques, d'autres de procurer des secours ou des pensions de retraite à diverses catégories de citoyens ou de les garantir contre certains risques (18). Plusieurs de ces établissements constituaient d'importantes entreprises commerciales ou industrielles, telles que les chemins de fer de l'Etat et de l'Alsace-Lorraine, les mines de la Sarre, les manufactures des Gobelins, de Beauvais et de Sèvres, l'office de l'azote. Tous ces organismes, bien que fonctionnant, en tout ou en partie, avec les ressources que leur procurait l'Etat, et dirigés par des personnes choisies par lui, étaient, en principe, indépendants et avaient leur comptabilité particulière.

Pour se rendre compte de la façon dont fonctionnaient la plupart de ces établissements gérés par l'Etat, il n'est pas d'exemple plus significatif que celui de l'office de l'azote.

Désirant monter une usine de produits azotés, l'Etat s'adressa à une puissante société allemande pour l'utilisation d'un procédé allemand : cinq millions furent versés à la société pour prix de son aide, alors que : 1° l'article 297 du traité de Versailles pouvait nous dispenser de cette opération onéreuse, et que, 2° M. Claude avait inventé, en France, un procédé très perfectionné dont les brevets ont été acquis dans de nombreux pays étrangers.

Le premier soin de l'Office de l'Azote, à peine créé, fut d'abandonner le procédé allemand en faveur de celui de

(18) Citons à titre d'exemple : les offices du commerce extérieur, de législation étrangère et de droit international, d'hygiène sociale, des prêts d'honneur, de la propriété industrielle, du tourisme, des biens et intérêts privés, des mutilés, combattants, victimes de la guerre et pupilles de la nation, des combustibles liquides, les caisses des recherches scientifiques et des lettres, les instituts des recherches agronomiques, d'hydrologie et de climatologie, etc...

M. Claude. Cet office, qui s'était installé avec 30 millions de dotation en 1924, en engloutit par la suite des centaines.

En 1927, M. Tardieu, ministre des Travaux Publics, reconnaissait que personne ne fabriquait de l'azote aussi cher que l'Etat dans son usine de Toulouse. Alors que l'Etat opérait un prélèvement de 300 millions sur l'épargne française, pour faire fonctionner l'usine, les entreprises privées fournissaient aux agriculteurs 250.000 tonnes de sulfate d'ammoniaque, et payaient des impôts à l'Etat. Enfin, en 1928, l'usine commença à donner quelques résultats. Cependant, en 1930, M. Blaignon, sénateur de la Haute-Garonne, constatait que les salaires des ouvriers de l'usine d'azote étaient bien plus élevés que ceux des autres ouvriers de la région, et que les jeunes étudiants en droit, qui se trouvaient dans une gêne passagère, venaient se faire engager comme aides-chimistes, « afin d'assurer, à l'aide du Code Pénal et des Pandectes, le contrôle ou plus exactement le non-contrôle des fabrications ». L'histoire de cet office montre les erreurs qui peuvent être commises dans la gestion des entreprises de l'Etat (19).

Les rapports de la Cour des comptes relatifs à la gestion de ces entreprises éclairent également sur la façon dont elles sont conduites. On voit notamment l'Etat achetant des immeubles à n'importe quel prix, attribuant à des fonctionnaires, déjà rétribués, des indemnités sans proportion avec le service demandé. Parfois même, on constate que la Cour est hors d'état d'exercer son contrôle parce qu'elle ne trouve pas de comptes à examiner. « Un particulier qui se conduirait comme l'Etat, conclut avec sévérité le Président d'un grand groupement commercial, serait pourvu dans la semaine d'un conseil judiciaire » (20).

Dès 1933, cette situation avait attiré l'attention du Parle-

(19) E. Labarthe, *op. cit.*, p. 291.

(20) G. Maus, « L'Etat commerçant ». Questions du jour, janv. 1934. Nous verrons plus loin les vives critiques auxquelles a donné lieu le fonctionnement des Assurances sociales (V. p. 186).

ment qui, pour donner satisfaction à l'opinion publique, avait chargé une Commission d'examiner les statuts et les comptes des divers offices « soit pour les incorporer dans les services nouveaux des ministères, soit pour apporter à leur organisation ou à leur gestion toutes les modifications suggérées par l'expérience et imposées par les nécessités d'économie et le souci de la clarté », et autorisé le Gouvernement à prononcer par décret toutes les suppressions et transformations d'établissements nécessaires (21).

Malgré la résistance opposée par les Offices, le Gouvernement, en présence de la persistance de la crise et de l'aggravation de la situation budgétaire, se décida, en 1935, à supprimer ceux qui furent reconnus inutiles et à réformer l'organisation des autres. Dans son rapport au Président de la République, M. Laval constatait que, l'intervention croissante de la puissance publique dans les divers domaines économiques, en multipliant les services nantis de l'autonomie financière, avait donné lieu à des abus contre lesquels le Parlement et l'opinion s'étaient à juste titre élevés (22).

Les libéraux qui dénoncent les « échecs » des entreprises d'Etat considèrent que leurs causes profondes résident dans l'Etatisme lui-même.

A la tête de l'entreprise se trouve, en effet, disent-ils, un chef souvent placé là par protection, sans que ses capacités aient été prises suffisamment en considération, et que l'intrigue enlèvera à son poste au moment où, s'y étant adapté, il commencera à faire œuvre utile. Le sentiment de son instabilité l'empêche de faire un programme d'action à long terme. A quoi bon puisque le successeur abandonnera sans doute le projet, ou tirera tout le bénéfice de sa réalisation ?

(21) Loi du 28 fév. 1933, art. 78 et loi du 23 déc. 1933.

(22) Décrets des 8 août, 22, 25, 29 et 30 oct. 1935. Depuis lors un nouvel office a été créé : l'Office national du blé par la loi du 15 août 1936 (V. p. 63).

Au surplus, « la multitude épaisse des critiques bénévoles et donneurs de conseils » empêche toute action hardie (23). Même s'ils étaient mieux recrutés, plus stables et plus indépendants, il n'en resterait pas moins que ces chefs sont des fonctionnaires, c'est-à-dire des hommes qui ne sont pas intéressés, comme des particuliers, au bon fonctionnement de l'entreprise, et qui sont irresponsables : leur activité n'est pas stimulée, comme celle des chefs d'entreprise privée, par l'espoir des bénéfices et la crainte de la faillite (24).

Trop souvent à la mollesse et à l'impéritie des chefs s'ajoute l'indiscipline des subordonnés : celle-ci a pour conséquence une diminution du rendement de la main-d'œuvre et de la production, et est, d'après M. Labarthe, une des causes principales des pertes subies par les exploitations de l'Etat.

Au point de vue de l'administration générale des affaires du pays, ajoute-t-on, ce rôle de producteur joué par l'Etat est nuisible, car ces entreprises aux résultats incertains, transforment en aventure la gestion des finances publiques, et les soucis économiques et financiers qu'elles occasionnent à l'Etat en détournant son attention de ses fonctions essentielles, troublent le fonctionnement de ses services normaux.

Au point de vue social, les effets du développement des entreprises d'Etat ne sont pas moins néfastes, ainsi que le reconnaît M. Jouhaux, Secrétaire général de la Confédération générale du Travail : « Les ouvriers, dit-il, se constituent en caste, uniquement soucieuse de ses intérêts particuliers, ignorante de l'intérêt général. La routine, les intérêts corporatifs, le fonctionnarisme forment le cycle où évolue l'industrie d'Etat. Au lieu de constituer un régulateur et de fournir l'exemple propre à stimuler les initiatives privées, l'entreprise d'Etat se trouve ainsi être un obstacle au développement du

(23) E. Labarthe, op. cit., p. 281.

(24) M. Alibert va jusqu'à dénoncer l'avènement d'une administration d'affairistes se laissant aller à de coupables compromissions.

progrès social. C'est l'œuvre lamentable de la bureaucratie » (25).

Tenant compte des reproches adressés par les libéraux aux fonctionnaires et agents de l'Etat et qu'ils reconnaissent fondés, les socialistes ont lancé une nouvelle formule : *la nationalisation industrielle*. D'après elle, l'économie future ne sera « ni étatisme stérile, ni capitalisme égoïste », car à la tête de l'entreprise se trouvera un Conseil d'Administration composé des représentants de l'Etat, des ouvriers et des consommateurs (26). La C. G. T. met toute sa confiance dans cette synthèse « harmonieuse et puissante » des activités collectives et privées, et, à son instigation, ce système a été introduit dans la loi sur l'aménagement du Rhône, dans celle touchant l'amodiation des potasses d'Alsace, et appliqué à la fabrication par l'Etat de l'ammoniaque synthétique. Mais les libéraux considèrent ce système comme vicieux, parce que les intérêts de l'entreprise elle-même ne sont pas représentés (27).

II. — LES RÉGLEMENTATIONS.

Les monopoles et les autres entreprises d'Etat ne sont pas les seules manifestations de l'activité de celui-ci dans le domaine de la production. Quand il ne la dirige pas, en se faisant lui-même producteur, il la contrôle et veut agir sur la formation des prix soit en réglementant l'offre, soit en faisant directement pression sur les prix. Nous allons étudier

(25) M. Jouhaux, cité par M. Labarthe, op. cit., p. 281.

(26) Piron, « Les doctrines économiques en France depuis 1870 », Armand Colin, 1930, p. 150.

(27) L'Etatisme a fait un nouveau pas avec la loi du 11 août 1936, qui réalise, dans l'intérêt de la défense nationale, l'expropriation moyennant indemnité et la nationalisation des usines fabriquant des armements. Dans l'aviation, des sociétés de gérance ont été créées dont le capital est souscrit pour les 2/3 par l'Etat. (« Quand l'Etat nationalise », *Revue de Paris*, 15 nov. 1936.)

les principales de ces réglementations, où se manifeste précisément cette double action de l'Etat sur l'offre et sur les prix, en indiquant les critiques qu'elles soulèvent de la part des libéraux : celle des transports, celle relative aux loyers et celle concernant le blé et le vin.

a) *La réglementation des transports.*

Qu'il s'agisse des chemins de fer de l'Etat, gérés directement par lui, ou des autres réseaux concédés à des Compagnies qui les exploitent sous sa haute surveillance, de 1921 à 1928, tous les exercices, sauf ceux de 1926 à 1928, ont été déficitaires, bien qu'on fut alors en pleine période de prospérité. Depuis la crise, le déficit a naturellement augmenté, au point d'atteindre 4 milliards par an, ou 160 millions par jour.

Les causes du déficit résident, d'après M. Musnier, Président de la Fédération Nationale des Transporteurs de France, d'une part, dans le fait que notre réseau ferré s'est développé exagérément, et, d'autre part, dans les conditions de son exploitation, qui ne permettent aucune possibilité de gain (28).

La première cause, l'extension excessive du réseau, est manifeste : alors qu'une moitié des lignes effectue 80 % du trafic, l'autre n'en effectue que 20 %, d'où, au point de vue financier, des conséquences désastreuses (29). Libres, fait-on observer, les réseaux n'auraient pas construit ces dernières lignes qu'on a qualifiées à juste titre de lignes électorales, et qui, pour assurer la circulation de trois trains par jour, réclament tout un personnel de chauffeurs, contrôleurs, chefs de gare et garde-barrières.

Les conditions défectueuses d'exploitation contribuent

(28) R. Musnier, « La faillite de l'étatisme », Questions du jour, 1934.

(29) En 1913, déjà, sur les 9.865 kil. de lignes exploitées par le P.L.M., 2.663 km. rapportaient 122 millions et les 7.002 km. restant perdaient 78 millions.

aussi à aggraver lourdement le déficit : Il y a trop de transports à prix réduits, de billets gratuits ou à demi-tarif, trop de tarifs spéciaux qui avilissent les recettes. « C'est un véritable dumping, écrit M. Musnier, dumping qui n'est possible que parce qu'il s'exerce aux frais des contribuables » (30).

Mais il est encore d'autres causes de la crise des chemins de fer, que met en évidence M. F. Jenny : 1° l'inflation des dépenses d'exploitation due à un règlement trop rigide du travail et du statut du personnel et à l'élévation du taux des salaires ; 2° les charges accablantes que l'Etat a imposées aux chemins de fer ; 3° le manque de souplesse des règlements concernant l'exploitation et les tarifs ; 4° l'absence de constitution d'un fonds de réserve pendant la période de prospérité, qui eut été possible si l'Etat n'avait pas rendu dès ce moment leur exploitation déficitaire (31).

Toutes les hautes personnalités qui dirigent les différents réseaux s'entendent pour critiquer l'intervention de l'Etat, qui, en plaçant les réseaux « dans l'impossibilité d'avoir une action quelconque sur leurs recettes et leurs dépenses » leur impose l'immobilité et la stagnation », et d'une industrie vivante « a fait une administration à la charge du contribuable », dénoncent le cahier des charges qui pèse d'un poids insupportable sur les Compagnies, et réclament que celles-ci aient la liberté de « fonctionner non comme des administrations, mais comme des entreprises industrielles gérées industriellement » (32).

Tant que ces plaintes n'auront pas été écoutées, disent les

(30) R. Musnier, art. cit.

(31) F. Jenny, « Le déficit des chemins de fer français », *Le Temps*, 1935.

(32) Discours prononcés par M. Renaudin à l'Assemblée Générale du Conseil d'Administration de la Compagnie de l'Est en avril 1930, par M. Richemond à l'Assemblée Générale du Conseil d'Administration de la Compagnie du P.V. le 22 mars 1932, par le baron de Rothschild à l'Assemblée Générale des Chemins de Fer du Nord, le 30 avril 1932.

libéraux, le déficit des chemins de fer persistera, et le poids en retombera sur l'Etat : supprimons la tutelle de ce dernier et le déficit disparaîtra. Et à cette stagnation des chemins de fer, ils opposent l'étonnante carrière des transports automobiles par route, qui, jusqu'à ces temps derniers, étaient libres, et dont les sociétés, grâce à la liberté d'initiative et au zèle des chefs d'entreprises, ont réalisé, au moment où les circuits organisés par l'administration des Postes étaient en déficit, un excédent de recettes de 1.089.600 francs en 1930, et 3 millions 931.000 francs en 1931.

Le chemin de fer ne pouvant résister à la concurrence de l'automobile, un décret du 19 avril 1934 a supprimé la liberté des transports publics par route, en instituant un comité chargé d'établir une coordination des transports par fer et par route, composé, il est vrai, des représentants des réseaux et des sociétés de transports routiers, mais dont les décisions sont soumises à l'approbation du Ministre des Travaux Publics.

Les adversaires de cette mesure, prise « pour réduire les charges financières de l'Etat » ont soutenu qu'elle ne permettrait pas à ce dernier, par la réduction du déficit des chemins de fer, de gagner les milliards que perdaient les industries privées de transport, en invoquant l'exemple de certains pays étrangers, tels que l'Angleterre, où la réglementation des transports en commun a nui au développement des transports automobiles sans améliorer les recettes des chemins de fer (33). Il suffisait, d'après eux, de libérer les chemins de fer de la tutelle de l'Etat pour que la coordination se fit toute seule. « Ce n'est pas, s'est écrié M. Musnier, en passant le carcan au cou de l'automobile qu'on remettra le chemin de fer sur pied, mais au contraire en le libérant des contrain-

(33) En Angleterre, les recettes des chemins de fer ont baissé de 15 millions en 1933, malgré la réglementation des transports sur route (Musiér, questions du jour, 1934, p. 81).

tes qui l'étouffent... Donnez lui la liberté dans le cadre de son exploitation ferroviaire, vous le sauverez. Mais ne la retirez pas à l'automobile, vous la tueriez » (34).

Si les critiques libérales touchant la réglementation des chemins de fer et des transports sur route ne sont pas sans fondement, par contre leurs auteurs ne tiennent pas suffisamment compte de certaines données du problème.

Certes, la tutelle de l'Etat sur les chemins de fer est trop pesante et tend parfois à sacrifier d'une façon excessive les intérêts de ces entreprises, c'est-à-dire ceux des contribuables à ceux des usagers. Mais rendre aux Compagnies leur liberté entière, ce serait leur permettre de relever leurs tarifs et porter ainsi atteinte au commerce et à l'industrie. Or, les tarifs ne doivent pas seulement servir à équilibrer le budget des Compagnies, ils doivent aussi être conformes à l'intérêt général.

D'autre part, les tarifs des chemins de fer, aménagés de façon à peser le moins possible sur le prix de revient, sont proportionnés non au volume et au poids, mais à la valeur des marchandises transportées. Or, les services automobiles, en ne laissant aux chemins de fer que les transports des marchandises lourdes, peu rémunérateurs, ont écrémé la clientèle de leurs concurrents et réduit ainsi considérablement leurs recettes. Si on rendait leur entière liberté aux transports par fer et par route, les compagnies de chemin de fer, pour vaincre la concurrence des transports routiers, ne manqueraient pas de relever le tarif des marchandises lourdes, comme le charbon, dans des proportions telles que l'intérêt général en serait gravement lésé.

Telles sont les questions délicates que soulève le problème

(34) R. Musnier, loc. cit. Dans le même sens, M. Savary, directeur général des Chemins de Fer du Nord.

des transports et que les libéraux, en préconisant le retour pur et simple à la liberté, ne résolvent pas ; mais ces objections n'excluent pas la possibilité d'un assouplissement des réglementations existantes.

b) *La réglementation des loyers et la législation des habitations à bon marché.*

L'Etat a agi sur le prix des loyers, soit directement en s'ingérant dans les rapports entre locataires et propriétaires et en fixant un prix maximum, soit indirectement en se faisant constructeur d'immeubles, ou en favorisant la construction d'habitations à bon marché.

Tout d'abord, afin de protéger les locataires, que la guerre d'abord, et la crise ensuite, ont placés dans une situation qui leur rend difficile l'exécution de leurs obligations, l'Etat est intervenu dans les rapports entre propriétaires et locataires.

En 1929, le Parlement, malgré les protestations des propriétaires, a fixé provisoirement aux loyers un taux maximum et accordé, pendant six mois, aux locataires, le droit de revenir, le cas échéant, sur leurs engagements et de réclamer la réduction de leur loyer au taux légal. Par la suite, il a, malgré les mêmes protestations, retardé, par des lois successives, le retour au droit commun ; et, en 1935, M. Laval a frappé encore plus durement les propriétaires en leur imposant une réduction de 10 % sur la valeur de ceux-ci (35).

Toutes ces mesures tendant à favoriser les locataires aux dépens des propriétaires sont blâmées vivement par les libéraux (36), parce qu'elles portent atteinte à la liberté des contrats et au droit de propriété et causent un préjudice à

(35) Loi du 29 juin 1929 autorisant une majoration de 15 0/0 ; lois des 25 juin 1934, 30 juin 1935, 30 juin 1936 reportant cette majoration ; décret du 4 avril 1935 imposant une réduction de 10 0/0.

(36) Et même par de nombreux partisans de l'économie dirigée.

ces derniers, en réduisant leurs revenus, de telle sorte qu'ils ont les plus grandes difficultés pour faire face aux lourdes charges que leur impose l'entretien de leurs immeubles. Si on prend au hasard six immeubles répartis dans deux arrondissements de Paris, on voit qu'en 1914, leurs revenus bruts étaient, pour les deux derniers trimestres, de 35.822 francs, alors que les frais ne s'élevaient qu'à 11.901 francs, et qu'en 1933, pendant la même période, leurs revenus bruts ont été de 127.186 fr. 55, alors que les frais augmentant plus encore, se sont élevés à 93.276 francs. Depuis 1933, la situation des propriétaires, déjà difficile, s'est encore aggravée (37).

Mais les mesures de faveur prises au profit des locataires n'ont pas causé seulement un dommage considérable aux propriétaires : elles ont eu nécessairement leur répercussion sur l'industrie du bâtiment : les demandes en autorisation de bâtir sont tombées à un niveau très bas, et les travaux d'entretien ont été restreints à leur strict minimum. Enfin, les libéraux considèrent que ces mesures ont atteint les classes mêmes qu'elles avaient pour but de protéger, en prolongeant la crise du logement et en frappant, par contre-coup, les ouvriers, dont 16.000 auraient été réduits au chômage par le marasme de l'industrie du bâtiment.

Pour remédier à cette crise qui, d'après les partisans du libéralisme, aurait pris fin d'elle-même sous un régime de liberté, des interventions nouvelles apparurent nécessaires : les collectivités décidèrent de se substituer aux particuliers en construisant des immeubles de location, ou de leur venir en aide par des sortes de primes à la construction.

La ville de Paris construisit des immeubles pour la classe moyenne. Mais les loyers fixés étant trop élevés, 80 % des logements ne trouvèrent pas preneurs et le revenu de ceux qui furent occupés ne parvint pas à couvrir les garanties

(37) M. Truitié de Varreux, « Etatisme et propriété bâtie », Questions du jour, janv. 1934.

d'intérêt données par elle, d'où un déficit que les contribuables eurent à combler, en payant de nouveaux centimes additionnels (38).

En faveur de la classe pauvre, l'Etat, en 1928, perfectionna la législation des habitations à bon marché, en consentant de grands avantages aux offices publics et aux sociétés privées pour la construction de ces immeubles. Grâce à des prélèvements opérés sur les fonds dont dispose la Caisse des Dépôts et Consignations, il fit à ces offices et à ces sociétés des avances pouvant s'élever jusqu'à 90 % du prix de revient, à un taux très bas, inférieur à celui de la Caisse des Dépôts et Consignations, en prenant à sa charge la différence entre ces deux taux. Malgré ces avantages, qui semblaient devoir permettre à ces institutions et à ces groupements d'abaisser le montant de leurs loyers à un chiffre acceptable pour les locataires, sans porter atteinte au bon fonctionnement de leurs entreprises, les comptes d'exploitation de ces immeubles furent déficitaires. Aussi certaines communes ont-elles inscrit dans leur budget un compte pour le remboursement des avances consenties à leurs offices, et ce sont les contribuables qui ont supporté la charge de ce déficit. Si les collectivités publiques continuent à venir en aide aux offices, disent les libéraux, c'est la ruine de leurs finances ; si elles les abandonnent à eux-mêmes, c'est l'effondrement de ces établissements.

Cette intervention des pouvoirs publics et des collectivités aurait eu, d'après les mêmes économistes, un autre effet fâcheux : l'initiative privée se serait désintéressée de la construction de ces sortes d'habitations non seulement parce que les entreprises privées, obligées d'emprunter aux taux de 6 ou de 7 %, de faire face à de lourdes charges fiscales et n'ayant pas, pour couvrir un déficit éventuel, la faculté de puiser dans le trésor de l'Etat, ne pouvaient consentir des

(38) M. Truitié de Varreux, art. cit.

loyers aussi réduits, mais aussi parce qu'elles se seraient exposées, en exploitant à des prix supérieurs des immeubles destinés au logement de la même classe sociale, à soulever la réprobation d'un public ignorant les motifs pour lesquels les logements des offices sont loués à des prix inférieurs. Les capitalistes soucieux de leur bonne renommée, ne pouvaient que s'abstenir ; et c'est ce qu'ils firent. S'il se construisit des logements pour les ménages jouissant d'une certaine aisance, il ne s'en édifia aucun à l'usage des familles peu fortunées visées par la législation sur les habitations à bon marché (39).

Les résultats que donnent les interventions de l'Etat dans la législation des loyers, concluent les libéraux, sont mauvais. Non seulement elles sont préjudiciables pour ses finances, mais, soit qu'il veuille protéger les locataires contre les propriétaires par la limitation des prix des loyers, soit qu'il veuille assurer des logements à la population pauvre en favorisant la construction des habitations à bon marché, sa législation se retourne contre ceux qu'il entend protéger, car, par ces remèdes inappropriés, il empêche les réactions de l'organisme malade qui amèneraient la guérison, et, sous prétexte d'atténuer les inconvénients de la crise, il la perpétue.

Nous ne pensons pas qu'il y ait lieu de condamner d'une façon aussi absolue ces interventions qui ont pour but de résoudre la crise du logement. A côté du point de vue économique, il faut tenir compte du point de vue social. En période de crise, le devoir d'assistance de l'Etat et des diverses collectivités publiques à l'égard des classes pauvres est plus impérieux. En favorisant par leurs subsides la construction d'habitations à bon marché, lorsque le nombre de celles-ci

(39) Lucien Ferrand, « La législation des habitations à bon marché », *J. des Economistes*, fév. 1932. Cependant le caractère insuffisamment rémunérateur des maisons à petits loyers suffit à expliquer l'abstention de l'initiative privée.

est insuffisant et lorsque le coût élevé de la construction paralyse l'initiative privée, ils ne font que remplir ce devoir.

Par contre, quand l'Etat empêche certains propriétaires de tirer un profit légitime de leurs immeubles, en fixant à leurs loyers un maximum insuffisamment rémunérateur, non seulement il outrepassse ses droits, mais il crée un privilège injuste au profit de certains locataires, qui sont arbitrairement avantagés au détriment de leurs propriétaires et par rapport aux autres locataires.

c) Les règlements touchant le blé et le vin.

De même que les locataires atteints par la crise ont eu recours à l'intervention de l'Etat pour obtenir un allègement de leurs charges locatives, de même les agriculteurs, frappés par la mévente de leurs produits, ont fait appel à la protection de l'Etat et lui ont demandé, notamment, de rétablir, par une réglementation appropriée, le cours du blé et du vin.

La question du blé est une des plus graves qui se soit posées devant le pays à cause de l'importance de la culture du froment, qui occupe, en France, 24 % des terres labourables et 10 % du territoire national et de la progression de la production due à l'augmentation des emblavures et du rendement par hectare (40) ; d'autre part, à cause de l'impossibilité pour les blés français de lutter contre la concurrence

(40) Les surfaces emblavées tombées à 4 millions d'hectares en 1917 s'élevèrent dès 1926 à 5.600.000 hectares. Les rendements par hectare passèrent de 13,4 quintaux à la fin de la guerre à 15 quintaux en 1929 et près de 17 quintaux en 1932 (de Contades, « Le blé et le vin », Europe nouvelle, 1934, p. 1.258. — J. Sirol, « Caractères de la crise agricole », R.E.P., janv. 1936.

des blés étrangers, dont les prix de revient sont plus bas dans les pays neufs (41) ; enfin à cause de la diminution de la consommation (42).

Déjà critique en 1930 par suite de la baisse des cours mondiaux, la situation devint alarmante en 1932 à cause de l'accroissement de la production française qui, stimulée par la hausse générale de 1926, s'éleva à 90 millions de quintaux, alors que les besoins normaux du pays ne dépassaient pas 88 millions de quintaux. Pour la première fois la France, importatrice de blé, se trouva avoir un excédent. La situation ne s'améliora pas les années suivantes, car, si la production, après avoir dépassé 92 millions de quintaux en 1933, redescendit, en 1934, à 83.594.000 quintaux, le blé stocké pendant les années d'abondance n'étant pas encore entièrement écoulé, la quantité de blé se présentant en réalité sur le marché fut de 107 millions de quintaux (43). Du fait de la crise et de l'abondance des récoltes les prix baissèrent ; le paysan, ne parvenant plus à couvrir ses frais, réclama la protection de l'Etat (44).

Pour remédier à cette situation, dès 1930, il avait organisé le stockage des blés et farines avec ventes échelonnées, institué des primes de conservation, élevé le montant des remboursements des droits de douane et le pourcentage des blés indigènes pour la fabrication des farines destinées à la panification. En 1931, pour assurer un contrôle plus strict des blés étrangers, il créa le permis d'importation. Mais cela ne

(41) En 1928, les pools canadiens payaient le blé 5 francs or à leurs adhérents. Aux Etats-Unis de 1928 à 1932, il est tombé parfois au-dessous du prix de la sciure de bois (de Contades, loc. cit.).

(42) La consommation annuelle moyenne, qui était de 220 kilos de 1909 à 1914, est tombée à 190 kilos de 1929 à 1934 (X..., « La hausse du prix du blé », « Europe nouvelle », 1935, p. 838).

(43) *Annuaire de la R.E.P.*, années 1933, 1934, 1935 : « La production agricole ».

(44) Le prix moyen du quintal tomba de 188 fr. 70 en 1926 à 107 fr. en 1932 et à 84 fr. en 1933 (de Contades, loc. cit.).

suffit pas à freiner la baisse des prix, et, en 1933, il renforça sa protection en instituant un système plus sévère de réglementation (45).

Après avoir, pour dégager le marché, organisé d'une façon plus complète le stockage et le report des excédents, réduit le taux de blutage, prohibé l'emploi des farines secondaires pour l'alimentation humaine, favorisé par des primes l'emploi du blé à des usages autres que l'alimentation, enfin encouragé les exportations par l'octroi de primes aux exportateurs, il fixa un prix minimum au-dessous duquel il était interdit de vendre le blé (46). Mais, en contre-partie de son intervention, il soumit les cultivateurs, ainsi que les négociants en grains et les meuniers à un contrôle rigoureux, en leur imposant de nombreuses formalités, telles que la déclaration de leurs ensemencements, du montant de leurs récoltes ou des mouvements de leurs stocks, et il les astreignit au paiement de taxes pour faire face aux frais de ce contrôle.

Cette réglementation n'empêcha pas le prix du blé de baisser, en cinq ans, de 60 %, tandis que le prix du pain ne baissait que de 30 %. Le prix minimum se révéla être d'une utilité nulle, car il ne put être observé. Sachant la récolte trop abondante, les paysans préféraient vendre leur grain à perte plutôt que de le garder ; et, de leur côté, les intermédiaires, les minotiers, refusaient d'acheter au prix légal et ne s'adressaient qu'à ceux qui leur offraient en cachette une réduction. Les seuls bénéficiaires de la loi furent donc des intermédiairei-

(45) Loi du 30 avril 1930 (ouverture d'un crédit de 30 millions pour la constitution d'un stock de sécurité). — Loi du 26 janvier 1933 (ouverture d'un crédit de 300 millions pour le même objet et d'un crédit de 30 millions pour le paiement des primes de report). — Loi du 14 avril 1933 (ouverture d'un crédit de 20 millions pour le paiement des primes de dénaturation). — Loi du 10 juillet 1933 (affectation à l'exécution des mesures de défense du marché du blé du tiers du produit des droits de douane sur les blés importés).

(46) Le prix minimum du blé a été fixé à 115 francs en août 1933, alors que le blé se vendait aux Etats-Unis de 25 à 30 francs.

res qui, ayant acheté à bas prix, revendaient en se basant sur le prix minimum.

Les paysans souffrirent à un tel point de cette réglementation que, de toutes parts s'élevèrent des plaintes (47) ; ils réclamèrent le rétablissement du marché libre qui, d'après eux, pouvait seul assurer la réduction de la production et la corrélation entre le prix du pain et le cours réel du blé. Tout le monde reconnaissait que « l'expérience d'économie dirigée poursuivie pour assurer aux cultivateurs un prix raisonnable de leur blé avait totalement échouée et que le retour à la liberté des transactions s'imposait » (48).

L'abolition du prix minimum fut l'œuvre de M. Flandin qui, en 1934, fit une nouvelle tentative pour relever l'agriculture et faire monter les prix. Il aggrava la réglementation antérieure par des dispositions nouvelles, mais accorda aux agriculteurs un avantage important par la prise en charge par l'Etat des stocks de blé des récoltes antérieures, grâce à un compte spécial alimenté en partie par des taxes payées par les producteurs (49).

Cette nouvelle loi eut pour effet d'accroître les charges du budget, sans améliorer la situation des agriculteurs. Au début de 1935, les prix fléchirent encore ; le blé descendit à 70 et même à 60 francs le quintal. Les producteurs réclamèrent encore une fois la modification d'une législation qui leur imposait des charges et restreignait leur liberté sans leur procurer aucun bénéfice.

Cédant à leurs sollicitations, M. Laval s'attacha à son tour

(47) L'indice des prix du blé, qui était de 596 en 1931 descendit à 285 en 1935, tandis que l'indice du coût de la vie baissa seulement de 596 en 1932 à 504 en 1935, et l'indice des prix industriels de 464 à 345 dans la même période.

(48) De Contades, loc. cit.

(49) Loi du 24 décembre 1934 déterminant les quantités de blé pouvant être livrées à la consommation et les conditions de vente du blé évitées.

à revaloriser les produits agricoles. Mais, loin d'abroger la réglementation antérieure, il y ajouta, par un décret-loi du 30 octobre 1935, de nouvelles prescriptions en interdisant aux meuniers d'ouvrir de nouveaux moulins, d'augmenter la capacité d'écrasement des moulins existant et de dépasser un certain maximum d'écrasement, en les astreignant à des déclarations et au paiement des droits, en constituant enfin deux organismes, l'un professionnel pour la fixation des proportions de blé indigène à broyer, et l'autre interprofessionnel pour la résorption des excédents.

Les mesures de M. Laval, qui ne provoquèrent pas, tout au moins immédiatement, la hausse des prix escomptée, critiquées par ceux qui sont hostiles à l'ingérence de l'Etat dans la production et au développement de l'organisation corporative, ne donnèrent pas entière satisfaction aux cultivateurs et aux meuniers, qui reprochèrent au Gouvernement de leur avoir imposé de nouvelles obligations et de ne pas avoir donné assez de pouvoir et surtout d'indépendance aux comités qu'il avait créés.

Cependant la situation des producteurs de blé finit par s'améliorer : le prix du blé dépassa 100 francs au début de 1936. Cette amélioration est due principalement au fait que la récolte de 1935 a été déficitaire : les circonstances atmosphériques ayant été défavorables à la culture du blé, la récolte a diminué de 14.578.000 quintaux, et cette diminution a facilité l'écoulement des stocks dits de sécurité.

En 1936, bien que la récolte fût déficitaire, comme la précédente (51) et que la hausse des cours se fût poursuivie, la loi Monnet du 15 août 1936 a institué l'Office national interprofessionnel du blé et la taxation du blé. Cet Office, qui

(50) En France, la récolte, qui était de 92.129.000 quintaux en 1934, est tombée à 77.551.600 quintaux en 1935 (*J. O.*, octobre 1936). De même, en Europe les stocks de blé et de farine sont tombés de 491 millions de boisseaux en 1934 à 359 millions en 1935.

(51) La récolte de 1936 s'est abaissée à 66.501.900 quintaux (*Temps*, 13 octobre 1936).

jouit de la personnalité civile et de l'autonomie financière, se compose d'un Comité central et de comités départementaux, où figurent des représentants de l'Administration, de la production, des industries transformatrices, des sociétés coopératives et des consommateurs. Il est chargé du contrôle de la production et du commerce des céréales, de la fixation du prix du blé et du taux de blutage, et, d'une manière générale, de l'adaptation de la production à la consommation. Un crédit de 5 millions a été prévu pour assurer son fonctionnement, en outre du produit des taxes et des amendes.

Les libéraux critiquent, d'une manière générale, la politique suivie de 1933 à 1935 pour l'assainissement du marché du blé. Elle a, disent-ils, sacrifié délibérément le contribuable en grevant les finances publiques de lourdes charges : primes de dénaturation, de stockage et de report, dépenses de contrôle et de surveillance ; tous ces frais ont été couverts par un compte spécial du Trésor (52). Le poids de la situation difficile dont souffraient les agriculteurs retomba désormais sur l'Etat, c'est-à-dire sur la masse des contribuables. L'industrie en pâtit, car pour compenser l'élévation des impôts, elle ne put diminuer ses salaires, partant, abaisser son coût de production, qui excède les coûts mondiaux.

Le consommateur fut également désavantagé, car il fut obligé de payer le pain plus cher, malgré les mesures prises à cet égard par MM. Flandin et Laval. L'écart entre les prix français et étrangers atteignant environ 80 francs par quintal, la France a payé certaines années son blé 7 milliards de plus que sa valeur sur les marchés extérieurs. Le pain fut, en outre, d'une qualité inférieure, car la taxation encouragea les boulangers à employer des farines de seconde qualité pour accroître leurs bénéfices.

(52) La résorption des excédents a entraîné une charge de 2 milliards et demi d'emprunts, qui grève lourdement l'avenir (X., Europe nouvelle, 1935, p. 837).

Les agriculteurs ont-ils retiré, au moins, un réel avantage de cette réglementation? Les effets de la taxation ont été purement négatifs, car on ne saurait braver impunément la loi statique de l'offre et la demande ; le stockage a échoué aux trois quarts et l'écoulement des blés, à la fin de 1933, s'opérait encore difficilement (53). En ce qui concerne la hausse du prix du blé, qui se poursuit depuis le début de 1936, les libéraux refusent de voir dans cette amélioration le fruit des interventions de M. Laval et considèrent qu'elle est uniquement due à l'insuffisance de la récolte dernière ; ils restent persuadés que les prix auraient remonté beaucoup plus tôt si l'Etat s'était gardé d'intervenir et avait laissé la chute des prix contraindre les paysans à réduire plus rapidement leurs emblavures.

La loi sur l'Office du blé, loi qui organise un « interventionnisme totalitaire dans la production et le commerce des céréales, a provoqué les critiques encore plus vives des libéraux, qui lui ont reproché « son caractère étatiste et socialiste, son inefficacité et ses conséquences onéreuses ». Ce n'est pas, a dit l'un d'eux, de l'économie dirigée, mais de « l'économie étranglée ». Elle a également soulevé les protestations des producteurs de blé à cause de ses « dispositions incohérentes, embrouillées et contradictoires » et du « fouillis de réglementations » auxquelles elle donne lieu. Le prix du blé a été fixé en août 1936 à 140 francs ; mais on prétend que, sans l'intervention de l'Office, il serait monté à 160 francs (54).

La meilleure solution du problème du blé consisterait, à notre avis, dans des ententes agricoles, dont la formation serait encouragée par l'Etat et qui auraient uniquement pour

(53) Jean Sirol, « La question du blé », R.E.P., janvier 1936.

(54) H. Hitie, « Le programme socialiste et l'agriculture », *Revue des deux mondes*, 1936, p. 519. — L. Salleson, « L'office du blé », R.P.P., 10 septembre 1936 — F. Deby, « L'office du blé », *Europe nouvelle*, 1936, p. 666.

but de parer aux conséquences des récoltes excédentaires, en opérant, grâce à un accord avec les meuniers, courtiers et commerçants, des prélèvements automatiques et gratuits au moulin des excédents et leur vente à l'extérieur au cours mondial. Ce corporatisme spontané ne saurait être confondu avec l'Office du blé, car, en aucun cas, les ententes, dont les fonctions seraient strictement délimitées, ne pourraient imposer un prix ou enchaîner le commerce. Cette liberté organisée serait plus efficace, à notre avis, que les réglementations d'Etat et n'en aurait pas les inconvénients (55).

L'Etat ne s'est pas contenté de réglementer le marché du blé, il a aussi réglementé celui du vin, qui souffrait d'une crise non moins grave que celui du blé.

Même avant la dépression mondiale, la situation viticole avait motivé l'intervention des Pouvoirs Publics. Depuis la guerre, l'augmentation du rendement des vignobles de France et le développement de la culture de la vigne en Algérie avaient accru considérablement le volume des récoltes. Jusqu'en 1924, l'accroissement de la consommation avait compensé cette augmentation ; mais les prix montèrent alors à un tel niveau que la consommation se restreignit au point de devenir insuffisante pour absorber la récolte, et la chute des prix commença (56). A partir de 1929, le ralentissement des échanges extérieurs aggrava la situation du vignoble, en diminuant la demande, tandis que l'offre, du fait de récoltes toujours plus abondantes, ne cessait de s'accroître. Eprouvés par la mévente des vins qui, chaque année s'accroissait, les

(55) En ce sens, X..., « La hausse du prix du blé », Europe nouvelle, 1935, p. 838.

(56) Le prix de l'hectolitre de vin, de 60 fr. en 1921, s'éleva à 285 fr. en 1924, tandis que la consommation, qui était de 35 millions d'hectolitres en 1913, montait à 50 millions d'hectolitres en 1924. Dans les années suivantes, la consommation baissa de 10 millions d'hectolitres (de Contades, loc. cit.).

vignerons réclamèrent une protection plus efficace de l'Etat qui, pour leur donner satisfaction, réglementa le marché d'une façon de plus en plus rigoureuse.

De 1930 à 1931, le Parlement jeta les bases d'un « statut de la viticulture française et algérienne » destiné à revaloriser les prix en adaptant la production à la consommation. Tout d'abord, pour protéger les vins français contre les vins étrangers, il réduisit les importations en élevant les droits de douane et en limitant l'entrée des vins de coupage. En second lieu, en vue de faciliter l'écoulement des récoltes, il développa l'utilisation industrielle du vin, en obligeant les viticulteurs, au-dessus d'un certain rendement, à distiller une partie de leur récolte, et à vendre les alcools ainsi obtenus à l'Etat aux prix fixés par lui, et en organisant le blocage et même le superblocage des vins. Enfin, dans le but de restreindre la production, il limita l'emploi des vins faibles et interdit aux propriétaires des moyennes et grandes exploitations la plantation de vignes nouvelles. Pour assurer l'exécution de ces prescriptions, il réglementa strictement la circulation des vins, et, pour financer ces diverses opérations, il imposa des redevances frappant les hauts rendements et majora les droits de circulation (57).

Ce « statut » provoqua de vifs mécontentements parmi les vignerons, non seulement parce qu'il leur imposait des charges nouvelles au moment où leurs exploitations étaient déficitaires, mais parce qu'il contenait des règles injustes, favorisant les petites exploitations aux dépens des moyennes et des grandes, et certaines régions au détriment des autres. D'autre part, il n'apporta aucun soulagement à la viticulture qu'il bouleversa inutilement : non seulement la situation de celle-ci ne s'améliora pas, mais elle s'aggrava. Loin de diminuer, la surproduction ne fit que s'accroître : en 1934, les récoltes disponibles atteignirent 103 millions d'hectolitres,

(57) Lois des 1^{er} janvier et 19 avril 1930, 31 mars, 4 et 11 juill. 1931 et 8 juill. 1933.

tandis que les besoins annuels de la consommation ne dépassent pas 72 millions d'hectolitres. Par suite, la chute des cours s'accrut et le prix de l'hectolitre tomba à 55 francs, alors que, pour être rémunérateur, il ne doit pas descendre au-dessous de 80 francs. Jamais le sort des viticulteurs n'avait été aussi tragique (58).

En présence de cet échec, M. Flandin compléta par de nouvelles mesures le statut viticole. Afin de réduire la production, la loi de 1934 interdit de remplacer les vignes arrachées au-dessus d'une certaine superficie, de planter certains cépages et de vendre le vin provenant de ces cépages, et ordonna la destruction des plants de vigne non vendus. Les achats d'alcools par l'Etat redoublèrent, à des prix dérisoires. « Ces mesures incohérentes, dit M. G. Pastre, qui constituaient une véritable spoliation, aboutirent à un fiasco lamentable. C'est miracle qu'elles n'aient pas déclenché une véritable jacquerie » (59).

M. Laval eût beau chercher à perfectionner l'œuvre de ses prédécesseurs, ordonner l'échelonnement des ventes et l'arrachage de 150.000 hectares de vignes, et créer une sorte de monopole de l'alcool, que certains considérèrent avec inquiétude comme un acheminement vers la création d'un office du vin, la récolte de 1935, un peu moins abondante, n'en resta pas moins excédentaire et les prix ne furent pas revalorisés (60).

Depuis le début de 1936, quelques signes d'amélioration

(58) R. Courtin, « La viticulture et les pouvoirs publics », R.P.P., 10 sept., p. 476 — (De Contades, loc. cit.).

(59) G. Pastre, « Le problème du vin », *Revue des deux mondes*, 1935, p. 359.

(60) Décret-loi du 30 juillet 1935. La récolte de 1935, qui avait été de 75 millions d'hectolitres en 1934, ne fut que de 73 millions d'hectolitres en 1935, mais elle ne devait pas dépasser 55 millions pour correspondre aux besoins de la consommation, compte tenu de la récolte algérienne.

s'observent : les quantités de vin soumises au droit de circulation sont en augmentation, de même que les sorties de vin des chais, le stock commercial a légèrement diminué, enfin le prix du degré-hectolitre est remonté, permettant la vente des autres tranches. Mais, malgré cette amélioration, la situation de la viticulture est encore précaire, car les prix de vente sont insuffisants et les stocks élevés (61).

L'Etat, qui est responsable de la crise viticole, parce qu'il a encouragé par ses conseils et ses crédits le développement démesuré de la culture de la vigne en France et surtout en Algérie, n'est pas encore parvenu à la vaincre. Après avoir contribué à déchaîner le fléau, il a été jusqu'ici incapable de le maîtriser : malgré sa main-mise de plus en plus énergique sur la production et le marché du vin, et la destruction de vignobles établis à grands frais et représentant une énorme richesse, le problème du vin n'est pas encore résolu (62).

Les libéraux font à la politique agricole pratiquée par l'Etat, outre les critiques que nous avons déjà indiquées, des critiques d'ordre général, qui concernent aussi bien le marché du vin que celui du blé.

Ils font, d'abord, ressortir la contradiction qui existe dans la politique double poursuivie par le gouvernement et qui consiste, d'une part, à empêcher les prix de baisser, donc à encourager les cultivateurs à maintenir leur production et, d'autre part, à imposer à ceux-ci, par une réglementation arbitraire, la destruction d'une partie de leur récolte.

En second lieu, ils font valoir que, si les agriculteurs n'ont rien gagné à ces interventions de l'Etat, ils ont perdu un bien précieux : la liberté ; car ils sont astreints à une série de contrôles, de paperasseries qui leur semblent humiliants.

(61) « L'état actuel du marché du vin », *Bulletin de la Sté d'études et d'informations économiques*, 30 janvier 1936.

(62) « L'état actuel du vin », *Bulletin de la Sté d'études et d'informations économiques*, 30 janvier 1936.

M. Joseph Barthélémy, dans un réquisitoire contre l'Etatisme, énumère les contraintes auxquelles sont soumis les producteurs de blé : « L'Etat, dit-il, se met à régenter le blé, comme il tyrannise la vigne : n'étendez pas vos emblavures, veillez à vos assolements. Dans vos champs où il y avait du blé l'an dernier, n'en semez pas aujourd'hui, autrement gare aux gendarmes ! Transportez-vous à la mairie déclarer où et combien vous semâtes. Quand vous le porterez à la ville, allez au préalable faire une déclaration à la mairie » (63). Et il en est de même pour les viticulteurs.

Enfin, les libéraux se plaignent surtout que l'Etat, pour satisfaire les groupements qui l'assaillent de leurs revendications, ait sacrifié les intérêts des contribuables. Si la récolte est mauvaise, les cultivateurs exigent du contribuable des secours pour les indemniser de la perte que leur ont fait subir les intempéries ; si, au contraire, elle est abondante, ils soumettent le même patient à une saignée identique pour les aider à soutenir les cours. De toute façon, c'est le contribuable qui pâtit (64).

« En matière agricole, constate un publiciste, il est difficile de diriger quoi que ce soit, même le retour à la liberté. » Pour y parvenir, il préconise judicieusement deux mesures : en premier lieu, l'éducation des producteurs, et en second lieu, leur organisation (65).

Les diverses réglementations que nous venons d'examiner concernant les transports, les loyers, le blé et le vin, sont les plus typiques ; c'est pourquoi nous les avons choisies pour montrer les conséquences de ces interventions de l'Etat et

(63) J. Barthélémy, *Le Matin*, 10 mars 1935.

(64) Fouquet-Lapart. *Questions du jour*, janv. 1934.

(65) Fabre-Luce, « Problèmes agricoles », *Europe nouvelle*, 1935, p. 379. — Les prix de gros agricoles se sont relevés en 1936 (indice 440 sur la base de 400 en 1913 ; mais des récoltes déplorables vont de nouveau abaisser le niveau de vie de la classe paysanne (Ph. Schwob, *Europe nouvelle*, 1936, p. 1.038).

exposer à leur sujet la thèse libérale. Il ressort de cette étude que leurs résultats n'ont pas répondu, en général, aux espoirs de ceux qui les ont élaborées : elles ont entravé la liberté du commerce, de l'industrie et de l'agriculture, imposé à ceux-ci et à l'Etat des charges nouvelles, parfois porté atteinte au droit de propriété et à la force des contrats ; mais, elles n'ont pu effacer d'une manière complète et durable les effets de la crise. Par leurs imperfections, leurs tâtonnements hasardeux, leurs répercussions souvent nuisibles, leur insuccès au moins partiel, elles donnent prise aux critiques des libéraux. Nous pourrions faire les mêmes constatations à propos des autres réglementations que l'Etat a instituées depuis le commencement de la crise (66).

III. — LES RENFLOUEMENTS.

L'Etat empêchant les individus de défendre librement leurs intérêts, il est logique qu'il prenne, quand elles périclitent, la responsabilité de leurs affaires. Mais il ne peut le faire qu'exceptionnellement, car ce serait trop onéreux pour lui. Aussi, l'Etat n'intervient-il dans une faillite que quand il s'agit d'une entreprise très importante, dont la chute aurait des répercussions sur l'économie nationale ou nuirait au prestige de la France. C'est pour ces raisons que l'Etat a renfloué la Banque d'Alsace-Lorraine et la Banque Nationale de Crédit, la Compagnie générale aéropostale et la Compagnie générale transatlantique. Laissant de côté le renflouement des deux banques, que nous étudierons plus loin (67), nous ne parle-

(66) V. notamment la réglementation du marché de la viande et de la charcuterie par la loi du 16 avril et le décret du 8 août 1935, du lait et des résineux par la loi du 2 juillet 1935, des cuirs par la loi du 26 juin 1936, du charbon par la loi du 18 août 1936, de l'industrie et du commerce de la chaussure et des magasins à prix uniques par les lois du 22 mars 1936.

(67) V. Section III, Intervention de l'Etat dans le crédit, II, p. 110.

rons ici que de celui des deux grandes compagnies de transport.

L'Aéropostale, qui vivait déjà difficilement en période de prospérité, car son organisation était défectueuse et son administration imprudente, fut atteinte dès le début de la crise et fit appel à l'Etat qui, en 1931, accepta de la sauver. Un Comité de gérance et un liquidateur furent nommés. L'entreprise fut liquidée et l'exploitation confiée à un Comité imposé par l'Etat, qui assuma définitivement la charge des lignes aériennes.

La même année, la Compagnie transatlantique succombait à son tour, victime de la crise et de son imprévoyance. Le gaspillage qui régnait dans l'exploitation des lignes de l'Amérique du Sud était notoire. Un comité provisoire fut constitué et l'Etat versa 170 millions pour permettre de continuer l'exploitation. Refusant de sauver les actionnaires et les administrateurs, il se borna à réorganiser l'exploitation technique, dont il chercha à assurer la continuation pour notre prestige national.

Les adversaires d'interventions de l'Etat soulignent les côtés dangereux de cette politique. D'abord elle laisse croire aux grosses sociétés que l'Etat viendra, en cas de difficulté, à leur secours ; elle encourage les imprudences et les négligences. Pourquoi se préoccuper de l'avenir, puisque, le cas échéant, l'aide de l'Etat est assurée ? En second lieu, elle est injuste dans son principe, car l'Etat se désintéresse du sort du faible et accorde son aide au fort, favorisant ainsi la concentration des entreprises. L'Etat devient, d'autre part, le principal actionnaire des sociétés qu'il renfloue : d'où, pour lui, un accroissement de richesses immobilisées. Enfin, s'il ne se décide pas à gérer directement, il réglemente étroitement, et on sait le danger de ces interventions (68).

(68) E. James, « L'Etat au secours des entreprises privées défail-
lants », *J. des Economistes*, oct. 1932.

Cependant, quand ces sociétés assurent des services d'utilité nationale, l'Etat ne saurait se désintéresser de leur existence : l'intérêt public exige qu'il veille à ce que le fonctionnement de ces services ne soit pas arrêté. Si par leur nature même, ceux-ci ne sont pas « rentables », il est juste qu'il intervienne en fournissant aux entreprises qui en assument la charge l'aide financière nécessaire, et en exerçant sur elles un contrôle qui est la contrepartie de ses sacrifices. Son intervention est légitime si elle est indispensable, et salutaire si elle est prudente et mesurée.

IV. — RÉPERCUSSIONS DE CES INTERVENTIONS SUR LE BUDGET ET L'IMPÔT.

Les interventions multiples de l'Etat dans le domaine de la production présentent, au point de vue des finances de l'Etat, des inconvénients qui ont été mis en relief par les libéraux et constituent un des principaux arguments qu'ils invoquent contre l'étatisme. Nous terminerons l'étude de ces interventions en montrant leur répercussion sur le budget et sur l'impôt.

L'histoire du budget depuis la guerre peut se résumer en quatre périodes : dans la première on nie la crise et on ne fait rien pour améliorer le sort de nos finances, dans la seconde, la crise sévit et on fait tout pour aggraver leur état ; dans la troisième, la crise s'étend et on tente de réagir en opérant des compressions budgétaires ; mais cette sage politique est bientôt abandonnée, et, dans la dernière période, on revient aux anciens errements.

Pendant les deux premières, c'est-à-dire de la fin de la guerre à 1932, les dépenses publiques n'ont cessé de s'accroître. Alors qu'en 1913 elles ne dépassaient pas 5 milliards en francs de Germinal, soit 25 milliards en francs de 1926, en 1932, elles atteignirent le chiffre de 55 milliards, accusant

ainsi une augmentation de 30 milliards en 13 ans : dans cet intervalle, elles ont donc plus que doublé (69).

Cette politique de dépenses était d'autant plus inopportune que la guerre avait amenuisé les fortunes privées et que la dépression, qui suivit les années de fausse prospérité du début de l'après-guerre, continua à les réduire : tandis que, d'après l'estimation des valeurs cotées à la Bourse, les Français possédaient, en 1914, 700 milliards de francs-papier, en 1932, les dites valeurs ne représentaient plus que 470 milliards. Aussi, en quatre ans, vit-on les recettes des impôts diminuer de plus de 6 milliards.

Bien que la crise ait commencé à partir de 1929 à se manifester dans certaines parties du monde, l'Etat ne tint aucun compte de cet avertissement : il se lança à corps perdu dans la politique d'intervention, que nous avons exposée dans les chapitres précédents, et l'accentua au fur et à mesure que la crise se développa en France, sous prétexte de conjurer celle-ci. L'augmentation des attributions de l'Etat entraîna le développement du fonctionnarisme : de 300.000 en 1875, le nombre des fonctionnaires s'éleva, en 1932, à 1.800.000, soit une augmentation de 233 % ; compte tenu de la famille des fonctionnaires, 6 millions de personnes se trouvaient à la charge de l'Etat. Les libéraux considèrent que cette extension du fonctionnarisme constitue non seulement une plaie économique et un péril social, mais aussi une cause de ruine pour nos finances (70).

L'aggravation de la crise financière provoquée par un pareil gaspillage des deniers publics et la menace grandissante d'une dévaluation décidèrent enfin, en 1935, l'Etat à entrer dans la voie de la sagesse : le budget fut abaissé par

(69) A. Rey, art. cit.

(70) A. Rey, art. cit. Giscard d'Estaing, préface du livre du comte de Fels précité.

M. Laval de 55 à 47 milliards, et, en 1936, il fut équilibré sur le papier à 40 milliards. Mais la diminution des recettes empêcha cet effort, approuvé par les libéraux, de produire les résultats escomptés ; et, par la suite, un déficit de 7 milliards se révéla.

Malgré ses heureux effets au point de vue monétaire, cette politique d'économie ne fut pas poursuivie, à cause des sacrifices qu'elle imposait à une partie de la population, et, en juin 1936, M. Blum, en vue d'améliorer le sort des classes inférieures, rouvrit les écluses qui endiguaient le flot des dépenses publiques : leur accroissement massif ruina les finances et le crédit de l'Etat, et rendit nécessaire la dévaluation du 1^{er} octobre 1936. Malgré cette mesure, le budget ordinaire de 1937, qui s'élève à 48 milliards, accuse un déficit de 7 milliards et demi, et le montant global des dépenses atteint 70 milliards, chiffre représentant plus du tiers du revenu national, alors qu'avant la crise, en 1930, ces dépenses ne dépassaient pas le cinquième de ce revenu, et cette charge paraissait alors insupportable ; 29 milliards devront être demandés à l'épargne publique pour que le Trésor puisse faire face à tous ses besoins (71).

Les économistes libéraux n'ont cessé de s'élever contre de pareils errements. Nul n'a mieux mis en évidence les causes et les inconvénients de ce désordre financier qu'un publiciste libéral qui l'a condamné dans les termes suivants : « Les accroissements de dépenses ont été provoqués par le développement démesuré des services publics. Si l'Etat persiste à s'ingérer dans toutes les affaires privées, à couvrir même les risques de certaines entreprises et à méconnaître les lois naturelles de l'offre et de la demande, de la libre concurrence et de la liberté du travail, s'il veut faire vivre les chômeurs, subventionner les œuvres sociales qui seraient mieux gérées par les mutualités et l'initiative privée, s'il s'engage à venir en aide à tous les imprévoyants, qui n'ont fait aucun effort

(71) R. Auboin, « Le budget de 1937 », *Europe nouvelle*, 1937, p. 57.

pour lutter contre la misère, s'il consent à multiplier les pensions de guerre en faveur de ceux qui n'ont jamais été au front et à se livrer, en un mot, à tous les abus et à tous les gaspillages, il ne réussira jamais à résoudre le problème financier » (72).

Pour faire face à ces dépenses exagérées destinées à combler les déficits des entreprises d'Etat, à aider le commerce et l'industrie, à financer les lois sociales et les grands travaux publics, et à entretenir l'armée des fonctionnaires, l'Etat a eu recours à une superfiscalité, qui soulève également les critiques sévères des libéraux.

Les deux procédés fiscaux qui provoquent leurs plus vives objections, sont l'impôt sur le revenu voté en 1917, qu'ils accusent de réaliser le socialisme par voie budgétaire, et le prélèvement sur les successions, qui peut atteindre jusqu'à 39 % et a pour effet de décourager l'épargne et de briser la continuité de la famille.

Ils signalent également comme un exemple frappant de la rapacité nuisible de l'Etat les charges fiscales multiples qui pèsent sur les sociétés. Grâce à ces taxes superposées, dit M. Polti (73), « l'Etat touche deux fois plus que les actionnaires, qui ont tous les risques de l'affaire et dont l'activité procure au pays des richesses nouvelles. Tout est taxé, sauf la liquidation, comme si c'était le seul acte à encourager ».

Cette législation de classe, font observer les libéraux, qui se fonde pour répartir l'impôt sur des principes d'inspiration socialiste, et fait peser tout le poids de celui-ci sur une minorité, est une arme dont se sert l'Etat pour procéder à une redistribution des richesses. « L'impôt, écrit M. Labarthe, est aujourd'hui le prétexte et l'instrument de toutes les pas-

(72) G. Lachapelle, « Le désastre financier », Editions S.E.F. 1934, p. 94.

(73) H. Polti, « Les charges des sociétés françaises », *Journal des Economistes*, février 1934, p. 148.

sions démagogiques » (74). « Or, proclame M. Colliard, ruiner les riches, limiter le droit légitime à l'enrichissement, c'est préparer la ruine des moins fortunés, le chômage et la souffrance des travailleurs manuels » (75).

Inflation des dépenses publiques, surcharge des impôts : deux pratiques néfastes que les libéraux ont raison de condamner, surtout en temps de crise, et qui conduiront l'Etat, s'il continue à les employer, à de nouvelles dévaluations. Les critiques dont nous venons de nous faire l'écho, dirigées par eux contre la politique imprudente suivie par les divers gouvernements depuis la guerre, et dont les efforts faits, à un certain moment, pour remédier au mal que des théories dangereuses avaient contribué à développer, atténuent seulement la force, sont assurément justifiées. Mais les libéraux ne sauraient se montrer trop sévères, car, parmi ceux qui les représentent au Parlement, plus d'un, oubliant ses doctrines, a approuvé et encouragé cette politique, et soutenu l'intérêt particulier au détriment de l'intérêt général.

Quoiqu'il en soit, de cette étude des interventions de l'Etat dans le domaine de la production il résulte que, non seulement, en paralysant l'initiative individuelle, en favorisant les uns au dépens des autres et en déplaçant le pouvoir d'achat sans l'augmenter, ces diverses mesures ont rarement abouti aux résultats recherchés et procuré, soit à l'Etat, soit aux particuliers, les bénéfices qu'ils en escomptaient ; par contre, elles ont eu pour conséquence grave d'obérer lourdement les finances publiques : sous prétexte de remédier à la crise économique, on a créé une crise budgétaire, qui a abouti à la dévaluation du franc et laisse son avenir encore incertain (76).

(74) E. Labarthe, *op. cit.*, p. 294.

(75) P. Colliard, *op. cit.* p. 182.

(76) L. de Launay, « Fin de la crise », *Rev. des deux mondes*, 1935, p. 637.

SECTION II

L'INTERVENTION DE L'ETAT DANS LE COMMERCE EXTERIEUR

L'intervention de l'Etat dans le commerce extérieur qui s'est manifestée par l'instauration d'un régime de protection rigoureux, n'est que la conséquence de la politique adoptée par les autres pays.

Depuis six ans, un nationalisme économique intransigeant, accentué par la crise, s'est développé dans le monde entier, qui s'est hérissé de barrières douanières. Après les Etats-Unis, l'Angleterre, puis la France, penchées sur leur balance du commerce, ont été entraînées dans cette folie protectionniste. Dans notre pays, jamais l'Etat, depuis Colbert, n'était intervenu avec une telle exagération dans notre commerce extérieur. Les vieilles théories mercantilistes, que l'on croyait mortes, ont ressuscité, et l'idée que la balance du commerce doit toujours être favorable et que sa défaillance est une catastrophe, est devenue la base de notre politique, comme celles des autres pays.

Tandis que la Russie, pour outiller son industrie, vend ses denrées agricoles presque sans bénéfice, le Japon, grâce à ses bas salaires, écoule ses produits industriels à des prix dérisoires. Contraint de se défendre, notre pays applique un protectionnisme moins strict cependant que celui des pays étrangers, et c'est là, disent les libéraux, la raison pour laquelle il a jusqu'ici moins souffert de la crise.

Les libéraux luttent de toutes leurs forces contre cette politique de protection à outrance qui est celle de tous les Etats européens et américains et qui, disent-ils, est une politique de suicide. La Ligue du libre-échange, qui, depuis longtemps

mène contre elle une violente campagne, proclame que seul le rétablissement du libre-échange est capable de dénouer la crise, car « la paix et la prospérité des nations ne peuvent être basées que sur la liberté », qui seule est susceptible d'apporter sur le marché mondial l'air vivifiant dont il a besoin. Répondant à l'accusation d'utopisme lancée contre elle, la ligue la retourne contre ses adversaires : « Quels sont les utopistes, demande-t-elle ? Ceux qui, découvrant les causes du mal, proposent qu'on apprenne au malade à se mieux porter, ou ceux qui, critiquant tout ce que l'Etat fait mal aujourd'hui, le croient capable de faire mieux demain ? » (77).

Nous allons voir, sous ses diverses faces, la nouvelle physiologie du protectionnisme en France, et, sans réveiller toute la polémique engagée depuis longtemps entre libéraux et protectionnistes, quels nouveaux dangers celui-ci présente pour l'économie nationale.

I. — LA PROTECTION DOUANIÈRE FRANÇAISE.

a) *Les taxes douanières.*

Notre protection se bornait autrefois à l'application de taxes douanières : un article étranger venait-il concurrencer un produit national, on le taxait à la frontière. Aujourd'hui, si d'autres systèmes de protection, que nous allons examiner, sont employés, les taxes douanières n'en ont pas moins été relevées au maximum. Les libéraux ont toujours refusé de les accepter, car, disent-ils, « les tarifs de douane sont comme de la morphine, et on va toujours en augmentant » (78). Taxe-t-on les importations de blé, les producteurs de maïs, d'avoine, etc... réclament une protection semblable : toute

(77) Max Sorel, « La ligue du libre-échange », *J. des Economistes*, mai 1933.

(78) M. Liesse, « Le libre-échange », *Journal des Economistes*, mai 1932, p. 149.

taxe constitue un précédent... D'autre part, il est généralement nécessaire, quand on frappe l'importation d'un produit, de frapper également celle de tous les produits similaires, si l'on veut que cette protection soit effective. De même, si on frappe des produits demi-ouvrés, on ne peut laisser libre l'importation du produit fini. Et ainsi s'étend la protection, parfois contre le gré même du législateur, qui n'ose pas résister aux désirs des particuliers.

C'est surtout entre 1931 et 1933 que la France a procédé à des relèvements massifs de ses tarifs. De janvier 1931 à avril 1933, constate M. J. Proix, qui déplore ces mesures, on enregistre : 1° le relèvement de 247 postes du tarif ; 2° le relèvement de la taxe sur le chiffre d'affaires à l'importation ; 3° l'institution de taxes spéciales sur les produits exotiques ; 4° une surtaxe de change *ad valorem* variant avec chaque pays... Et il ne s'agit là que des taxes douanières pures et simples ! Depuis, de nouveaux postes ont été relevés, et ceux qui l'étaient déjà l'ont été plus encore.

Le résultat de ces relèvements de tarifs ne s'est pas fait attendre. Chaque pays touché par eux a riposté par des mesures de rétorsion. Le Danemark a répliqué à une surtaxe de change par une loi réduisant de 50 % les importations de vins et liqueurs. Le relèvement de la taxe sur le chiffre d'affaires à l'importation a provoqué une réaction, non seulement de la Grande-Bretagne, qui s'est contentée de protester, mais de l'Italie, qui a établi des taxes sur nos produits allant de 0,50 à 9 %, et de la Suisse, qui a établi sur eux des droits supplémentaires spéciaux, dont le montant était destiné à être versé aux exportateurs suisses lésés par nos surtaxes.

En octobre 1936, la hausse des prix des produits importés causée par la dévaluation de notre monnaie a obligé le Gouvernement français à réduire nos tarifs douaniers de 15 à 20 % ; mais cette diminution doit être considérée comme

(79) Proix, « Le protectionnisme, cause de déséquilibre à l'intérieur d'une nation », R.E.P. 1933, p. 417.

insuffisante, puisque les prix étrangers ont été majorés par la dévaluation de 20 % (80). Plutôt qu'une démobilisation effective du système protectionniste qui défendrait les hauts prix, elle constitue simplement une compensation partielle et limitée de la hausse des changes étrangers (81).

Les mesures de défense prises contre nous par les pays étrangers ont amené l'Etat français à employer d'autres procédés pour renforcer ses interventions inefficaces et en augmenter la rigueur. C'est ainsi qu'il a eu recours au contingentement et aux offices de compensation.

b) *Le contingentement.*

Jusqu'en 1931, si l'on excepte les années de guerre, le contingentement ne servait qu'à limiter à une quantité déterminée de produits l'application d'un régime d'exception, qui avait pour but de les faire bénéficier de tarifs réduits ou d'exemption.

En 1931, le contingentement a pris une importance nouvelle. Son emploi, jusque là épisodique, est devenu la base de notre politique douanière. La cause de cette évolution réside dans l'obligation où nous nous sommes trouvés de nous défendre contre les importations provenant des pays à monnaie dévaluée, ou pratiquant le *dumping*: « le marché français aux producteurs français » fut le principe désormais adopté. Le procédé classique de l'élévation du tarif douanier se révélait, disait-on, insuffisant : augmentions-nous nos droits, les exportateurs étrangers, soutenus par leurs gouvernements, baissaient leurs prix. De plus, notre liberté d'action était paralysée par les accords commerciaux conclus pendant les années précédentes, et dont le plus important était l'accord franco-

(80) P. Schwob, « Dévaluation et réforme douanière », *Europe nouvelle*, 1936, p. 1.037.

(81) Naudin, « Le commerce français après la loi monétaire et les débats douaniers », *Europe nouvelle*, 1936, p. 1.038.

allemand de 1927 : croyant à tort être au seuil d'une période de prospérité, nous avons consenti la clause inconditionnelle de la nation la plus favorisée, et avons accepté de procéder à des consolidations si étendues qu'elles s'appliquaient à 72 % de nos positions tarifaires.

Telles sont les raisons pour lesquelles on se résolut, en 1931, à se servir, d'une façon beaucoup plus fréquente, de cette arme de combat. Après avoir subordonné l'importation des engrais azotés et des combustibles à l'octroi de licences, on contingentait le bois et le vin (82). En 1932, sur 7.000 postes énumérés dans notre tarif, il n'y en avait pas moins de 1.100 contingentés. Même le mercure, que nous ne produisons pas, bénéficiait d'une protection spéciale.

Le système du contingentement a été sévèrement critiqué par les libéraux, et, comme il a aussi de nombreux partisans, la discussion est vive.

Aux partisans du contingentement qui prétendent que cette politique s'imposait, parce qu'il était impossible d'élever assez rapidement nos tarifs douaniers pour compenser les baisses de prix engendrées par la dévaluation des monnaies étrangères, les libéraux répondent que cette raison n'est pas péremptoire, car une grande partie des produits agricoles figurent dans la loi du Cadenas, qui rend immédiatement exécutoires les décisions du Gouvernement tendant à élever les tarifs douaniers. Enfin, même en admettant sa justification pour quelques produits, tels que la houille, le vin, le bois, il y a loin de là aux 1.100 articles touchés par lui.

On a prétendu que le contingentement ne provoquait pas de représailles ; mais cette affirmation est inexacte. L'Angleterre a répondu au contingentement des charbons par des mesures vexatoires à l'égard de nos légumes et de nos fruits.

(82) Décrets des 3 mai et 10 juillet 1931, loi du 11 juillet 1931, décret du 27 août 1931.

L'Allemagne a contingenté nos produits agricoles, l'Italie, après avoir protesté dès la fin de 1931, a soumis au contingentement nos vins mousseux, nos cognacs et liqueurs, notre parfumerie et nos merceries fines, atteignant ainsi exclusivement les produits français. Le Danemark a limité l'importation de nos vins et de nos liqueurs. La Belgique a refusé nos pommes de terre, parce que nous agissions de même pour ses œufs. Le contingentement entraîne nécessairement des représailles, parce que c'est une mesure de demi-prohibition (83).

Le contingentement, a-t-on encore allégué en sa faveur, présente l'avantage de ne pas provoquer la hausse des prix : cette assertion est aussi dénuée de fondement que la précédente. Comment prétendre qu'une réduction de l'offre n'a pas pour effet de faire monter ceux-ci ?

Non seulement, ajoutent les libre-échangistes, les prétendus avantages du contingentement sont contestables, mais il présente des inconvénients, qui sont inhérents à tout système d'économie dirigée. Comment l'organiser ? Comment l'appliquer ?

La première difficulté apparaît quand il s'agit de délimiter sa sphère d'application. Sur quoi se baser ? Le chiffre des importations des années précédentes, sur lequel on se fonde en principe, est un point de départ faussement scientifique. Pour fixer le quantum des produits originaires d'un pays étranger à admettre en France et en Algérie, on s'appuie sur les statistiques françaises, qui ne font état que de la provenance et ne comprennent pas les importations en Algérie. Même exactement calculées, ces moyennes ne peuvent donner que des indications empiriques : car nos besoins actuels ne sont pas nécessairement les mêmes que ceux de la période écoulée ; et, d'autre part, ils ne se répartissent

(83) M. Mireaux, « Le mécanisme du contingentement », *Journal des Economistes*, février 1933.

pas uniquement sur le cours de l'année, surtout en ce qui concerne les denrées soumises à l'influence des saisons. Le contingentement qui ne peut être continuellement rectifié, excessif en période d'abondance et insuffisant en période de disette, exagère les écarts des prix (84). Enfin, il engendre des sentiments d'envie et d'hostilité chez ceux qui ne sont pas protégés : tout le monde réclame, et avec raison. Pourquoi contingenter tel produit plutôt que tel autre ? Ceux qui l'importent sont souvent les plus influents, les plus turbulents, et pas toujours les plus intéressants.

La fixation des modalités du contingentement soulève, d'autre part, de grosses difficultés. Aucune solution ne s'est révélée parfaite, et chacune a donné lieu à de vives réclamations. Après avoir adopté le système du contingentement global, qui jetait le trouble dans les cours, le Gouvernement français a eu recours à celui des licences, qui a donné lieu à un véritable trafic des certificats. En présence de ces échecs, il a laissé le soin aux industriels français et étrangers de fixer ces modalités par un accord amiable.

C'est là une amélioration, mais non un procédé satisfaisant, car les industriels ne cherchent que leur intérêt personnel, et non celui du consommateur, c'est-à-dire l'intérêt général. Quant au procédé qui consiste à combiner le contingentement avec la clause de la nation la plus favorisée, il s'est également révélé difficile à appliquer, car la division des produits importés en deux parts entraîne des difficultés inextricables. Les accords qui lient actuellement la France avec les pays étrangers sont, selon la date à laquelle ils furent signés, fondés sur l'un ou l'autre de ces deux systèmes.

Enfin, on peut faire au contingentement un dernier grief : celui de diminuer les recettes de l'Etat. Son établissement, en restreignant les échanges, a provoqué, du jour au lendemain, une baisse de 26 % de nos recettes douanières.

(84) Il en a été ainsi notamment pour les beurres et les viandes de boucherie.

Pour ces diverses raisons, tous les économistes de tendance libérale protestent contre lui. M. Allix voit en lui un signe de cette « tendance à la désorganisation générale de l'économie, que l'on décore du nom d'économie dirigée et qui mène au mélange des compétences et à la confusion des services publics et des activités privées » (85). M. Marcel Tardy déplore que l'on remette ainsi entre les mains de l'Etat la direction de notre commerce extérieur. « Il est, dit-il, incapable de sentir aussi exactement que les compagnies privées les besoins des consommateurs. Il obéit fatalement à d'autres considérations que le prix et la qualité. Il ne peut plus suivre la règle du meilleur marché. Ce commerce dirigé a accentué les écarts de prix entre les différents pays, troublé les courants commerciaux, entraîné la division internationale du travail. »

Le *Bulletin de la Ligue du Libre-Echange* contient les critiques les plus vives contre un système qui devait n'être que provisoire et a pris une importance de plus en plus grande, et qui, en restreignant les relations extérieures, accroît le chômage et méconnaît le principe énoncé par J.-B. Say, à savoir que « les marchandises et les services doivent s'échanger librement contre des marchandises et des services ».

Même des économistes qui ne sont pas partisans d'un libre-échange intégral, tels que M. Jean Proix (86), dénoncent le contingentement. A plus forte raison, M. Rueff s'élève-t-il véhémentement contre lui. « C'est la mesure la plus efficace qui soit, écrit-il, contre le mécanisme des prix, et sa généralisation, c'est l'explosion certaine du régime capitaliste dans son ensemble » (87). Il regrette le bienheureux temps où le droit de douane était le seul mode de protection utilisé : « Ce droit permettait de maintenir les productions chères, mais

(85) Allix, « Le régime du contingentement », *Journal des Economistes*, 1933, p. 149.

(86) J. Proix, art. cit., p. 420.

(87) J. Rueff, « L'erreur économique du protectionnisme », R.E.P., 1933, p. 403.

il n'était pas et ne pouvait être un obstacle à l'équilibre de la balance des comptes. »

Le contingentement doit donc, d'après les libéraux, être abandonné. Son principe est mauvais et son application presque impossible. Chacun a souffert de ses effets : l'Etat, puisqu'il diminue ses recettes douanières ; les consommateurs, puisqu'il fait monter les prix ; les importateurs, puisqu'il diminue les importations ; enfin tous les producteurs, puisqu'il contribue à ralentir les échanges commerciaux.

Aussi constate-t-on aujourd'hui une réaction contre lui. M. G. Bonnet a fait récemment procéder à une revision de la liste des marchandises contingentées, afin de la réduire, et il a été question de supprimer la clause de la nation la plus favorisée, qui l'aggrave.

c) Les Offices de compensation.

A la différence du contingentement, qui, avant d'être érigé récemment en système, était pratiqué depuis longtemps, la compensation est une innovation. Son but est de faire correspondre exactement les importations venant de tel ou tel pays avec nos exportations à destination de ce pays ; des Offices servant d'intermédiaires entre les exportateurs se chargent d'assurer cet équilibre. Ce régime fit son apparition en France en 1931. Le Gouvernement spécifia que, pour les importations à venir, on devrait obtenir une autorisation et verser la valeur du produit importé en francs à un organisme à créer (88). Après un accord avec la Chambre de Commerce de Paris et le Gouvernement français, l'office de compensation fut créé. Par la suite, s'établirent des Offices semblables à l'étranger, avec lesquels le nôtre entra en relations.

Ces Offices assurent les exportateurs français du paiement lorsqu'il s'agit de pays dont le gouvernement interdisait des

(88) Décret du 3 décembre 1931.

sorties de capitaux. M. G. Brison, qui, en raison de cet avantage, leur est assez favorable, regrette cependant que l'on en soit réduit à de pareilles extrémités : « Si l'on a fait œuvre utile, dit-il, indispensable même, on a enregistré une régression en revenant au régime du troc de nos ancêtres » (89).

Tel est, en effet, le plus grave reproche que les libéraux font à la compensation : ce retour au régime du troc, font-ils observer, anéantit le commerce extérieur, et révèle chez ceux qui en sont les auteurs, une ignorance des principes qui sont à la base de ce commerce.

Quel est, en effet, le processus normal des échanges internationaux ? Supposons trois pays : A, B et C, dont l'un, A, possède d'abondantes matières premières, et l'autre B n'en a pas. Si B en achète à A, et si A, qui n'a pas d'achat de même importance à faire à B, fait des affaires avec C, qui est son fournisseur, l'argent que lui a versé B ira à C ; mais B n'y perdra rien, parce que C a coutume de lui acheter des produits fabriqués, qu'il paie justement avec l'argent que A lui a remis. Ainsi en est-il du moins sous un régime de libre-échange.

Supposons maintenant qu'un des trois pays dont nous venons de parler, établisse un Office de compensation et refuse d'acheter, séparément, aux deux autres plus que ce que chacun d'eux ne lui achète. A, par exemple, refuse d'accepter les denrées alimentaires que C lui vendait, sous prétexte que les achats de C sont de peu de valeur. Qu'advient-il ? C n'ayant plus d'argent devra refuser les cotonnades de B, qui sera, à son tour, dans l'impossibilité de procéder à des achats de machines dans le pays A. Conséquence : le commerce extérieur de ces trois pays sera ruiné et leur production sévèrement frappée.

Ainsi en a-t-il été du commerce extérieur et de la produc-

(89) G. Brison, « Les contingentements et les offices de compensation », R.P.P., novembre 1932, p. 234. Il ne semble pas, d'après ces lignes, que M. Brison appartienne au parti libéral.

tion de presque tous les Etats du fait de la création des Offices de compensation. Les Offices ont contribué à aggraver le marasme général, en favorisant la surproduction et en empêchant un retour possible de la liberté. Chaque pays, en effet, voyant ses ressources diminuer par suite du ralentissement des échanges internationaux, a tâché de suppléer aux produits qu'il ne pouvait plus se procurer, soit en créant de nouvelles industries, soit en acclimatant de nouvelles cultures. Si bien que le jour où l'on se décidera enfin à supprimer les Offices, on soulèvera les protestations des représentants de ces industries et de ces cultures nouvelles, dont le rétablissement pur et simple de la liberté entraînerait la chute et qui imposeront à l'Etat l'établissement de taxes douanières capables de les protéger contre toute concurrence éventuelle.

Alors qu'en général on n'ose avouer qu'on revient implicitement au vieux procédé du troc unanimement critiqué, certains pays y ont eu franchement recours. Les Etats-Unis ont échangé du blé contre du café ; les chantiers de Trieste ont accepté d'être payés de leurs fournitures en cafés de Santos ; le Gouvernement bulgare a proposé de s'acquitter d'une ancienne dette de 55 millions de leis à l'égard de la Roumanie en tabac macédonien. De même des sociétés ont conclu un arrangement pour l'échange du pétrole russe contre du nitrate de soude chilien. En Angleterre, on a formé le projet de constituer un Office pour l'organisation du troc international, qui s'appliquerait aux échanges portant sur les matières premières et les objets fabriqués (90) : dans chaque pays, des syndicats d'importation seraient créés qui procéderaient entre eux à des compensations.

Bref, si la constitution des Offices de compensation ne présente pas les mêmes difficultés d'application que le contingentement, elle n'en a pas moins, comme ce dernier, des conséquences fâcheuses pour notre économie nationale.

(90) La Ligue du libre-échange, *J. des Economistes*, mars-avril 1932.

II. — EFFETS NUISIBLES DU PROTECTIONNISME PRATIQUÉ DEPUIS LE DÉBUT DE LA CRISE.

En étudiant les diverses interventions de l'Etat dans le domaine extérieur, nous avons indiqué les critiques formulées contre chacune d'elles par les partisans du libre-échange. Nous croyons utile d'insister sur certaines de ces critiques, en soulignant les répercussions de ces interventions sur les diverses branches de l'activité nationale.

Elles nuisent, tout d'abord, d'une manière grave à la marine marchande et au commerce extérieur, en paralysant les échanges internationaux.

Les chiffres suivants, empruntés au *Bulletin de statistique de la Société des Nations*, et qui s'appliquent à 75 pays dont le commerce extérieur représente presque tous le commerce international, indiquent la réduction subie par ces échanges de 1929 à 1934, réduction qui, pour les libéraux, est surtout imputable aux mesures de protection prises par l'Etat, tandis que leurs adversaires la considèrent comme étant plutôt une conséquence directe de la crise. A supposer que les prix-or fussent demeurés constants, ces échanges auraient diminué d'un quart ; mais, comme les prix-or ont baissé en même temps de 50 %, ils ont, en réalité, diminué *de moitié*. La moyenne annuelle des importations mondiales est tombée de 2.858 millions d'anciens dollars à 898 millions.

Quant à la France, qui, comme les autres pays fidèles à l'étalon-or, figure parmi les nations dont le commerce a le moins souffert, elle a vu, néanmoins, dans cette même période, ses importations descendre de 58 milliards 228 millions à 23 milliards, et ses exportations de 50 milliards 939 millions à 17 milliards 822 millions. La situation ne s'est pas améliorée dans le cours de 1935 : en effet, tandis que le déficit

de la balance commerciale du mois de janvier 1935 était de 502 millions 224.000 francs, celui du mois de janvier 1936 s'est élevé à 820 millions 530.000 francs : contre 2 milliards 025.741.000 francs d'importations, il n'y a eu que 1 milliard 205.211.000 francs d'exportations (91).

Le dommage causé à nos importateurs est la conséquence directe et nécessairement prévue des mesures prises par l'Etat. Mais le dommage indirect causé par ces mesures aux exportateurs que l'Etat désire favoriser, quoique involontaire, n'en est pas moins certain. La réduction des importations entraîne, en effet, inévitablement la réduction des exportations pour deux raisons que nous avons déjà indiquées : à savoir, en provoquant des représailles de la part des pays étrangers et en entraînant la hausse des produits français.

Mais un préjudice plus grave encore, parce qu'il atteint une plus grande partie de la population, est celui qui frappe les producteurs, que l'Etat cherche avant tout à protéger. Non seulement ils ne peuvent plus écouler leurs produits à l'extérieur, comme par le passé, par l'intermédiaire des exportateurs, puisque, pour les deux raisons que nous venons de rappeler, les exportations sont considérablement restreintes ; mais ils les vendent plus difficilement à l'intérieur, parce que la réduction des importations, en augmentant le coût de la vie, fait hausser les salaires et, par voie de conséquence, monter le prix de revient. Ce protectionnisme est d'autant plus nuisible, enfin, pour les producteurs qu'il empêche la liquidation de la crise, en maintenant la surproduction par l'appui accordé aux productions onéreuses.

Voilà pourquoi nos vins, autrefois recherchés dans le monde entier, restent dans nos chais, nos primeurs ne franchissent plus la Manche et se vendent à bas prix sur le marché national, nos industries de luxe, qui faisaient jadis notre richesse

(91) « Le commerce extérieur », *Annuaire* publiée par la R.E.P., année 1934.

végètent. Pourquoi, enfin, dans les différents pays subsiste encore, malgré les mesures prises pour diminuer la production, une crise industrielle et une crise agricole.

Il n'est pas que les commerçants et les producteurs qui souffrent de ces mesures de protection. La masse des consommateurs, qui est toujours atteinte quand les producteurs sont frappés, en supporte l'incidence par l'augmentation du coût de la vie. Enfin les prêteurs des capitaux placés à l'étranger en sont victimes.

Dans un article intitulé : *Le protectionnisme source de conflits entre prêteurs de capitaux et producteurs*, M. Wolff s'exprime ainsi : « Depuis la guerre, le principal obstacle à l'acquittement régulier du service des dettes n'est plus imputable au débiteur : il réside, par une altération inouïe, dans les agissements des pays créanciers » (92). Le pays créancier, en arrêtant les importations en provenance du pays débiteur, met celui-ci dans l'impossibilité de le payer : d'où une diminution dans la quantité et le prix de vente des marchandises exportées, qui provoque un déséquilibre dans l'économie du pays débiteur, puis dans la balance des paiements. Ce déséquilibre amène la dévaluation monétaire et l'alourdissement du service de la dette étrangère. Les débiteurs réagissent et prennent des mesures, telles que le moratoire et la suspension du remboursement des prêts à court terme en Allemagne, les paiements symboliques en Grande-Bretagne et en Italie, les abattements sur les intérêts avec suspension des amortissements en Grèce et en Bulgarie, au besoin même la suspension de tout paiement, comme en Hongrie, en 1931, en Yougoslavie, en 1932. Les conséquences morales et politiques de ces défaillances sont regrettables : elles habituent les Etats à penser qu'une promesse ou une signature n'ont aucune valeur,

(92) R. Wolff, « Le protectionnisme, source de conflits entre prêteurs de capitaux et emprunteurs, R.E.P., 1933 p. 444.

qu'il est naturel de renier ses dettes et que ceux qui les paient sont des naïfs. Enfin elles troublent les relations politiques entre peuples, car une rancune subsiste longtemps entre le débiteur qui n'a pu se libérer et le créancier frustré.

Le tort des gouvernements, fait observer M. Rueff (93), qui blâme, comme M. Wolff, leur façon d'agir, est de ne prêter attention qu'à la balance du commerce, alors que la seule importante est celle des comptes, qui indique la totalité des dettes et des créances d'un pays vis-à-vis de l'étranger, et est toujours en équilibre. Nous reparlerons, plus loin, de ce précieux équilibre de la balance des comptes, qui est un des chaînons de l'organisation automatique de l'économie dont M. Rueff est le partisan convaincu.

Que le protectionnisme pratiqué dans le monde depuis 1929 soit exagéré, qu'il produise des effets nuisibles, comme le prétendent les libéraux, il semble difficile de le contester. Même des économistes qui ne sont pas suspects de libéralisme, comme M. Lucius, en déplorent les excès. Qu'il s'agisse du contingentement ou des offices de compensation, tous les esprits avisés s'accordent à condamner ces mesures, même ceux qui admettent un certain protectionnisme. Des protestations s'élèvent de partout, aussi bien parmi les producteurs que parmi les consommateurs, parmi les importateurs que parmi les exportateurs.

Cédant tour à tour aux sollicitations contradictoires dont il est l'objet, le Gouvernement tâtonne et louvoie, fait et défait les accords commerciaux avec l'étranger et applique sur la plaie des remèdes qui ne font souvent qu'entraver la guérison en aggravant la restriction des échanges. A la vérité, il n'est pas de solution possible sans une entente internationale en vue d'abaisser les barrières douanières ; mais la réa-

(93) J. Rueff, « L'erreur économique du protectionnisme », R.E.P., 1933.

lisation de celle-ci est retardée par la tension politique qui existe entre les nations. Pas de paix économique, sans sécurité. Pas de prospérité, sans paix économique.

En résumé, si le protectionnisme n'est pas, comme le prétendent certains économistes libéraux, la cause unique de la crise actuelle, puisque des crises économiques, parfois très graves, ont, dans le passé, bouleversé périodiquement l'économie mondiale, il l'a incontestablement aggravée, et il a jusqu'ici empêché les différents Etats de parvenir à la résoudre.

SECTION III

INTERVENTION DE L'ETAT DANS LA MONNAIE ET LE CREDIT

Lorsque la crise se déclancha, la monnaie et le crédit étaient sains : le franc-papier reposait sur une forte base métallique, et nos banques gardaient une liquidité suffisante pour faire face à toute surprise. C'est là ce qui explique qu'en France la monnaie ait victorieusement traversée, pendant six ans, les moments difficiles de la crise économique et que le crédit n'ait pas été profondément touché par elle.

Jusqu'au mois de septembre 1936, le franc fut le plus ferme soutien du bloc-or, qui, depuis la défaillance du yen, du dollar, de la livre sterling et du belga, ne comprenait plus que la Suisse, la Hollande et la France. Sa position stable avait attiré dans les coffres de la Banque de France les capitaux étrangers, de telle sorte qu'en 1934 la couverture du franc était égale à 80 %, alors qu'une couverture de 35 % est suffisante. Il est vrai qu'en 1935, la mauvaise situation de nos finances avait fait reprendre à l'or déposé à la Banque de France le chemin de l'étranger ; mais une ferme politique d'économie avait rétabli la fermeté de notre devise.

Néanmoins, la monnaie, très attaquée, courait déjà un certain danger. Au dehors, le flottement des grandes devises internationales nuisait à notre économie. Pour exercer sur celle-ci une action décisive, il paraissait indispensable à certains partisans de l'économie dirigée et aux socialistes d'avoir en mains ces deux clefs de l'activité économique que sont la monnaie et le crédit. Les uns et les autres cherchaient à convaincre le pays que, seule, une action sur la monnaie mettrait fin à la dépression actuelle — comme si un remède

monétaire pouvait guérir d'une crise qui ne l'est point — et, tandis que les uns proposaient une dévaluation, les autres préconisaient un retour au bimétallisme. La question de la dévaluation était donc à l'ordre du jour et avait suscité depuis plusieurs années de vives polémiques lorsque M. Blum fut acculé à la dévaluation.

Quant au crédit, qu'on accuse également d'être à l'origine de la crise (94), certains auteurs demandent qu'il soit soumis au contrôle de l'Etat, comme l'émission des billets de banque (95), et les socialistes réclament l'étatisation des banques.

Nous étudierons successivement les interventions de l'Etat dans le domaine monétaire et dans le domaine bancaire.

I. — L'ETAT ET LA MONNAIE.

Le principe de la monnaie dirigée est repoussé par les libéraux, soutenus, sur ce point, par certains partisans de l'économie dirigée et par les directionnistes qui, comme eux, nient l'opportunité et l'efficacité d'une action sur la monnaie.

Cette direction a été préconisée par deux économistes : Léon Walras et Irving Fisher. Leur but était de stabiliser les prix, dont la hausse et la baisse nuisent à la progression continue de l'économie, et dont la brusque variation peut même causer de grands désordres. Par quoi se manifeste, en effet, une crise ? Par une chute des prix. Si on réussissait à la prévenir, plus de secousses, d'à-coups dans la production ; une confiance plus grande règnerait dans les échanges. Le débiteur, en effet, serait certain de ne pas voir sa dette augmenter du fait d'une baisse des prix ; le créancier ne craindrait plus qu'une hausse vienne réduire la valeur de sa créance ; les spéculateurs n'auraient plus le loisir d'accomplir leur

(94) Voir, relativement à l'influence du crédit sur la crise, p. 12 et 23.

(95) M. Ansiaux, « L'évolution du crédit et le contrôle des banques », R.E.P., décembre 1934.

œuvre néfaste. Or, prétendent Walras et Fisher, une action incessante sur la monnaie peut neutraliser à tout instant ces variations des prix si désagréables.

D'après ces deux économistes, qui s'appuient sur la théorie quantitative de la monnaie, la quantité de monnaie en circulation, multipliée par la vitesse de sa circulation, plus la quantité de dépôts en banque, multipliée par la rapidité de leur renouvellement, sont égales à la valeur totale des biens et services échangés dans l'année. Si on suppose la quantité de ces biens et services et la vitesse de circulation de la monnaie à peu près invariables — ce qui serait le cas normal, — toute modification de la quantité de monnaie en circulation doit entraîner une modification dans le même sens des prix. Donc, pour agir sur les prix, il faut agir sur la monnaie.

Pendant des années, les systèmes d'Irving Fisher et de Walras furent considérés comme des utopies. En 1929, les Etats-Unis leur accordèrent, les premiers, quelque attention : le Président Hoover, surpris par la crise, essaya d'appliquer les doctrines de Fisher, en pratiquant la politique de l'*Open market*. Mais c'est seulement depuis la crise que date la vogue de la monnaie dirigée. Pour se rendre maître de la monnaie, on la dévalue ; puis on en fait varier le cours selon ce qu'on estime être les intérêts du pays.

Les libéraux acceptent la théorie quantitative, en ce sens qu'ils croient les prix très sensibles aux changements de quantité de la monnaie ; mais ils considèrent que ces variations de prix ne sont pas toujours dues à des causes monétaires, et marquent le plus souvent les rapports qui existent entre l'offre et la demande. Si une baisse de prix provient d'une disproportion de la production par rapport à la consommation, la seule manière de déterminer une hausse durable est de laisser jouer le mécanisme des prix, régulateur automatique, qui obligera les producteurs marginaux à se retirer. De même une hausse des prix est généralement l'indice d'une insuffisance de l'offre : dans ce cas, il serait con-

traire à l'intérêt du consommateur de freiner l'ascension des prix et d'empêcher ainsi la création d'entreprises nouvelles.

Mais la principale raison pour laquelle les libéraux s'opposent à toute expérience d'économie dirigée, c'est que son adoption équivaldrait à une main-mise de l'Etat sur l'économie nationale. A l'automatisme du mécanisme des prix serait substituée une direction exercée par un organe aussi facile à influencer et à troubler que l'Etat.

Même en admettant leur indépendance et la compétence des gouvernements et des parlements, ceux-ci n'en commettraient pas moins de graves erreurs dues à l'impossibilité où ils sont d'être exactement renseignés sur la production et sur les besoins de la consommation et de prévoir ce qu'elles seront demain.

Malgré les dangers que présente l'application de cette doctrine, de nombreux Etats, dont l'Angleterre et les Etats-Unis, se sont ralliés au principe de la monnaie dirigée, en agissant sur la monnaie pour redresser l'économie.

La Grande-Bretagne dévalua sa monnaie en 1932, après de longs débats et de grandes tergiversations. Cet événement produisit dans les autres pays l'effet d'un coup de foudre : le gouvernement anglais laissait choir la livre ! Par bonds successifs, celle-ci tomba de 125 à 75 francs, chiffre autour duquel elle oscille encore aujourd'hui. L'Angleterre poursuivait un double but : sauver les banques qui, ayant pratiqué une politique de large crédit malgré la fuite des capitaux, se trouvaient très gênées ; redresser la production, en imposant aux ouvriers une réduction des salaires réels et en faisant bénéficier l'exportation d'une prime.

Les économistes critiquèrent cette dévaluation, prédisant que les prix intérieurs ne manquant pas d'augmenter, d'une part, la prime à l'exportation serait toute temporaire, et, d'autre part, les Syndicats réclameraient un relèvement des salaires. Or, contre toute attente, en Angleterre, la dévaluation ne fut pas suivie d'une hausse des prix correspondante :

Les ouvriers ne voyant pas leur pouvoir d'achat diminuer ne réclamèrent pas d'augmentation, et, depuis quatre ans, le commerce, partant, la production, bénéficient vis-à-vis de l'étranger d'une position privilégiée.

Les libéraux expliquent ce phénomène, illogique au premier abord, par la situation unique qu'occupe l'Angleterre dans le monde au point de vue financier et économique et par le sang-froid, ou, pour employer le terme consacré, le flegme britannique. D'après M. Carmille, la livre a entraîné dans sa chute les monnaies de ses principaux fournisseurs de matières premières, ce qui a eu pour effet d'empêcher qu'une hausse des produits d'importation ne vienne peser sur l'économie britannique ; par ailleurs, maîtresse du marché pour certains produits, l'Angleterre a pu imposer ses prix ; enfin, la confiance des Britanniques dans leur devise a empêché tout affolement (96).

De la dévaluation anglaise, les libéraux tirent la conclusion suivante : ils reconnaissent que c'est une réussite ; mais ils soulignent, tout d'abord, que si les Anglais avaient pratiqué une sage politique financière, déterminé un abaissement des salaires par la suppression de l'assurance-chômage, et s'étaient astreints à procéder aux restrictions budgétaires indispensables, ceux-ci seraient arrivés aux mêmes heureux résultats, et ce sans bouleverser leur système budgétaire (acte qu'ils seront peut-être plus tard amenés à se reprocher). En second lieu, ils prétendent qu'on ne peut tirer argument de cette réussite pour appliquer la dévaluation à d'autres pays, puisque les conditions très favorables dans lesquelles la dévaluation a été accomplie n'ont pu être réalisées que grâce à la position unique qu'occupe la Grande-Bretagne sur le marché financier et économique. Certains contestent même que le relèvement économique de l'Angleterre ait sa source dans la dévaluation, parce que le réveil de l'activité économique ne s'est manifesté que deux ans après l'abandon de l'étalon-

(96) Carmille, « Les dévaluations monétaires », R.P.P., juin 1935.

or, et que l'amélioration, au lieu de toucher en premier lieu l'exportation, n'a été sensible que sur le marché intérieur. Ce redressement serait dû surtout à l'effermissement de la confiance consécutif à l'assainissement financier, et les résultats heureux attribués à la dévaluation s'expliqueraient avant tout par la saine politique budgétaire pratiquée depuis trois ans par le gouvernement britannique (97).

En 1933, l'Amérique, suivant la voie tracée par l'Angleterre, opérait, à son tour, la dévaluation de sa monnaie. Le Président Roosevelt avait trouvé, en arrivant au pouvoir, la grave situation que nous avons décrite au début de cette étude, et qui faisait redouter une révolution (98). Pour y remédier et améliorer la situation des débiteurs et notamment des agriculteurs, en réduisant leurs dettes et en provoquant la hausse des prix de gros, il se rallia aux théories de Fisher et décida de redresser l'économie en dirigeant la monnaie (99).

La politique de M. Roosevelt était contradictoire : en haussant les prix il diminuait le pouvoir d'achat des ouvriers, car les prix de détail ont une tendance à suivre l'augmentation des prix de gros. Pour remédier à cet inconvénient, il obligea les patrons à réduire le nombre d'heures de travail des ouvriers, tout en maintenant les salaires hebdomadaires : tel fut l'objet

(97) Durant le 1^{er} semestre de 1934, la valeur des ventes à l'étranger était encore inférieure de près de 9 millions et demi de livres à ce qu'elle était durant le premier semestre de 1931. V. G. Lachapelle, « La crise de la monnaie », R.P.P., octobre 1931. — « L'étalon-or », travaux des économistes de langue française, Donnat-Montchrestien, 1933. — Carmille, loc. cit.

(98) Voir p. 16.

(99) Tandis que l'Angleterre, en dévaluant la livre pour équilibrer le budget, a cherché à éviter une hausse des prix capable de compenser la baisse de la monnaie, les Etats-Unis, en dévaluant le dollar pour diminuer les dettes privées, ont cherché à provoquer une hausse des prix de nature à rétablir le profit.

de la N. R. A. Mais alors les effets de la dévaluation, qui avaient pour but d'augmenter le profit des entreprises, se trouvaient annulés. M. Roosevelt ne sortit de ce cercle vicieux qu'en accordant des subventions et des prêts aux industriels qui signaient les codes. Pour pratiquer une politique aussi coûteuse — surtout quand, par ailleurs, on a à faire face aux frais d'immenses travaux publics — il faut être très riche, ce qui est heureusement le cas du Trésor américain.

Les premiers résultats obtenus ne furent pas ceux escomptés : les prix de gros ne montèrent pas autant qu'on l'avait espéré, et, si le pouvoir d'achat des agriculteurs s'accrut, les dettes hypothécaires, loin de diminuer, progressèrent également; enfin, signe certain de la persistance de la dépression, le nombre des chômeurs, qui était de 10 millions en octobre 1933, passa à 10.800.000 en octobre 1934. Pour décupler les effets de la dévaluation, M. Roosevelt eut recours alors à une politique d'inflation : des secours considérables furent accordés aux chômeurs et aux agriculteurs, un plan gigantesque de travaux publics entrepris, et des prêts massifs consentis à l'industrie et au commerce.

Cette politique d'argent facile pratiquée depuis trois ans a enfin réveillé l'activité économique (100), mais les libéraux n'en restent pas moins pessimistes, car ils craignent que la reprise, basée sur une pareille inflation, ne soit artificielle : l'Etat s'endette d'une façon considérable, et il est à redouter que, le jour où il sera contraint de mettre fin à ses libéralités l'économie américaine ne subisse une grave secousse.

L'exemple américain n'est donc pas, d'après les libéraux,

(100) De 1935 à 1936, le redressement de l'économie américaine s'est affirmé : le revenu national, qui était tombé de 80 milliards en 1932 à 40 milliards, s'est relevé à 65 milliards en 1936 ; le revenu des agriculteurs s'est relevé de 60 % (P. Schwob, *Europe nouvelle*, 1936, p. 1.083).

un précédent sur lequel il soit possible de s'appuyer pour conseiller une dévaluation (101).

La dévaluation belge, qui a eu lieu un an plus tard, a particulièrement ému l'opinion française. La Belgique avait défendu pendant plusieurs années l'étalon-or, aux côtés de la France, et sa situation financière ressemblait par certains points à la nôtre quand, sous la pression des événements, M. Van Zeeland décida une amputation immédiate de 28 %. Cette mesure avait pour but de sauver les banques, dont la situation avait été compromise par des immobilisations excessives, des participations inconsidérées; mais aussi et surtout de rendre aux industries exportatrices la marge de bénéfice qu'elles avaient perdue par suite des dévaluations étrangères.

M. Carmille (102) prouve par des statistiques démonstratives qu'au moment de la dévaluation les points névralgiques de l'économie et de la finance belges étaient en Belgique comme actuellement en France : la charge trop lourde des emprunts, les prix de détail trop élevés, et le chômage qui touchait près de 1/8 de la population. Si le gouvernement belge a dévalué le franc, c'est plutôt pour diminuer les charges de l'Etat et favoriser une reprise de l'activité économique que pour porter secours aux banques.

Ce double résultat a-t-il été atteint?

En ce qui concerne les charges de l'Etat, il n'apparaît pas, quoi qu'en dise M. P. Reynaud, qu'elles aient été diminuées, car des 660 millions dont se serait trouvé réduit le déficit budgétaire, il y a lieu d'abord de retirer 577 millions, produit d'une conversion artificielle qui aurait pu aussi bien être réalisée en période de déflation. En second lieu, l'Etat a été

(101) R. Carmille, « Les dévaluations des monnaies », R.P.P., juin 1935. — Baron Mourre, « L'expérience Roosevelt », *J. des Economistes*, mai et juin 1935. — R. Auboin, « Comment se sont faites les dévaluations », *Europe nouvelle*, 14 décembre 1936.

(102) R. Carmille, « Dévaluations des monnaies », R.P.P., juin 1935.

contraint, pour sauver son crédit, d'utiliser le produit de la réévaluation à relever les prix et les salaires payés pour l'exécution des travaux publics, et à soutenir le cours des rentes, ce qui n'a pas empêché l'épargnant belge d'être sévèrement atteint par la double diminution du capital de sa rente et du montant de son coupon (103).

Par contre, une amélioration incontestable de la situation économique s'est manifestée après la dévaluation. La hausse du coût de la vie a été inférieure au pourcentage de la dévaluation et, si cette marge n'a pas permis à l'exportation de bénéficier d'une prime à cause des mesures de protection prises par les pays étrangers, elle a du moins provoqué un réveil des échanges et une diminution du chômage (104).

Les libéraux se sont toujours montrés hostiles à la dévaluation belge. Ils prétendent que la situation des banques n'exigeaient pas que l'on prît cette mesure et qu'une déflation aurait produit des résultats au moins aussi heureux. S'ils reconnaissent l'amélioration qui s'est produite en Belgique, ils contestent que celle-ci soit la conséquence directe de la dévaluation et considèrent qu'elle est plutôt l'effet d'un reflux de la thésaurisation provoqué lui-même par le retour de la confiance : d'où ils concluent que le meilleur remède pour combattre la thésaurisation est non pas de dévaluer, mais de rassurer les épargnants en montrant la dévaluation de l'horizon monétaire.

La raison principale du succès de la dévaluation belge nous

(103) M. Fabre-Luce, « L'exemple belge », *Europe nouvelle*, 14 décembre 1935.

(104) Les prix de détail n'ont augmenté que de 5 à 6 %, alors que les prix de gros enregistraient une augmentation de 20 %. La production industrielle s'est relevée de 20 % au début de 1936 par rapport au 1^{er} trimestre de 1935. Les revenus agricole ont augmenté de 40 %, alors que les frais de culture augmentaient seulement de 10 %. Enfin une hausse des rentes s'est produite (F. Baudhuin, « Les conséquences économiques de la dévaluation en Belgique », *Europe nouvelle*, 25 avril 1936).

paraît être le fait qu'elle a été réalisée en période de calme par des techniciens.

En résumé, les économistes libéraux considèrent que l'expérience de la dévaluation dans les pays étrangers n'était pas de nature à nous engager à appliquer celle-ci en France et à abandonner l'étalon-or. Les améliorations qui se sont manifestées dans certains pays à monnaie flottante leur paraissent imputables à des causes étrangères à la dévaluation, ou s'expliquer par des circonstances spéciales qui ne permettent pas de tirer du succès de cette mesure un enseignement général.

Si la dévaluation du franc n'a été réalisée qu'en 1936, elle possédait déjà auparavant des partisans convaincus, tels que MM. Patenôtre et P. Reynaud. Ceux-ci estimaient que, pour ranimer l'économie, il fallait diminuer les charges de l'Etat et réduire les prix trop élevés par rapport aux prix mondiaux, et que ce résultat ne pouvait être obtenu qu'en dévaluant notre monnaie.

Pour M. Patenôtre, la dévaluation des monnaies étrangères ayant changé la valeur du franc, celle de notre monnaie n'était que la reconnaissance d'un état de fait, comme celle effectuée en 1926 par M. Poincaré, et présentait les mêmes avantages. Pour M. Reynaud, la France se trouvant placée devant le dilemme suivant : dévaluation ou déflation, et la déflation étant impossible, il fallait se résoudre à la dévaluation (105).

A cette argumentation, les libéraux opposaient les objections suivantes :

La dévaluation ne pouvait avoir, en principe, que des résultats néfastes, car c'était une atteinte à la toute-puissance de l'étalon-or, qui, seul, permet au mécanisme des prix de jouer

(105) D'après un article de M. Nogaro, « Le problème de la dévaluation en France », *Revue économique internationale*, janvier 1935.

librement. Dévaluer, c'était porter le trouble dans les échanges, faire varier brutalement les prix des marchandises, diminuer arbitrairement les dettes des débiteurs et ruiner les créanciers, enfin modifier sans raison les revenus de la population. L'insécurité du marché ne favorise pas une reprise des affaires.

Il était exact que la dévaluation, comme le prétendaient ses partisans, provoquerait au début une baisse du niveau des prix français par rapport aux prix étrangers, et stimulerait tout d'abord le commerce, en créant une sorte de prime à l'exportation; mais ces avantages ne seraient que temporaires, car, malgré l'exemple de l'Angleterre, il était anormal que la diminution de la valeur de la monnaie n'entraînât pas une hausse des prix. Les prix monteraient; par voie de conséquence la prime à l'exportation disparaîtrait, et les pays étrangers prendraient des mesures pour se défendre contre l'entrée de nos produits, ainsi que nous l'avons fait lorsque la Belgique a abandonné l'étalon-or. La dévaluation, qui ne favorise que momentanément les exportateurs, nuit aux importateurs, à tous les industriels qui font venir leurs matières premières de l'étranger. La France, qui possède avant tout des industries de transformation, souffrirait donc profondément de cette situation (106).

Il était également vrai que la dévaluation allégerait les dettes de l'Etat, à qui elle permettrait de réduire les impôts. Mais il y avait un autre moyen d'y parvenir que la banqueroute, banqueroute dont la bourgeoisie modeste, les petits rentiers, feraient encore une fois les frais. Quant au bénéfice que l'Etat tirerait de la réévaluation de l'encaisse de la Banque de France, en prélevant un véritable impôt sur le capital, l'Etat l'emploierait à accroître ses dépenses, et sa Trésorerie ne tarderait pas à être aussi gênée que par le passé (107).

(106) René Carmille, art. cit.

(107) M. Giscard d'Estaing, « L'assaut contre le franc », *Revue de Paris*, 1^{er} juillet 1935.

D'une part, la dévaluation serait particulièrement délicate à réaliser en France, car elle ne saurait se faire dans le calme, le souvenir des années d'inflation, puis de la dévaluation de 1926 étant encore trop présent à la mémoire. En raison de l'état des esprits, une dévaluation aurait dans notre pays moins de chance que partout ailleurs de donner d'heureux résultats.

Au surplus, ajoutaient les libéraux, la situation de la France n'exigeait pas l'emploi d'une pareille mesure. Il était vrai que nos prix étaient supérieurs à ceux des pays étrangers. Mais, tout d'abord, s'il en était ainsi, « c'était bien souvent la faute des interventions intempestives de l'Etat » (108), auxquelles il dépendait de lui de mettre fin. D'autre part, la situation de notre pays n'était pas grave et paraissait s'améliorer. Les salaires avaient baissé de 10 à 15 % ; mais le rendement se développait. Les prix de détail, qui avaient sensiblement fléchi, s'étaient peu relevés. Notre commerce extérieur n'avait pas souffert plus que celui des autres pays : s'il avait, en effet, diminué en France de 63 %, la diminution était aux Etats-Unis de 68 %, en Angleterre de 49 %, en Allemagne de 63 %, en Belgique de 55 %.

Pourquoi la France avait-elle été peu atteinte par la crise ? A cause de la saine politique monétaire de nos gouvernements. Le gouvernement Flandin avait maintenu fermement son attachement à l'étalon-or. Après sa chute, une grande offensive s'était déclenchée contre le franc, mais la Banque de France y avait répondu en élevant son taux d'escompte, et M. Laval, à peine au pouvoir avait rassuré le pays en se déclarant partisan de la stabilité monétaire. Il avait rétabli la confiance, non seulement en luttant contre la spéculation, mais en prenant des mesures efficaces tendant à faire baisser les prix et à réduire les charges du budget. Placé en présence de l'alternative : dévaluation ou déflation, il avait choisi avec raison la

(108) L. Pommery, « L'économie et le franc », *J. des Economistes*, avril 1934.

déflation; et, grâce à sa sage politique, ainsi qu'à la hausse des prix mondiaux, qui avait atténué la différence de niveau existant entre eux et les prix français, la position du franc s'était trouvée affermie.

Le risque d'une dévaluation n'était cependant que temporairement écarté, car, trois mois plus tard, la situation s'aggravait à nouveau, et la dévaluation de notre monnaie était réalisée par la loi du 1^{er} octobre 1936, qui abaissa la valeur du franc de 30 à 35 %.

Cette dévaluation avait été rendue nécessaire :

1° Par l'échec partiel de la politique économique de M. Laval qui, en revalorisant les produits agricoles, avait provoqué une hausse des prix français de 13 % en gros et de 9 % au détail (109).

2° Par l'échec de la politique de M. Blum, qui non seulement avait grevé lourdement nos finances, mais, en revalorisant les salaires et en augmentant par diverses lois sociales les charges de la production, provoqué une nouvelle hausse des prix de 12 % en gros et de 7 % au détail (110).

Le ralentissement de la vie économique et la baisse du crédit de l'Etat, qui ont été surtout, d'après les libéraux, la conséquence de l'application du programme de M. Blum, l'ont contraint à recourir à une mesure qu'il s'était interdite en arrivant au pouvoir.

Cette dévaluation a amélioré la situation du Trésor, rétabli à l'extérieur et à l'intérieur l'équilibre des prix et rendu possible une certaine reprise des échanges internationaux par l'abaissement des tarifs douaniers et la réduction des contingentements. Par contre, elle a provoqué une hausse de 31 % des prix de gros des produits importés, de 11 % des prix

(109) R. Auboin, « Libéralisme excessif », *Europe nouvelle*, 1936, p. 1.179.

(110) (R. Auboin, loc. cit.).

de gros des produits nationaux, et de 4 % des prix de détail. Le sacrifice imposé au pays sera vain si le gouvernement ne freine pas la hausse des prix en limitant les charges sociales et fiscales et les mesures directes ou indirectes de protection (111).

La dévaluation en France a donc momentanément réparé les conséquences des fautes commises, en allégeant la situation du Trésor et en rapprochant les prix français des prix mondiaux; mais elle n'en constitue pas moins une mesure fâcheuse, qu'il eût été préférable d'éviter en ne commettant pas ces fautes, et, si elle améliore le présent, elle est loin d'assurer l'avenir. L'expérience française ne prouve pas que les libéraux aient tort d'être, en principe, hostiles à cette intervention de l'Etat dans le domaine de la monnaie.

Nous terminerons cette étude des interventions sur la monnaie en réfutant, avec les libéraux, une opinion soutenue par certains pays qui, en voyant fuir leur or à l'étranger, ont prétendu que la crise avait sa source dans une mauvaise répartition de l'or dans le monde, et qu'il faudrait, par suite, procéder à une redistribution générale.

On a accusé la France et les Etats-Unis d'avoir accaparé la majeure partie du stock mondial, et, en stérilisant l'or, provoqué la crise. Or, s'il est vrai que, quand celle-ci a éclaté, ces deux pays possédaient 60 % des réserves mondiales et ne pratiquaient pas une expansion analogue de leur crédit, il est faux, par contre, de les accuser d'avoir systématiquement attiré l'or dans leurs coffres. Les mouvements d'or qui se sont produits en 1929 ont eu pour cause la grande confiance que les épargnants avaient dans le franc et le dollar, monnaies qui

(111) R. Auboin, « La dévaluation du franc », P. Schwob », « Disparité des prix, cause de dévaluation », *Europe nouvelle*, pp. 983 et 989. — Dessirier, « L'économie française devant la dévaluation », R.E.P., sept.-oct. 1936. — Chenevriér, « Conséquences monétaires de la dévaluation », *Illustration*, 1936, p. 79.

leur semblaient offrir le plus de sécurité. « C'est perdre tout le sens des proportions », reconnaît M. Lionel Robbins (112), un des leaders du parti libéral anglais, « que de considérer ces mouvements comme étant les causes plutôt que les conséquences de la crise ». On ne saurait non plus reprocher à la Banque Fédérale et à la Banque de France d'avoir stérilisé l'or dans leurs coffres ; pour que la quantité de monnaie qui circule dans le monde ne diminue pas, il faut que chaque pays proportionne son crédit à l'or qu'il possède dans ses caisses, or les statistiques fournies sur la Banque Fédérale et la Banque de France indiquent que la circulation fiduciaire s'est accrue en même temps que l'encaisse-or. Aucune faute n'est donc à reprocher aux Etats-Unis et à la France.

Vouloir procéder à une redistribution de l'or est, au surplus, une utopie. S' imagine-t-on quels désordres, quelles rivalités provoquerait une pareille politique ? De quel droit interviendrait-on, l'or étant la propriété de particuliers, et comment empêcherait-on ceux-ci de reprendre leur or pour le placer à nouveau là où ils estimeraient trouver le plus de sécurité ?

En résumé, les libéraux sont opposés à toute intervention, quelle qu'elle soit, dans le domaine monétaire. La dévaluation ainsi que la redistribution de l'or ne sont pour eux que des mesures arbitraires, qui, en portant atteinte au libre jeu des lois économiques, jettent le trouble dans les échanges commerciaux, sans profit véritable pour ceux en faveur desquels elles sont édictées, et ne peuvent qu'aggraver la crise au lieu de la résoudre.

II. — *Intervention de l'Etat dans le crédit.*

Si la liberté du crédit est encore respectée par l'Etat, elle n'en est pas moins très attaquée par les socialistes et les partisans de l'économie dirigée, qui, considérant le rôle prépondé-

(112) Lionel Robbins, op. cit, p. 42.

rant joué par le crédit dans l'économie moderne, voudraient se servir de lui pour contrôler l'activité du pays. L'essor économique, disent-ils, dépend du crédit, car, sans son aide, une invention ne saurait être exploitée et une entreprise se développer. Or les banquiers ne s'acquittent pas de la mission qui leur incombe d'une façon toujours conforme à l'intérêt général : en période de prospérité, ils distribuent trop largement le crédit, sans tenir compte des règles de prudence, et favorisent un développement désordonné de la production. Ils ne savent pas, ensuite, combattre la crise, qu'ils ont ainsi contribué à déterminer, et le malaise, qui se manifeste sur le marché des capitaux, aggrave le marasme économique. L'intervention de l'Etat dans le crédit est donc nécessaire pour éviter que des fautes commises dans sa distribution ne portent préjudice à l'économie.

Les libéraux ne contestent pas l'existence de ces fautes ni leurs répercussions ; mais ils estiment qu'elles ne sauraient justifier une intervention de l'Etat qui, dans les autres domaines, n'a donné que de mauvais résultats.

Ils s'appuient, en premier lieu, sur la solidarité existant entre l'activité économique et le marché des capitaux, qui sont reliés par un courant réciproque, de telle sorte que l'industriel dépend du banquier, autant que celui-ci dépend de l'industriel. Or, vouloir diriger le crédit, c'est détacher ce dernier de l'activité économique et risquer les pires catastrophes.

En second lieu, ils reprochent à leurs adversaires de négliger le facteur personnel que contient chaque opération, et qui a une grande importance. Pour chaque opération de crédit, il faut tenir compte de la situation du marché des capitaux, des conditions économiques, enfin de la solvabilité de l'emprunteur, afin de doser avec exactitude le crédit qui peut lui être accordé. La réussite dépend de la justesse de ces prévisions et de la connaissance que possède le banquier de la situation économique et sociale de ses clients. Il est à craindre que l'Etat n'étudie pas avec assez d'attention les conditions de chaque opération, ne se laisse influencer par des considérations étran-

gères à celles que nous venons d'indiquer, et, au lieu de n'accorder son aide qu'aux entreprises gérées par des personnes capables et ayant de l'avenir, ne ruine son crédit en se lançant dans des opérations hasardeuses, qui portent, en outre, le trouble dans la vie économique du pays.

Si nous sommes d'accord avec les libéraux pour rejeter l'étatisation du crédit, nous croyons cependant que l'on ne saurait laisser les banques entièrement libres. L'Etat doit protéger la multitude des petits épargnants, que leur confiance trop grande dans la solidité des banques conduirait sans lui à la ruine, et astreindre celles-ci à observer une certaine prudence dans leurs opérations, en veillant à ce que ces dernières soient en rapport avec leur encaisse.

S'il respecte la liberté du crédit, l'Etat intervient cependant dans ce domaine, comme dans celui de la production, en faisant aux entreprises privées, au moyen des établissements qu'il dirige ou soutient, une concurrence qui leur nuit et que lui reprochent les libéraux.

La Caisse des Dépôts et Consignations, fait observer M. Ajam (113), est chargée de gérer les Caisses de retraites pour la vieillesse, d'assurance en cas de décès et en cas d'accidents et les Caisses d'épargne. Or l'Etat a donné à ces caisses, qui étaient au début des institutions de pure prévoyance ayant un caractère non économique, mais social, et ne s'adressant qu'à une clientèle modeste de petits épargnants, une extension considérable. Il a élevé le plafond des rentes viagères et le maximum de l'assurance en cas de décès et autorisé la Caisse d'assurances en cas de décès à pratiquer toutes les formes d'assurances sur la vie, sans fixer à celles-ci une limitation quelconque de capital. Il a de même élevé le maximum fixé pour les placements dans les caisses d'épargne, de telle sorte que ceux-ci peuvent atteindre pour une même famille

(113) M. Ajam, « Le capitalisme d'Etat dans le domaine bancaire », *J. des Economistes*, avril 1933, p. 261.

une somme très importante (115) et que le capital de ces caisses dépasse 48 milliards.

D'autre part, il a favorisé ces divers établissements en leur accordant des exemptions totales ou partielles d'impôts (droits de timbre et d'enregistrement, impôts sur les sociétés, taxes postales), en leur permettant d'offrir à leurs clients des avantages beaucoup plus grands que ceux offerts par les entreprises privées (116), et en leur versant pour les prêts qu'ils lui font (ainsi qu'aux autres collectivités publiques) des intérêts très supérieurs à ceux exigés par les banques privées.

En agissant ainsi, l'Etat a non seulement augmenté les charges du contribuable, mais accaparé une grande partie de la fortune du pays par l'intermédiaire de la Caisse des Dépôts, qui, sur les 75 milliards qu'elle détient, gère 59 milliards provenant des caisses dont nous venons de parler. Cette centralisation énorme des fortunes privées entre les mains de l'Etat est nuisible au point de vue économique, parce que ces fonds, n'ayant pas la mobilité de ceux placés dans les banques, se cristallisent et se prêtent peu au développement des entreprises privées — et dangereuse parce que, le crédit de la Caisse des Dépôts dépendant de celui de l'Etat, celle-ci ne peut, en cas de panique, mobiliser rapidement ses valeurs en raison de son innombrable clientèle.

L'Etat, remarque d'autre part M. Compeyrot (117), nuit

(114) Le plafond des rentes viagères a été porté par la loi de 1928 à 30.000 francs et le maximum pour l'assurance en cas de décès à 200.000 francs.

(115) Chaque placement peut atteindre 30.000 francs.

(116) Les caisses d'épargne versent un intérêt de 3,75 %, alors que les banques sérieuses n'accordent guère un intérêt supérieur à 1 %. Le relèvement du plafond des caisses d'épargne a mis en difficulté la Banque des coopératives, en l'obligeant à abaisser son taux d'intérêt (« La situation difficile de la Banque des coopératives », *Le Temps*, mars 1936).

(117) M. Compeyrot, « Les divagations du crédit de l'Etat », R.P.P., février 1934.

encore aux banques et compromet son autorité morale, en favorisant, sans discernement et sans exercer sur eux une surveillance suffisante, les établissements créés par les collectivités secondaires qui distribuent du crédit dans des conditions dangereuses : monts de piété, caisses agricoles, banques populaires, etc..., auxquels il accorde la personnalité civile, verse des subventions et accorde des privilèges fiscaux. « En donnant par ces moyens fallacieux, dit cet auteur, une capacité d'emprunt à ces offices, il les pousse à chercher en dehors de leur objet social une activité d'ordre commercial et économique proprement dit », qui les conduit souvent à la ruine, et il établit dans l'esprit du public une confusion entre son propre crédit et le leur, aussi fâcheuse pour lui que pour le public.

De même, ajoute-t-on, par ses appels continus à l'épargne, sous forme d'emprunts ou de loteries nationales, il accapare une grande partie de celle-ci (118), la détourne des placements sains dans le commerce et l'industrie, et, en fatiguant le marché, détermine une forte tension du taux de l'intérêt éminemment nuisible à l'économie nationale (119).

Enfin, on critique la tendance de l'Etat à renflouer les grandes banques en déconfiture, telles que la Banque d'Alsace-Lorraine et la Banque Nationale de Crédit, et à les absorber en les plaçant sous le contrôle de la Banque de France. Ces mesures, en donnant l'impression aux banques que leur responsabilité est à couvert, incitent celles-ci à commettre des imprudences, et, d'autre part, font survivre des entreprises qui devraient disparaître (120); pour protéger l'épargne, il suffirait, d'après les libéraux, d'imposer à ces établissements

(118) 40 milliards en deux ans.

(119) « Les banques », *Annuaire de la Revue d'économie politique*, 1934.

(120) De l'avis des techniciens, la B.N.C., à qui l'Etat a versé 1 milliard 62 millions, n'avait plus sa place dans l'organisation bancaire française.

une grande publicité et de poursuivre les manœuvres frauduleuses (121).

En définitive, ces économistes se félicitent de la liberté d'action laissée aux banques françaises, dont la prudence et le comportement si ferme, en des circonstances difficiles, ont fait l'admiration de l'étranger ; mais ils regrettent que la politique suivie par l'Etat à certains égards porte atteinte à leurs intérêts et, dans une certaine mesure, à ceux du pays.

(121) E. James « L'Etat au secours des entreprises privées défaillantes », R.P.P., octobre 1932.

SECTION IV

LES INTERVENTIONS DE L'ETAT SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL

L'idée que la société est divisée en deux classes, dont les intérêts s'opposent et dont l'une, le prolétariat, qui comprend la masse ouvrière, a besoin d'être protégée contre l'autre, la bourgeoisie, à laquelle appartient le patronat, a inspiré toute une législation sociale que les partis de gauche ont imposée en France à ceux de droite, et à laquelle les économistes libéraux demeurent, en principe, hostiles, parce qu'elle limite la liberté individuelle et qu'ils la jugent nuisible au point de vue économique.

Les ouvriers ont ainsi obtenu en 1892 la réglementation du travail des femmes et des enfants dans l'industrie, en 1898 l'assurance contre les accidents du travail, en 1906 le repos hebdomadaire, en 1919 la semaine de 48 heures et l'assurance contre les risques provenant des maladies professionnelles, de l'invalidité, de la maternité, de la vieillesse ou de la mort, en 1936, en même temps que la majoration de leurs salaires due à l'intervention gouvernementale, les le renforcement des conventions collectives ; et ils sont sur le point d'obtenir l'arbitrage obligatoire dans les conflits du travail. Il est cependant une mesure de protection ouvrière qui n'existe pas encore dans notre pays, alors qu'elle a été mise en pratique en Angleterre, en Allemagne et en Autriche : l'assurance-chômage.

Nous étudierons successivement les principales interventions de l'Etat dans le domaine du travail en France, en y adjoignant l'assurance-chômage, et en indiquant au sujet de chacune d'elles l'opinion des libéraux.

I. — *Les Assurances sociales.*

Il n'est, en France, presque personne qui ne critique les assurances sociales telles qu'elles furent organisées par la loi de 1928, à cause de leur réglementation vicieuse et de leur répercussion sur nos finances ; mais, si chacun en réclame la réforme, seuls les libéraux s'attaquent au principe même et conseillent d'abroger cette loi, en déclarant qu'elle porte atteinte aux intérêts des ouvriers autant qu'à ceux de leurs patrons. C'est ce que soutiennent MM. Giscard d'Estaing et Lakhowsky, qui, ardents défenseurs du capitalisme, font à l'interventionnisme une guerre acharnée, et ont instruit avec une vigueur particulière le procès de cette institution nouvelle.

M. Giscard d'Estaing signale, en premier lieu, combien la loi sur les assurances sociales est maladroite et injuste (123). Supposons deux ouvriers, dont l'un est travailleur et l'autre paresseux. Le premier qui, à force de labeur, parvient à amasser quelque argent, est frappé durant sa vie par le fisc qui, à sa mort, s'empare d'une partie de son héritage. Le second, qui dépense au fur et à mesure tout ce qu'il gagne, est soutenu et aidé, grâce aux prélèvements effectués sur les économies du premier. D'autre part, tandis que la loi assure une rente au travailleur qui atteint un âge avancé, par une omission singulière, elle ne prévoit rien en faveur de la veuve et des orphelins du jeune ouvrier tué à l'usine, qui, au lieu de recevoir une rente, n'ont droit, au titre d'accident du travail, qu'au 1/5^e du salaire annuel au moment du décès.

« Autrefois, écrit M. Lakhovsky, les ouvriers allaient chaque mois porter leurs économies à la Caisse d'Epargne, à la banque, dans les sociétés de capitalisation... Actuellement, puis-

(123) M. Giscard d'Estaing, « Le capitalisme », Ed. des Portiques, 1931.

que l'Etat-Providence est venu se substituer à l'initiative privée pour subvenir à la vieillesse de ces travailleurs, plus n'est besoin d'épargner... L'homme à qui l'on a fait perdre le goût de l'épargne perd aussi celui de la propriété, de la dignité morale et aussi de la responsabilité. Il renonce à tout idéal individuel, retombe dans l'insouciance et mûrit pour l'Etatisme intégral : le bolchevisme » (124).

Le principal reproche que M. Giscard d'Estaing fait aux assurances sociales est d'empêcher l'ouvrier de devenir un petit capitaliste, de s'élever dans l'échelle sociale. Elles le maintiennent de force dans une catégorie spéciale qu'il ne peut pas dépasser. On sape le capitalisme en supprimant le principe fondamental qui le légitimait, c'est-à-dire la possibilité pour tout individu d'atteindre par son travail et sa prévoyance aux premières places. Le chemin du progrès, de la richesse, est désormais fermé aux ouvriers.

Enfin, tous les libéraux protestent contre les multiples formalités auxquelles les assurances sociales astreignent les citoyens qui y sont assujettis, et qui, malgré la réforme du 30 octobre 1935, sont encore une cause de gêne et de perte de temps pour les employeurs. « Le Français, fils de la Révolution et des Droits de l'Homme, épris de liberté, entend être maître chez lui comme le charbonnier, et a horreur qu'on lui impose ces déclarations, ces fiches et toutes ces paperasseries tracassières » (125). M. Lakhovsky va jusqu'à prétendre que celles-ci auraient eu pour résultat le départ, en 1930, de 800 familles étrangères très riches qui dépensaient des millions par an en France, et que la grande panique de la Bourse d'octobre 1930 aurait été en partie causée par la vente de valeurs françaises effectuée par ces étrangers qui, avant de quitter notre pays, auraient liquidé leurs propriétés, leurs

(124) M. Lakhovsky, « Etatisme mort des nations », Ed. S.A.C.L., 1931, p. 142.

(125) M. Lakhovsky op. cit., p. 143.

titres et leur domesticité (126). Ce départ aurait eu, enfin, comme conséquence de réduire au chômage nos industries de luxe.

Qu'on admette ou non la justesse de ces critiques et qu'on soit ou non partisan en principe des assurances sociales, on doit reconnaître que le moment choisi pour les établir en France n'était pas opportun. En période de prospérité, nos finances auraient pu supporter cette charge nouvelle, car un pays riche accepte sans difficulté une augmentation d'impôt, lorsqu'elle est nécessaire. Mais, quand la nation est appauvrie, que les impôts ne rentrent plus, et que le budget est déficitaire, il est imprudent d'assumer de nouvelles charges. Promulguée en temps de crise, la loi sur les assurances sociales a aggravé la situation du budget et de l'industrie déjà éprouvés. Les industriels et les commerçants, dont les produits manufacturés ont augmenté de 20 % au moins par suite de l'application de cette loi, n'ont pu désormais soutenir la concurrence des exportations étrangères, et ont été obligés de ralentir leur fabrication et de licencier du personnel; et la paralysie de l'industrie a amené l'augmentation du chômage.

Les libéraux, qui sont hostiles, en principe, aux assurances sociales, sont donc fondés à critiquer particulièrement leur institution en période de crise et à voir dans celle-ci une des causes de la persistance de la dépression actuelle.

II. — *L'assurance-chômage.*

Une des conséquences les plus graves des crises est le chômage. La baisse des prix entraîne la faillite des entreprises les moins stables et oblige presque tous les industriels à réduire leur production : d'où un renvoi total ou partiel de personnel, qui prive de ressources non seulement les ouvriers,

(126) Il est plus vraisemblable qu'atteints eux-mêmes par la crise, les étrangers furent contraints de resserrer leur train de vie et de **vendre des titres pour rentrer dans leur pays.**

mais leur famille. Or, depuis 1930, le chômage a pris des proportions qu'on n'avait encore jamais vues : ce sont des millions d'hommes qui, frappés par la crise, dont ils ne sont pas responsables, sont réduits au dénuement le plus complet.

Pour remédier à cette situation, tandis qu'en France, les chômeurs ne reçoivent que des allocations qui leur sont versées facultativement par les départements ou les communes, subventionnés par un fonds national de chômage, en Angleterre, en Allemagne et en Autriche l'Etat a institué à leur profit une assurance obligatoire, et cette institution soulève les critiques des économistes libéraux français.

Du point de vue social on ne peut critiquer cette mesure, mais il n'en est pas de même du point de vue économique. Le chômage ayant sa source dans un déséquilibre économique, le véritable remède est celui qui ferait cesser ce déséquilibre en favorisant la reprise; or l'assurance-chômage se présente, au contraire, comme un obstacle au mécanisme des prix, un frein à la baisse : c'est ce que remarqua, dès 1915, M. Jacques Rueff, qui a étudié les répercussions de l'assurance-chômage sur l'économie anglaise (127).

M. Rueff a été frappé par l'étroite corrélation qui a existé depuis la guerre, en Angleterre, entre les variations du chômage et celle des salaires réels, qui ne sont eux-mêmes que le quotient de l'indice des salaires nominaux par l'indice des prix. L'analogie des courbes représentant les variations de ces deux grandeurs est telle que Sir Joseph Stamp, l'éminent économiste anglais, avait déjà écrit que leur coefficient de corrélation atteignait la valeur de 0,90 (128). Et M. Rueff en a tiré la conclusion qu'« on est par là fondé à penser que la cause immédiate du chômage généralisé — sinon la cause profonde — consiste dans le défaut d'adaptation des salaires

(127) J. Rueff, « Les variations du chômage en Angleterre », R.P.P., décembre 1925.

(128) Supplément au *Financial Times* 15 mars 1925.

au niveau général des prix (129). S'il a sévi en Angleterre une baisse sans précédent dans l'histoire, c'est, pense-t-il, que la baisse des prix n'y a été suivie que tardivement par la baisse des salaires, et qu'après la stabilisation, en 1921, le pourcentage des salaires par rapport à l'avant-guerre est resté trop élevé par rapport au pourcentage d'augmentation des prix.

Mais pourquoi cette résistance des salaires à suivre le mouvement des prix ? Parce que, d'une part, l'action syndicale et, d'autre part, l'assurance-chômage faisaient obstacle à cette baisse. Les puissants syndicats anglais s'opposaient à l'adaptation des salaires aux conditions nouvelles nées de l'appréciation monétaire. Quant à la politique de secours aux chômeurs — condition nécessaire du maintien de la discipline syndicale — en stabilisant les salaires, elle avait été, en Angleterre, la cause profonde de la crise qui, en 1925, période à laquelle M. Rueff écrivait, ne paraissait pas près de céder.

L'assurance-chômage nuisant à la reprise économique est donc une cause de chômage permanent. Elle permet aux travailleurs de résister à une baisse éventuelle des salaires : l'ouvrier préfère être nourri à ne rien faire que de travailler, et, si le patron n'offre pas des avantages suffisants, il va s'inscrire à la caisse d'assurance.

M. Rueff a repris en 1931 la même idée en l'étayant sur de nouveaux arguments (130). Prolongeant le diagramme qu'il avait commencé d'établir en 1925, jusqu'en 1931, il constate que la concordance des courbes chômage et salaires-prix n'a pas cessé en Angleterre d'être très étroite. En 1929, les phénomènes ont été les mêmes qu'en 1921 : les prix ont commencé à baisser durant le quatrième trimestre de 1929, et, les salaires se montrant réfractaires, le chômage a augmenté rapidement. « Ainsi toujours, dans le passé, sauf exception entièrement explicable pendant la guerre de 1896 et la période

(129) J. Rueff, art. cit., p. 432.

(130) J. Rueff, « L'assurance-chômage, cause de chômage permanent », R.E.P., mars-avril 1931.

subséquente, le chômage a varié en Angleterre comme le rapport salaire-prix (131).

Nous ne possédons pas en France de véritable indice des salaires. Cependant les conclusions d'un statisticien, qui a réuni un certain nombre de documents, sont les mêmes que celles de M. Rueff (132). Ses calculs, qui sont loin d'avoir la rigueur de ceux de ce dernier, fournissent toutefois un élément d'appréciation, qui permet de conclure également à une liaison étroite entre les salaires réels et le chômage, ou d'admettre qu'« un ensemble de causes communes fait varier dans le même sens, lorsqu'on considère une période de temps assez courte, l'indice des salaires réels et celui du chômage, le changement de sens des mouvements se produisant plus souvent sur les salaires avant d'intervenir sur le chômage » (133).

En Angleterre, les salaires ont été immobilisés depuis le début de 1923; or, à cette date, l'indice des prix de gros atteignait 170, et déjà l'Angleterre devait nourrir plus d'un million de chômeurs. Après 1929, la situation s'est considérablement aggravée : la production n'a plus trouvé de débouchés, les cours se sont effondrés; le prix de la vie a baissé sans que les salaires aient réussi à perdre de leur rigidité. Le nombre de chômeurs est passé à plus de 2 millions. Bien qu'aujourd'hui la situation de l'économie anglaise se soit améliorée grâce à la dévaluation, qui, en provoquant l'allègement de la charge des salaires, a permis aux industriels de réduire leurs prix de vente, le nombre des chômeurs, qui a diminué, est néanmoins resté encore très élevé.

L'assurance-chômage, conclut M. Rueff, qui a permis le maintien de la discipline syndicale, a été « l'instrument essentiel de la stabilisation des salaires à un niveau entièrement indépendant du niveau des prix; c'est elle qui est par là la cause du chômage permanent ».

(131) J. Rueff, art. cit., p. 217.

(132) M. Denuc, cité par J. Rueff dans son article précité.

(133) J. Rueff, art. cit., p. 219.

La théorie de M. Rueff a été combattue par des économistes qui se sont basés sur les statistiques anglaises et allemandes et en ont tiré des déductions exactement contraires.

D'après MM. Maurette et Picard, les statistiques anglaises prouvent que la concordance entre les mouvements du rapport salaire-prix et celui de l'indice du chômage n'a pas un caractère absolu, puisque, depuis 1919, elle n'a été observée que pendant trente-deux trimestres sur quarante-huit (134). Ces statistiques permettraient d'affirmer :

1° que l'assurance-chômage n'empêche pas la baisse des salaires, puisqu'après 1921 ceux-ci n'ont cessé de baisser pendant deux ans et ont repris à baisser après 1927, malgré l'existence de l'assurance-chômage;

2° que la baisse des salaires n'empêche pas le chômage, puisqu'en dépit des réductions de salaires constatées, le chômage s'est étendu;

3° que la hausse des salaires ne provoque pas le chômage, puisque le ministère anglais de l'agriculture a pu les augmenter sans entraîner cette conséquence.

De même les statistiques allemandes paraîtraient contredire l'économiste français (135). D'après ces dernières, alors que la courbe salaire-prix montait de façon continue, le coefficient des salaires serait passé par des fluctuations multiples. D'autre part, l'assurance-chômage n'engendrerait pas le chômage, puisque celui-ci a augmenté en Allemagne en 1931, alors que le rapport salaire-prix était resté presque invariable.

Ces répliques n'ont pas convaincu les adversaires de l'assurance-chômage, qui ont persisté à invoquer les statistiques à l'appui de leurs opinions (136).

(134) M. Maurette, *Rev. Intern. du Travail*, décembre 1931. — M. Picard, R.E.P., décembre 1931. — Dans le même sens, H. Noyelle, R.E.I.

(135) Statistiques publiées par la revue allemande *Rhein und Ruhr*, *Rev. Intern. du Travail*.

(136) En ce qui concerne les statistiques allemandes, v. R. Carmille, « Chômage, salaire et prix », R.P.P., juin 1932.

Parmi ceux-ci figure M. Lionel Robbins, qui trouve deux causes à la crise britannique : la rigidité des prix et le refus de resserrer le crédit (137). Depuis 1925, l'industrie britannique progresse difficilement, et le nombre des chômeurs est rarement descendu au-dessous de 1.200.000 : or ce double fait est, d'après lui, la conséquence de l'établissement de l'assurance-chômage. Avant la guerre, les syndicats étaient tenus d'assurer eux-mêmes l'entretien de leurs sans-travail ; lorsque l'importance du chômage venait à excéder un certain niveau, ils savaient qu'il était temps de reviser leur politique des salaires. Après la guerre, le système de l'assurance-chômage les a débarrassés de cette responsabilité : aussi ont-ils cessé de se préoccuper du chômage engendré par leur politique (138). En accroissant la rigidité des salaires, l'assurance-chômage a donc provoqué un déséquilibre sur le marché économique et sur le marché du travail. Pour réduire celui-ci — condition essentielle de la reprise des affaires — un seul moyen restait au gouvernement : la dévaluation, et il en usa.

M. René Carmille n'est pas moins hostile à l'assurance-chômage (139). Il constate que « les salaires réels croissent avec la productivité générale, et que la productivité générale croît avec la masse des capitaux investis » ; et il ne lui paraît pas possible que les salaires réels puissent se maintenir et augmenter quand la productivité générale est en décroissance. Il fait observer qu'il importe peu que l'assurance légale et obligatoire soit ou non opportune — c'est là une question de sociologie pure — ; mais qu'il importe, au point de vue économique, de rechercher quelles sont les incidences d'un tel régime. Or il n'est pas douteux qu'il aggrave le chômage. « Certains industriels, dit-il, ont dû abandonner une production qui cessait d'être rémunératrice, alors qu'ils auraient pu la continuer s'ils

(137) M. L. Robbins, « La grande dépression, 1929-1932, Payot 1935.

(138) R. Carmille, *Vues d'économie objective*, R. Sirey, 1935.

(139) R. Carmille, op. cit., p. 168.

avaient eu licence de baisser les salaires. Donc l'assurance-chômage, en maintenant fixe le taux des salaires, a créé le chômage. »

En Amérique, où les secours aux chômeurs ne sont pas de même importance suivant les provinces, on a observé qu'il existait, dans chaque localité où il y avait du chômage, une sorte de niveau d'équilibre du taux des secours. Que ce taux soit au-dessus, les chômeurs demeurent dans la localité; qu'il soit au-dessous, ils regagnent les campagnes d'où ils sont généralement venus. En Grande-Bretagne, au contraire, où, grâce à l'assurance-chômage, les chômeurs touchaient entre 1923 et 1930, quelle que fût la province, une somme uniforme et parfois presque équivalente au salaire, on a constaté qu'il ne se produisait pas de migrations de travailleurs : ce qui tend à démontrer l'interdépendance des prix, du chômage, des salaires et des indemnités de chômage (140).

Les partisans de l'assurance-chômage, poursuit M. Carmille, partent d'un point de départ erroné, qui fausse leurs déductions : ils sont persuadés que la fixation du salaire est arbitraire; or c'est là un point de vue inexact. La part du salaire dans le prix de revient est telle qu'une sanction autre que celle des lois économiques ne peut pas l'augmenter sansiblement : le profit, seul élément sur lequel puissent mordre les salaires, représente, en effet, à peine 3 % du prix de revient.

Si elle n'est pas secondée par les événements économiques, l'action des syndicats ne peut avoir d'effets sur les salaires. En 1932, les ouvriers de la Fédération du Livre ont proclamé comme un succès dû à leur effort le fait que leurs salaires avaient été portés fort au-dessus de ceux d'avant-guerre; or le résultat qu'ils avaient obtenu prouve seulement que les prix de revient permettaient d'écouler les marchandises. Si on considère le personnel domestique parmi lequel l'action syndicale est nulle, et qui se trouve en face d'un patronat dissé-

(140) R. Carmille, « Chômage, salaire et prix », R.P.P., juin 1932.

miné, on constate qu'à la même époque le coefficient d'augmentation du salaire était égal à 10. Ce coefficient élevé provenait uniquement de la raréfaction de la main-d'œuvre (141).

Considérant comme démontré que l'équilibre entre les salaires et les prix dépend, d'une part, de la production générale du système économique considéré et, d'autre part, de la productivité propre du groupement ouvrier intéressé, et que jamais les interventions autres que l'introduction de facteurs économiques nouveaux n'ont modifié d'une façon durable l'équilibre des salaires et des prix, M. Carmille aboutit à la même conclusion que MM. Lionel Robbins et Jacques Rueff : si l'assurance-chômage se justifie au point de vue social, elle produit, par contre, des effets fâcheux, au point de vue économique, parce qu'elle stabilise les salaires, empêche la reprise des affaires et entretient le chômage.

En France, les socialistes, qui sont partisans de l'assurance-chômage, n'ont pas réussi jusqu'ici à faire prédominer leur point de vue. Ils ont seulement, avec les radicaux, obtenu, pour résorber le chômage ou en atténuer les conséquences :

1° l'extension du système des allocations par la création d'un fonds national de chômage destiné à venir en aide aux communes et aux départements qui effectuent leur paiement;

2° l'exécution d'un vaste plan de grands travaux destiné à donner du travail aux chômeurs.

Les libéraux, qui ne sont pas hostiles à ce que des secours soient donnés aux chômeurs, mais sont opposés à l'augmentation des charges et des pouvoirs de l'Etat, redoutent que ces mesures aient une répercussion fâcheuse sur l'économie du pays, en alourdissant de plusieurs milliards le budget de l'Etat, en favorisant le gaspillage des deniers publics et en empêchant la réadaptation normale de la production à la consommation. Ils repoussent donc les mesures prises en France pour remédier au chômage, comme ils repoussent l'as-

(141) R. Carmille, *op. cit.*

surance-chômage, et voient dans ces diverses interventions sur le marché du travail, comme dans celles qui s'appliquent à d'autres domaines, une des causes de la continuation de la crise.

III. — *Les hauts salaires.*

La campagne en faveur des hauts salaires, menée en Amérique, dès avant la crise, par les grands industriels, et notamment par Ford, avait pour but non de guérir, mais de prévenir. Une politique des hauts salaires, prétendent ceux qui en sont partisans, est également favorable aux ouvriers et aux patrons. Les ouvriers voient le standard de leur vie s'améliorer; possédant plus, ils dépensent davantage et favorisent ainsi le développement de l'industrie et de l'agriculture. Pour que ces avantages durent, il faut que les prix conservent leur stabilité : s'ils montent, le pouvoir d'achat des ouvriers diminue. Ford croit à leur stabilité, car l'augmentation de la productivité de la main-d'œuvre, provoquée par l'accroissement des salaires, et le progrès technique tendent à tout moment à les faire baisser.

De nombreux patrons mirent en pratique, aux Etats-Unis, ces théories. Les salaires de l'ouvrier qualifié passèrent de 14 dollars 28 par semaine, en 1914, à 25 dollars 88 en 1929. Des progrès techniques énormes empêchèrent le coût de la vie de s'élever proportionnellement, si bien que le pouvoir d'achat de la classe ouvrière augmenta. Cet heureux résultat donna aux Américains un grand optimisme : persuadés qu'ils avaient trouvé une panacée qui écarterait d'eux toute crise sociale et économique, ils n'avaient que dédain pour le socialisme. Or, depuis cinq ans, ce sont eux qui ont souffert le plus intensément de la crise : en 1932, le chômage a frappé 8 millions d'ouvriers, en 1935, 10 millions sur un total de 40 millions.

Les libéraux, en France, ne se sont pas étonnés d'un échec qu'ils avaient prévu. « L'Amérique, a constaté M. Chevalier, a vérifié quelle erreur ce peut être que de vouloir transformer

complètement l'organisation économique d'un pays en quelques années (142). De même, d'après M. Carmille, les hauts salaires ont été une des causes de la crise américaine, car ils représentent une des faces de la gigantesque inflation de crédit à laquelle les Etats-Unis se livrèrent.

Cet auteur refuse d'admettre la stabilité des prix. Il fait remarquer que « les hauts salaires ne sont pas des valeurs absolues de salaire » (143). Si demain, par un coup de baguette magique, les salaires de tous les pays du monde étaient doublés, il y aurait aussitôt un réajustement de tous les prix et de toutes les circulations monétaires. Seule, la diminution des charges obligatoires demeurées à leur valeur numérique ancienne peut amener une diminution des prix de revient. En effet, quelles sont les conséquences d'une politique des hauts salaires? Quand un industriel augmente ses ouvriers, il peut les mieux choisir, ne prendre que les plus capables, les plus actifs. Une telle sélection est un acte de concurrence commerciale, car les autres patrons sont désavantagés par l'abandon de leurs meilleurs travailleurs. Pour lutter, bien que leurs entreprises ne possèdent pas les perfectionnements techniques justifiant cette aggravation des charges, ils doivent procéder à leur tour à des augmentations de salaires, escomptant une élévation de prix future, mais « le tout est de savoir si la hausse des prix est compatible avec l'état du marché — question aléatoire, qui est un véritable phénomène de crédit, et de crédit incertain » (144). Supposons qu'elle se produise, la réforme ne présente plus d'intérêt pour ses promoteurs, la sélection ayant cessé de se faire; et les ouvriers ne retirent plus aucun bénéfice des hauts salaires, puisque les prix ont augmenté. Si les patrons, gardant malgré tout confiance en cette politique, relèvent une seconde fois le taux des salaires,

(142) M. Chevalier, « L'évolution récente de la notion de salaire », *J. des Economistes*, mai 1932.

(143) R. Carmille, *op. cit.*, p. 64.

(144) R. Carmille, *op. cit.*, p. 65.

à nouveau ils seront suivis par les petits et moyens producteurs, et de nouveau les prix monteront. Ce processus continuera tant que le marché sera capable de supporter la hausse des prix; mais il arrivera un moment où le consommateur ne pourra plus payer le prix demandé et, où, brusquement, une crise mettra fin à la période de prospérité. Ce sera alors la débâcle.

M. J. Chevalier oppose la conception française à la conception américaine en ce qui concerne les salaires. Le salaire, dit-il, est à la fois un prix forfaitaire et une part du produit de l'activité de l'entreprise; mais, alors que nous voulons que ce soit la part forfaitaire qui domine, et que le surplus soit employé à maintenir la régularité des revenus des travailleurs, les Américains préfèrent associer ceux-ci à la prospérité de l'entreprise, leur laissant le soin d'épargner eux-mêmes sur leurs salaires pour faire face aux années de détresse. C'est cette idée qui a inspiré la politique des hauts salaires.

Si la conception américaine paraît plus exacte à M. Chevalier, il n'en condamne pas moins l'élévation systématique des salaires, parce qu'à l'instar des autres économistes libéraux, il la considère comme une exagération dangereuse de nature à provoquer une élévation excessive des prix et à déclencher une crise économique, dont les ouvriers seraient les premiers à souffrir.

Ces critiques formulées par les économistes libéraux contre la théorie des hauts salaires n'ont pas empêché M. Blum de l'appliquer, en France, en favorisant, le 7 juin 1936, l'élaboration des accords Matignon, aux termes desquels les salaires des ouvriers ont été augmentés de 7 à 15 % suivant leur importance, et en exerçant par la suite une pression sur les industriels en vue d'obtenir de nouvelles majorations à l'occasion des conflits existant entre eux et leurs ouvriers.

Ces relèvements de salaires, qui, au bout de cinq mois, ont entraîné une augmentation du coût de la vie, en provoquant une hausse de 12 % des prix de gros suivie d'une hausse

de 7 % des prix de détail (145), et ont accentué la disparité existant entre les prix intérieurs et les prix extérieurs, qui est une des causes du marasme de notre commerce, ont ranimé la polémique à laquelle l'expérience américaine avait donné naissance.

Les libéraux, qui s'inquiètent de l'accroissement continu de la part des salaires dans le coût de la production, en constatant que de 1913 à 1932 elle est passée de 43,60 % à 52 % (146), ont condamné sévèrement cette ingérence du gouvernement dans la fixation des salaires, qui a eu pour effet d'accroître d'une manière excessive, surtout en période de crise, les charges de la production et menace d'augmenter le malaise économique (147).

IV. — *La semaine de 40 heures.*

Il y a quelques années, M. Michelet, président de la Chambre de Commerce de Bruxelles, déclarait que « le travail est une denrée rare » et que « parce qu'il est une denrée rare, il faut le traiter comme tel. » (148). Répartissons-le donc entre tous les travailleurs, concluait-il, et le problème qui le concerne sera résolu.

Partisans des idées de M. Michelet, nombreux furent les économistes ou hommes d'Etat qui proposèrent comme remède

(145) R. Auboin, « Libéralisme excessif », *Europe Nouvelle*, 1936, p. 1179.

(146) Dessirier, « L'économie française devant la dévaluation monétaire », R.E.P., sept.-oct. 1936.

(147) D'avril à juillet 1936, l'indice général de l'activité économique est passé de 102 à 98, et celui de l'écart entre les prix français et étrangers de 8 à 11, tandis que les prix de détail subissaient une hausse de 5,9.

(148) Cité par M. Tardy, « La semaine de 40 h. », *J. des Economistes*, juillet 1933, p. 636.

au chômage la réduction des heures de travail. Cette proposition souleva une protestation générale : les syndicats ouvriers se refusèrent à accepter la diminution du salaire, qui était la conséquence de la mesure envisagée; et les patrons prétendirent que cette mesure provoquerait une élévation du coût de la production, qui empêcherait l'embauchage d'augmenter dans les proportions attendues (149).

Par la suite, les syndicats ouvriers se rallièrent à la semaine de 40 heures, en réclamant non seulement la réduction des heures de travail, mais le maintien des salaires. Pour les socialistes et pour tous ceux qui voyaient dans la sous-consommation ouvrière la cause unique des crises, cette mesure était le remède qui devait nous guérir de la dépression actuelle et nous garantir contre des crises futures : puisqu'il existait un profond déséquilibre entre la production et la consommation, l'une étant trop abondante et l'autre insuffisante, il fallait diminuer le nombre d'heures que l'ouvrier consacre chaque semaine au travail, sans aucune réduction des salaires hebdomadaires. Cette solution s'imposait d'autant plus qu'on ne pouvait plus compter, comme autrefois, sur la découverte de nouveaux débouchés pour résorber le chômage.

Aux Etat-Unis, où après la guerre cette idée s'était fait jour, certains patrons, tels que Ford, avaient décidé que leurs ouvriers ne travailleraient que cinq jours par semaine, et tout un mouvement se développa en faveur du *Short time*. En Europe, le *Short time* fut réclamé pour la première fois, en octobre 1930, lors d'une grève de métallurgistes berlinois, par les syndicats ouvriers, qui exigeaient le maintien des salaires hebdomadaires, et présentaient la semaine de 40 heures comme une mesure de crise, destinée à remédier au chômage. En Tchécoslovaquie, M. Czach, ministre de la Prévoyance sociale, proposa son application, en alléguant que, grâce à elle, les

(149) L. Robbins, « La grande dépression », 1929-1934.

possibilités de travail existantes seraient réparties sur un plus grand nombre de têtes; en second lieu, la production et la consommation s'équilibreraient; enfin, cet équilibre contribuerait au développement de l'économie et permettrait de nouveaux progrès techniques. Tels sont, en effet, les trois grands arguments invoqués par les partisans de la semaine de 40 heures à l'appui de cette mesure.

Le mouvement en faveur du *Short time* se répandit à travers toute l'Europe, toujours soutenu par les syndicats ouvriers et les partis de gauche. En Italie même, pays surpeuplé, l'idée fut accueillie favorablement par le gouvernement.

Unis et forts, les syndicats ouvriers saisirent de cette question la Commission du chômage du Bureau international du Travail. Mais ce projet présenté par leurs délégués se heurta à l'opposition des représentants des patrons. Quant aux délégués du gouvernement français, hésitant entre les deux partis, ils déclarèrent prudemment accepter la réforme réclamée par les syndicats, mais à la condition qu'elle le fût également par tous les pays étrangers sans exception (150).

Tous les libéraux étaient hostiles à l'établissement de la semaine de 40 heures, car ils reprochaient à ce système d'être basé sur ces idées fausses, à savoir que la crise était dûe à une sous-consommation ouvrière et que la surproduction était générale.

D'après M. Tardy, seules l'agriculture et l'industrie extractive souffraient d'une surproduction, mais non les industries de tranformation, qui n'étaient atteintes que par répercussion. Or c'était précisément à celles-ci, plus qu'à toutes les autres, que la semaine de 40 heures devait être préjudiciable. « Par concéquent, en réduisant la production de ces industries elle diminuerait leur capacité d'absorber les produits agricoles et les matières premières, et elle accentuerait le déséquilibre

(150) M. Leduc, « La réduction de la durée du travail, R.P.P., août 1934.

dont souffre l'économie mondiale » (151). Il semblait logique, à cet auteur d'accroître la production industrielle en augmentant les heures de travail.

En second lieu, cette mesure entraînerait des déplacements d'ouvriers car le chômage n'est pas le même selon les régions et les professions. « On se plaint de la mobilité de la main-d'œuvre. Elle est cependant insensible à côté du bouleversement que produirait la redistribution qu'envisagent les partisans de la semaine de 40 heures » (152).

La semaine de 40 heures avec maintien de l'ancien salaire hebdomadaire augmenterait les frais de main-d'œuvre de 80 %, de telle sorte que le prix des objets fabriqués, qui demandent de nombreuses transformations, subirait une hausse très forte. M. Pinot — sans tenir compte de l'effet de cette mesure sur l'amortissement et les impôts — prévoyait une augmentation du prix de revient dans l'industrie de 15 % (153). Or il était impossible de suivre une pareille politique en temps de crise. En période de prospérité, le marché était capable de supporter l'élévation des prix qu'elle entraînerait, mais, lorsque notre industrie et notre agriculture étaient frappés et manquaient de débouchés, lorsque les prix trop élevés écartaient un grand nombre de consommateurs, le résultat immédiat de l'application de la semaine de 40 heures serait de provoquer la faillite de nombreuses entreprises qui ne pourraient supporter de telles charges, et par suite, d'aggraver le chômage.

La France, ajoutaient ces économistes, serait particulièrement mal avisée en se ralliant à une pareille mesure, car elle était peu peuplée, et ses prix étaient déjà fort au-dessus des prix mondiaux : une nouvelle hausse entraînerait l'arrêt de nos exportations, partant, un redoublement de la crise. « C'est pousser le paradoxe un peu loin, observait ironiquement

(151) M. Tardy, art. cit., p. 643.

(152) M. Tardy, loc. cit.

(153) M. Pinot, critique de la conférence faite par M. Tardy.

M. Tardy, que de présenter comme un moyen de faire démarrer la machine économique un système qui ne peut fonctionner que quand elle est lancée à toute vitesse. »

Au surplus, les ouvriers seraient les premières victimes de cette mesure, non seulement à cause du développement du chômage, mais parce que le coût de la vie ayant augmenté de 15 %, leur pouvoir d'achat, bien que leurs salaires n'eussent pas été réduits, serait diminué dans la même proportion.

Conscients de ce danger, les partisans de la semaine de 40 heures répliquaient, il est vrai, que des perfectionnements de la technique et des machines compenseraient rapidement cette charge ; car l'établissement de la semaine de 40 heures provoquerait un développement du machinisme, en incitant les entrepreneurs à chercher, par tous les moyens, à diminuer leurs frais de main-d'œuvre. Mais le remplacement de l'ouvrier par la machine constituerait un autre danger pour celui-ci. Même en admettant l'opinion des libéraux, d'après laquelle le machinisme ne peut engendrer un chômage prolongé, et ne fait que déplacer le travail humain en permettant à l'homme de le mieux utiliser, après chaque grand progrès technique, il y a néanmoins une période de réadaptation, qui se traduit par un chômage temporaire. Par suite, l'augmentation brusque de l'emploi des machines causerait une perturbation, dont les conséquences seraient fâcheuses pour les ouvriers eux-mêmes.

M. Médina faisait enfin remarquer que l'adoption de la semaine de 40 heures aggraverait les disparités déjà existantes : 1° entre les travailleurs des villes et ceux de la campagne (les trois projets de convention rédigés par la Conférence préparatoire, ne faisaient allusion qu'à l'industrie, ce qui aurait eu pour résultat de faire monter les prix industriels) ; 1° entre les pays à salaires élevés et ceux à salaires bas (154).

(154) Médina, appréciation et critique de la conférence faite par M. Tardy.

En raison des objections qu'elle soulevait, la semaine de 40 heures avec augmentation du salaire horaire, qui n'avait pour ainsi dire été mise en pratique dans aucun pays du monde (155), ne paraissait pas sur le point de l'être en France, lorsque, le 24 juin 1936, M. Blum, pour diminuer le chômage et relever la capacité d'achat de la classe ouvrière, réussit à la faire adopter par le Parlement.

Son adoption souleva de vives protestations de la part des groupements patronaux (156). Quant aux économistes, qui se joignirent en général aux industriels pour la condamner, les uns se bornèrent à la considérer comme inopportune, à cause de la crise économique et de l'absence d'un accord international préalable, les autres — les libéraux — maintinrent leur opposition de principe, pour les motifs que nous avons indiqués, et firent les prédictions les plus pessimistes. Par suite de l'application de cette mesure, et des autres mesures sociales prises par le gouvernement (accords Matignon, congés payés) :

1° Les charges de la production étant majorées de 30 à 35 %, le prix de revient des produits fabriqués en France augmenterait de 10 à 20 %, celui des produits agricoles de 15 % et, par voie de conséquence, les prix de détail suivant le mouvement des prix de gros, le coût de la vie s'élèverait de 20 % environ ;

(155) Aux Etats-Unis, les codes Roosevelt n'ont pas établi d'une manière générale la semaine de 40 h., et leurs dispositions à cet égard ont été, par la suite, rendues absolument facultatives. En Italie, le régime de 40 h. sans augmentation des salaires horaires institué en 1934 comporte de nombreuses dérogations (P. Waline, « A la recherche des pays qui appliquent les 40 h. », *Journée Industrielle*, 5 et 6 novembre 1936).

(156) La confédération nationale du patronat français, l'Union française des industries exportatives, le Comité des houillères de France ont demandé l'ajournement de son application jusqu'à l'ajustement réciproque des tarifs douaniers.

2° Du fait de l'augmentation du coût de la vie, la capacité d'achat de toutes les classes de la population — même des fonctionnaires et des ouvriers (sauf les chômeurs) — se trouverait diminuée, et en particulier celle de la classe agricole ;

3° Par suite de l'augmentation du prix de revient, d'une part, de nombreuses entreprises devenues déficitaires — et surtout celles concernant les industries de luxe, qui ont en France une importance particulière — disparaîtraient, ce qui empêcherait la réduction du chômage ; et, d'autre part, nos exportations, déjà tombées de 50 milliards en 1929 à 15 milliards en 1935, à cause de l'écart existant entre les prix français et les prix mondiaux, diminuerait dans une proportion encore plus forte, l'indice des prix français de 110 en juin (par rapport à celui des prix mondiaux de 100 à la même époque) passant à 140 et à 150 ;

4° Le ralentissement de l'activité économique obligerait l'Etat à verser aux exportateurs des primes d'exportation et à prendre à sa charge, par des dégrèvements fiscaux, une partie des salaires payés par les industriels aux travailleurs supplémentaires ; et la baisse du crédit de l'Etat, qui résulterait de l'aggravation du déficit budgétaire et des emprunts successifs, l'accuserait soit à la dévaluation, soit au contrôle des changes et à l'organisation d'une autarchie (157).

Il est encore trop tôt pour dire si toutes ces prédictions se réaliseront, car la loi sur la semaine de 40 heures n'a reçu jusqu'ici qu'une application partielle. Mais, d'ores et déjà, la dévaluation du franc est un fait accompli.

(157) P. d'Espe, « Répercussion des nouvelles lois sociales », et de Canisy, « Semaine des 40 h. et chômage », *Revue des Deux Mondes*, 1936, p. 745 et 906. — R. Mossé, « Effets économiques des 40 h. », et Marjolin, « Politique économique du gouvernement », *Europe Nouvelle*, 1936, p. 694 et 827.

V. — *Conventions collectives de travail
et arbitrage obligatoire.*

Pour faciliter l'application des lois sociales qu'il avait fait voter par le Parlement et qui étaient de nature à créer des différends entre patrons et ouvriers, le gouvernement Blum a édicté une nouvelle réglementation des conventions collectives du travail et projeté d'instituer l'arbitrage obligatoire.

La loi du 24 juin 1936 relative aux contrats collectifs a augmenté considérablement la portée, et on peut dire changé le caractère, de celle de 1919, en accordant un rôle important au ministre du Travail qui, sur la demande d'un organisme syndical, peut réunir une commission mixte pour la conclusion de la convention, intervenir dans le débat et rendre celle-ci obligatoire pendant un certain temps pour tous les employeurs et employés des professions et régions comprises dans son champ d'application.

M. Pic fait remarquer que cette nouvelle charte du travail s'apparente au corporatisme fasciste en ce que, comme lui, elle a pour but d'organiser la profession, en la soumettant à un régime autoritaire et étatiste, — sans toutefois, comme en Italie, retirer aux ouvriers le droit de grève et aux patrons celui de lock-out (158).

Les libéraux, hostiles à cette législation, qui porte une nouvelle atteinte à la liberté individuelle, considèrent qu'elle est :

1° *Anti-économique*, parce qu'elle bouleverse les conditions du travail depuis longtemps établies, ne permet pas l'adaptation du travail à chaque cas particulier d'après les besoins de la clientèle, et est d'une application particulièrement difficile dans les entreprises à personnel restreint, qui sont les plus nombreuses ;

(158) P. Pic, « Autour de la loi du 24 juin 1936 sur les conventions collectives de travail », R.P.P., 10 sept. 1936, p. 393.

2° *Anti-social et démagogique*, parce qu'elle tend à dresser de plus en plus les ouvriers contre les patrons, à fortifier la puissance des groupements syndicaux et à développer l'esprit de lutte de classe (159).

Tandis que les conventions collectives ont pour but d'éviter les différends entre patrons et ouvriers, l'arbitrage obligatoire, qui fait l'objet d'un projet de loi déposé par M. Blum en octobre 1936, vise à les régler, une fois qu'ils ont pris naissance, et à empêcher le déclenchement ou la prolongation des grèves.

Les libéraux ne sont pas plus favorables à l'institution projetée qu'à la précédente (telle que celle-ci du moins fonctionne en France actuellement) car elle ne leur paraît pas de nature à favoriser la paix sociale pour les raisons suivantes :

1° Elle constitue une forme nouvelle d'intervention de l'Etat dans les rapports entre patrons et ouvriers ;

2° Ceux-ci, comptant sur l'appui de l'Etat, sont portés à exagérer leurs revendications ;

3° L'Etat est dans l'impossibilité de faire appliquer la sentence des arbitres, quand elle est défavorable aux ouvriers ; car des sanctions trop faibles ne portent pas, et trop fortes se heurtent à l'opinion publique (160).

A l'appui de ces objections, les libéraux invoquent l'échec de l'arbitrage obligatoire dans les pays où il a été jusqu'ici appliqué et où existe le droit de grève : la Nouvelle-Zélande, l'Australie, la Norvège et l'Allemagne. Dans ces pays, les conflits se sont multipliés malgré les avantages concédés aux ouvriers. Si, en Italie, en Suède et au Danemark, où existe également l'arbitrage obligatoire, les grèves sont plus rares, ce serait uniquement parce que le droit de grève y est sup-

(159) De Canisy, « Le contrat collectif », *Revue des Deux Mondes*, 15 octobre 1936, p. 887.

(160) X..., « L'Etat et les conflits collectifs du travail », R.P.P., 10 novembre 1936.

primé (161). Mais, en réalité, partout où il y a un pouvoir fort et indépendant, l'intervention de l'Etat pour faire cesser une grève ou un lock-out injustifiés peut être efficace et par suite est recommandable.

En résumé, les libéraux sont opposés à toutes les interventions de l'Etat dans le domaine du travail, bien qu'elles aient pour but de faire régner plus de justice dans les rapports entre patrons et ouvriers et d'assurer la paix sociale, sous prétexte qu'elles auraient des répercussions nuisibles dans le domaine économique ; mais ils sont, sur ce point, en désaccord avec l'opinion générale.

Quelles que soient les objections que soulèvent ces interventions, il n'en est pas moins vrai que, par suite du développement de la concentration et de l'association, les conflits du travail tendent à prendre une ampleur de plus en plus grande, et leurs répercussions sur l'économie du pays sont telles que, tout en respectant dans la plus large mesure possible la liberté individuelle, l'Etat ne saurait s'en désintéresser. S'il doit mettre tout en œuvre pour les prévenir et pour les résoudre, les patrons, de leur côté, doivent renoncer à leur individualisme et participer à l'action collective que réclame le pays.

(161) « L'arbitrage obligatoire », *Le Temps*, 21 octobre 1936. — Poirel, « La conciliation et l'arbitrage obligatoire », *Europe Nouvelle*, 1936, p. 1.205.

CONCLUSION DE LA PREMIERE PARTIE

Ainsi, le libéralisme, auquel on attribue les désordres causés par la crise, loin de se reconnaître coupable des fautes qu'on lui reproche, nie avec force toute responsabilité dans la situation économique actuelle, et, après avoir repoussé les attaques dont il est l'objet, porte le combat sur le terrain de ses adversaires, auxquels il reproche, à son tour, les fautes qu'ils ont commises.

Pour montrer qu'il n'est pas fautif, il invoque la prospérité passée, qui prouve, d'après lui, la valeur et les bienfaits de sa doctrine, et dont il se fait un titre de gloire : tant qu'on a appliqué ses principes, il n'y a eu ni sous-consommation grave, ni surproduction prolongée.

Poursuivant son argumentation, il ajoute que les malheurs présents sont le fait du socialisme et de l'économie dirigée, et que la crise, déchaînée par la folie des hommes, aurait pris fin si les interventions de l'Etat ne l'avaient prolongée. Pour prouver la responsabilité de ses adversaires, il s'efforce de démontrer que toutes ces interventions ont été nuisibles pour l'Etat, pour les consommateurs, pour les producteurs et pour les ouvriers.

Les interventions de l'Etat, dit-il, ont été nuisibles en premier lieu à *l'Etat* lui-même, car elles ont toujours été pour lui une source de dépenses ou de charges nouvelles.

Les monopoles fiscaux n'ont pas procuré à l'Etat les ressources qu'il en escomptait, bien qu'il puisse fixer librement son prix, parce que sa gestion est défectueuse et ne lui permet même pas parfois de retirer de leur produit un bénéfice comparable à celui qui résulterait d'un impôt. Dans la plupart des entreprises qu'il dirige, il ne parvient pas à atteindre le but qu'il poursuit et qui est d'obtenir des produits à un prix inférieur à ceux du marché libre ou de réaliser des bénéfices ;

car, dans le premier cas, le coût de production est si élevé qu'il aurait avantage à s'adresser aux entreprises privées pour les fournitures dont il a besoin et, dans le second cas, ses entreprises obligées de se plier aux conditions du marché, ne réussissent à équilibrer leur budget que grâce aux subventions qu'il leur verse.

Les réglementations, par lesquelles il substitue son initiative à celle des particuliers, ne sont pas moins préjudiciables à ses finances : soit qu'il prenne à son compte les risques des opérations qu'il leur impose — et qui sont parfois grands, ainsi que le montre le déficit des chemins de fer et des offices d'habitations à bon marché — soit que, pour assurer l'application des règles auxquelles il les soumet, il leur verse des subventions, des primes ou des indemnités. Il suffit de rappeler à cet égard que ses interventions sur le marché du blé lui ont coûté plus d'un milliard.

Personne ne nie que les renflouements, par lesquels il prend à sa charge des entreprises en déconfiture, ne constituent pour lui des opérations des plus ruineuses, que les avantages qu'il consent aux Caisses d'Epargne et d'assurances, notamment sous forme de réduction ou d'exonération d'impôts, ne diminuent sensiblement ses ressources, et que ses interventions dans le domaine du travail, telles que les assurances sociales et les allocations de chômage, n'obèrent gravement le budget.

Ainsi, l'Etat se ruine et diminue son crédit en voulant intervenir dans tous les domaines ; et, en dispersant son activité, il en arrive à ne plus remplir d'une façon satisfaisante ses fonctions essentielles.

L'intérêt des *consommateurs*, dont la satisfaction devrait être le but principal de l'Etat, est également lésé par cette politique, car leur intérêt est de trouver sur le marché des produits variés et de bonne qualité à des prix aussi avantageux que possible ; or presque toutes les interventions de l'Etat ont entraîné soit une hausse des prix, soit une diminution de la qualité.

Les monopoles fiscaux les obligent à payer au-dessus de leur valeur des produits souvent de médiocre qualité. Les réglementations déterminent des hausses qui leur portent préjudice, telles que celle des tarifs de transport, qui est le résultat des charges imposées aux Compagnies de chemins de fer, et celle des produits servant à l'alimentation, qui est la conséquence des mesures prises pour encourager l'agriculture et la viticulture. Les taxes douanières, les contingentements, les offices de compensation, les assurances sociales, l'augmentation générale des impôts à laquelle aboutissent toutes ces interventions, maintiennent les prix élevés. D'une façon générale, toutes les mesures qui, en augmentant le prix de revient, obligent le producteur et le commerçant à élever le prix de vente, frappent, par contre-coup, le consommateur, c'est-à-dire la masse des citoyens.

Les interventions de l'Etat poursuivent les libéraux, ne profitent pas, autant que leurs promoteurs l'imaginent, à ceux-là même qu'elles ont pour but de favoriser : à savoir les producteurs et les ouvriers.

Les producteurs sont loin de tirer de ces interventions tout l'avantage qu'on leur promet : la persistance du malaise qui règne dans la production en est la preuve.

Les monopoles et les entreprises de l'Etat, en augmentant son patrimoine, privent les producteurs de richesses dont il pourraient tirer parti et restreignent leur champ d'activité. Les réglementations compliquées auxquelles il les soumet, les troublent dans leur exploitation, en leur imposant d'innombrables formalités, sans que cette gêne soit toujours compensée par des bénéfices.

Le protectionnisme excessif pratiqué depuis la crise, par le fait qu'il paralyse le commerce extérieur en diminuant le pouvoir d'achat des pays étrangers, provoquant des mesures de représailles, et maintenant des prix élevés sur le marché intérieur, porte préjudice également aux producteurs, qui perdent une partie de leur clientèle extérieure et ne conservent leur

clientèle intérieure que grâce à une hausse des cours, qui empêche le dénouement de la crise par la liquidation des entreprises inutiles. Il en est de même, des expériences de monnaie dirigée qui en jetant le trouble dans l'économie mondiale, contribuent à maintenir dans un état de dépression la production, celle-ci ne reprendra son essor que lorsque le calme et la confiance renaîtront, c'est-à-dire lorsque toutes les monnaies seront enfin stabilisées.

Enfin, les lois sociales qui, par l'institution de l'assurance-chômage ou des allocations, maintiennent les prix élevés et, par les assurances sociales et contre les risques professionnels, augmentent les charges de la production, diminuent les bénéfices du producteur en réduisant sa vente.

Les *ouvriers* eux-mêmes ne tirent pas un véritable profit de ces lois, faites en leur faveur, parce que leurs intérêts sont solidaires de ceux des patrons et qu'à ce titre, ils doivent fatalement souffrir de toutes les mesures qui provoquent le ralentissement de la production. Toutes les ingérences de l'Etat dans l'économie, en aggravant le chômage, les atteignent par contre-coup.

Aucune des classes de la société ne peut donc, d'après les libéraux, prétendre avoir retiré un avantage réel des interventions de l'Etat, qui toutes ont plus ou moins contribué à réduire leurs revenus et à entretenir le désordre dans l'économie. Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, concluent ces économistes, qu'une crise ait éclaté et qu'après sept ans, elle dure encore. Tant que l'Etat retardera la liquidation des entreprises inutiles, la restriction des productions surabondantes et la baisse des prix, il entravera le retour à l'ordre et la dépression ne pourra prendre fin.

Par cette critique sévère de l'action de l'Etat, les libéraux estiment avoir prouvé que leur doctrine n'est pas responsable des malheurs présents, et que ce sont les expériences tentées sous les auspices des socialistes ou des partisans de l'économie dirigée qui en sont la cause principale. A la prétendue

« faillite du libéralisme », ils opposent celle de l'Etatisme, qu'ils croient certaine. Convaincus d'avoir disculpé — soit entièrement, soit en grande partie — leur doctrine et rétabli son prestige, ils reprochent à ceux qui ont prononcé contre elle une injuste condamnation, d'avoir commis un « monstrueux mensonge » qui témoigne d'une « rare ignorance » ou d'une singulière mauvaise foi » (1).

Nous ferons connaître, à la fin de cette étude (2), notre opinion sur la thèse libérale, en passant en revue les diverses questions que nous venons d'examiner; mais nous constatons, dès à présent, que, parmi les adversaires du libéralisme, il en est qui, fiers de la faveur de plus en plus grande dont jouissent leurs théories et du succès qu'elles ont obtenu auprès du pouvoir (3), se sont crus autorisés à annoncer sa mort et à déclarer sa succession ouverte; ils se sont trop hâtés: le malade a encore de vives réactions. S'il a perdu une partie de ses forces, il n'en a pas moins porté à ses ennemis des coups redoutables, qui parfois les ont contraints à la défensive. En définitive, les bouleversements causés par la crise n'ont assuré le triomphe absolu et manifeste d'aucun système: entre ceux qui, pour mettre fin à ces désordres, veulent laisser faire et ceux qui veulent agir, ceux qui entendent assurer le libre jeu des forces économiques et ceux qui prétendent les diriger, le débat est loin d'être clos.

(1) J. Rueff, « Pourquoi malgré tout je reste libéral », Crise, juin-juillet 1934.

(2) Conclusion générale, p. 223.

(3) V. « Doctrine et politique », Appendice, en ce qui concerne les politiques Flandin, Laval et Blum.

DEUXIEME PARTIE

LA CRISE ET LES NOUVELLES DOCTRINES LIBERALES

La critique de l'Etatisme par les libéraux, que nous venons d'exposer, est basée sur des arguments dont on ne saurait méconnaître la portée. Leurs adversaires eux-mêmes n'en contestent pas la valeur. Mais, disent-ils, critiquer est chose facile et le rôle de l'opposition toujours avantageux. C'est celui du spectateur assis dans la salle, qui regarde les acteurs se débattre sur la scène, relève les erreurs commises et lance des coups de sifflet au moindre impair. En économie comme en politique, critiquer est vain, si on n'a pas une méthode ou des réformes à proposer, et on a le droit de demander à celui qui siffle ce qu'il ferait s'il était sur la scène. L'Etatisme n'a pas résolu la crise, soit. Mais quelles solutions meilleures les libéraux proposent-ils ? Le libéralisme classique répond-il aux besoins d'une économie dont la structure s'est profondément modifiée depuis un siècle et demi ? La plupart d'entre eux n'osent plus le soutenir.

Il y a un siècle, ils n'admettaient, dans le domaine économique, comme dans le domaine politique, aucune contrainte : « Il y a des lois économiques, laissez-les jouer », expliquaient-ils. Aujourd'hui, peu nombreux sont ceux qui acceptent tous les points de la vieille doctrine. Le parti libéral ne possède plus cette unité qui faisait autrefois sa force. Les événements ont conduit nombre de ses partisans à abandonner une attitude intransigeante et à adopter une conduite qui leur paraît cadrer mieux avec les conditions nouvelles de notre

économie. Unis dans la critique, leur accord cesse dès qu'ils passent à la partie positive et constructive de leur doctrine, et les nuances deviennent alors infinies.

Déjà avant la guerre, ainsi que le rappelle M. Pirou, qui fait ressortir ces dissidences (1), certains économistes, abandonnant l'individualisme extrême représenté par de Molinari et Yves Guyot, jugeaient nécessaire une certaine limitation de la liberté. Les uns, appartenant à l'école de la Science sociale dirigée par Le Play, étaient partisans d'une liberté tempérée par la règle morale, d'autres, tels que Ch. Renouvier, Henry Michel et Paul Archambeau, préconisaient « un individualisme à contenu social » ; d'autres admettaient des exceptions à la règle du laisser-faire en faveur de la défense et du prestige national. Enfin, M. Schatz, individualiste détaché de l'orthodoxie libérale, construisait une doctrine plus hardie, qui annonçait les scissions qui se sont produites après la guerre dans le parti libéral. Défenseur de la liberté et de la propriété individuelle, il reconnaissait qu'il existe un ordre économique pré-établi et que le seul mobile des actions humaine est l'intérêt personnel; mais il condamnait le libéralisme orthodoxe, en le comparant à une « vieille dame ingénue » qui dirait « avec une grâce charmante des choses qui avaient été profondément vraies sous Louis XI ». Déjà une distinction s'opérait entre la doctrine philosophique et sociale et la doctrine économique.

La guerre d'abord, la crise ensuite ont accentué l'écart entre la réalité économique et l'idéal individualiste et révélé les inconvénients d'une liberté excessive. Le milieu, comme nous l'avons montré au début de notre étude, s'est transformé, et le monde a été entraîné sur une route nouvelle par des nécessités impérieuses. Aussi est-il apparu à beaucoup d'économistes qu'il était impossible d'enrayer ce mouvement et de

(1) M. Pirou, « Les doctrines économiques depuis 1870 », Armand Colin, 1931.

ne pas tenir compte des modifications de la situation économique : individualistes et libéraux, par principe et par tempérament, ils ont estimé qu'il y avait lieu de faire à la liberté des restrictions. La question sociale les y a particulièrement incités, car ils ont senti que l'Etat devait protéger et relever la partie déshéritée de la population, de plus en plus atteinte par cette évolution.

Ainsi des groupes se sont formés dans le libéralisme et autour du libéralisme, dont nous allons étudier les doctrines et nous efforcer de caractériser les tendances :

- 1° Le libéralisme orthodoxe ;
- 2° Le libéralisme tempéré ;
- 3° Le directionnisme et le corporatisme.

CHAPITRE PREMIER

LE LIBERALISME ORTHODOXE

Trois principes étaient, au siècle dernier, et sont encore à la base du libéralisme orthodoxe :

1° L'économie politique est une science dont les principes ont une autorité absolue ;

2° Seule la liberté permet aux lois économiques de jouer et, par là, de maintenir en équilibre constant la production et la consommation ;

3° Seul le régime capitaliste est capable de favoriser le progrès et de développer les échanges.

C'est la croyance à cette triple vérité qui distingue le libéralisme orthodoxe des formes nouvelles qui s'inspirent de lui, tout en le déformant.

Nous allons analyser les doctrines des principaux représentants de cette école, MM. Colson et Rueff, ainsi que celles de M. Colliard, libéral de même tendance, mais écrivain politique plutôt qu'économiste, dont les idées néanmoins nous intéressent, puisque nous étudions toutes les réactions provoquées par la crise parmi les libéraux. Nous discuterons ensuite, à la fin de ce chapitre, leurs théories.

I. — *M. Colson.*

Par son expérience et l'importance de ses travaux, M. Colson apparaît aujourd'hui comme le chef incontesté de l'école libérale orthodoxe. Il est intéressant de constater qu'alors que la réédition de son cours d'économie politique à l'Ecole Poly-

technique s'est échelonnée de 1924 à 1933, c'est-à-dire sur près de dix années, aucun des événements qui se sont écoulés entre ces deux dates n'a fait varier ses opinions : ni la dévaluation, ni la crise n'ont eu une influence déterminante sur le courant de sa pensée. Dans le dernier volume de son ouvrage, qui est une sorte de défi lancé à tous ceux qui ont abandonné le libéralisme et prétendent qu'il ne peut survivre à la crise et que son règne est clos, l'auteur a réaffirmé avec la même force sa foi dans la valeur et l'avenir de cette doctrine.

Ce traité, vaste synthèse qui embrasse toutes les questions économiques, et est, par son ampleur, l'œuvre la plus importante qui ait été publiée par un économiste libéral depuis l'époque des Bastiat et des J.-B. Say, est particulièrement intéressante pour nous, car il montre quelles sont les positions libérales devant les différents problèmes économiques. Bien qu'il ait paru en majeure partie avant le début de la crise, il est indispensable d'en résumer l'essentiel, puisque les idées qu'il contient sont toujours celles de son auteur et de tous les libéraux qui se rattachent directement aux grands économistes que nous venons de nommer.

Pour M. Colson, l'économie politique est une science présentant les mêmes caractères que la physique et la chimie et comportant par suite la même méthode : la méthode scientifique. L'économiste, comme le physicien ou le chimiste, observe, déduit, vérifie. Cette méthode permet de poser, comme base de l'économie politique, le principe de l'intérêt personnel, qui est une vérité expérimentale et se formule ainsi : « L'homme recherche constamment ce qu'il croit être la plus grande satisfaction de ses besoins et de ceux de sa famille par les moyens qu'il considère comme lui donnant la moindre peine. »

Parce qu'elle est une science, l'économie politique énonce des lois. On a nié la certitude et la permanence de celles-ci, en prétendant qu'il n'y avait que des lois d'évolution et que ce qui est vrai aujourd'hui cesse de l'être demain. Tout en

reconnaissant qu'une certaine évolution se manifeste dans les faits, M. Colson affirme l'immuabilité des lois économiques. « Nous avons tout lieu de croire, écrit-il, que leur fonctionnement et leurs conséquences étaient déterminées jadis par les mêmes lois qu'aujourd'hui. » Dans son ouvrage, dont toutes les parties forment un ensemble bien équilibré, les principes paraissent indiscutables, les déductions logiques, les faits concluants ; les comparaisons, empruntées à la physique, à la physiologie, contribuent encore à donner à celui-ci un aspect scientifique. M. Rueff, qui fut son élève avant de devenir son disciple, séduit par la rigueur de sa méthode, fait avec raison l'éloge du cours de son maître (1).

Le savant professeur cherche à laver l'économie politique de l'accusation d'immoralité qui lui a été si souvent faite. Il indique, tout d'abord, que son domaine, son objet, sont différents de ceux de la morale : « L'économie politique s'occupe de l'utile, et la morale du bien » (2). Il nie, d'autre part, en s'appuyant sur de nombreux exemples, que les enseignements de celle-là soient contraires aux principes de celle-ci.

D'après lui, la loi économique la plus importante, celle qui domine tous les échanges, est celle de l'offre et de la demande, dont la rigueur est analogue à celle de la pesanteur. Il n'y a pas d'autre prix susceptible d'être appliqué d'une manière générale que celui résultant du libre jeu de l'offre et de la demande, car le prix qui s'est librement formé est le juste prix. L'Etat n'a aucune raison d'annuler un contrat quand l'objet ou le service demandé a été payé au prix courant. Son intervention, lorsqu'elle ne se borne pas à réprimer des lésions ou des abus, ne peut donc donner que de mauvais résultats. Mais il peut agir sur quelques-unes des causes qui déterminent les prix, et notamment, en diminuant les impôts, réduire les prix de revient.

(1) J. Rueff, « Le cours de M. Colson », R.P.P., novembre 1933.

(2) H. Colson, « Cours d'économie politique », Alcan, 1934, t. I, p. 185.

Il en est de même pour toutes les lois économiques : si on les laisse librement jouer, elles maintiennent automatiquement l'équilibre entre tous les facteurs de la production, et entre la production et la consommation. En toute circonstance, il faut s'abstenir d'intervenir et respecter la liberté, car elle engendre la concurrence, qui permet à la loi de l'offre et de la demande de porter tous ses fruits et de faire régner l'harmonie dans l'économie. C'est grâce à la libre concurrence, qui a gouverné les échanges pendant plus d'un siècle, que tant de progrès ont pu être accomplis dans le commerce, l'industrie, le crédit, etc. S'il y a eu parfois des abus, qui, en déterminant des crises, ont bouleversé le marché, il ne faut pas s'exagérer l'importance de ces troubles, mais bien plutôt penser à ce que serait aujourd'hui le monde si l'interventionnisme, le socialisme et l'étatisme avaient toujours existé. Une politique d'intervention n'enrichit jamais un pays, car « ce qu'une politique interventionniste donne aux uns est tout au plus égal à ce qu'elle prend aux autres » (3). « Limiter la concurrence », écrit M. Colson, « ou cela ne veut rien dire, ou cela signifie limiter les débouchés, les profits et les salaires exceptionnels que l'emploi des meilleurs procédés, le perfectionnement des produits, l'intelligence et l'ardeur au travail procurent aux entrepreneurs les plus habiles et aux employés les meilleurs » (4). On peut seulement admettre des interventions très légères pendant des périodes de transition, et à condition qu'elles ne contrarient pas l'évolution nécessaire. Les syndicats, trusts et cartels de production se dressent trop souvent contre le progrès et la productivité du travail, en limitant la concurrence, et, pour ces diverses raisons, sont condamnables (5). L'Etat devrait lutter contre eux, au lieu de les soutenir et de leur conférer plus d'autorité, car pour que

(3) H. Colson, *op. cit.*, t. I, p. 452.

(4) H. Colson, *op. cit.*, t. I, p. 463.

(5) H. Colson, *op. cit.*, t. IV, p. 481.

l'équilibre se maintienne dans les échanges, il faut que règne le maximum de liberté, et que « la production s'organise automatiquement de manière à satisfaire le mieux possible aux divers besoins ».

Pour rétablir la concurrence qui tend à disparaître, M. Colson estime que le meilleur moyen consisterait à restaurer le libre-échange. Il s'étend longuement sur les dangers du protectionnisme et montre que le libre-échange est favorable à toutes les classes de la société, quelles que soient leur fortune et leur profession. Cependant, il n'ose pas interdire avec trop d'absolutisme toute protection douanière : un droit qui a pour but d'atténuer une évolution brusque du commerce se légitime, à la condition qu'il ne soit que passager et que les échanges n'aient pas trop à en souffrir.

Bien que nous nous réservions de faire, à la fin de ce chapitre, la critique du libéralisme orthodoxe (6), nous ferons cependant remarquer ici la contradiction qui existe dans les opinions de M. Colson, qui, après avoir posé que la liberté engendre la concurrence, reconnaît que celle-ci n'existe plus et préconise pour la rétablir un régime qui est, à certains égards, la négation de la liberté.

En ce qui concerne la monnaie, M. Colson est l'adversaire de toutes manipulations, telles que l'inflation, la dévaluation ; il considère comme une dangereuse erreur de vouloir la diriger. Pour que l'équilibre se réalise automatiquement dans la production, il est indispensable que l'étalon soit respecté ; il faut « avoir comme étalon de valeur, une valeur fixe, dont l'abondance ne soit soumise au pouvoir discrétionnaire de personne, qui ait une valeur propre aussi stable que possible » (7).

Les questions ouvrières ont également retenu l'attention de M. Colson, qui a consacré un volume à leur étude. Il est persuadé que les ouvriers font fausse route quand ils se

(6) V. p. 165.

(7) H. Colson, *op. cit.*, t. iv, p. 193.

groupent pour s'opposer à leur patron. En effet, il existe entre les uns et les autres une harmonie d'intérêt évidente. « L'intérêt commun des travailleurs et des capitalistes est que le total de leur production augmente » (8). Donc, toute rébellion, toute grève, toute réclamation injustifiée de la classe ouvrière, si elle porte atteinte à la production, les frappe en premier lieu. « Les ouvriers ont intérêt à ce que les capitaux s'accumulent, car le premier effet de cette accumulation sera de provoquer une hausse des salaires » (9). C'est un gage de prospérité générale, une promesse d'accroissement de la production. « L'antagonisme entre les propriétaires de terres et de capitaux et les ouvriers, quand il se manifeste, ne porte que sur des matières sur lesquelles la ligne de conduite adoptée par les propriétaires est sans action » (10), si bien que les ouvriers doivent toujours s'en prendre à eux-mêmes de leur misère. C'est la loi de l'offre et de la demande qui préside à la répartition des bénéfices entre l'ouvrier, l'entrepreneur et le capitaliste qui a prêté des capitaux ; si la rémunération de ces deux derniers est plus forte, c'est qu'ils ont encouru certains risques auxquels les travailleurs sont restés étrangers.

Répondant à ceux qui accusent le régime capitaliste d'être injuste à cause de l'écart qui existe entre la condition sociale du patron et celle des ouvriers, l'auteur reconnaît qu'il serait désirable que la richesse fût également répartie entre tous, mais déclare que c'est impossible : les mesures qui ont été prises sous la pression des socialistes montrent que l'égalité dans la répartition ne s'obtient qu'aux dépens de la production, et ont comme premier effet de provoquer la misère générale. D'ailleurs, l'inégalité entre les classes diminue : la situation des ouvriers s'est considérablement améliorée au

(8) H. Colson, op. cit., t. I, p. 422.

(9) H. Colson, op. cit., t. I, p. 422.

(10) H. Colson, op. cit., t. I, p. 423.

point que la vie menée par une famille ouvrière ne se différencie plus beaucoup de celle d'une famille bourgeoise : ce qui prouve que les capitalistes ne se sont pas enrichis au détriment des ouvriers.

Pour que de nouveaux progrès soient faits après la terrible guerre que nous avons subie, il ne faut compter que « sur la continuation des efforts et du travail de tous, des découvertes scientifiques, de leur application technique, de l'instruction générale, de l'accumulation des capitaux ; en résumé, il est nécessaire qu'une collaboration étroite unisse toutes les classes de la société » (11). Malheureusement, les syndicats font tous leurs efforts pour attiser les querelles et rendre impossible une entente. « L'influence des syndicats ouvriers s'exerce très énergiquement contre tout ce qui peut établir des liens personnels et durables entre employeurs et employés » (12).

M. Colson n'est pas hostile, en principe, aux lois sociales, bien que la plupart d'entre elles aient été votées sous l'influence des syndicats. Il approuve celles qui ont pour but de protéger les ouvriers contre les abus que peuvent commettre les patrons, celles qui visent à améliorer les conditions d'hygiène qui entourent la vie des ouvriers et, d'une façon générale, leur santé, ainsi que celles qui tâchent de développer en eux le goût de la prévoyance ; toutes ces lois lui paraissent excellentes. Mais l'Etat ne doit pas intervenir dans la répartition, car le salariat, tel qu'il existe à l'heure actuelle, paraît conforme à la justice et à l'intérêt des travailleurs, et ses interventions, au surplus, en atteignant la production, nuisent à ceux qu'elles veulent protéger. S'il est bon que l'ouvrier s'assure contre les risques qui peuvent l'atteindre, et que l'Etat favorise la création des assurances, encourage l'ouvrier à y adhérer et développe en lui par tous les moyens l'esprit de prévoyance, par contre l'Etat ne doit, en aucun cas, rendre obligatoire cette assurance et s'en attribuer le monopole

(11) H. Colson, *op. cit.*, t. II, p. 512.

(12) H. Colson, *op. cit.*, t. II, p. 517.

(ainsi qu'il l'a fait en 1928), car, en agissant ainsi, il impose une charge lourde au contribuable, paralyse l'activité du pays et fait disparaître tout esprit d'économie chez les ouvriers, en décourageant la petite épargne.

L'Etat, suivant M. Colson, peut améliorer pécuniairement la situation des travailleurs de deux manières : en allégeant leurs charges fiscales et en allouant des subventions et des secours, dont les familles nombreuses seraient les premières à bénéficier. Il doit veiller au respect des contrats, réprimer les abus criants, refuser sa sanction aux conventions dans lesquelles une partie profite évidemment du besoin ou de l'ignorance de l'autre pour lui imposer des conditions en désaccord flagrant avec la situation du marché. Mais il ne doit pas « chercher à égaliser les situations sociales au profit des paresseux et des incapables, ni à obliger les patrons à distribuer un salaire fixe, indépendant des conditions économiques » (13). Il faut songer, avant tout, à développer notre industrie, notre commerce, notre agriculture, en se rappelant que « le progrès économique a amélioré la situation des ouvriers bien avant l'essor de la législation sociale contemporaines » (14). Et M. Coison termine son étude des questions ouvrières en faisant remarquer que, « si l'école libérale reste fidèle aux principes économiques, ce n'est pas parce qu'elle est indifférente à l'amélioration du sort de la partie la plus nombreuse de la population, comme on l'en accuse trop souvent, mais parce qu'elle croit que le vrai moyen de la réaliser, c'est de s'attacher aux seules pratiques qui soient conformes aux enseignements de la science et qui aient fait leurs preuves expérimentales » (15).

M. Colson ne pouvait manquer, dans son cours, de traiter

(13) H. Colson, op. cit., t. iv, p. 524. L'Etat, en France, n'a jamais imposé un salaire fixe.

(14) H. Colson, op. cit., t. iv, p. 525.

(15) H. Colson, op. cit., t. iv, p. 526.

des crises ; il l'a fait, mais assez succinctement ; en libéral qui n'admet pas facilement que le monde puisse connaître de graves périodes de dépression, et est porté à en diminuer l'importance.

L'auteur reconnaît qu'il existe des crises périodiques ; mais, en premier lieu, il dénie qu'elles soient générales, pour cette raison que la surproduction ne peut être générale : en effet, d'une part, les besoins des hommes sont pratiquement illimités, et, d'autre part, puisque chacun n'offre ses produits qu'en vue d'obtenir ceux du voisin en échange, il n'est pas possible que tous les produits soient à la fois plus offerts que demandés. Nous retrouvons là la fameuse loi des débouchés énoncée la première fois par J.-B. Say, et que M. Colson adopte sans restriction. « La surproduction ne peut être que partielle ; et elle est due au fait que la production d'une marchandise a pris une importance supérieure à la fraction des revenus que le public entend affecter à l'achat de cette marchandise, en sorte que la quantité produite ne peut s'écouler qu'à un prix inférieur au prix de revient » (16). En second lieu, les crises ne sont jamais durables, car elles trouvent leur remède en elles-mêmes et sont suivies d'une reprise remarquable des affaires. Et l'auteur décrit le processus des cycles économiques et les mouvements alternatifs d'essor et de dépression.

Ces lignes étaient écrites avant 1929 ; mais la crise actuelle n'a pas changé sa manière de voir, et, en 1933, il affirme encore avec plus de force ses opinions dans ses *conclusions générales*, où il proclame de nouveau sa confiance dans la liberté et l'équilibre automatique. « L'efficacité du mécanisme des prix, écrit-il à cette époque, pour rendre profitable, aux travailleurs, le développement de la production due aux découvertes de la science et à l'accumulation des capitaux, a été démontrée par les faits dans la période de liberté rela-

(16) H. Colson, op. cit., t. iv, p. 496.

tive qui s'est écoulée entre la fin des guerres, à la chute de l'ancien régime, et les débuts récents de l'oppression syndicale et ouvrière » (17).

Les événements qui se sont déroulés depuis ne sauraient, d'après lui, enlever à cette vérité son caractère de certitude : il ne croit pas la crise actuelle d'une essence particulière. « Rien n'autorise, dit-il, à la considérer comme essentiellement différente de celles qui l'ont précédée à des intervalles réguliers » (18). Les causes de sa gravité sont dans les interventions de l'Etat, dans le fait que, par tous les moyens, on a tenté de paralyser ou même de détruire les facteurs d'équilibre ; l'Etatisme, le syndicalisme, le socialisme en sont seuls responsables, parce qu'ils tendent à mettre obstacle, dans les différents pays, à l'adaptation des prix aux conditions de l'offre et de la demande. On arrive ainsi au résultat poursuivi par les partisans de la monnaie dirigée, qui est la fixation des prix par le Gouvernement. Si la crise actuelle paraît, avec quelque raison, plus grave et plus durable que la plupart des précédentes, c'est que « l'intervention étendue des gouvernements dans la fixation des prix et dans les quantités de marchandises échangées met obstacle à l'adaptation naturelle du commerce aux besoins du public » (19). Cette phrase résume la pensée de tous les libéraux sur la crise.

M. Colson est bien un descendant direct du libéralisme classique. Son admiration pour les grands maîtres libéraux du XIX^e siècle apparaît à tout instant. Il s'inspire de leurs théories, les étaye de nouveaux arguments, en élargit l'application. Cependant, il ne partage pas l'optimisme inaltérable de Bastiat et de J.-B. Say, ni leur croyance que le libéralisme est susceptible de procurer le bonheur absolu : l'homme n'étant pas parfait, il reconnaît qu'il existera toujours dans

(17) H. Colson, *op. cit.*, t. VII, p. 139.

(18) H. Colson, *op. cit.*, t. VII, p. 145.

(19) H. Colson, *op. cit.*, t. VII, p. 78.

une société des abus, qu'aucun système ne pourra empêcher ; mais il pense que, parmi tous les régimes applicables, le régime libéral est encore le moins mauvais.

Hostile à l'Etatisme, à la théorie trop large de l'Etat-providence, il n'est cependant pas partisan de celle trop restreinte de l'Etat-gendarme, et reconnaît qu'il est certains services que l'Etat est plus apte à rendre à la Société que de simples particuliers. Moins intransigeant que les libéraux du siècle précédent, il accueille favorablement toute organisation ayant soit un but professionnel, soit un but d'assurance ou d'assistance. En temps de crise, il va même jusqu'à admettre, ainsi que nous l'avons vu, un léger protectionnisme.

2. — M. Rueff.

Plus jeune que M. Colson, M. Rueff n'a guère connu la période d'avant-guerre. Quand il a commencé à écrire, le libéralisme, très ébranlé, n'était déjà plus qu'une doctrine d'opposition ; aussi le ton de cet auteur est-il plus vif que celui de M. Colson : ses affirmations sont plus catégoriques, ses principes plus entiers.

La plupart des Français sont individualistes, mais bien peu pensent que la liberté absolue soit capable de ramener l'équilibre dans notre économie, si touchée par cinq ans de crise : M. Rueff affirme cependant très haut que telle est son opinion. « Etre libéral, c'est un état d'âme, mais c'est aussi un état de raison » ; autrement dit, ce n'est pas une utopie sentimentale, mais le fruit de longues observations et d'une réflexion approfondie. Le titre que M. Rueff donne à une de ses conférences : *Pourquoi malgré tout je reste libéral*, sonne comme un défi (20).

Il s'émerveille que l'humanité, qui depuis longtemps devrait avoir péri par sa faute, existe toujours, et même soit en perpétuel progrès : « Ce qui me semble le plus admirable et

(20) J. Rueff, « Pourquoi, malgré tout je reste libéral », X-Crise, 1934.

le plus stupéfiant dans ce grouillement qui agite la surface de notre petit monde, s'exclame-t-il, c'est qu'il dure. Imaginez, en effet, le nombre des conditions qui doivent être satisfaites pour que ce petit groupement qui constitue l'humanité puisse subsister » (21). Et l'auteur décrit comment, en période de liberté, les équilibres se forment automatiquement, dans tous les domaines : sur le marché du travail, sur le marché des capitaux, entre la production et la consommation. Grâce au mécanisme des prix, qui est « l'expression de la tendance fondamentale de l'être à persévérer dans l'être », un quasi-équilibre régnait avant la guerre dans presque tous les pays civilisés. Ce résultat était obtenu non en supprimant la liberté individuelle, mais « en faisant en sorte que le libre désir de l'individu le conduisît à jouer dans l'ensemble le rôle qu'il devait jouer pour que l'équilibre collectif fût assuré » (22).

Le régime monétaire basé sur l'étalon-or concourait à maintenir cet équilibre sans lequel l'humanité ne peut vivre ; et l'auteur n'hésite pas à comparer l'étalon-or à un Dieu dont toute action est bienfaisante : « L'étalon-or, c'est le monarque absolu, mais éclairé ; il ne détruit pas la liberté des hommes, il utilise à ses fins » (23). « Monarque impérieux et discret, seul il permet au mécanisme des prix de s'imposer malgré l'opposition des quelques intérêts particuliers directement menacés.

Que connaissons-nous aujourd'hui ? Le désordre dans tous les domaines : surproduction, dévaluation et chômage. Pour comprendre la cause de ces maux, il suffit de constater que, depuis le début de la guerre, la liberté, la libre concurrence ont peu à peu été chassées de la production, du marché des capitaux et du travail. Au lieu de laisser notre économie se

(21) J. Rueff, art. cit., p. 30.

(22) J. Rueff, art. cit., p. 31.

(23) J. Rueff « La défense de l'étalon-or », *Revue des Deux Mondes*, février 1932.

recueillir et se réorganiser peu à peu, le Gouvernement n'a cessé de la troubler par ses interventions inopportunes. Au lieu de suivre une politique de prudence, on a commis des folies. « La crise, c'est le réveil des réalités, c'est la réadaptation de la somme à payer à celle qui peut être payée » (24).

A ses adversaires qui objectent que, dès avant la guerre, les interventions de l'Etat étaient multiples, M. Rueff répond que ces interventions étaient d'une nature toute différente : elles agissaient sur les causes qui tendaient à former les prix, mais elles laissaient ceux-ci se fixer librement et exercer leur action toute puissante sur les divers facteurs de l'équilibre économique, tandis que les interventions actuelles prétendent déterminer des prix ou fixer arbitrairement le volume des échanges. L'intervention est d'autant plus dangereuse qu'elle ne saurait être partielle : « Des interventions antérieures en exigent toujours de nouvelles. » On tourne ainsi dans un cercle infernal.

Puisque la crise a pour cause ces interventions malheureuses, un retour à la liberté absolue rétablira l'équilibre et apportera une prospérité nouvelle. M. Rueff, qui est intransigeant, n'entend faire sur ce point aucune concession, et pousse sa théorie à l'extrême : la liberté permettant aux équilibres de se faire automatiquement, toute restriction est un mal.

Certes, il se rend compte qu'on ne peut passer brutalement d'un régime d'« économie libérée » à un régime d'économie libérale. « Il n'est pas douteux qu'une politique pratiquée pendant une période prolongée a créé un état de fait que l'on ne peut vouloir modifier qu'avec des précautions extrêmes et beaucoup de lenteur » (25). On doit donc procéder par

(24) J. Rueff, « La défense du capitalisme », conférence faite à l'Académie des Sciences morales et politiques et critiquée par MM. Rist, Truchy, Germain-Martin, Blum, janvier-février-avril 1935.

(25) J. Rueff, « La défense du capitalisme », *Revue Bleue*, janvier 1935.

étapes, par paliers ; mais l'action doit être menée parallèlement dans tous les domaines.

Les formules d'Etat-industriel et d'Etat-providence doivent être, d'après cet économiste, rayées de nos vocabulaires ; car, si nous ne nous arrêtons pas sur la pente fatale sur laquelle nous sommes entraînés, bientôt nous verrions s'élaborer en France des plans analogues à ceux qui sont appliqués en Russie. Or, on sait quels scandales se cachent sous le manteau de l'Etat. « Toutes les turpitudes de notre régime, n'hésite pas à dire M. Rueff, j'en ai trouvé la source dans les interventions de l'Etat... La turpitude est l'adjuvant naturel et quasi inévitable de l'économie dirigée, car elle donne des raisons de choisir à des hommes dont on a voulu que le sort soit de choisir sans raison » (26). Ils ne peuvent, en effet, le faire utilement, puisqu'ils n'ont aucune donnée précise sur laquelle ils puissent se fonder. Il faut donc supprimer toutes les entraves qui empêchent l'activité économique de reprendre son essor.

En ce qui concerne le commerce extérieur, il faut restaurer le libre-échange. M. Rueff attaque tout particulièrement les droits compensateurs, le contingentement, les offices de compensation qui ont paralysé le commerce international. Deux séries de raisons ont inspiré le Gouvernement quand il s'est lancé dans cette politique : celles qui se rattachent au désir de protéger les industries nationales et celles qui touchent à la balance du commerce. L'auteur insiste sur les effets déplorables que le protectionnisme a eus sur le commerce mondial, et que nous avons indiqués (27), et repousse l'argument tiré par les adversaires du libéralisme, de la balance des comptes.

Pour lui, l'équilibre de la balance des comptes se réalise en régime de liberté, automatiquement. Tous les traités d'éco-

(26) J. Rueff, « Pourquoi malgré tout je reste libéral », art. cit.

(27) P. 87.

nomie politique enseignent « qu'un certain mécanisme d'échanges et de prix tend à assurer l'équilibre des balances des comptes, et à le rétablir lorsqu'il a été détruit ». Les pays riches, qui ont de gros revenus, de l'argent placé à l'étranger, ont des besoins plus grands, vivent plus largement, plus luxueusement, ce qui se traduit par un accroissement des importations, sans accroissement proportionné des exportations ; au contraire, les pays pauvres, parce qu'ils sont pauvres, ne peuvent compter que sur leurs exportations pour rembourser les dettes qu'ils ont contractées vis-à-vis de l'étranger, et, pour cette raison, réduisent leurs importations et développent leurs exportations.

Pour avoir la preuve que la balance des comptes s'équilibre automatiquement dans chaque pays, il suffit de jeter les yeux sur les statistiques commerciales. En 1930, par exemple, l'Angleterre, la France, la Hollande, la Belgique, la Suisse, entre autres, avaient des balances commerciales en déficit, tandis que, pendant la même année, l'Allemagne, la Pologne, la Roumanie, la Hongrie, la Bulgarie, avaient des balances favorables. Or la situation économique des premiers de ces pays était meilleure que celle des derniers, bien que leurs importations dépassassent leurs exportations ; l'Angleterre, la France, la Hollande, etc... étaient plus prospères que l'Allemagne et autres pays à balance favorable. M. Rueff fait remarquer également que la balance commerciale de la France a été déficitaire pendant les grandes périodes de prospérité, et au contraire favorable durant les années difficiles, par exemple, celles qui ont suivi la guerre de 1870 et celles de la débâcle du franc.

La position prise par cet économiste dans la question des transferts, qui se posait au temps où les pays payaient encore leurs dettes, s'inspire des mêmes principes : Il s'est toujours opposé à ce qu'on intervienne pour en régler les conditions et qu'on crée un organisme spécial. Pour lui, il n'y a pas de problème : le transfert fait naître de lui-même des possibilités de transfert, parce qu'automatiquement les exportations des

pays débiteurs augmentent. Les gouvernements ne doivent avoir à cet égard aucune crainte.

Il faut donc rétablir intégralement le libre-échange. La politique de désarmement douanier doit se faire globalement, s'appliquer simultanément à toutes les positions. Quant aux sacrifices qu'elle imposera à certains producteurs, on en exagère l'importance. Si la réduction doit être globale, elle doit être par contre progressive : il faut la faire aussi lentement que possible, et sans essayer de l'adapter à de prétendus besoins qui n'existent pas. « On diminuera systématiquement et pas intelligemment, toutes les positions douanières à un rythme uniforme et extrêmement lent, afin de réduire au minimum les troubles qui résulteront de cette politique. » L'auteur, qui se méfie de la faiblesse du gouvernement, veut éviter par là des plaintes et des récriminations, qui nuiraient peut-être à la libération du commerce extérieur.

En ce qui concerne la politique monétaire préconisée par M. Rueff, nous la connaissons déjà, puisque nous savons le culte qu'il professe pour l'étalon-or. Le Gouvernement ne doit à aucun moment chercher à agir sur cet étalon. Dans un pays où l'économie est saine, bien équilibrée, une hausse du taux est suffisante pour arrêter la spéculation.

M. Rueff ne pouvait manquer d'insister tout particulièrement sur les questions ouvrières. La grosse objection que l'on fait, en effet, au libéralisme, c'est d'être une doctrine de capitaliste, de riche. L'auteur s'efforce de démontrer que lui seul peut, au contraire, apporter le bonheur aux travailleurs.

Qu'ont apporté aux ouvriers les interventions auxquelles les gouvernements ont procédé ? La misère. L'assurance-chômage ? Elle est créatrice de chômage. Les lois sociales ? Elles ont empêché les prix de baisser, et tendent à encourager l'imprévoyance ouvrière. Telle qu'elle est conçue, la semaine de 40 heures ne peut que nuire à la reprise des affaires, donc au réembauchage, car elle prétend précéder le progrès technique au lieu de le suivre. Toutes ces interven-

tions, soit-disant en faveur des ouvriers, se retournent contre eux (28).

L'amélioration du sort des travailleurs est liée à la prospérité générale : les intérêts des ouvriers et des patrons sont, non pas opposés, mais solidaires. Alors que le socialisme sait répartir, mais non produire, le libéralisme est la doctrine de la prospérité.

Quel serait le premier effet d'un retour à la liberté ? Une baisse des prix. Or, n'est-ce pas le plus magnifique cadeau que l'on puisse faire à la classe ouvrière que d'augmenter son pouvoir d'achat ? Répondant aux accusations de M. Jules Moch, M. Rueff écrit : « Je vais plus loin que lui, puisque je souhaite un système permettant à chacun de porter au maximum possible la masse de produits dont il dispose. Il m'a accusé de préconiser un libéralisme qui organise la misère. Ici je proteste de toutes mes forces. Le fond de la doctrine libérale est la résistance à toutes les politiques malthusiennes, qui tendent à diminuer les niveaux de vie. » Les ouvriers réclament une hausse des salaires, une réduction des heures de travail. Seul le libéralisme peut leur accorder une plus grande aisance en faisant baisser le coût de la vie.

M. Rueff critique âprement tous les projets qui ont pour but de limiter la production, parce qu'il estime que ce serait sacrifier la classe pauvre. Comme M. L. Robbins, dans son livre sur *La grande dépression de 1929-1934*, qu'il a préfacé, il se moque de ces « économistes dilettantes appartenant à des riches universités, dont la table est chargée de toutes les bonnes choses produites en ce monde, qui disposent d'une automobile privée, et qui disent : Les produits alimentaires sont assez bon marché ; on trouve partout des autocars ; les chemins de fer sont merveilleux ; nous avons assez de l'abondance ; cherchons la sécurité ». Il ajoute que ceux pour qui « l'épaisseur d'une tranche de jambon, ou un voyage en autocar au bord de la mer, ont encore une grande importance »,

préfèreraient peut-être, si la question leur était clairement posée, « l'amélioration de leur niveau de vie à la sauvegarde de leurs capitaux investis » ; et il considère que ce qui est vrai pour les capitalistes, est vrai aussi pour les ouvriers : la baisse des prix vaut mieux pour eux que la hausse des salaires. Le progrès technique n'est pas générateur de chômage chronique dans un univers où les salaires peuvent varier.

Retournant contre les socialistes les critiques qu'ils lui ont faites, l'auteur va jusqu'à les accuser de vouloir ruiner les classes pauvres en donnant aux puissants « le moyen de s'approprier le travail d'autrui ». Après avoir fait également le procès de l'économie dirigée, qu'il traite d'utopie, il déclare que seul le libéralisme est susceptible d'apporter aux ouvriers des réalités : car c'est le seul système qui ne se contente pas de paraître vouloir des fins générales, mais qui les veut réellement.

M. Rueff ne recule donc devant aucune des conclusions auxquelles ses raisonnements le conduisent. L'idéal étant pour lui la liberté absolue, la seule politique qu'il préconise est le retour à cette liberté, et, en réclamant ce retour, il ne croit pas sacrifier l'Etat : « L'Etat sera fort, car pour gouverner bien, il faut gouverner peu. »

Le parti libéral possédait un autre défenseur de grand talent en la personne de M. Edouard Julia, mort récemment, après avoir publié d'intéressants articles (29). Comme à M. Rueff et à M. Colson, il lui paraissait que la seule politique admissible de la part du Gouvernement était celle du laisser-faire, car c'est la seule qui permette au mécanisme des prix de maintenir l'équilibre dans tous les domaines de notre économie. A la question : pourquoi accorder au laisser-aller une confiance illimitée, et sur quoi repose-t-elle ? Il a répondu ainsi dans une conférence qu'il a faite à Bruxelles : « La réponse tient tout entière dans le jeu du mécanisme des

(29) Articles publiés par *Le Temps* et réunis en plusieurs volumes.

prix. Par leur hausse ou leur baisse, les prix rétablissent la concordance entre la consommation et la production, avec des oscillations analogues à celles du pendule, qui reprend son centre de gravité après avoir été dérangé de sa position d'équilibre » (30). M. Joseph Barthélemy, qui a remplacé au *Temps* M. Julia, apporte non moins d'ardeur dans sa polémique ; mais son argumentation a moins de solidité que celle de son prédécesseur.

III. — M. Paul Colliard.

Ardent libéral, M. Colliard a dressé contre l'Etat un sévère réquisitoire. Aucune critique ne lui paraît trop vigoureuse, aucune comparaison trop péjorative, quand il fait allusion aux manœuvres étatistes. Toute la première partie de son livre, *Le Libertisme*, n'est qu'une succession d'accusations lancées dans les termes les plus vifs.

L'Etat, dit-il, à force d'emprunter, a fait d'énormes dettes qu'il ne peut amortir, et, pour les payer, accable les citoyens d'impôts ; d'autre part, il se substitue à l'initiative privée, ce qui a des conséquences catastrophiques. Sa passion du gigantisme désorganise l'économie et ruine les finances. Incapable de maintenir sa monnaie saine, par sa politique impérialiste, il conduit le budget au déficit et le pays à la guerre. En s'appropriant les richesses de la nation, il la ronge comme un véritable cancer, d'où le nom d'« Etat-cancer » que lui donne l'auteur.

Aussi M. Colliard prêche-t-il contre lui une lutte sans merci, et reproche-t-il avec âpreté leur inaction aux représentants des deux sexes : « Hommes, êtes-vous des émasculés, et vous, femmes, des avortons ! » s'écrie-t-il. Nous laisserons de côté la première partie de son livre, qui renferme plus de paroles véhémentes que d'arguments, et nous nous bornerons à analyser la seconde partie où il expose ses projets de réforme.

(30) Cité par Pierre Lucius, op. cit., p. 21.

M. Colliard accorde une importance de premier plan à la réforme financière et monétaire, et fait observer avec raison qu'il n'y a pas de prospérité sans monnaie saine, c'est-à-dire de bonne qualité. Pour que la nôtre le redevienne, il faut, d'après lui, supprimer tous les capitaux fictifs, qui ont été créés par l'Etat et les banques pendant la période de prospérité qui a précédé la crise : plus d'avances à l'Etat, de crédit abusif aux particuliers, de papiers de commerce de mauvais aloi. « L'interdiction à l'Etat d'emprunter fera, dans l'avenir, la prospérité des nations libertistes. Dans le présent, elle peut sauver le monde du désastre qui l'attend » (31).

Les capitaux fictifs sont, en effet, la cause de la hausse des prix, de la faillite des entreprises, du chômage, du déficit budgétaire, des emprunts, de la diminution de la couverture métallique, de l'effondrement de la valeur de l'unité monétaire ; dans le domaine des transactions internationales, ils engendrent également une diminution des exportations et une augmentation des importations, d'où un déficit dans la balance des comptes qui peut se traduire par la chute de la monnaie.

Il faut enlever à l'Etat toute raison d'emprunter, en l'invitant à s'abstenir de toute intervention dans le domaine de la production, qui doit être réservé aux initiatives privées. Il doit notamment lui être interdit de soutenir les entreprises privées en faillite ; car, par ce moyen, il maintient en circulation des titres et des actions qui ne représentent plus rien. Au lieu de chercher à supplanter l'initiative privée, il doit la favoriser par tous les moyens.

Les idées de M. Colliard, en ce qui concerne le problème social, sont assez simplistes. Les questions que celui-ci soulève ne le préoccupent pas. Il se désintéresse du mouvement qui tend de plus en plus à assurer une plus juste répartition de la richesse. Il n'éprouve pas le besoin de venir en aide aux classes pauvres par un prélèvement opéré sur la fortune

(31) P. Colliard, op. cit., p. 180.

au moyen de l'impôt personnel ou de l'impôt sur les successions, et réclame le respect absolu de la propriété. « Le libéralisme, dit-il, considère que le droit de disposer librement de la propriété acquise doit être sans réserve, de telle sorte que les successions ne doivent être grevées d'aucune charge spéciale, parce que la transmission libre des richesses, des fortunes, des épargnes, est le meilleur stimulant de l'activité, de l'initiative des hommes. » En un mot, M. Colliard néglige le fait social, qui ne lui paraît avoir aucune répercussion sur l'économie politique.

Le « libéralisme » n'émet aucune idée vraiment originale, et il ne se signale à l'attention que par la violence de ses attaques contre ses adversaires et l'énergie brutale de ses affirmations. Par là, il possède une certaine force de propagande ; et c'est peut-être son seul mérite.

MM. Colson et Rueff ont apporté à la défense des vieux principes du libéralisme un grand talent et élevé à la gloire de celui-ci un monument qui séduit par l'harmonie et la simplicité de ses lignes. D'après eux, le rôle de l'économiste est de découvrir les causes et les effets des phénomènes économiques, les rapports qui les unissent, autrement dit de dégager les lois immuables qui les régissent, sans se préoccuper de leurs conséquences sociales et politiques ; celui de l'homme d'Etat, de s'y conformer et de veiller à ce qu'elles ne soient pas transgressées.

Ces théories ont soulevé d'autant plus de critiques que la crise, par ses désordres, a montré la nécessité d'une action ; quand un homme est bien portant, il ne songe qu'à jouir de sa liberté et ne veut pas qu'on la limite ; mais, quand il est malade, il réclame des soins et des remèdes, et il aspire à se plier à un régime qui rétablira sa santé.

Les adversaires de MM. Colson et Rueff leur reprochent, ainsi qu'aux autres représentants du libéralisme, de donner aux lois économiques un caractère trop rigide et de ne pas tenir compte qu'une doctrine, pour avoir une réelle valeur,

doit s'appuyer sur des faits actuels et trouver en eux sa vérification. Lorsque le libéralisme fut développé par Adam Smith, il correspondait à une situation économique troublée par le mercantilisme et individualiste au moins d'essence, mais depuis lors, par suite des changements qui se sont opérés dans le milieu économique, il est devenu un système irréalisable.

Tout d'abord les individus se sont groupés et se sont syndiqués au lieu de se faire individuellement concurrence, et ont réclamé de l'Etat une protection et une réglementation, de telle sorte que la concurrence qui régnait autrefois, s'est trouvée bannie.

La cause principale de cette évolution réside dans le développement du machinisme et les progrès de la technique. En exigeant des capitaux de plus en plus importants pour équiper les usines et renouveler le matériel, ils ont obligé les producteurs à fonder des sociétés, des trusts, des cartels et provoqué la création de grandes banques pour les soutenir de leur crédit. Pour résister aux forces capitalistes devenues plus puissantes, les ouvriers se sont réunis en syndicats; et les consommateurs eux-mêmes se sentant faibles, ont cherché à s'entendre pour défendre leurs intérêts menacés. Les uns et les autres ont éprouvé un besoin d'organisation, car ils ont senti que la liberté n'assure pas nécessairement la concurrence. La crise a accentué cette évolution, car elle a, à la fois, resserré les liens qui unissaient les hommes, et accentué leurs divisions. Depuis le début de la crise, en effet, chaque corporation, chaque classe de la société a tenté d'en rejeter la charge sur les épaules des autres corporations, des autres classes; et, dans ce but, elles se sont groupées : les producteurs, pour résister à la baisse des prix, les ouvriers, pour résister à la baisse des salaires, les consommateurs pour imposer une baisse des prix et, au besoin, celle des salaires.

Aujourd'hui, ces groupements, devenus de véritables puissances, s'affrontent avec une violence sans cesse accrue et entravent, par leur action, le libre jeu de la concurrence.

L'Etat a dû intervenir comme arbitre pour retenir ces forces nouvelles et tenter de les accorder, pour protéger l'individu contre le groupe et le groupe le plus faible contre le plus fort. Cette intervention est, d'ailleurs, acceptée volontiers par les individus qui, sous l'empire de besoins de plus en plus pressants, ont librement aliéné leur liberté au profit de l'Etat après l'avoir aliénée au profit de leur groupe.

Les adversaires du libéralisme lui font surtout grief de méconnaître le fait social, et de ne pas attacher une importance suffisante aux questions ouvrières. MM. Colson, Rueff, Divisia, Julia, Colliard ne se préoccupent que du problème économique et raisonnent ainsi dans l'absolu, sans tenir compte de la puissance organisée du prolétariat, de ses revendications de plus en plus énergiques et de la force irrésistible du mouvement ouvrier qu'accroît l'appui d'une partie de plus en plus large de la bourgeoisie.

D'autre part, le trouble profond jeté dans les relations internationales par la guerre mondiale et qui est loin d'être apaisé, a porté atteinte à la liberté des échanges extérieurs, en amenant chaque Etat à donner plus ou moins à son économie la forme d'une autarchie, pour se défendre politiquement et économiquement contre le danger du dehors, en même temps que pour résoudre les difficultés du dedans. ,

Aujourd'hui, le rétablissement de la libre concurrence à l'intérieur et à l'extérieur, ne pourrait s'opérer que par voie de contrainte, car le gouvernement qui voudrait le tenter se heurterait à la fois à la résistance de la classe bourgeoise et à celle de la classe ouvrière, qui, l'une aussi bien que l'autre, exigent la protection de l'Etat. Pour rétablir le milieu économique et social tel qu'il était il y a cent ans, il faudrait un gouvernement dictatorial. Or, M. Rueff y est opposé, et avec raison, car les gouvernements dictatoriaux ont achevé ou achèvent la destruction du libéralisme économique. Mais comment peut-il supposer que, sous un régime démocratique et parlementaire, le Gouvernement s'élèvera contre la volonté populaire pour rétablir un ordre de choses qui soulève

l'hostilité quasi générale ? Le retour au libéralisme absolu est donc impossible.

Dans leurs critiques des interventions de l'Etat, les libéraux orthodoxes, ajoutent encore leurs adversaires, oublient de distinguer entre les mesures qui ont été prises avant le début de la crise et celles qui l'ont été par la suite. On ne saurait imputer la crise aux premières, car celle-ci a éclaté, comme celles qui l'ont précédée en tant que phase du mouvement cyclique. Elle a été seulement plus grave en raison de certaines fautes commises, telles que les erreurs américaines, et plus longue parce que plus grave. Quant aux mesures prises depuis la crise, il n'est pas sûr qu'elles aient toujours retardé la liquidation de celle-ci, et il est, au contraire, possible qu'un régime de non-intervention eût entraîné une révolution.

Le tort des économistes, comme MM. Colson et Rueff, est, en définitive, de croire que ce sont les théories nouvelles qui ont créé un état de fait nouveau que la renonciation à ces théories peut faire disparaître, quand, au contraire, ce sont les faits qui ont précédé les théories. L'économie dirigée est née de la conscience qu'à une situation économique et sociale nouvelle doit correspondre une doctrine nouvelle. Si, concluent les partisans de cette dernière doctrine, l'intervention de l'Etat n'est pas la cause de la crise, ce n'est pas en la supprimant qu'on mettra fin à celle-ci.

CHAPITRE II

LE LIBERALISME TEMPERE

Le libéralisme orthodoxe, ainsi que nous l'avons dit, n'est plus aujourd'hui tout le libéralisme. On a vu se détacher de lui de nombreux économistes qui, s'ils restent libéraux d'âme, ne le sont plus de raison. Bien qu'ils demeurent, au fond d'eux-mêmes, fidèles à cette doctrine et croient que la prospérité ne peut résulter que de la liberté, ils se résignent à restreindre celle-ci, et à limiter l'initiative individuelle parce qu'ils se rendent compte que le milieu économique a changé et que l'esprit humain a évolué.

Nous venons de voir, en effet, que plusieurs faits ont modifié profondément l'économie depuis l'époque où Adam Smith a posé les bases du libéralisme : les progrès du machinisme qui, en développant l'association, en constituant les capitalistes en sociétés, les producteurs en cartels et en trusts et les patrons et ouvriers en syndicats, ont faussé le jeu de la concurrence et aggravé les luttes de classes et les luttes corporatives ; la tension internationale causée par la recrudescence du nationalisme, qui a incité les peuples à organiser une économie de guerre et empêche les libres échanges entre les pays ; le développement du sentiment de justice sociale, qui a amené l'Etat à intervenir pour adoucir les conditions de la lutte pour la vie, en protégeant le faible contre le fort et en atténuant les inégalités sociales.

Tout cela ne pouvait échapper à l'attention des économistes libéraux, et devait nécessairement conduire certains d'entre

eux à modifier leurs points de vue et à tempérer la rigueur de leurs principes.

Evidemment, ces constructions nouvelles ne possèdent plus la belle ordonnance et l'admirable unité du libéralisme classique, et ne forment plus, comme lui, une synthèse harmonieuse et logique qui embrasse toute l'économie ; mais nombreux sont ceux qui considèrent qu'elles cadrent mieux avec la réalité : grâce à elles, le libéralisme, rajeuni et réadapté, est devenu de nouveau une doctrine pleine de vie et d'actualité.

Parmi ces économistes, les uns se sont efforcés de sauver le capitalisme tout en donnant satisfaction aux ouvriers ; d'autres ont prétendu adjoindre à la science économique un art qui en faciliterait l'application ; d'autres ont fait de larges concessions à l'interventionnisme pour obtenir l'adhésion de leur pays à leur doctrine ; enfin, d'autres ont cru devoir dissocier la science économique du libéralisme.

SECTION I

LE CAPITALISME SOCIAL

La propriété privée libre est aujourd'hui très menacée par les attaques des socialistes et des communistes, qui lui opposent les uns la propriété limitée, les autres la propriété commune, régimes nouveaux reposant sur des notions de justice et d'égalité. Pour défendre le capitalisme ébranlé, certains économistes libéraux ont voulu démontrer qu'il contient tout le social du socialisme, sans présenter les mêmes inconvénients.

Le néo-capitalisme, défendu par M. Giscard d'Estaing, est apparu après la guerre. Les progrès du collectivisme, de l'Etatisme, ont effrayé des économistes et des industriels qui, sentant le capitalisme ébranlé sur ses bases, se sont unis pour

le défendre. Le régime actuel paraît aux néo-capitalistes le seul qui soit capable d'enrichir un pays et de favoriser la production. Capitalistes avant d'être libéraux, ces économistes ont abandonné une partie de l'intransigeance des classiques ; ils essaient de rénover le capitalisme, afin de l'adapter aux conditions nouvelles de la vie économique.

I. — M. Giscard d'Estaing.

C'est au capitalisme que M. Giscard d'Estaing attribue les progrès économiques que le monde a fait, principalement depuis 150 ans : c'est donc lui qu'il convient de préserver, dût-on même sacrifier partiellement la liberté.

Cependant M. Giscard d'Estaing est un libéral : il flétrit l'Etatisme et le socialisme, et les accuse d'être la cause de nos malheurs ; il s'élève contre toute intervention monétaire, critiquant celles qui ont été faites à l'étranger ; le poids trop lourd des impôts, le gaspillage parlementaire, le fonctionnarisme lui apparaissent comme des plaies qui nous rongent (1). Dans sa dédicace du livre du Comte de Fels sur *Le mal financier*, il exprime sa sympathie pour les idées émises par cet auteur,

Mais la liberté absolue lui semble dangereuse et irréalisable, car elle ne s'adapte plus aux besoins du capitalisme moderne : autrefois, c'est elle qui a permis le magnifique développement du capitalisme ; aujourd'hui, elle provoquerait sa ruine, car, pour survivre, le capitalisme doit tenir compte des conditions nouvelles de l'économie et d'un facteur qui prend chaque jour plus d'importance, le facteur social. Cette situation économique nouvelle, cette question sociale, dont nous avons déjà parlé à plusieurs reprises, demandent que soient prises des mesures qui fassent parfois échec à la liberté. Le capitalisme, pour s'y adapter, a dû se transformer, et, pour bien marquer l'évolution que subit le

(1) *Revue de Paris*, « L'assaut contre le franc », juillet 1935.

régime actuel, M. Giscard d'Estaing intitule le capitalisme moderne : le néo-capitalisme.

Cet économiste est un fervent défenseur de la machine et, par là, il se rattache bien aux libéraux. Les troubles actuels ne lui paraissent pas devoir être la condamnation de celle-ci, qu'il s'efforce de réhabiliter, en plaidant en même temps la cause du crédit (2). Il divise l'histoire économique en trois périodes. La première, de beaucoup la plus longue, nous conduit jusqu'à la découverte de la machine à vapeur : la force humaine et la force animale étaient alors les seules dont on disposait ; pour produire deux fois plus de blé, par exemple, il fallait deux fois plus d'hommes. La seconde période commence avec l'utilisation des forces naturelles, qui n'atteignit son plein rendement que le jour où le crédit se développa. En effet, longtemps l'épargne seule fut pratiquée : pour produire deux fois plus il fallait épargner deux fois plus ; aujourd'hui, il suffit de mettre deux fois plus de chèques en circulation. C'est au capitalisme que nous devons le développement du machinisme et du crédit, sources de notre bien-être.

Le capitalisme, régime d'hier et d'aujourd'hui, est aussi celui de demain, car seul il ouvre la voie au progrès. La classe ouvrière se plaint de l'insuffisance de ses salaires, la bourgeoisie d'être obligée de se restreindre et de diminuer son train de vie ; seuls de nouveaux progrès du machinisme et une rationalisation bien comprise sont capables d'améliorer le sort de chacun, d'accroître notre standard de vie. Les intérêts de tous les hommes, quelle que soit leur profession et la classe à laquelle ils appartiennent, sont solidaires.

Ce qui fait la vitalité du capitalisme et sa supériorité sur les autres régimes, c'est qu'il est souple et susceptible de se transformer. Rationnel, il accepte tous les progrès scientifiques et favorise toutes les manifestations d'activité et les interventions qui ont pour but de diminuer le prix de revient et d'équilibrer

(2) Giscard d'Estaing, « La crise mondiale », *Revue Bleue*, 19 août 1933.

la production et la consommation ; et, par là, il rend au producteur un grand service, car « toute déperdition est une prodigalité faite aux dépens des forces rares et précieuses dont dispose la faiblesse physique de l'homme ». Par là aussi, il est social, puisqu'il permet à l'ouvrier de devenir capitaliste et de profiter de tous les avantages matériels qu'apporte le progrès scientifique.

La grande idée de M. Giscard d'Estaing est de transformer les ouvriers en capitalistes, afin de leur faire sentir que le régime actuel est le seul qui puisse leur apporter ce qu'ils désirent, c'est-à-dire l'amélioration de leur sort. Il critique violemment les assurances sociales, parce qu'en amputant une partie du salaire, elles enlèvent aux travailleurs le goût de l'épargne et la possibilité de devenir propriétaire, et les rangent d'emblée dans une classe spéciale. Il est à craindre qu'ils ne se détachent de plus en plus d'un régime dont ils ne profitent des avantages qu'indirectement : « Le capitalisme peut et doit assimiler tout le social du socialisme » (3). Il faut que l'ouvrier sente que, tout comme le patron, il bénéficie des progrès scientifiques et de la rationalisation. Ayant enfin compris cette vérité, il collaborera plus loyalement avec ses chefs.

Par quels moyens favoriser cette transformation, si souhaitable, des prolétaires en capitalistes ? M. Giscard d'Estaing écarte la participation aux bénéfices et l'actionnariat ouvrier ; car il tient à maintenir le profit au patron, pour la double raison que les bénéfices sont le fruit de l'intelligence et du savoir-faire qu'il a apportés dans la direction de l'entreprise, et que les ouvriers ne supportent pas les conséquences du déficit. D'autre part, il est dangereux que les salariés aient un droit de regard sur la direction, car ils ne sont généralement pas aptes à remplir ces fonctions d'une façon éclairée et impartiale. Néanmoins, s'il convient d'écarter les bénéfices comme assiette du salaire, il faut rechercher à développer les

(3) Giscard d'Estaing, « Le capitalisme », Ed. des Portiques, 1931, p. 248.

« rapports affectifs qui existent entre le travail et le rendement ». De même, il est utile de consulter les ouvriers en certaines matières, car ils possèdent parfois des connaissances naturelles supérieures à celles du patron et des techniciens. La tâche du capitalisme est de délimiter le champ où la collaboration entre le patron et les ouvriers est normale et utile.

Mais c'est surtout par l'ascension à la propriété que l'on attachera les salariés au régime capitaliste. Il faut favoriser l'épargne dans toutes les classes de la Société, et en développer particulièrement le goût chez les ouvriers. Les Caisses d'épargne sont utiles, mais insuffisantes. « Le néo-capitalisme exige qu'un nouveau stade soit atteint et exploité : celui d'achat direct d'actions ordinaires par tous les gens susceptibles d'élaborer des capitaux, sans pour cela, bien entendu, que soient négligés les stades antérieurs, qui restent les anneaux nécessaires d'une espèce de chaîne sans fin » (4). Il faut faire comprendre aux intéressés tout ce que l'épargne a en elle de vivant, de moderne et d'actif, enfin qu'elle est « créatrice de capitaux ». Pour cela il est nécessaire de donner à tout individu les attributs les plus complets de la propriété avec ce que cela comporte de risques et aussi de chances. M. Giscard d'Estaing donne en exemple à l'Europe, l'Amérique, où la diffusion de la propriété, parmi le peuple, est très grande, grâce aux actions que les chefs d'entreprise ont coutume de vendre à leurs ouvriers, à des conditions très avantageuses. Dans les pays où une évolution semblable se produit, le socialisme et le communisme n'ont pas de prise. Le prolétariat disparaît progressivement.

Un avenir merveilleux s'ouvre donc, d'après M. Giscard d'Estaing, à l'humanité si elle se place sous le signe du capitalisme. Les richesses que nous pouvons encore acquérir grâce au progrès scientifique et au crédit, sont infinies. Il y a « une masse indéfinie de richesses inconnues ou déjà

(4) Giscard d'Estaing, *op. cit.*, p. 156.

soupçonnées, qui sont à la disposition de ceux qui sauront les exploiter » (5) ; elles permettront l'ascension d'individus nouveaux. Le confort merveilleux dont nous jouissons déjà peut être plus grand demain, grâce au capitalisme, et toutes les classes bénéficieront des progrès accomplis.

Que nous offre au contraire le socialisme ? La lutte des classes et l'égalité dans la misère. Il détruit toute puissance créatrice, et partout où on a essayé de l'appliquer les catastrophes ne se sont pas fait attendre.

Au néo-capitalisme, de nombreux industriels sont venus se rallier ; en effet, il exprime bien les tendances complexes d'une grande partie de la classe possédante : elle a toujours foi dans le capitalisme, mais en même temps, elle a conscience qu'il faut faire une place aux questions ouvrières ; elle est restée de tempérament libéral et individualiste, mais, en même temps, elle se rend compte qu'une organisation est nécessaire.

Sur quels points le néo-capitalisme se rattache-t-il encore au libéralisme orthodoxe ? L'un et l'autre croient à l'existence d'une science économique et considèrent comme une grande faute de se dresser contre ses lois. Comme les libéraux de l'école classique, les néo-capitalistes sont individualistes, ils luttent contre le socialisme et l'économie dirigée, critiquent la plupart des interventions de l'Etat, et, par-dessus tout, celles qui touchent à la monnaie. Mais ils se séparent du libéralisme classique, lorsqu'ils admettent une certaine évolution de la doctrine. Alors que M. Rueff et son école attribuent à la liberté tous les bienfaits de la civilisation moderne, M. Giscard d'Estaing les met au compte du capitalisme. Les partisans du libéralisme classique sont, eux aussi, des capitalistes, mais, à la différence de cet auteur, ils affirment que le seul problème à résoudre est celui de la liberté.

Pour rajeunir le libéralisme, les néo-capitalistes lui adjoignent la rationalisation, à laquelle ils se rallient d'enthousiasme.

(5) Giscard d'Estaing, *op. cit.*, p. 206.

siasme. Par l'adoption de cette méthode de production, ils se distinguent des autres écoles : de l'école libérale orthodoxe en premier lieu, qui est persuadée des bienfaits du machinisme, mais redoute toute organisation concertée de la production, voyant en elle une nouvelle atteinte à la libre concurrence ; de l'école socialiste, en second lieu, dont presque tous les représentants voient dans le machinisme et la rationalisation la cause du chômage, et se refusent à admettre l'application de celle-ci avant l'avènement du socialisme. Enfin, ils se distinguent des étatistes, qui préfèrent donner à l'Etat la direction de l'économie plutôt que de laisser les industriels s'organiser eux-mêmes.

II. — *Le comte de Fels.*

Bien que ne faisant pas partie du groupe des néo-capitalistes, le comte de Fels poursuit le même but que M. Giscard d'Estaing — celui de raffermir la position du capitalisme en attirant à lui les ouvriers —, mais s'efforce de l'atteindre par d'autres moyens.

Anti-étatiste ardent, M. de Fels s'oppose à toute intervention de l'Etat dans la production, et proteste contre ses empiètements et ses accaparements (6). Les particuliers, dit-il, ont été dépossédés par l'Etat, qui est devenu propriétaire, industriel, commerçant, à leurs dépens. « Il y a là, sans que les économistes officiels aient voulu y prendre garde, une formidable main-morte qui paralyse l'activité du pays, qui obstrue la circulation de la richesse et qui engendre, dans l'ordre moral comme dans l'ordre matériel, des résultats de stérilité et de dépression » (7).

Le remède s'impose : il faut remettre en circulation tous les biens dont la voracité de l'Etat s'est emparée. On agira

(6) Comte de Fels, « Le mal financier et son remède », C. Lévy, 1934.

(7) Comte de Fels, p. 89.

méthodiquement. En premier lieu, il convient de faire un inventaire de toutes les richesses qu'il possède. Déjà en 1923, l'auteur avait formulé le même conseil : il demandait que fut créée une Commission des Economies, sur le modèle de celle présidée en Angleterre par sir Eric Geddes, et dans les conditions prévues par les articles 23 et 24 de la loi de finances promulguée le 29 décembre 1873. En vertu des prescriptions de cette loi, il serait dressé un tableau de toutes les propriétés immobilières de l'Etat affectées à un service public, et une commission serait chargée de reviser, périodiquement, les affectations d'immeubles faites aux divers services publics, et d'émettre son avis sur l'opportunité de maintenir, de réduire ou de faire cesser ces affectations.

Pourquoi n'a-t-on pas procédé plus tôt à cet inventaire ? Parce que, écrit le comte de Fels, « on avait peur du potentiel de propagande qui réside dans cette mesure », qui provoquerait, en faisant ressortir que l'Etat français est le plus riche du monde, « un renversement de la table des valeurs politiques et morales » et modifierait profondément la mentalité de toutes les classes sociales (8).

L'inventaire fait, on procéderait à la remise en circulation de ces richesses, entre tous les Français, mécontents de s'être laissés dépouiller de leur patrimoine. Le prolétariat serait particulièrement favorisé, et l'amélioration de son sort tendrait à atténuer la lutte des classes. Les vastes terrains forestiers que possède l'Etat aux environs de Paris seraient aménagés en jardins, et on y construirait des habitations salubres. Entre les mains des particuliers, tous les biens, auparavant stériles, deviendraient productifs. L'activité générale en serait accrue ; la production augmentant, les chômeurs retrouveraient du travail et la consommation s'accroîtrait : ainsi toute l'économie serait revigorée.

Cette politique, qui est l'inverse de celle des socialistes, qui

(8) Comte de Fels, *op. cit.*, p. 88.

cherchent à intégrer l'individu dans l'Etat et à organiser la lutte des classes, aurait aussi l'avantage de permettre des dégrèvements. La diminution ou la suppression de certains impôts, qui sont un frein puissant à la reprise économique (comme celui qui atteint les produits fabriqués et l'impôt général sur le revenu) activerait cette reprise et augmenterait le rendement des autres impôts. Non seulement la situation du contribuable dégrévé d'une partie de ses impôts se trouverait améliorée, mais aussi celle de l'Etat déchargé d'une partie de ses attributions. Ce dernier n'étant plus détourné de l'exercice des fonctions du Gouvernement par toutes les occupations industrielles ou commerciales qu'il a assumées, pourrait se consacrer entièrement à son rôle essentiel. « Le dégrèvement, dit M. de Fels, est à lui seul un programme complet de redressement financier et de réforme de l'Etat » (9).

Dans une étude postérieure, M. de Fels a complété son système et indiqué comment, d'après lui, on pourrait, en utilisant le domaine de l'Etat, résoudre la question sociale (10).

« Qu'est-ce que l'ouvrier ? dit-il, un prolétaire. Que doit-il être ? un propriétaire ». La Révolution française a créé le prolétariat, parce qu'elle n'a pas su apporter une solution à la question ouvrière : bien que, depuis 147 ans, elle ait proclamé l'égalité des citoyens français, il existe encore, dans notre pays, deux classes sociales antagonistes, celle des employeurs et celle des employés, des patrons et des ouvriers, dont le conflit peut déclencher une nouvelle révolution. Comment faire cesser cet antagonisme, assurer la liberté du travail et la sécurité de l'ouvrier ? en faisant disparaître le prolétariat ouvrier par l'accession de ce dernier à la propriété.

(9) Comte de Fels, op c.it., p. 107.

(10) Comte de Fels, « Le prolétariat et la propriété », *Revue de Paris*, octobre 1936.

Cette accession de la classe ouvrière à la propriété doit s'opérer par le double développement de la propriété individuelle et de la propriété collective de l'ouvrier.

Pour développer la propriété individuelle de l'ouvrier, il faut effectuer un prélèvement à son profit sur les richesses de l'Etat français, qui a notamment un domaine forestier immense, et donner à chacun des deux millions de ménages prolétaires 2.000 m² de terrain, en rognant les frontières des forêts domaniales de 4 à 600.000 hectares. Ainsi, « les pauvres citoyens aspirant à la propriété immobilière seront satisfaits ».

Pour développer la propriété collective de la classe ouvrière, il faut appliquer la loi de 1920 sur l'extension de la capacité civile des syndicats, qui lui permet d'acquérir des biens meubles et immeubles, de constituer des caisses de secours mutuels, de créer des habitations à bon marché, des jardins ouvriers, etc... loi qui, pour des raisons politiques, n'a jamais reçu un commencement d'exécution. On aidera à la formation d'un « bien syndical » par une première mise de fonds constituée au moyen d'un prélèvement sur les richesses de l'Etat, et par un prélèvement permanent sur la production.

La création de ce « bien syndical » aura pour résultat de diminuer les charges de l'Etat, libéré des assurances sociales, d'incorporer le prolétariat à la société et de réparer les injustices sociales dont le travail est fondé à se plaindre.

En somme, M. de Fels est plutôt un tacticien habile qu'un théoricien. Pour lui, le capital a deux ennemis, l'Etat et la classe ouvrière. Pour les empêcher de mettre la main sur celui-ci, il a entrepris de les opposer l'un à l'autre et de livrer le premier en pâture au second. Ainsi le capital et le travail se réconcilieraient au détriment de l'ennemi commun, l'Etat ; et le capital serait sauvé.

Les systèmes proposés par MM. Giscard d'Estaing et de Fels, pour faire de l'ouvrier un actionnaire et un petit proprié-

taire, très séduisants en théorie, soulèvent de grosses difficultés, dès qu'on veut les appliquer et surtout en généraliser l'application.

La doctrine de M. Giscard d'Estaing paraît, sur certains points, un peu vague. Il ne parle guère du rôle de l'Etat : une liberté complète serait donc laissée aux individus. Mais qui nous porte à croire qu'ils vont si bien s'entendre, que, d'eux-mêmes, les chefs d'entreprise se pencheront vers leurs ouvriers et favoriseront leur accès à la propriété, et que, d'autre part, ceux-ci collaboreront cordialement avec leurs patrons ? Il semble que cette évolution ait besoin d'être aidée, dirigée et surveillée. De même en ce qui touche la rationalisation : si celle-ci est sans frein, n'aggravera-t-elle pas la crise ? N'est-ce pas elle qui a contribué à provoquer chômage et surproduction ? L'Amérique, pays où la taylorisation fut le plus en honneur et où les prix de revient, malgré les hauts salaires, étaient plus bas qu'en Europe, a été touchée plus que les autres Etats. Rationaliser sans contrôle, est-ce bien la solution qui s'impose en temps de crise ?

Certains points d'application et toutes les répercussions probables ne sont donc pas envisagées par M. Giscard d'Estaing, qui laisse bien des questions sans réponse.

La transformation de l'ouvrier en petit propriétaire préconisée par le comte de Fels se révèle encore plus difficilement réalisable.

Nous ferons observer tout d'abord que la déconcentration des richesses, la redistribution aux particuliers de celles qui sont actuellement aux mains de l'Etat, entraînerait une dépréciation des biens et une perturbation dans l'économie. M. de Fels réplique, il est vrai, que, pour éviter ces inconvénients, il suffirait de procéder à cette opération avec lenteur ; mais il est permis de se demander si cette mesure, même appliquée avec prudence et discernement, produirait des effets aussi bienfaisants et aussi étendus que le croit cet auteur. Quoiqu'en dise le comte de Fels, l'Etat français est loin d'être un des plus riches du monde ; la plus grande partie de ses

propriétés est composée de forêts et de landes dont la vente ne donnerait pas un gros bénéfice (11). La remise dans la circulation des biens accaparés sans fruit par lui ne pourrait donc avoir que des effets limités ; et on ne saurait voir dans cette mesure une solution à la crise actuelle.

Le partage d'une grande partie du domaine forestier de l'Etat entre les ouvriers ne paraît pas, au surplus, réalisable car la plupart des forêts sont situées loin des cités industrielles où ceux-ci sont employés, occupent des terrains peu fertiles qui ne pourraient assurer leur subsistance, et on transforme très difficilement un ouvrier d'industrie en agriculteur. Enfin ce domaine forestier est utile à la nation, et ne saurait être soumis à un défrichement systématique, parce qu'il constitue une des beautés du pays, contribue au développement du sport et du tourisme et, en assurant la régularisation du cours des fleuves et des rivières, empêche des cataclysmes causés par les inondations.

Des idées émises par M. de Fels, il convient toutefois de retenir :

1° Qu'une partie des richesses de l'Etat pourrait être utilisée d'une façon plus conforme à l'intérêt général ;

2° Que l'accession de l'ouvrier à la propriété est un des moyens efficaces de résoudre la question sociale, conformément au principe : « Il faut que le capital travail, et le travail possède » posé par l'auteur de la loi sur les syndicats.

Si les suggestions de MM. Giscard d'Estaing et de Fels sont intéressantes, en ce qu'elles tendent à combler le fossé qui sépare ouvriers et patrons, il apparaît impossible de généra-

(11) Le revenu du domaine de l'Etat pour 1936 atteint seulement 261.811.000 frs. D'après le Tableau général des propriétés immobilières de l'Etat publié en 1927, la valeur des biens immobiliers de l'Etat est de 79 milliards 900 millions ; mais celle du domaine privé non affecté, qui comprend les forêts, s'élève seulement à 8 milliards 700 millions.

liser d'une façon suffisante l'application des mesures qu'ils proposent pour qu'elles puissent donner des résultats appréciables, et ramener au capitalisme les ouvriers dont les revendications sont chaque jour plus importantes.

SECTION II

LE CAPITALISME POLITIQUE

M. Carmille.

Si des considérations sociales tempèrent le libéralisme de certains économistes, ce sont des considérations politiques qui atténuent le libéralisme professé en tant qu'économiste scientifique par M. Carmille et qui l'obligent à abandonner son intransigeance pour envisager parfois les intérêts supérieurs de la nation. Nous connaissons déjà en partie les théories de cet auteur, dont nous avons prononcé à plusieurs reprises le nom au cours de cette étude, à cause de son hostilité contre l'Etatisme : nous allons en compléter l'exposé en précisant sa position.

Comme les purs libéraux, tels que M. Rueff, il repousse toute manipulation de la monnaie. « La valeur de la monnaie, dit-il, est directement proportionnelle aux masses de marchandises proposées à l'échange et inversement proportionnelle à la quantité de monnaie réellement utilisée, c'est-à-dire à la quantité de monnaie multipliée par la vitesse de circulation réelle ou future (12). Il en déduit cette conséquence que, quelque ingénieux que soit un mécanisme monétaire, il ne peut créer, par lui-même, aucune richesse nouvelle, et que tout système qui amène directement ou indirectement à une multiplication artificielle des signes monétaires ou à

(12) R. Carmille, op. cit., p. 81.

une augmentation de leur vitesse de circulation, est une inflation non gagée, devant toujours causer de graves perturbations économiques.

D'après lui, la seule action permise sur la monnaie s'applique au taux de l'escompte, car la stabilisation de celle-ci est la condition essentielle du retour à l'équilibre. « Il faut, dit-il, renoncer aux crédits artificiels..., à l'immobilisation scandaleuse par les établissements de crédit des dépôts à vue de leur clientèle..., au protectionnisme maladif » (13). Il s'oppose également à l'assurance-chômage pour les mêmes raisons que M. Rueff.

M. Carmille n'est cependant pas un disciple de M. Rueff. Il prend soin lui-même d'indiquer qu'il n'accepte pas intégralement le libéralisme classique. « Nous pouvons admettre volontiers, dit-il, le déclin d'un certain art politique déduit plus ou moins rationnellement de la science économique, telle que la concevait Jean-Baptiste Say ; mais il n'y a pas de déclin de la science économique pure, parce qu'elle est indépendante du temps et de l'espace. » L'économie politique est une science, mais une science à son enfance ; et c'est pourquoi il n'est pas étonnant qu'il y a un siècle, les économistes aient commis des erreurs. Cette science a toutefois ses caractères propres : tandis que les autres sciences existent indépendamment de l'homme, « le lien que l'on trouve dans les phénomènes économiques est un fait de l'homme et non des choses », car « on ne peut pas concevoir une notion de valeur en dehors de l'homme » (14).

Bien qu'ennemi de l'Etatisme, M. Carmille ne partage pas l'attitude intransigeante de M. Rueff à l'égard des interventions de l'Etat : pour expliquer les tempéraments qu'il admet dans l'application des lois de la science économique, il établit une distinction entre celle-ci et l'art politique, et prétend que prendre parti, *à priori*, sur la seule question : « Doit-on être

(13) R. Carmille, op. cit., p. 104.

(14) R. Carmille, op. cit., p. 9.

partisan ou non d'un interventionnisme de principe ? » est aussi vain et aussi irrationnel que de décider, *a priori*, de la nécessité d'une intervention ou d'une non intervention chirurgicale dans tous les cas. La vérité est plus nuancée, et elle comporte une distinction objective entre la science économique et l'art politique. La science économique ne réalise un état d'équilibre satisfaisant et stable que si les coéchangistes sont également libres. L'intervention des pouvoirs publics ou des puissances privées sera donc légitime scientifiquement, c'est-à-dire tout à fait compatible avec les données de la science économique, si elle a pour but de maintenir l'égalité réelle entre les coéchangistes.

Ainsi se justifient non seulement les interventions de l'Etat, qui ont pour but de garantir la liberté individuelle de certaines catégories de travailleurs et de consommateurs, telles que les lois sociales, qui protègent le prolétariat contre les classes riches, l'ouvrier contre le patron, mais celles qui protègent des collectivités, telles que les mesures tendant à maintenir sur notre sol des productions de guerre jusqu'à l'organisation de la paix. Le libre-échange absolu ne paraît pas possible à M. Carmille, mais il est opposé à l'extension du protectionnisme : s'il est nécessaire de protéger quelques productions nationales, soit pour garantir la sécurité du pays, soit pour faciliter certaines évolutions sociales, il est également nécessaire que cette production soit réduite au minimum.

M. Carmille s'efforce ainsi de concilier l'art politique et la science économique, dont les buts sont différents et dont les commandements sont parfois contraires, en insistant sur cette considération que l'un ne peut pas se passer de l'autre, car, « si la notion scientifique n'est pas solide, l'art se perdra, fera fausse route et conduira le plus souvent à l'opposé du but cherché ». C'est parce que, dans de nombreux cas, notamment en matière monétaire, l'intervention n'a pas tenu compte de la science, qu'elle a abouti à une impasse.

La distinction opérée par cet auteur entre la science écono-

mique et l'art politique a l'avantage de tenir compte des faits actuels et des besoins nouveaux; c'est une tentative intéressante en vue de mettre en harmonie ce qui est avec ce que l'on voudrait qui soit. Mais l'économie de M. Carmille est-elle bien scientifique? Cette distinction entre science économique et art politique semble, au premier abord, assez satisfaisante, mais, font observer certains économistes, elle l'est moins si l'on va au fond des choses. Les données scientifiques du libéralisme sont l'intérêt personnel, la liberté et la concurrence; nous doutons que M. Carmille, qui prétend concilier un art avec ces principes, puisse y parvenir, en premier lieu, parce que ceux-ci n'apparaissent pas toujours dans la réalité et semblent être souvent démentis par les faits, et, en second lieu, parce que l'art économique est déjà par lui-même une limitation de la liberté. La loi statique offre-demande et celle de la division du travail sont les seules que l'on puisse vraiment comparer à une loi physique. Le domaine scientifique de l'économie politique est donc restreint. M. Carmille semble l'avoir senti, car il donne une grande place à l'art politique. Les nuances de la pensée humaine sont toutefois si délicates que l'économiste, parfois, ne se rend pas compte des influences qui s'exercent sur son esprit et de l'évolution qu'il a subie. On peut se demander, dans le cas actuel, si, à son insu, le libéral n'est pas devenu interventionniste.

Certes, M. Carmille a raison quand, contrairement aux libéraux partisans du «laisser-faire» et de l'application stricte des lois économiques, il pense que, si on laisse faire, on va directement à la dictature économique, exercée soit par une oligarchie aux dépens de la masse, soit par un dictateur. Mais il n'a peut-être pas remarqué que la porte qu'il entr'ouvre risque de laisser passer toutes les interventions socialistes. Les socialistes, en effet, prétendent que leur seul objectif est de libérer l'individu. L'ouvrier, disent-ils, qui est sous la dépendance de son maître, et ne peut mettre de l'argent de côté, parce qu'il a juste ce qu'il faut pour vivre, n'est pas, à proprement parler, un homme libre; c'est, pour le libérer qu'on a

imposé aux patrons de nombreux devoirs sociaux : le prolétariat ne sera libre que le jour où on l'aura rendu complètement indépendant de la classe riche.

C'est aussi pour rétablir la liberté qui n'existe plus, que de nombreux adeptes de l'économie dirigée, et, en particulier, les corporatistes, se déclarent partisans d'une intervention. De même, en admettant dans certains cas la protection des produits nationaux, M. Carmille introduit et légitime le protectionnisme. L'auteur s'est-il rendu compte du danger qu'il faisait courir à la doctrine libérale, en la corrigeant par son art politique ?

Quoiqu'il en soit, si elles sont moins nettes et d'une logique moins rigoureuse que celles de M. Rueff, les théories de M. Carmille ont, par contre, ainsi que nous l'avons dit, le mérite de se rapprocher davantage de la réalité, en tenant compte du fait que le laisser-faire n'est pas toujours bienfaisant et ne suffit pas toujours à établir la libre concurrence, qui, d'après les libéraux, est la condition indispensable du retour à l'équilibre.

SECTION III

L'INTERVENTIONNISME LIBÉRAL

Nous ne saurions donner un meilleur nom que celui d'interventionnisme libéral aux doctrines de MM. Labarthe et Truchy, qui, libéraux d'âme, sont interventionnistes de raison. Sans nier les avantages de la liberté, ils estiment avec clairvoyance, que le libéralisme classique n'est plus applicable aujourd'hui, et que s'obstiner à n'opposer que cette utopie au socialisme et à l'Etatisme serait compromettre le peu de liberté dont nous jouissons encore et faire le jeu des adversaires de celle-ci.

1. M. Labarthe

La liberté est pour les hommes le bien le plus précieux, car elle est la source de tout progrès, mais pour être créatrice, elle doit être organisée : telle est l'idée que M. Labarthe développe dans son livre intitulé : *La liberté créatrice*. Cette idée que la liberté doit être respectée, mais organisée, n'est pas le fruit d'un raisonnement abstrait, mais de nombreuses observations, qui donnent aux opinions de cet économiste une grande force.

« La liberté porte en soi un principe créateur » (15), écrit-il : en effet, rien ne peut être fait sans elle, et toutes les tyrannies politiques et économiques ont abouti à des échecs. L'auteur dresse contre l'Etatisme un violent réquisitoire. Il passe en revue les expériences étatistes faites pendant et après la guerre, donnant des indications précises sur la mauvaise gestion des entreprises d'Etat. A l'étranger, il constate que les mêmes tentatives ont été suivies des mêmes échecs. L'Etatisme est d'autant plus dangereux qu'il conduit au communisme : il est le premier maillon de la chaîne de servitude, car le communisme, c'est la tyrannie aboutissant à la misère.

Mais la liberté ne doit pas être anarchique, et elle l'est, quand elle est absolue. Ce serait tomber de Charybde en Scylla que d'abandonner l'interventionnisme au profit d'un régime de liberté sans frein : « La cité, pour être civilisée, doit être organisée » (16). Tout le monde admet que le mobile de l'intérêt personnel est le plus puissant moteur du progrès, mais qu'il doit être soumis à des restrictions et subir un certain contrôle, par exemple pour empêcher les fraudes et falsifications des produits et pour protéger la santé publique. Nul ne proteste plus contre la fixation des heures de travail, le repos hebdomadaire, les précautions sanitaires. Cette orga-

(15) E. Labarthe, op. cit., p. 6.

(16) E. Labarthe, op. cit., p. 7.

nisation, qui n'est point automatique, mais le résultat d'une intervention réfléchie des hommes est nécessaire. Si M. Labarthe repousse l'Etatisme, ce n'est pas en disciple de M. Rueff et de M. Colson ; car il a encore présents à la mémoire les scandales nés au XIX^e siècle d'un régime de liberté trop absolue : les faibles écrasés, les ouvriers travaillant quatorze heures par jour dans de mauvaises conditions d'hygiène.

Comme M. Giscard d'Estaing, il proclame les mérites du régime capitaliste qui nous a tous enrichis. « Le capitalisme, écrit-il, c'est aujourd'hui en gestation de demain » (17). Si nous jouissons d'une vie agréable et exempte d'efforts, c'est à lui que nous le devons. Sans lui, assurément, pas de progrès ; mais, parce que la liberté absolue engendre des abus, le capitalisme doit être contrôlé.

M. Labarthe estime qu'il est du devoir et de l'intérêt de tous les hommes qu'une organisation économique du monde soit fondée ; toutes les nations, oubliant leur égoïsme, doivent participer à cette tentative d'entente universelle. « L'idéal de la civilisation qui doit guider l'humanité en marche vers la conquête du bien, c'est la liberté, et non la coalition des égoïsmes » (18). Les Etats ne retrouveront leur équilibre que lorsqu'ils auront compris qu'ils sont solidaires et auront constitué une sorte de fédéralisme économique.

Mais cet économiste se rend compte combien une pareille réalisation, qui serait si favorable au développement de la civilisation, est problématique. Aussi, tout en espérant qu'un jour le monde se rendra à ses raisons, — certaines tentatives déjà faites, telles que la création de l'organisme de Genève, qui pourra, dans l'avenir, se consacrer à cette œuvre de rapprochement et de conciliation, lui donnent cet espoir, — se montre-t-il moins ambitieux dans les réformes immédiates qu'il préconise. Il considère que les esprits ne sont pas mûrs pour un rétablissement intégral et général du libre-échange,

(17) E. Labarthe, op. cit. p. 11.

(18) E. Labarthe, op. cit., p. 302.

et que, d'autre part, il est impossible à une nation d'y procéder isolément ; et il demande seulement que, le protectionnisme étant un mal, on en use avec une extrême prudence.

Qui organisera l'économie intérieure dans chaque pays ? M. Labarthe, grand libéral, repousse toute direction exercée par un dictateur, une oligarchie ou une administration. Il penche pour les solutions qui se basent sur « une discipline intelligente et volontairement acceptée » ; sa formule est : « la liberté concertée ». Les producteurs, les consommateurs, comprenant où se trouve leur véritable intérêt, se grouperont de leur propre gré. L'auteur se rallie aux suggestions de M. Julien Durand, qui pense également que seules les ententes librement formées permettront de « restreindre la production, d'équilibrer les forces productives avec le pouvoir d'absorption du marché, et de maintenir l'harmonie entre notre industrie et notre agriculture » (19).

Déjà un premier pas a été fait avec la création du Conseil National Economique. Mais la plus grande prudence doit être observée, afin de ne pas aboutir à un monopole de fait et de ne pas créer une tyrannie aussi nuisible que celle exercée par une dictature.

Une surveillance doit donc être exercée pour que l'homme riche n'écrase pas celui qui est pauvre, et qu'une oligarchie toute puissante ne s'empare pas du pouvoir. « L'Etat a le droit de prévoir et de pourvoir. » M. Labarthe propose notamment une juste protection de l'épargne, une réglementation plus sévère touchant la presse et les sociétés.

Persuadé que les progrès du machinisme sont bienfaisants, il se demande pourquoi on accuse celui-ci d'avoir engendré la misère, et en voit la raison dans le fait qu'on se trompe sur les causes véritables du chômage. C'est l'Etatisme qui est à la source de tous nos malheurs, « en paralysant les larges transactions, en s'opposant à une saine répartition des produits et des biens, et en provoquant le déséquilibre et le

(19) E. Labarthe, op. cit., p. 309.

désordre dans la production » (20). L'équilibre et l'ordre ne peuvent régner qu'en régime de liberté ; la surproduction, dans ce cas, n'est pas un danger à redouter, car les besoins humains sont infinis, et elle n'est qu'un défaut d'adaptation aux conditions économiques, qui ne peut se produire dans cette hypothèse. Il serait même nécessaire, en France, que de nouveaux progrès techniques fussent accomplis, de façon à contre-balancer l'effet nuisible des impôts qui pèsent trop lourdement sur les prix.

« Le machinisme, dit M. Labarthe, ne peut être nuisible qu'en régime étatiste ou socialiste, parce qu'il ne trouve pas de pouvoir compensateur naturel » (21). Son seul danger est de caractère moral. La crise apparaît à l'auteur autant morale qu'économique, et une régénération des esprits, surpris par les conditions nouvelles de la vie moderne, lui semble indispensable.

La formule de M. Labarthe, « ordre et liberté », ne peut que recevoir l'adhésion de tous les esprits pondérés. La coordination, l'entente, sont des mots qui résonnent bien à notre oreille, ainsi que le prouvent l'attachement de la France pour l'organisme de Genève et son œuvre pacificatrice, son égal éloignement du fascisme et du bolchevisme. La *liberté créatrice* est le reflet de toutes ces tendances, et son auteur expose clairement ce que pense et désire obscurément le Français moyen.

2. M. Truchy

Dans son *Traité d'Economie Politique*, ouvrage de grande envergure, dont l'introduction générale est particulièrement intéressante, M. Truchy expose, avec une remarquable clarté et une grande impartialité, ses idées sur le libéralisme économique et l'économie dirigée.

(20) E. Labarthe, op. cit., p. 316.

(21) E. Labarthe, op. cit., p. 317.

Le déclin du libéralisme politique lui paraît chose certaine : il a perdu son prestige et les esprits se sont détachés de lui, car la préférence des peuples va vers les gouvernements forts. De même, le libéralisme économique est en recul : le commerce, la production connaissent des entraves plus sévères que celles qui existaient au temps du mercantilisme.

Cette limitation de la liberté individuelle est non seulement le fait de l'Etat, qui taxe et réglemente, mais celui des individus eux-mêmes qui préfèrent se grouper pour être plus forts. M. Truchy critique l'opinion de M. Rueff d'après laquelle la crise ne serait que passagère et serait provoquée seulement par les interventions de l'Etat. « Les entraves au mécanisme des prix sont effets avant d'être causes » (22). Les changements de structure très profonds tels que la concentration des entreprises, le syndicalisme professionnel, patronal et ouvrier, sont des réalités avec lesquelles il faut compter. « Il y a, répandu dans la masse du public, à l'état plus ou moins conscient, le sentiment que la structure de l'économie a changé et qu'à ces formes économiques nouvelles doit s'adapter une politique différente de l'ancienne » (23). On craint « une domination qui serait exercée, anonyme et irresponsable, sur la vie économique collective par quelques puissances occultes ». Le capitalisme, s'il veut survivre, doit évoluer : à l'Etat incombe de jouer entre ces grandes puissances économiques le rôle d'arbitre. La crise qui a éclaté en 1929, a renforcé le courant de pensée qui portait déjà les hommes vers l'économie dirigée.

M. Truchy cherche à définir ce qu'est l'économie dirigée et quel est son avenir. Il montre qu'elle n'est pas chose nouvelle et qu'il est facile de voir la parenté qui existe entre

(22) Critique de la conférence faite par M. J. Rueff à l'Académie des Sciences morales et politiques ; *Revue Bleue*, février 1935.

(23) H. Truchy, « Traité d'économie politique », Sirey, 1935 ; Introduction générale, l'Année politique, 1935, p. 355.

elle et la politique pratiquée par Colbert au XVII^e siècle. Diriger l'économie, dit-il, dans une formule heureuse, « c'est remplacer l'organisation spontanée par l'organisation voulue » (23).

Il abandonne avec regret le libéralisme classique, car il n'attend pas merveille des expériences étatistes, et les exemples qu'il a sous les yeux lui font penser que la voie où nous nous engageons pourrait bien nous conduire à une catastrophe. Notre politique commerciale tend au rétablissement du troc et nous ramène à deux mille ans en arrière. Le système actuel : « N'acheter qu'à qui nous achète et autant qu'on nous achète », est un obstacle à toute prospérité. Les expériences étatistes ont eu comme premier effet de grossir considérablement le budget, et, par contre-coup, les impôts. Si un jour notre économie venait, dans sa totalité, à être réglementée, on se demande « à quelle réalité pourrait correspondre encore la propriété privée du capital et la liberté d'entreprise » (24). Aux inconvénients de son programme économique, le socialisme ajoute les dangers de son programme politique et social, basé sur la négation du fait national et la haine des classes.

M. Truchy prévoit que l'économie dirigée fera encore des progrès : les hommes font une expérience ; ils la poursuivront encore ; mais il arrivera un jour où ils s'apercevront qu'ils ont fait fausse route, car nous ne pouvons vivre sans liberté. « A mesure que se déroulera l'expérience de l'économie dirigée, les hommes sentiront davantage le prix de la liberté et se reprendront à l'aimer » (25).

Libéral de cœur, ennemi de la contrainte imposée par le socialisme et d'économie dirigée, M. Truchy cherche à réhabiliter le libéralisme. Il tente de le laver des accusations dirigées contre lui. La crise s'étant terriblement appesantie sur eux, dit-il, il est inévitable que les hommes, en majorité,

(24) H. Truchy, Introduction générale, Année politique, 1935, p. 363.

(25) H. Truchy, op. cit., p. 365.

s'en prennent au système économique existant de leurs déceptions et de leurs souffrances ; et cependant, ce n'est pas le libéralisme économique qu'il faut accuser, car depuis longtemps il a cédé le pas à l'intervention.

Il rappelle les progrès faits par la science, grâce à lui, au XIX^e siècle. « Si l'éclat de cette période nous paraît maintenant trop brillant, c'est que l'habitude émousse les sensations (26). Certes, les phénomènes de l'économie ne sont pas du domaine de la mécanique et de l'automatisme ; « l'économie, c'est de la vie, et comme toutes les formes de la vie, celle-ci est une succession de déséquilibres et une perpétuelle réadaptation » ; par suite, aujourd'hui, une réadaptation est nécessaire, mais celle-ci ne peut se faire que si on tient compte du principe de liberté.

M. Truchy, économiste à l'esprit lucide et aux idées modérées, comme M. Labarthe, partage donc l'opinion de ce dernier : à savoir, que seule la liberté est créatrice, mais que la liberté doit être organisée. L'idée de liberté économique ne doit pas être considérée comme une vérité révélée dont il n'y aurait en toute circonstance qu'à déduire les conséquences. La liberté est « un principe de vie et de progrès, mais il ne faut pas lui demander la solution de tous les problèmes » (27).

C'est pourquoi l'auteur entreprend de « rénover », de « reconstruire » la doctrine libérale ; et il termine l'introduction de son traité par cette phrase que devraient méditer les représentants actuels du libéralisme orthodoxe, et par laquelle il se range délibérément dans l'école libérale moderne : « Demeurer dans l'esprit d'une doctrine, c'est l'adapter aux changements survenus dans les faits eux-mêmes et à la connaissance plus précise que l'on a pu acquérir de ces faits » (28).

(26) H. Truchy, op. cit., p. 365.

(27) H. Truchy, op. cit., p. 367.

(28) H. Truchy, op. cit., p. 367.

C'est plus exactement une différence de nuance que d'essence qui sépare les théories de MM. Labarthe et Truchy du capitalisme politique préconisé par M. Carmille : tandis que celui-ci, partisan convaincu de la science économique, n'admet l'art économique qu'à côté de cette science et seulement pour faciliter le jeu des lois dans l'économie moderne, MM. Labarthe et Truchy acceptent franchement l'évolution économique et sociale et s'occupent moins de construire une science en dehors du temps et de l'espace que d'indiquer une ligne de conduite précise s'adaptant aux faits actuels.

SECTION IV

L'ECONOMIQUE RATIONNELLE

Quelques économistes, continuateurs de l'œuvre de Walras et de Vilfredo Pareto, considèrent l'économie politique comme une science indépendante des doctrines et l'économiste, comme un savant qui, dans son laboratoire, observe et raisonne en empruntant aux mathématiques ses déductions rigoureuses, ses formules et ses figures, sans se préoccuper de l'application des lois découvertes. Telle est la conception de M. Divisia, à laquelle sont venus se rallier MM. Lescure et Bodin.

1. M. Divisia

M. Divisia, après avoir défini le but, les limites et l'utilité de l'économie rationnelle, s'est efforcé de mettre en lumière les grandes lois économiques (29).

Sans insister sur le caractère scientifique de l'économie politique, tant ce caractère lui semble évident, il s'attache tout d'abord à démontrer que, telles les sciences exactes, elle

(29) Divisia, « Economique rationnelle », Doin, Paris, 1928.

doit être purement rationnelle. La science économique est, en effet, dit-il, loin d'être à ses débuts, car elle a dégagé déjà de nombreuses lois, et l'étude des faits économiques se prête à la méthode déductive par le caractère de grande généralité qu'ils présentent : l'homme, être essentiellement logique, guidé par son intérêt personnel, peut être considéré comme une abstraction scientifique, l'*homo œconomicus*.

Le rôle du raisonnement est même beaucoup plus grand en économie politique que dans les autres sciences, car il intervient non seulement dans l'analyse et l'explication des phénomènes, mais dans leur observation même, l'observation brute étant insuffisante et la vérification impossible. Le raisonnement permet de reconnaître les faits économiques dans les événements, de créer les abstractions nécessaires et enfin de mesurer l'ampleur et la portée de ces faits. Si, abstraite, l'économie rationnelle ne représente pas totalement la réalité, et ne donne pas raison de tous les événements, elle a du moins l'avantage de revêtir « les faits économiques du même caractère scientifique que les autres phénomènes naturels », et « de permettre la description rapide et précise du fonctionnement de certains mécanismes ».

Un aperçu rapide des lois énoncées dans chaque domaine de l'économie nous permettra de mesurer le domaine de l'économie rationnelle et de juger quels rapports existent entre ces lois et les principes dont s'inspirent les libéraux.

M. Divisia insiste, en ce qui concerne l'organisation de la production, après avoir dégagé l'importance de la loi de l'offre et de la demande, sur les bienfaits de la concurrence entre entrepreneurs, et il met en relief le caractère finaliste de tous les faits économiques, conséquence naturelle de leur origine psychologique. Les crises elles-mêmes ne lui paraissent pas des phénomènes inquiétants : il voit en elles une oscillation d'adaptation, dont la périodicité est remarquable. Se ralliant à la loi de J.-B. Say, il considère comme impossible toute surproduction générale permanente et attribue les crises périodiques à des troubles non de la production

ou de la répartition, mais de la circulation. Dues, d'après lui, plus à un défaut de crédit qu'à un manque de débouchés, elles sont, en réalité, des crises monétaires et apparaissent « comme le mécanisme régularisateur par lequel le niveau général des prix se trouve ramené à une valeur en rapport avec la situation monétaire, lorsque, pour une raison quelconque, il en a été écarté (31). La spéculation et les ententes entre producteurs peuvent cependant amortir ces oscillations.

En ce qui concerne les questions sociales, M. Divisia se borne à dégager la théorie de la détermination du salaire. D'après celle-ci, la détermination de l'intérêt et du salaire dépend de la productivité relative du capital et du travail, et le rapport qui les unit ne varie que sous l'influence de quatre facteurs : la vitesse d'accroissement de la population, la vitesse d'accroissement du capital, l'état de la technique et l'orientation de la production. Cette théorie ne mettant en jeu que des actions individuelles guidées par le principe de l'intérêt personnel, revêt un caractère de nécessité telle que toute pression, qu'elle soit exercée par l'Etat ou par des associations, n'aura d'effet que si elle agit sur un des quatre éléments dont nous venons de parler.

En s'appuyant sur la méthode algébrique, M. Divisia a étayé et complété la vieille théorie quantitative de la monnaie et la théorie synthétique de l'équilibre économique de Vilfredo Pareto et Walras.

D'une manière générale, les lois énoncées par lui sont celles qui servent de base à la doctrine libérale, mais présentées sous une forme plus scientifique et dégagées de tout vêtement doctrinal.

2. M. Lescure

Pour M. Lescure, comme M. Divisia, « il n'y a pas, il n'y a plus, il ne doit plus y avoir d'économie libérale et d'économie

(30) Divisia, op. cit., p. 326.

socialiste, il y a une science économique tout court » (31). A la base de cette science on trouve, en effet, le principe du moindre effort commun à ces deux doctrines. Parce que les lois économiques présentent un caractère de nécessité absolue, leur jeu est indépendant du régime de la propriété. L'épargne et le profit existent en Russie soviétique, comme en Europe occidentale, avec cette seule différence qu'en Russie l'un et l'autre sont obligatoires : car l'Etat, en opérant un prélèvement sur les salaires, s'empare de la plus-value pour constituer lui-même le fond de réserve indispensable à la création de nouvelles richesses. L'économie capitaliste et l'économie communiste se plient donc aux mêmes lois ; de part et d'autre on retrouve la plus-value et l'épargne, et l'on applique la formule : à chacun selon ses capacités. « Si en régime capitaliste la sanction de l'échec est la faillite, tandis qu'en Russie c'est le renvoi des chefs, de part et d'autre la sanction résulte du bilan » (32).

Les lois qui commandent la production peuvent se résumer, selon M. Lescure, dans la formule suivante : « Beaucoup produire et au moindre coût, pour beaucoup répartir, et bien répartir pour beaucoup produire » (33). Partant de ces principes, l'auteur se rallie à la théorie des hauts salaires, qui présente l'avantage de rapprocher libéralisme et socialisme, d'établir une collaboration entre la direction et la main-d'œuvre, d'être économique et enfin de démontrer que les œuvres sociales, en améliorant le rendement, sont conformes au principe du moindre effort ; mais il indique qu'il faut d'abord produire, car une élévation des salaires ne doit jamais être que la conséquence d'une amélioration des rendements.

En ce qui concerne les crises, une profonde divergence

(31) Lescure, « Il n'y a qu'une économie rationnelle », *Revue de Paris*, 15 juillet 1936, p. 298.

(32) Lescure, art. cit., p. 313.

(33) Lescure, art. cit., p. 298.

existe entre l'opinion soutenue par M. Divisia et celle de M. Lescure (34). Celui-ci écarte toute explication monétaire et estime que la cause des crises générales et périodiques réside dans les variations du profit, qui diminue à la fin d'une période de prospérité, par suite de l'élévation plus rapide du coût de production que des prix de vente dans certaines industries essentielles, car, alors que le taux de l'intérêt et de l'escompte se relèvent, provoquant une augmentation des coûts d'établissement et de production, la clientèle devient moins empressée et les prix ont tendance à diminuer.

Poussant ses recherches plus loin que M. Divisia, M. Lescure, après avoir montré les causes de ces troubles économiques, indique les remèdes qui peuvent y être apportés. Repoussant les mesures tendant à modifier la répartition réclamée par les socialistes et les interventions dangereuses de l'Etat, telles que l'« injection de monnaie », il préconise l'entreprise de grands travaux publics destinés à réduire le chômage et à ranimer l'industrie, l'abaissement des tarifs douaniers pour relever le commerce extérieur et empêcher la montée des prix intérieurs, une politique de prime sur l'or pour arrêter l'évasion des capitaux, une surveillance de la Bourse pour mettre fin aux abus de la spéculation, et le développement de la concentration des entreprises afin d'exercer une action modératrice sur les prix (35).

M. Lescure considère que la crise actuelle a une origine plus politique qu'économique, et il ne croit nullement qu'elle prouve que le capitalisme soit mort : l'étude des lois économiques, du jeu de ces lois en économie soviétique et de la crise actuelle démontre son inexactitude. « Le capitalisme est atteint, écrit-il, parce qu'on thésaurise, on thésaurise parce que la sécurité manque, la sécurité monétaire et la paix. » Ce sont donc elles qu'il convient de rétablir.

(34) Lescure, « Des crises générales et périodiques de surproduction », Domat-Montchrestien, Paris, 1932, t. II, p. 452.

(35) Lescure op. cit., p. 495.

Aussi bien par les principes sur lesquels il appuie ses déductions que par les applications qu'il en fait, M. Lescure, qui n'est pas, comme M. Divisia, un observateur froid des phénomènes économiques, s'éloigne, on le voit, un peu plus que ce dernier de la doctrine libérale.

3. *M. Bodin*

Comme MM. Divisia et Lescure, M. Bodin entend placer la science économique au-dessus des doctrines, et il attaque avec une égale vivacité le libéralisme et l'économie dirigée (36).

Le libéralisme est, d'après lui, une doctrine périmée parce que trop simpliste, ne tenant pas compte des faits économiques et basée sur une fausse conception du monde. « L'erreur des classiques, dit-il, a consisté à croire que le milieu de l'économie simple pouvait être celui de l'humanité (37), et de se refuser à prendre en considération le facteur humain. La politique de l'abstention absolue est impossible : il faut agir.

Mais cette nécessité ne doit pas nous conduire à adopter les méthodes de l'économie dirigée, car celle-ci, en se dressant contre les lois économiques qu'elle prétend asservir, est la plus dangereuse des doctrines. « L'économie dirigée, dit-il, est une tentative d'exécution d'un plan conçu par les puissances capitalistes, ou mieux néo-capitalistes, de notre époque, en vue de s'affranchir, grâce à la complicité des Etats, des lois économiques naturelles et des enseignements traditionnels de la science (38). » Toutes les expériences faites par les pays européens et en Amérique ont abouti à des échecs

(36) C. Bodin, « Economie dirigée, économie scientifique », Sirey, 1931, p. 182.

(37) C. Bodin, *op. cit.*, p. 85.

(38) C. Bodin, *op. cit.*, p. 95.

et sont à la source de la crise actuelle. La technique ayant dépassé l'homme, une production dérégulée est devenue un véritable fléau. Dans l'espoir de pouvoir continuer à produire indéfiniment et sans risques, les capitalistes ont prôné l'économie dirigée, qui a supprimé le frein qui aurait limité cet excès, et a empêché une réadaptation nécessaire. Et ainsi, les yeux fermés, trompés par cette doctrine, nous nous sommes acheminés vers la catastrophe.

Laissant donc de côté les systèmes également erronés du libéralisme et de l'économie dirigée, il faut, si on en croit cet auteur, adhérer aux principes de l'économie scientifique, qui « ne se confond ni avec le classicisme pur, ni avec l'individualisme, ni avec le libéralisme », mais qui « admet l'interventionnisme, car elle reconnaît la nécessité d'un art qui assure l'application des principes aux contingences et sait qu'il y a des aberrations humaines auxquelles il faut remédier, quand on n'a pas su les prévenir » (39). Ces interventions ne doivent pas être dirigées contre les lois économiques; mais, au contraire, en faciliter le jeu. Il faut constituer un Gouvernement économique effectif pour « défendre contre les aberrations du mal économique les intérêts sainement conçus » (40). Son unique méthode devra être de « provoquer, guider et contrôler l'application des lois économiques conformément aux fins de la science et selon cette règle de tout art économique qu'on ne commande à la nature qu'en lui obéissant » (41).

Mais dans quels cas ces interventions seront-elles conformes aux fins de la science et aux commandements de la nature? Malgré les éclaircissements qu'il nous donne à cet égard, la pensée de M. Bodin demeure assez obscure. « Nous entendons, écrit-il, que la science économique soit normative,

(39) C. Bodin, *op. cit.*, p. 72.

(40) C. Bodin, *op. cit.*, p. 89.

(41) C. Bodin, *op. cit.*, p. 88.

finaliste, causale et même métaphysique » (42), parce qu' « on ne scinde pas l'homme lui-même, on n'échappe pas à l'unité du problème de son existence et par la suite à la solidarité des connaissances dont il est l'objet » (43).

Si nous l'entendons bien, la science économique est avant tout morale. La crise actuelle est, surtout, une crise morale; elle provient d'une frénésie de luxe, qui a engendré une pléthore de la production : pour lutter contre celle-ci, il faut lutter contre celle-là. Parce que cette science est morale, il faut aussi protéger l'ouvrier, l'enfance, etc... Mais elle est aussi métaphysique, car il faut éclairer « ses recherches scientifiques à la lumière de sa croyance ».

Ainsi, d'après M. Bodin, l'économie est scientifique, mais elle doit être guidée également par des lois morales et métaphysiques, conception différente de celle de M. Divisia, qui prétend se limiter à la seule observation des faits et à l'énonciation des lois économiques.

Malgré l'application des mathématiques à la découverte des lois économiques, l'économique rationnelle ne nous paraît pas donner à toutes les lois qu'elle prétend établir un degré d'égale certitude : il suffit, pour s'en rendre compte, de constater les divergences qui existent entre les opinions de MM. Divisia, Lescure et Bodin.

L'économique rationnelle, surtout telle que la conçoit M. Divisia, nous semble, en raison de son abstraction même, d'une utilité trop restreinte. Le rôle de l'économiste n'est pas seulement d'énoncer des lois idéales s'appliquant à des faits théoriques, mais d'indiquer quelle conduite doit être tenue en face d'événements actuels et complexes.

Il est impossible, d'ailleurs, à un économiste de ne pas être, dans une certaine mesure un doctrinaire, et de ne pas laisser apparaître son opinion sur le point de savoir s'il convient de

(42) C. Bodin, *op. cit.*, p. 77.

(43) C. Bodin, *op. cit.*, p. 77.

laisser jouer les lois économiques, en s'abstenant de toute intervention, ou d'agir pour faciliter et diriger leur action. MM. Divisia et Lescure sont incontestablement de tendance libérale, tandis que M. Bodin se rapproche, au contraire, de l'économie dirigée.

M. Divisia est bien un libéral, puisque M. Colson lui accorde son patronage, et puisque, comme nous l'avons vu, les lois qu'il prétend démontrer scientifiquement ont été découvertes avant lui par les libéraux. M. Lescure l'est également, bien qu'il n'adopte pas l'intransigeance de certains libéraux orthodoxes et qu'en ce qui concerne les crises, et qu'il admette certaines interventions restreintes, puisqu'il repousse une direction économique et une action sociale.

Quant à M. Bodin, en dépit des critiques qu'il formule contre l'économie dirigée, dont il déclare les idées fausses et l'influence néfaste, il se rattache cependant à cette école, car les interventions qu'il préconise ayant pour but d'opérer le redressement moral de la population, peuvent s'étendre d'une façon redoutable, et nous ne voyons guère le critérium qui permet de distinguer les interventions légitimes de celles qui ne le sont pas (44).

Le jeu parfait des lois énoncées par l'économique rationnelle suppose un régime de libre concurrence, tel que celui que réclament les libéraux. Toutefois, ces lois ne peuvent jouer librement, parce que la concentration et l'intervention ont modifié la physionomie de l'économie et, en créant de nouveaux rapports, amène l'application de nouvelles lois.

(44) Cet auteur nous paraît, d'autre part, abuser du mot « science » (qu'il applique, dans ses critiques contre les autres doctrines, à l'ensemble des lois qui régissent les rapports des faits entre eux), en attribuant le caractère de science à sa propre doctrine, qui s'inspire de principes moraux et métaphysiques.

CHAPITRE III

EMPRUNTS FAITS A L'IDEE LIBERALE PAR CERTAINS PARTISANS DE L'ECONOMIE DIRIGEE

Les diverses doctrines des partisans du libéralisme, que nous venons d'examiner se fondent les unes dans les autres, de telle sorte qu'on passe de l'une à l'autre insensiblement : nous sommes ainsi arrivés, presque sans y prendre garde, sur les confins de l'économie dirigée, dont nous ne parlerons pas, en principe, parce qu'elle est en dehors de notre sujet.

Il est cependant, de l'autre côté de la frontière qui sépare le libéralisme de l'économie dirigée, certains auteurs dont nous indiquerons brièvement les doctrines parce qu'elles sont teintées d'une légère nuance libérale : MM. Henri Noyelle et Pierre Lucius.

1. *M. Noyelle*

M. Noyelle reconnaît tous les bienfaits que le libéralisme a apportés au monde au siècle dernier; mais il considère que cette doctrine ne peut plus s'appliquer aujourd'hui pour la raison que les conditions de la vie économique se sont profondément modifiées.

Il conteste, d'autre part, que le libéralisme soit une doctrine scientifique. « La science, dit-il, ne peut être ni socialiste, ni libérale, car socialisme et libéralisme ne sont que des doctrines, c'est-à-dire des constructions intellectuelles toutes pétries de finalisme, marquées de préférences, de passions, de sentiments. » La science n'enseigne pas des

« règles d'art », des « préceptes d'action » ; elle se borne à « observer les faits pour les expliquer ».

Mais une doctrine doit s'appuyer sur les données de la science et tenir compte de tous les faits qu'elle constate et de toutes les lois qu'elle édicte. Par conséquent, une doctrine économique n'a de valeur scientifique qu'à condition :

1° « de s'interdire d'invoquer comme vérité une hypothèse qui ne se réalise jamais ;

2° « d'accueillir le fait social au même titre que le fait économique ;

3° « d'emprunter à l'esprit scientifique sa méthode et sa discipline ».

Or le libéralisme suppose une hypothèse qui ne se réalise jamais aujourd'hui : la concurrence absolue, et il se refuse à accueillir le fait social. C'est pourquoi M. Noyelle le repousse, comme constituant une doctrine antiscientifique et une utopie dangereuse.

La doctrine vers laquelle vont les préférences de cet auteur, parce qu'elle est celle qui répond le mieux à nos besoins actuels, est l'économie dirigée. Mais il n'accepte pas toutes les interventions qu'elle préconise : une intervention ne doit jamais, d'après lui, se dresser contre les lois économiques, mais, au contraire, en faciliter le jeu ; ainsi on ne saurait admettre une expérience monétaire dans le genre de celle qui a été faite aux Etats-Unis. Tout en reconnaissant que l'action de l'Etat peut parfois être utile, M. Noyelle n'est pas à proprement parler un étatiste, parce qu'il ne lui paraît pas que, par définition, l'action de l'Etat soit meilleure que celle des individus et qu'il soit nécessaire de développer indéfiniment sa puissance. Le directionnisme, qui est le nom donné par M. Noyelle à sa doctrine pour la distinguer de l'économie dirigée, dépasse la science, mais il demande toujours aux faits son orientation et, en particulier, il tient compte du fait de la concentration et du syndicalisme pour suggérer que l'organisation économique ne se poursuive dans ces cadres collectifs sous le contrôle de l'Etat.

Il est intéressant, cependant, d'observer combien, par certains points, la doctrine de M. Carmille, libéral, est proche de celle de M. Noyelle, directionniste. De part et d'autre, on est convaincu qu'il existe une science économique; mais on reconnaît que sa connaissance n'est pas encore assez avancée pour que les hommes puissent tirer d'elle des règles suffisantes de conduite, et qu'il est nécessaire, par suite, d'aller au delà de ses enseignements actuels. C'est pourquoi M. Carmille admet la nécessité d'un art politique, et M. Noyelle celle de constructions purement intellectuelles. L'un et l'autre tolèrent des interventions, principalement dans le domaine social, à la condition qu'elles n'aillent pas à l'encontre les lois économiques. Tandis que M. Carmille est un libéral opportuniste, M. Noyelle est, pourrait-on dire, un interventionniste scientifique.

2. *M. Lucius*

M. Lucius rejette, comme M. Noyelle, le libéralisme classique, dont il fait une critique serrée, et qui lui paraît la principale cause des désordres présents : il considère lui-aussi que le laissez-faire qui a précédé la crise est la cause des difficultés actuelles.

Mais il est également un adversaire de l'Etatisme : une enquête faite dans les pays dévastés par la crise l'amène à conclure que les désordres sont toujours provoqués par des interventions malheureuses de l'Etat, et notamment à critiquer le protectionnisme, l'assurance-chômage et la dévaluation. Il juge néfaste l'étatisme pratiqué en Allemagne et déclare qu'en France une politique presque analogue ruine le crédit de l'Etat et transforme le régime parlementaire en démagogie. « C'est par l'augmentation ininterrompue des services de l'Etat, dit-il, et par suite du nombre de fonctionnaires, que la démagogie sème le désordre dans les finances

publiques (1). » Il faut réduire les attributions de l'Etat pour ne lui laisser que celles qu'il doit exercer par « nature ». M. Lucius n'est donc pas partisan d'une direction venant de l'Etat.

La cause profonde du mal actuel réside, d'après lui, dans le fait que les débouchés sont limités, alors que la technique est en continuel progrès et la production en perpétuel accroissement : la surproduction ne prendra fin que quand l'économie sera disciplinée. Cet auteur rapproche la situation actuelle de celle qui existait au Moyen Age. A cette époque, l'état primitif de la science ne permettant pas de grands voyages d'exploration, les terres connues étaient très restreintes, et les dangers de la navigation, la lenteur des transports nuisaient aux communications : les débouchés étaient donc très limités, et aucun espoir ne semblait permis de pouvoir les accroître. La nécessité d'organiser la production dans ce cadre restreint s'imposa toute seule aux artisans du Moyen Age : ils se groupèrent par profession, créèrent une réglementation, s'imposèrent des devoirs. Ainsi se constituèrent peu à peu les corporations.

Aujourd'hui les mêmes problèmes se posent, et, pour les résoudre, nous avons sur le Moyen Age l'immense avantage d'avoir son exemple sous les yeux et de connaître le remède. Si, au XVIII^e siècle, le régime corporatif a cédé sous la pression du libéralisme, c'est qu'il ne convenait plus à la situation nouvelle que créait la découverte de nouvelles terres et la possibilité de les exploiter et de les amener à la civilisation. La méthode du laissez-faire parut être la meilleure parce qu'elle permettait un développement immense de la production. Les nombreux débouchés qui s'ouvraient chaque jour écartaient le souci d'un engorgement causé par une consommation défailante. Les progrès scientifiques et, par voie de conséquence, les progrès matériels n'auraient jamais été ce

(1) M. Lucius, « Rénovation du capitalisme », Payot, 1933, p. 119.

qu'ils ont été si une liberté presque absolue n'avait pas été laissée aux producteurs au xix^e siècle. Mais au xx^e, nous voyons les phénomènes inverses se produire : peu à peu, tous les pays que nous avons industrialisés ferment leurs portes à nos produits parce que, grâce aux machines que nous leur avons vendues, ils sont capables de produire ce qui leur est nécessaire, et même souvent de concurrencer victorieusement le vieux monde sur les marchés étrangers. La situation est donc semblable à celle qui existait au Moyen Age : nous devons par suite employer le même procédé. La méthode du laissez-faire ne pouvant que prolonger la crise, il faut agir : le corporatisme paraît à M. Lucius apporter la solution recherchée, en permettant de discipliner l'économie sans supprimer la liberté.

Les hommes s'organiseront librement sans que l'Etat intervienne. Mais que faut-il entendre par librement ? L'auteur répond, dans un chapitre intitulé : *La conciliation de l'autorité et de la liberté* : la liberté qui permet de violer les lois humaines et les règles morales, qui repousse toute discipline économique, n'est pas la vraie liberté. « Il y a plusieurs sortes de liberté : la liberté pour le brigand de faire violence aux voyageurs paisibles et sans défense, et la liberté pour ceux-ci de circuler sans risque d'être détournés et de courir un péril mortel (2). » La seconde seule doit être sauvegardée ; il faut s'imposer des disciplines indispensables à la progression de la civilisation.

D'ailleurs, d'eux-mêmes, les hommes évoluent vers un régime corporatif. Des associations, des syndicats, des trusts se forment, qui ont pour but d'organiser la production. Il faut persévérer dans cette voie. La première condition pour que le régime corporatif puisse s'établir, c'est la disparition de l'antagonisme qui existe entre les classes riches et pau-

(2) P. Lucius, op. cit., p. 301.

vres; il faut que tous comprennent enfin que la prospérité générale ne peut naître que d'une entente.

Nous n'entrerons pas dans la description donnée par M. Lucius du futur régime corporatif. Il nous suffit de constater que, bien que partisan du rétablissement du corporatisme, il n'est pas opposé à la liberté : au contraire il prétend la restaurer. C'est au libéralisme classique qu'il s'attaque, à celui qui permet tous les excès, tous les débordements.

En définitive, M. Noyelle et M. Lucius critiquent le libéralisme, mais ne sont pas hostiles à l'idée de liberté, ils nient simplement que le meilleur moyen de servir cette liberté soit de laisser faire. Par le fait de la concentration et de l'association, de véritables puissances s'étant constituées dans l'Etat, ils considèrent que notre devoir aujourd'hui est de lutter pour que ces puissances ne commettent pas d'abus, pour que les faibles ne soient pas écrasés par elles, pour que l'équilibre, qui doit exister entre l'offre et la demande, ne soit pas détruit à tout instant. En un mot, il faut veiller à ce que la liberté ne soit pas seulement l'apanage des plus forts, mais de tous. Pour atteindre ce but, l'attitude passive des purs libéraux leur paraît insuffisante : l'action est nécessaire. M. Noyelle va moins loin que M. Lucius en ce qui concerne cette action; opportuniste il refuse de se rallier à l'avance à un système. M. Lucius, au contraire, préconise la réorganisation complète de l'économie sur des bases nouvelles, à savoir le plan corporatif. Aucun d'eux ne songe cependant à enfreindre la loi de l'offre et de la demande, persuadé que toute mesure qui prétendrait se dresser contre une loi économique est inutile et même peut avoir des effets désastreux.

MM. Lucius et Noyelle font, mieux que tous autres, ressortir les lacunes du libéralisme classique.

CONCLUSION DE LA DEUXIEME PARTIE

De cette étude des doctrines libérales, il apparaît que le libéralisme a encore de fervents adeptes, mais qu'il n'est plus, chez la majorité de ceux-ci, ce qu'il était il y a un siècle, et que l'évolution commencée dès la fin du XIX^e siècle se poursuit de nos jours.

Quelques économistes se rallient toujours au libéralisme classique et les événements récents, loin de diminuer leur confiance, les a amenés par réaction à exagérer encore leurs tendances. M. Colson et son disciple, M. Rueff, qui est encore plus intransigeant que son maître, ainsi que les jeunes économistes qui entourent ce dernier, déclarent se rattacher directement aux grands libéraux du siècle dernier, et, loin de les combattre sur un point quelconque, essaient d'étayer leur doctrine de nouveaux arguments et d'étendre encore, si possible, son champ d'action.

Mais un libéralisme aussi absolu ne compte plus que quelques partisans isolés. Chez la plupart des économistes, les théories se sont tempérées au contact des faits et des autres doctrines économiques, dont elles ont subi l'influence. Sentant combien le libéralisme traditionnel était ébranlé, ces économistes en ont abandonné certaines parties, qui semblaient menacer ruine, afin de pouvoir mieux protéger celles qui leur paraissent essentielles et demeurer encore solides.

Cherchant avant tout à sauver le capitalisme violemment attaqué par les socialistes, des économistes, tels que MM. Giscard d'Estaing et le comte de Fels, se sont efforcés de dégager la notion d'un capitalisme social, et au lieu de combattre certains phénomènes modernes, tels que la rationalisation et la concentration, ont cru devoir les admettre et les incorporer dans leur doctrine : par là, ils se sont éloignés du libéralisme pur.

Afin de permettre le jeu des lois économiques dans notre économie si complexe, perpétuellement troublée par des interventions émanant des individus et des collectivités, M. Carmille a adjoint pour complément à la science économique un art politique difficilement compatible avec le libéralisme.

Les deux économistes que nous avons groupés sous le nom d'interventionnistes libéraux : MM. Labarthe et Truchy, désirent, autant que ceux dont nous venons de parler, sauver la liberté peu à peu réduite à néant; mais, contrairement à M. Rueff, ils estiment que la meilleure façon d'y parvenir est de faire ce qu'on appelle « la part du feu », en acceptant que la liberté soit aujourd'hui limitée, au lieu de prétendre restaurer le régime qui existait il y a cent ans : opportunistes, ils acceptent l'évolution économique et sociale.

Enfin, pour que l'économie politique restât en dehors des controverses, des économistes, tels que MM. Divisia, Lescure et Bodin, l'ont dissociée du libéralisme et ont tenté de lui donner une forme abstraite et scientifique.

Ce qui unit tous ces économistes, ainsi que nous l'avons constaté à plusieurs reprises, c'est que tous ils sont libéraux d'âme et considèrent que l'homme a commis une grave erreur en modifiant les conditions économiques qui autrefois permettaient au libéralisme de porter ses fruits : ils ne voient de bonheur réel que dans la liberté. Un autre trait leur est commun : leur refus d'admettre l'existence d'un problème social méritant une solution spéciale; ils ne s'intéressent tous qu'à la production, car ils considèrent que les intérêts des ouvriers se confondent nécessairement avec ceux de leur patron.

Si on fait abstraction de ce double trait qui unit les libéraux, il est difficile de distinguer nettement certains des économistes qui se groupent sous la bannière libérale de certains adversaires du libéralisme : la brève étude que nous avons faite des théories de MM. Lucius et Noyelle nous a

confirmé dans cette opinion. La différence qui sépare les uns des autres les économistes placés de chaque côté de la frontière, mais tout près de celle-ci, se trouve plutôt dans l'importance de l'intervention qu'ils admettent que dans la nature et les bases de leur doctrine. Les théories de M. Giscard d'Estaing, qui préconise la rationalisation et l'association sont peu éloignées de celles de M. Lucius, partisan du corporatisme. Celles de MM. Truchy, Labarthe et Carmille ne s'opposent pas formellement à celles de M. Noyelle, qui, tout le premier, s'incline devant les lois économiques et plus spécialement devant la loi psychologique de l'intérêt personnel. Parce qu'ils ne croient pas à la vocation communiste des masses, certains adversaires du libéralisme orthodoxe ne se séparent pas d'un libéralisme plus nuancé.

APPENDICE

DOCTRINE ET POLITIQUE : LES EXPERIENCES FRANÇAISES DE LUTTE CONTRE LA CRISE

Pour compléter cette étude des répercussions de la crise sur le libéralisme, il nous paraît intéressant d'examiner brièvement la politique suivie par trois chefs de gouvernement qui se sont efforcés de mettre fin à la dépression économique, M.M. Flandin, Laval et Blum, et de rechercher les résultats qu'ils ont obtenus, dans quelle mesure ils se sont inspirés ou écartés des doctrines libérales et quelle a été l'attitude des libéraux en face de ces expériences.

M. Flandin se présenta, à son arrivée au pouvoir comme un libéral, soucieux d'adapter la production à la consommation en rétablissant le libre jeu des lois économiques, et déclara que, pour y parvenir, il fallait substituer « au régime de l'intervention » celui de la « contre-intervention » (1). Mais, sous prétexte qu'il était forcé par les circonstances de faire une « simple politique de crise » il se borna à persévérer, au point de vue économique, dans la ligne de conduite adoptée par les ministères précédents, abandonnant seulement la politique de compression budgétaire amorcée par M. Doumergue et qui avait causé sa chute.

Alors qu'il avait condamné le protectionnisme excessif pratiqué depuis la guerre, il le maintint, conserva les anciennes réglementations touchant la production, et poursuivit à son tour la revalorisation des produits agricoles par des interventions sur le marché agricole, en se contentant de supprimer le prix minimum du blé devenu impopulaire (2).

(1) Discours prononcé le 28 novembre 1934 au banquet de la Fédération des groupements commerciaux et industriels.

(2) V. p. 69 et 78.

Mais son acte principal fut le dépôt du projet de loi sur les ententes industrielles. Ce projet, aux termes duquel les décisions prises par la majorité des industriels appartenant à une même profession devaient être, sous certaines conditions et pendant un certain temps, obligatoires pour la minorité, avait pour but, d'après son auteur, d'« adapter la production à la consommation » et de « rétablir le jeu d'une concurrence raisonnable » en organisant une sorte de corporatisme » dans le respect des libertés individuelles et le cadre de la liberté ».

Les libéraux virent dans l'institution projetée non une « contre-intervention », mais une véritable intervention, et s'y montrèrent nettement hostiles. Elle devait, d'après eux, avoir pour effet de supprimer la libre concurrence, d'écraser une minorité qui pouvait être composée des industriels les plus capables, et de provoquer un nivellement de la production, en abaissant la qualité. D'autre part, il était à redouter que le comité d'experts chargé de donner l'impulsion nécessaire en cas de carence de l'initiative privée, ne se substituât entièrement à celle-ci (3). Ces critiques des économistes libéraux et l'opposition des industriels n'empêchèrent pas le vote du projet par la Chambre; mais il tomba dans l'oubli après le départ de son auteur.

La tentative de M. Flandin pour mettre fin à la crise échoua parce qu'il eut le tort de considérer que l'ère des économies et des restrictions était close et qu'il suffisait de favoriser la reprise des affaires par une expansion du crédit et un essai d'organisation de la production, qu'il fut, d'ailleurs, impuissant à mener à bien. Contrairement à ses prévisions, les prix ne remontèrent pas, le loyer de l'argent ne s'abaissa pas, le déficit budgétaire continua de s'accroître, au point d'atteindre 12 milliards. Craignant une dévaluation, les capitalistes

(3) P. Pic, « Le projet d'entente industrielle Flandin-Marchandeau ». R.P.P., mars 1935.

étrangers rapatrièrent leurs avoirs, et la couverture de la Banque de France se trouvant réduite, une campagne se déclancha contre le franc, qui provoqua la chute du ministère (4).

Ainsi, malgré ses professions de foi libérales, M. Flandin a cherché à vaincre la crise par une politique d'économie dirigée, et non seulement il n'y est pas parvenu, mais il a, en quittant le pouvoir, laissé le pays dans une situation monétaire des plus critiques.

M. Laval, qui lui succéda, tout en déclarant, comme M. Flandin, que la liberté commerciale était la « condition de tout progrès » et la « sauvegarde des intérêts des consommateurs » ne suivit pas, au point de vue économique, une ligne de conduite sensiblement différente de celle de son prédécesseur. Mais, éclairé par l'insuccès de ce dernier, il entreprit la double tâche de rétablir par une politique de déflation l'équilibre budgétaire et de revigorer par une politique de revalorisation l'économie nationale (5).

La première partie de ce programme, conforme aux vœux des libéraux, fut par lui partiellement réalisée. S'il ne rétablit pas complètement l'équilibre budgétaire, à cause de la diminution des recettes qui atténua l'effet de la compression des dépenses, du moins, grâce à un prélèvement de 10 % sur toutes les dépenses publiques, à la suppression de divers abus et à des aménagements fiscaux, il réussit à réduire de 1/5 le volume du budget et à écarter momentanément la menace de la dévaluation (6).

La seconde partie de son programme consistant à revaloriser les prix de gros tout en maintenant la stabilité des prix

(4) Fabre-Luce, « L'expérience Flandin », *Europe Nouvelle*, 1935, p. 219.

(5) Fabre-Luce, « L'expérience Laval », *Europe Nouvelle*, 1935, p. 755.

(6) P. Laval, « Rapport général sur les décrets-lois pris en exécution de la loi du 8 juin 1935 », *J. O.*, 16 juillet 1935.

de détail, l'éloignait au contraire des doctrines libérales, car, pour la réaliser, il était nécessairement amené à renforcer l'intervention de l'Etat dans la plupart des domaines.

D'une part, pour revaloriser les prix de gros et particulièrement les prix agricoles, il resserra notre protection douanière et développa les réglementations existantes (7). Il jeta même les bases d'un corporatisme agricole, en chargeant des comités comprenant des représentants des producteurs et des consommateurs de surveiller le marché des produits agricoles et en créant une assemblée générale des chambres d'agriculture. Afin de venir en aide aux petits commerçants, il restreignit l'offre en interdisant, dans certaines industries et certains commerces, la création de nouvelles entreprises (8).

D'autre part, pour opérer la déflation des prix de détail, et compenser ainsi par un abaissement du coût de la vie les sacrifices imposés à une partie de la population, notamment aux rentiers et aux fonctionnaires, il réduisit le prix de certains produits de première nécessité et le taux des loyers (9).

Ces mesures, contre lesquelles s'élevèrent les libéraux, parce qu'elles portaient atteinte à la liberté du commerce et de l'industrie et « substituaient l'arbitraire de l'Etat au respect des contrats librement consentis », n'amènèrent pas la reprise des affaires pour diverses raisons dont la principale — étrangère à toute question doctrinale — est qu'elles étaient contradictoires. Si certains prix de gros (denrées alimentaires, produits industriels) accusèrent une notable augmentation (10), par

(7) P. Schwob, « Les décrets-lois et le budget de 1936 », *Europe Nouvelle*, 1936, p. 328. V. p. 72.

(8) Magasins à prix uniques, camions-bazars, boulangeries, fabriques de chaussures (V. p. 82, n° 1). Cons. H. Noyelle, « La politique contre la baisse des prix », *Europe Nouvelle*, 1936, p. 35.

(9) Réduction du prix du pain, du gaz, de l'électricité, du charbon. — Réduction des loyers (V. p. 53).

(10) L'indice général des denrées alimentaires est passé de 354 en janvier 1935 à 370 en janvier 1936 ; celui des prix de gros industriels, dans le même intervalle, de 328 à 352.

contre le coût de la vie, loin de baisser, remonta vers la fin de 1935, la rente tomba à 77, 80 en janvier 1936, le loyer de l'argent augmenta en proportion, l'encaisse de la Banque de France diminua de 4 milliards, les recettes du chemin de fer se réduisirent de 10 %, le chômage, après avoir baissé, s'accrut de 60.000 unités, l'exportation paralysée par l'accentuation de la disparité entre les prix français et les prix mondiaux, se contracta de 1 milliard et demi, et les impôts indirects accusèrent un déficit de 2 milliards.

En définitive, M. Laval, tout en rendant hommage, comme M. Flandin, aux principes du libéralisme, a considéré lui aussi qu'en période de crise, ils étaient inapplicables, et pour triompher de celle-ci, il a eu recours à des interventions dans le domaine de la production et du commerce, qui, pour être plus énergiques et, à certains égards, mieux conçues que celles de son prédécesseur, n'ont pas mieux abouti.

Proclamant la faillite des expériences précédentes, M. Blum adopta, en juin 1936, une méthode nouvelle inspirée de la doctrine de son parti, le parti socialiste : à la politique de déflation et de restrictions, il substitua une politique d'inflation budgétaire et de hausse des salaires, seule capable, à son avis, en accroissant le pouvoir d'achat des classes inférieures de mettre fin à la sous-consommation qui était la cause de la crise (11).

En application de ces principes, il prit deux séries de mesures : les unes destinées à augmenter le pouvoir d'achat des masses laborieuses par la résorption du chômage (grands travaux publics, semaine de 40 heures, congés payés, prolongation de la scolarité) (12) et l'élévation des salaires (accords

(11) Discours de MM. Blum du 16 juin 1936 (Sénat, *J. O.*, p. 494) et Auriol du 28 septembre 1936 (Ch. des Députés, *J. O.*, p. 2764.

(12) Lois des 10 et 21 juin et 9 août 1936. V. p. 131.

Matignon) (13), les autres à empêcher la hausse des prix, soit en agissant indirectement par la réduction des prix de revient (avances aux producteurs, commerçants et exportateurs, octroi de délais de paiement, abaissement du taux de l'escompte et des tarifs de transport) (14), soit en agissant directement par la surveillance des prix et la répression des hausses injustifiées (15).

Après quatre mois d'exercice du pouvoir, M. Blum put se féliciter d'avoir réalisé presque entièrement la partie sociale de son programme, mais il dut reconnaître qu'il n'avait pas atteint le but qu'il s'était proposé au point de vue économique. En effet, l'indice de la production était tombé de 102 à 98, les valeurs mobilières avaient baissé; le déficit de la balance des comptes était passé de 4.467 millions pour les dix premiers mois de 1935, à 7.581 millions pour les mois correspondant de 1936. Les prix avaient monté : l'indice des prix de gros était passé de 375 en mai à 410 en septembre, et celui des prix de détail de 450 à 495. Le chômage s'était accru et atteignait le chiffre de 411.500 chômeurs inscrits. Le crédit de l'Etat s'était affaibli au point que 4.330 millions étaient sortis en quatre mois de la Banque de France, et l'emprunt émis pour combler le déficit du Trésor ne produisait que 4 milliards au lieu de 10 escomptés (16).

(13) Les accords du 6 juin 1936 ont élevé les salaires de 7 à 15 % (V. p. 158). La loi du 24 juin 1936 a, pour assurer aux ouvriers la conservation de ces gains, généralisé les conventions collectives du travail et en a renforcé les effets (V. p. 125).

(14) Lois des 17, 18, 19, 20 et 21 août 1936.

(15) Lois des 9 août 1936 sur la hausse injustifiée des prix, 10 août instituant des commissions pour la surveillance des prix, 15 août créant l'office du blé, 18 août organisant le contrôle de l'industrie du charbon.

(16) Chenevier, « Conséquences monétaires de la politique nouvelle », *Illustration* 1936, p. 49. — Dessirier, « L'économie française devant la dévaluation », R.E.P., sept.-oct 1936. — De Beauplan, « Six mois de Front populaire », *Illustration*, 15 décembre 1936. — S.G.F. citée par *Le Temps*, 17 oct.-28 nov. 1936.

En présence de cette situation critique, M. Blum qui, en prenant la direction des affaires, avait pris pour devise « ni déflation, ni dévaluation » dut, ainsi que nous le savons, se résoudre à la dévaluation, qui imposa un lourd sacrifice au pays (17). Si cette mesure a amélioré l'état de nos finances, favorisé le commerce d'exportation en rapprochant les prix français des prix mondiaux et le commerce d'importation en permettant l'abaissement des barrières douanières (18), elle n'a pas apporté néanmoins une solution à la crise, car des signes défavorables subsistent encore, et l'équilibre ne peut être considéré comme obtenu quand le déficit du budget s'accroît (19) et celui de la balance commerciale reste toujours aussi élevé, quand la garantie métallique de la monnaie continue à fléchir et la circulation fiduciaire à augmenter, enfin quand les prix de revient sont encore en pleine évolution (20).

La politique suivie par M. Blum — encore plus que celle de ses prédécesseurs — ne pouvait manquer de soulever de vives critiques de la part des économistes et parlementaires libéraux (auxquels s'adjoignirent les directionnistes). Dès le début, ils avaient prédit son échec, non seulement pour des raisons tirées de leur doctrine, mais aussi pour des motifs puisés dans les circonstances (21).

Tout d'abord, disaient-ils, elle était basée sur un raisonnement faux : en favorisant certaines classes aux dépens des autres, on ne crée pas du pouvoir d'achat, on le déplace sim-

(17) V. p. 104.

(18) V. p. 78.

(19) V. p. 73.

(20) R. Auboin, « La dévaluation du franc », « La politique contre la reprise », « Libéralisme excessif », « Baisse et hausse des prix de 1929 à 1936 », *Europe Nouvelle*, 1936, pp. 983, 1155, 1179 et 1235. — F. Jenny, « Situation de la Banque de France », *Le Temps*, 11 janv. 1937). — V. p. 13 et 130.

(21) Discours de M. Reynaud du 12 juin 1936 (Ch. des Députés, *J. O.*, p. 1418 et de MM. A. Gardey et Caillaux du 16 juin 1936 (Sénat, *J. O.*, p. 1486).

plement, car il n'y a pas production de richesses nouvelles (32). Mais surtout, ajoutaient-ils, elle était particulièrement inopportune dans les circonstances où se trouvait le pays : pratiquer une politique de dépenses massives, quand le budget était déjà en déficit de 7 milliards, devait fatalement ruiner les finances de l'Etat; augmenter les prix de revient par des charges nouvelles, quand ils étaient déjà trop élevés et quand les prix de vente étaient très supérieurs aux prix mondiaux, devait porter un préjudice grave à la production et au commerce et entraîner le ralentissement de l'activité économique (23). Les interventions de M. Blum dans le domaine du travail devaient nécessairement l'amener à intervenir dans le domaine de la monnaie, en opérant par une dévalorisation du franc un nouveau prélèvement sur le capital. En constatant que ces prédictions s'étaient réalisées, un parlementaire libéral a pu dire que l'expérience Blum avait été une « immense erreur » qui a fini par une « immense déception » (24).

L'échec des tentatives successives de MM. Flandin, Laval et Blum pour mettre fin à la crise prouve que, quand l'économie d'un pays et ses finances publiques sont profondément troublées :

1° Le problème économique et le problème budgétaire, étroitement liés, ne peuvent être résolus l'un sans l'autre; et une politique de déflation et de restrictions ne suffit pas plus à rétablir l'équilibre rompu qu'une politique de dépenses publiques, de reflation ou de hausse des salaires;

2° On ne peut parvenir à cet équilibre sans des sacrifices imposés à tous, et il ne sert à rien d'accroître les revenus d'une partie de la population, si on n'augmente pas le revenu global, en agissant sur l'économie tout entière;

(22) F. Jenny, « La théorie du pouvoir d'achat », *Chronique Financière*, R. P. P., 10 juillet 1936. — Baudin, « La monnaie et la formation des prix », 1936.

(23) V. p. 161 et 168.

(24) Discours de M. Lémery du 16 juin 1936 (Sénat, *J. O.*, p. 486).

3° Enfin les interventions de l'Etat ne peuvent être efficaces et redresser la situation que si elles sont conçues de façon à ce que leurs répercussions ne viennent pas à l'encontre du but poursuivi.

Les libéraux vont plus loin et tirent de ces expériences la conclusion que toutes les interventions auxquelles elles ont donné lieu, loin de hâter la fin de la crise, l'ont, au contraire, retardée, parce que la renaissance de la prospérité ne peut résulter que du rétablissement de la liberté dans le comportement économique des individus.

CONCLUSION GÉNÉRALE

Dans le débat qui s'agite entre les économistes relativement aux responsabilités de la crise actuelle et aux moyens de la combattre, nous nous sommes efforcés de ne pas prendre parti. Nous avons exposé les thèses en présence, placé sous les yeux les pièces du procès et dépouillé avec un soin particulier, ainsi que nous nous l'étions proposé, le dossier du plaideur dont la cause paraît au premier abord la plus gravement compromise, j'allais dire le dossier de l'inculpé : le libéralisme.

Loin de nous la pensée de prononcer, dans une matière aussi délicate, un jugement définitif. Cependant nous ne pouvons pas terminer cette étude sans essayer de répondre aux questions posées :

Qui est responsable de la crise, du libéralisme ou des doctrines antilibérales?

Pour y mettre fin, à quelle de ces écoles faut-il se rallier?

Nous estimons qu'elles ont tort de prendre les unes vis-à-vis des autres une attitude accusatrice, car elles ont chacune une part de responsabilité, et leurs mutuels reproches sont en partie fondés : dans le cataclysme qui s'est abattu depuis sept ans sur le monde, la faute, comme on dit au Palais, est partagée.

Si la source du mal a été, comme le prétendent les adversaires du libéralisme, dans une excessive liberté, la plupart des remèdes qui lui ont été appliqués, ainsi que le soutiennent les libéraux, n'ont fait, par contre, que l'aggraver. Certains mêmes, non appropriés, mal appliqués, ou trop énergiques, ont failli tuer le malade. Pour le guérir, il ne suffit pas, comme le recommandent les premiers, de laisser agir la nature, mais **il ne faut pas non plus, en suivant les conseils des seconds, par**

des interventions malencontreuses, empêcher de se manifester les réactions salutaires qui peuvent le ramener à la santé. Entre les systèmes extrêmes qui s'opposent, il y a place pour une doctrine aux principes moins rigides et aux méthodes plus souples. Le refus des aventures n'exclut pas l'adhésion aux réformes opportunes.

1° Raison politique des échecs de l'étatisme en France

Le monde est traversé par un courant antilibéral et nationaliste. Dans certains pays au régime dictatorial, où la liberté économique a disparu avec la liberté politique, l'Etat « totalitaire » statue en dernier ressort dans tous les domaines et impose les plus dures disciplines, en vertu de cette idée que nul sacrifice n'est trop lourd pour accroître la puissance de la patrie. Menacés par les nationalismes poussés à leur paroxysme, les vieux Etats parlementaires eux-mêmes sont entraînés sur la pente fatale... Chaque nation, pour parer aux dangers du dehors et résoudre les difficultés intérieures, se replie sur elle-même, et, dans chaque pays, les individus aspirent à une organisation plus forte et acceptent les rigueurs d'une autorité plus ferme.

L'avantage d'une dictature économique est qu'elle permet de réaliser des projets qui n'auraient pu l'être s'il avait fallu consulter les intérêts privés. Ainsi Mussolini a pu assécher les marais Pontins, établir le régime corporatif, faire baisser les prix, jeter les bases d'un grand empire colonial; ainsi Hitler a pu reconstituer la puissance militaire de l'Allemagne avec les seules forces de l'Empire et s'affranchir des servitudes du traité de Versailles; ainsi, après Lénine, Staline industrialise la Russie et restaure son agriculture, Mustapha Kemal éduque la Turquie et l'occidentalise, et Salazar rétablit l'ordre dans les finances du Portugal au point de remplacer le déficit chronique par des excédents. Pour que de pareilles œuvres puissent être accomplies en quelques années, il faut un gouvernement qui soit au-dessus des partis et dont l'autorité soit assez

forte pour briser toute résistance. De même aux Etats-Unis, le Président Roosevelt a pu sauver l'agriculture et arrêter la catastrophe bancaire grâce aux pouvoirs presque illimités qui lui avaient été conférés.

En France, le citoyen, ennemi de toute contrainte, repousse la dictature, mais il n'en réclame pas moins la protection de l'Etat chaque fois que ses intérêts sont atteints; dans les mauvais jours, il lui demande d'améliorer son sort, en intervenant en sa faveur au besoin aux dépens des autres. Parce qu'il est sans force pour imposer ses volontés, l'Etat doit, par une politique inconsistante et contradictoire, se faire le serviteur aveugle des intérêts particuliers : le gouvernement est, en effet, placé sous la tutelle des parlementaires, qui obéissent aux injonctions de leurs électeurs groupés en comités politiques ou en associations professionnelles, dont les décisions ont, pour ainsi dire, force de loi. Nous ne jouissons par suite ni des avantages de la liberté, puisque l'Etat intervient dans les affaires de chacun, ni de ceux de la dictature, puisque chacun intervient dans les affaires de l'Etat.

Cette faiblesse de l'autorité, cette impuissance du pouvoir exécutif et législatif en France, qui est la cause principale des échecs des interventions de l'Etat que nous avons constatés, est d'autant plus fâcheuse que la tâche de celui-ci est, en temps de crise, plus difficile et plus urgente et que chaque jour soulève un nouveau problème. La paralysie gouvernementale contribue à maintenir et à accroître la paralysie de l'activité économique. Le mal est si évident que tous le dénoncent, ceux-mêmes dont les actes tendent à l'aggraver. « Est-il donc impossible, s'écriait récemment le Président d'un groupement professionnel dont la pression sur l'Etat est particulièrement tenace et énergique, que les rivalités des partis cessent, que les passions s'apaisent, que tout soit mis en œuvre pour que l'économie nationale entre en convalescence dans une atmosphère de stabilité, d'ordre et de méthode! » (1).

(1) M. Maus, Président de la Fédération nationale des commerçants détaillants.

Ce vœu sera réalisé, cette atmosphère d'ordre et de méthode qui est indispensable pour qu'une direction efficace soit donnée à l'économie, régnera lorsque le Français aura compris qu'il y a de sa part une étrange contradiction à être partisan d'un régime d'intervention gouvernementale et à refuser à l'Etat le moyen d'agir d'une manière conforme à l'intérêt général, et lorsqu'il se résignera à obéir aux ordres de celui-ci au lieu de l'asservir à ses volontés.

La logique et l'expérience prouvent qu'on ne peut sans risque remettre à un gouvernement politiquement faible de larges attributions économiques et que les interventions de l'Etat en France dans ce domaine demeureront des échecs, tant que sa puissance n'aura pas été renforcée et son indépendance assurée. La solution de la crise économique (dans la mesure où elle peut être facilitée), si elle n'exige pas l'instauration d'une dictature, implique du moins la solution préalable de la crise d'autorité.

2° Impossibilité de revenir au libéralisme classique.

Pour mettre fin au malaise économique, il est d'évidence que des réformes politiques ne sont pas suffisantes, des réformes économiques sont également nécessaires. Celles-ci ne sauraient, à notre avis, consister dans un retour au libéralisme classique.

Certes, les libéraux ont raison de se prévaloir de la prospérité d'autrefois pour affirmer les avantages de la liberté, et de tirer argument des événements actuels pour démontrer les inconvénients des atteintes portées à celle-ci. Mais ils ont tort de croire qu'un rétablissement pur et simple de la liberté amènerait le salut.

Leur erreur fondamentale provient de ce qu'ils considèrent l'économie politique comme une science dont les lois ont un caractère absolu et immuable, alors qu'elle est, en réalité, une science en pleine évolution. Elle a, en effet, pour objet **non seulement l'étude des phénomènes économiques, mais**

celle des réactions humaines devant ces phénomènes, réactions qui diffèrent suivant les lieux et les époques de même que les pensées et les idéals; et son domaine n'est pas uniquement celui des faits, il est aussi celui des idées et des sentiments, qui varient comme tout ce qui est humain.

Deux seules lois économiques nous paraissent posséder le caractère absolu d'une loi physique, parce qu'elles s'exercent en dehors de la volonté humaine : la loi de la division économique du travail et la loi statique de l'offre et de la demande, d'après laquelle, lorsque la production et la consommation sont en désaccord, rien ne peut empêcher les prix de traduire ce déséquilibre. Les autres lois ont des effets moins rigoureux et une portée moins rigide, car leur application dépend de certaines conditions qui peuvent se trouver réunies à un moment et ne plus l'être ensuite.

Depuis un siècle, ainsi que nous l'avons montré, l'évolution de la pensée et des rapports entre les hommes a provoqué une transformation de la vie économique, et, par voie de conséquence, les principes sur lesquels les libéraux avaient édifié leur doctrine sont devenus de pures abstractions sans point d'appui sur la réalité. La liberté a cessé d'engendrer la concurrence; et des sentiments, qui occupaient jusque-là une place secondaire dans l'âme humaine, se sont développés au point de l'emporter parfois sur celui de l'intérêt personnel : le sentiment national et celui de justice sociale. C'est ainsi que le premier incite les populations à s'abstenir d'acheter des produits étrangers même moins chers et de meilleure qualité que les produits nationaux; et que le second a acquis une telle force qu'il a amené ceux-mêmes qui ont tout à perdre à la modification du régime social, à consentir à des réformes en faveur des classes déshéritées. Les transformations économiques qui ont été la conséquence de ces événements et du développement de ces sentiments, ont infléchi les lois qui ont servi de fondement à la doctrine libérale.

Science concrète et vivante, l'économie politique doit donc,

pour atteindre son but, s'adapter aux circonstances qui modifient la position des problèmes qu'elle a à résoudre. Pas plus que l'homme d'Etat, l'économiste ne peut rester passif devant les événements et demeurer inféodé à des principes périmés. Ayant pour mission d'indiquer la route à suivre et les écueils à éviter, il doit discerner l'évolution qui se produit sous ses yeux, en prévoir le sens et le processus, et, quand elle prend une direction contraire à l'intérêt général, s'efforcer de la redresser pour parer à ses dangers.

Son rôle consiste — sans perdre de vue les nécessités sociales — à assurer le libre jeu de la loi statique de l'offre et de la demande, en empêchant les individus de faire obstacle à la formation normale des prix, à amener les producteurs à régler leur conduite sur le mouvement de ceux-ci, et, par une action indirecte sur la production et la consommation, à favoriser entre l'offre et la demande un accord sans lequel il ne peut exister d'ordre et de prospérité économiques.

Aussi, tout en étant attachés au principe de liberté, nous ne pouvons nous rallier au libéralisme classique, dont la doctrine, basée sur le postulat erroné de l'immutabilité des lois économiques, n'est plus en harmonie avec les conditions actuelles de l'économie.

A la politique d'abstention préconisée par les libéraux qui demeurent fidèles aux anciennes théories, nous croyons qu'il faut opposer une politique d'organisation rationnelle de la production et de collaboration du capital et du travail, dont nous allons essayer de tracer les grandes lignes.

3° Nécessité d'une organisation de la production et d'une collaboration du capital et du travail.

La reprise que nous avons constaté à l'étranger depuis la fin de 1934 et qui commence à se manifester en France donne un démenti formel aux socialistes qui prétendaient que la fin de la crise était liée à celle du régime capitaliste. Il n'y a donc

pas lieu de renoncer à ce régime pour lui substituer le régime collectiviste.

Mais, si le monde va reprendre peu à peu son équilibre, nous doutons qu'il connaisse une nouvelle ère de prospérité tant que les Etats n'auront pas procédé à des réformes importantes; car la gravité et la durée de la dépression sont l'indice qu'il existe dans l'économie mondiale des causes profondes de désordre qui ne sauraient disparaître sans des mesures appropriées. Pour hâter le relèvement qui s'annonce et éviter par la suite une nouvelle crise qui serait plus terrible encore que la présente, chaque pays doit rechercher quelles sont ces causes et s'efforcer de les éliminer.

La ligne de conduite qu'il convient d'adopter est difficile à tracer, parce que, d'une part, elle doit tenir compte à la fois des lois énoncées par la science, des faits économiques et sociaux et des aspirations propres à chaque peuple, et, d'autre part, elle doit comporter des mesures susceptibles d'une réalisation immédiate. En ce qui concerne la France, qui seule nous occupe, cette ligne de conduite doit, à notre avis, s'inspirer à la fois du libéralisme, de l'économie dirigée et du socialisme, car ces doctrines nous paraissent contenir chacune une part de vérité et proposer des suggestions utiles.

La cause essentielle de la dépression étant dans le déséquilibre qui règne entre la production et la consommation, le premier but à atteindre consiste à rétablir cet équilibre rompu, et c'est dans ce domaine de la production que doivent être réalisées les principales réformes.

La première question qui se pose est celle de savoir quelle attitude il convient de prendre à l'égard des groupements économiques. Faut-il provoquer leur disparition, comme le réclament les adeptes du libéralisme classique, par une politique qui paralyserait leur action? Ou faut-il se borner à les discipliner, comme le proposent les libéraux modérés, tels que MM. Giscard d'Estaing, Labarthe et Truchy, et les partisans de l'économie dirigée? Si on se range à ce dernier sys-

tème, faut-il admettre que cette discipline sera leur œuvre, comme le veulent ceux qui sont favorables à une économie concertée, ou qu'elle sera l'œuvre de l'Etat qui pourra la leur imposer, comme le préconisent ceux qui croient aux avantages de l'Etatisme? Nous nous rangeons aux côtés des économistes qui cherchent à organiser la production, en confiant aux producteurs le soin de fixer eux-mêmes les règles auxquelles ils doivent se soumettre, et nous donnons en principe notre adhésion au projet Flandin-Marchandeu sur les ententes industrielles.

Puisque le développement du machinisme, de l'association et de la concentration a modifié d'une façon profonde la production au point d'engendrer les désordres que nous avons décrits, et puisque, d'autre part, ainsi que nous l'avons dit, il faut organiser la production, en tirant parti des avantages qu'offrent le machinisme, l'association et la concentration, tels que l'abaissement des prix de revient, et en corrigeant leurs inconvénients par une coordination des efforts individuels qui tendent à agir sur la production.

Nous nous rapprochons du corporatisme sans nous y rallier pour deux raisons. Nous doutons, en premier lieu, qu'un plan quelconque puisse faire régner dans l'économie un équilibre meilleur que la loi de l'offre et de la demande : soumis à cette loi en régime de liberté, les prix nous renseignent, en effet, à chaque instant sur le rapport existant entre la production et la consommation. Dans une économie planée, au contraire, nulle indication ne vient révéler si les besoins des consommateurs sont satisfaits, ou si, au contraire, la production est surabondante, et nous ne croyons pas qu'un gouvernement insuffisamment renseigné soit capable de prévoir avec exactitude dans quel sens évoluera la demande et par suite de diriger efficacement l'économie. On ne peut penser sans appréhension aux conséquences que peut avoir la plus petite erreur, lorsqu'elle atteint une population tout entière. En second lieu, le corporatisme, en attribuant à l'Etat un rôle exagéré, conduit à la fois à la dictature économique et à la dictature politique, que

nous ne saurions accepter ni l'une ni l'autre, parce qu'elles sont contraires au tempérament français, épris de liberté.

A notre avis, l'organisation doit être, principalement l'œuvre des individus eux-mêmes, selon la conception de MM. Flandin et Marchandau, qui ont judicieusement défini les pouvoirs de police industrielle attribués aux ententes ainsi constituées, en permettant à celles-ci d'adapter les moyens de production à la situation du marché intérieur et extérieur.

Nous ne partageons pas l'émotion qu'a soulevé parmi les libéraux le vote de ce projet par la Chambre, où on est allé jusqu'à parler des « funérailles somptueuses du libéralisme ». Nous ne le trouvons ni trop hardi, comme ceux-ci le prétendent, puisqu'il n'attribue à l'Etat qu'un droit de veto et ne s'applique qu'aux industries dont la situation mauvaise nécessite une intervention, ni trop timide, comme le soutiennent les socialistes, puisqu'il accorde un droit de regard aux syndicats ouvriers et confère aux ententes des pouvoirs suffisants pour qu'elles puissent intervenir efficacement. Nous pensons, comme les auteurs de ce projet, que, loin d'être un « acheminement vers la socialisation générale de la production », il a le grand avantage « d'obtenir que, dans une situation désespérée, les intéressés, au lieu de se tourner constamment vers les pouvoirs publics, aient qualité pour proposer eux-mêmes les remèdes ».

Mais il ne suffit pas de permettre aux individus de s'organiser en leur en fournissant les moyens, il faut aussi les y inciter et régler les conflits qui peuvent surgir entre ces organisations. D'où l'utilité d'un organisme central chargé de donner les impulsions nécessaires, de favoriser les initiatives heureuses, de décourager celles qui sont vaines, et de coordonner en un mot les efforts individuels en vue d'aboutir à un résultat conforme à l'intérêt général. C'est le rôle qui incombe au Conseil national économique, dont les attributions, bien qu'ayant été augmentées par la loi du 19 mars 1936, doivent être étendues.

Il nous paraît désirable que ce Conseil, composé de gens

compétents, directement intéressés à la prospérité des affaires et désormais indépendants de l'Etat, tiennent dans l'économie une place plus grande. Le rôle d'organe consultatif et d'arbitre facultatif qui lui est seul réservé est insuffisant. Il ne saurait être question d'instaurer en France, comme en Italie, en Allemagne, au Portugal et bientôt en Norvège, un régime corporatif ni de soumettre la vie économique tout entière du pays au contrôle de l'Etat ; mais il conviendrait d'élargir les pouvoirs du Conseil en lui donnant en outre une double mission. La première consisterait à favoriser la formation des ententes, en provoquant et, au besoin, en imposant leur constitution, dont le Conseil aurait à apprécier la légalité ; la seconde, à arbitrer les difficultés pouvant s'élever à leur sujet en prenant des décisions qui deviendraient exécutoires après leur ratification par le Gouvernement : ce dernier ne pourrait qu'accepter celles-ci en leur entier ou les rejeter en motivant son refus, afin de permettre au Conseil de les modifier, s'il le jugeait opportun, de façon à les rendre susceptibles d'être ratifiées.

Appelé ainsi à jouer, indirectement et exceptionnellement, par l'intermédiaire du Conseil national économique, le rôle d'arbitre suprême, l'Etat ne devrait en aucun cas être partie dans les conflits économiques, autrement dit, il ne devrait pas gérer directement des entreprises. Sans adopter entièrement les idées du comte de Fels, nous pensons qu'il y aurait avantage pour la collectivité à ce que celles des richesses de l'Etat, qui sont plutôt pour lui une source de dépenses qu'une source de profits, soient remises en circulation, que ceux des monopoles et entreprises d'Etat dont l'objet peut être réalisé par l'industrie privée disparaissent, et que les immeubles qu'il possède et dont il n'a pas besoin pour remplir les diverses missions qui lui incombent, cessent d'être soumis à sa gestion improductive.

La politique d'organisation de la production par les producteurs eux-mêmes, sous le contrôle limité de l'Etat, que nous venons d'esquisser, peut être adoptée et pratiquée sans

danger, si le Gouvernement est composé d'hommes compétents et indépendants, grâce à la réforme politique que nous avons placée à la base de notre programme économique.

On ne peut séparer les questions sociales de celles qui touchent à la production, car elles y sont étroitement reliées.

On a prétendu que la science économique était amoral et devait demeurer indifférente au principe de justice, parce que toutes les mesures prises par l'Etat en faveur de la classe ouvrière sont nuisibles à l'économie et, par voie de conséquence, aux travailleurs. Il serait, par suite, impossible d'atténuer l'injustice qui règne dans la répartition des richesses et d'adoucir la situation de ces derniers.

Cette affirmation n'est vraie que si on s'obstine à séparer les questions sociales des questions économiques et à prétendre les traiter à part, comme le font notamment les socialistes, sous prétexte que les intérêts des ouvriers s'opposent à ceux des autres classes, et si on néglige de se préoccuper des répercussions que peuvent avoir les mesures prises sur l'économie du pays, telles que le ralentissement de l'activité générale et l'aggravation du chômage.

L'augmentation du pouvoir d'achat des travailleurs n'a pas seulement pour effet d'accroître leur aisance ; elle donne aussi un essor à la production en créant des débouchés. Mais, pour que ce double résultat soit atteint, il ne suffit pas d'élever les salaires, comme le proposent les socialistes, il faut encore que cette hausse ne corresponde pas à une hausse analogue du prix de vente, car, sans cela, non seulement le gain des ouvriers est nul, mais l'élévation des prix provoque une diminution de la demande.

Ce prodige d'accroître les salaires sans augmenter les prix, des industriels américains, tels que Ford, nous l'avons vu, l'ont réalisé, grâce aux progrès du machinisme et au développement de la concentration, faisant ainsi la preuve que ces phénomènes économiques peuvent ne pas être une cause de chômage, mais, au contraire, être une source de prospérité.

La crise grave qui a éclaté aux Etats-Unis n'est pas la condamnation du système des hauts salaires : elle a démontré seulement que son application ne suffit pas à couvrir toutes les fautes et notamment à réparer les erreurs commises dans la pratique du crédit et la direction de la production. Ce qui prouve, au contraire, la valeur de ce système, c'est le fait que le socialisme et le communisme sont presque inexistants aux Etats-Unis et que le régime capitaliste n'y compte pour ainsi dire pas d'ennemi (2).

La critique faite par les libéraux des hauts salaires ne porte que si on procède à la hausse des salaires avant d'avoir comprimé le prix de revient, ainsi que M. Blum l'a fait en France ; elle est sans valeur quand cette hausse n'est qu'une conséquence des progrès de la technique et du machinisme.

Pour que ce système produise en France les mêmes effets bienfaisants qu'aux Etats-Unis, il serait, en outre, nécessaire de rapprocher les patrons et les ouvriers, de faire comprendre aux uns et aux autres que leurs intérêts ne sont pas opposés, mais solidaires, et de les habituer à collaborer.

C'est pourquoi nous nous réjouissons de voir les ouvriers représentés au sein du Conseil national économique ; grâce à leur introduction dans cet organisme, ils sont appelés à jouer un rôle de premier plan dans la vie économique du pays. De même, il est souhaitable que des délégués ouvriers entrent dans les conseils d'administration qui seront placés à la tête des ententes qui se formeront dans les diverses branches de la production. Il ne paraît pas impossible, enfin, de rapprocher le patron et l'ouvrier dans l'entreprise dont ils font partie, sans faire participer celui-ci à la direction, mais

(2) M. André Siegfried (*Revue des Deux Mondes*, 1936, p. 47) considère que la politique Ford des hauts salaires et des bas prix, « pleine de hardiesse, de grandeur et de sagesse », a été la cause de la prospérité des Etats-Unis avant la crise, et que celle-ci est due à la politique inverse des hauts prix et des bas salaires suivie par les trusts, qui a réduit la consommation et que M. Roosevelt a eu le tort de favoriser.

en lui remettant des actions de la société qui l'emploie, de façon à le faire participer aux bénéfices, comme en Angleterre et en Amérique,

Nous préférons, comme les libéraux à l'assurance-chômage, le système des allocations appliqué en France, parce que le chômage, en raison de l'irrégularité de ses fluctuations, est un risque difficile à évaluer et contre lequel on ne peut, par le paiement d'une cotisation versée d'avance, garantir l'ouvrier d'une façon certaine.

A la différence de ces économistes, nous ne sommes hostiles, en principe, ni aux assurances sociales, ni à la semaine de 40 heures, qui procurent à l'ouvrier une sécurité et un repos dont il a besoin ; mais ces mesures imposant à la production de lourdes charges, auraient dû, à notre sens, n'être prises qu'en période de prospérité et appliquées progressivement, afin d'éviter toute perturbation.

Plus utiles et plus justifiées sont les allocations familiales, dont l'application générale en France aurait dû être plus rapide, parce qu'elles sont indispensables à l'ouvrier pour subvenir à l'entretien de sa famille.

Notre opinion relative aux questions sociales se situe donc à mi-chemin entre celle des libéraux modérés et des corporatistes. Elle est basée sur ces deux idées fondamentales :

1° Que l'amélioration réelle du niveau de la vie et la diffusion dans les masses des commodités matérielles et des loisirs qui ont été longtemps réservés à un petit nombre de privilégiés ne peuvent résulter que des progrès réels accomplis dans le sens d'une efficacité de la production ;

2° que la réforme de l'organisation sociale et économique doit consister, par une collaboration du capital et du travail, à attacher l'ouvrier au capitalisme, seul régime capable d'assurer la prospérité à notre pays.

Si nous passons maintenant aux questions qui touchent au commerce extérieur, nous sommes amenés à considérer que le libre-échange est la contre-partie indispensable de la poli-

tique de concentration et d'entente que nous venons de recommander ; car seul il peut empêcher les groupements professionnels ainsi organisés d'utiliser leur puissance à maintenir des prix trop élevés, et il est, à ce point de vue, la seule garantie qui peut être donnée au consommateur. Nous croyons avoir suffisamment démontré que ce sont les abus du protectionnisme qui ont provoqué la ruine de notre commerce extérieur et qui retardent encore aujourd'hui la reprise, en permettant aux entreprises inutiles de survivre.

Mais nous n'allons pas jusqu'à préconiser, avec M. Rueff, un libre-échange intégral, qui nous paraît irréalisable. Il n'a jamais été pratiqué, parce qu'il a pour effet de favoriser les pays possédant des richesses et une industrie prospère aux dépens de ceux qui sont pauvres et moins industrialisés, et il serait nuisible à notre pays, qui n'occupe le premier rang dans aucune branche de la production.

Partisans de la suppression des contingentements et des offices de compensation, nous reconnaissons l'utilité des tarifs douaniers, mais nous les trouvons, à l'heure actuelle, trop nombreux et trop élevés. Seules les industries-clefs devraient être protégées, c'est-à-dire celles dont l'importance est telle que leur ruine serait une catastrophe pour l'Etat ; et cette protection devrait être modérée, afin de ne pas empêcher la réadaptation du marché national au marché mondial et l'assainissement du premier par la disparition des productions insuffisamment rémunératrices. Les taxes douanières devraient, en principe, être provisoires et servir seulement à favoriser l'essor des jeunes industries ou à atténuer les effets d'une évolution trop rapide.

Ce n'est pas assurément du jour au lendemain qu'au système actuel de protection à outrance peut être substitué celui de semi-liberté des échanges internationaux qui doit le remplacer, car, pour opérer cette transformation de notre régime douanier, il faut renverser bien des obstacles qui s'y opposent au dedans comme au dehors. Mais nous y parviendrons quand nous nous rendrons compte que, pour vaincre les résistances

du dehors, il faut commencer par triompher de celles du dedans. Le premier effort à accomplir consiste à faire comprendre aux producteurs que toutes les branches de l'activité économique sont solidaires, que le développement de l'exportation est la condition essentielle du développement de l'activité économique intérieure, et que la meilleure façon de défendre la production française n'est pas de la préserver contre les produits importés de l'extérieur, mais, comme l'a dit récemment le Ministre du Commerce, de « la défendre contre elle-même, c'est-à-dire contre les excès d'une concurrence désordonnée » grâce aux ententes obligatoires entre producteurs. C'est une des tâches qui incombent, nous l'avons dit, au Conseil national économique.

Nous nous montrerons particulièrement prudents dans nos appréciations et nos suggestions concernant les questions monétaires, parce qu'elles sont exceptionnellement délicates.

Une direction de la monnaie nous paraît dangereuse, car une action perpétuelle sur les prix ne peut que fausser le jeu de l'offre et de la demande et porter le désordre dans les échanges, et l'expérience prouve que tous les essais tentés pour imposer des prix arbitraires sont voués à un échec certain. Une baisse des prix de gros est le signe de troubles graves, et il est préférable de chercher à mettre directement un terme à ceux-ci que de tâcher d'en pallier les effets par des procédés qui souvent les aggravent.

Une dévaluation peut temporairement améliorer la situation économique d'un pays, mais, en bouleversant le marché international, elle nuit au pays dévaluateur au même titre qu'aux autres. Les dévaluations auxquelles il a été si souvent procédé à l'étranger, sont une des causes principales du développement du protectionnisme. Celle qui vient d'être opérée en France a bien provoqué une certaine reprise des affaires ; mais elle a entraîné une hausse du coût de la vie, et, pour que la reprise s'affirme, il faut que soient prises des mesures énergiques tendant à freiner l'ascension des prix.

La dévaluation n'est pas, en effet, comme on est porté à le croire, une opération de facilité : elle n'exige pas des sacrifices inférieurs à ceux que comporte le maintien de la monnaie, et requiert, pour donner des résultats favorables, une politique budgétaire, commerciale et sociale, qui ne peut être pratiquée sans une discipline nationale au moins égale à celle qu'impose une politique de déflation. Sous une forme ou sous une autre, il faut s'adapter à la baisse qui est la manifestation de la crise, car il est impossible pour un pays, si puissant soit-il, d'échapper à l'ajustement de son économie que lui impose l'état du marché international. §

Nous estimons également qu'une grande circonspection doit être observée en ce qui concerne le crédit. Nos banques n'ont jamais commis de graves imprudences, comme les banques allemandes et américaines. Il n'y a donc pas lieu soit de socialiser ces établissements, soit de les placer sous un contrôle rigoureux de l'Etat. De pareilles mesures sont d'autant moins souhaitables qu'en France le Gouvernement ne sait pas limiter ses dépenses. Les réformes opérées par les décrets-lois de 1935 en ce qui concerne la législation des sociétés et l'exercice de la profession de banquier, suffisent à protéger l'épargne publique.

Ennemis des bouleversements et des aventures, nous adoptons, en conséquence, en matière de monnaie et de crédit, une attitude nettement conservatrice : nous pensons, avec les libéraux, que l'intérêt du pays exige le maintien d'une politique de stabilité de la monnaie et de liberté du crédit.

Après avoir ainsi exposé nos idées sur les principaux problèmes posés par la crise actuelle, il nous reste, en terminant, à préciser notre position générale et à définir la doctrine à laquelle nous nous rattachons plus particulièrement.

Malgré l'importance que nous accordons aux questions ouvrières, cette doctrine n'est pas le socialisme, puisque nous envisageons celles-ci sous un angle absolument différent, rejetant presque toutes les réformes réclamées par les socialistes,

repoussant la lutte des classes et affirmant notre foi dans l'avenir du capitalisme.

Elle n'est pas non plus le libéralisme classique que représentent actuellement MM. Rueff et Colson, puisque nous n'admettons pas leur manière de voir relativement à l'organisation de la production et à la solution des questions sociales.

Mais il nous est difficile de dire si nous nous classons parmi les libéraux modérés ou les partisans de l'économie dirigée. Nos théories ne sont pas, en effet, incompatibles avec celles de ces deux écoles sur les points essentiels. En ce qui concerne le crédit, la monnaie et le commerce extérieur, notre libéralisme rejoint celui de MM. Giscard d'Estaing, Labarthe et Truchy. Sur le terrain social également, nos opinions ne sont en contradiction ni avec celles de MM. Truchy et Labarthe, qui portent un grand intérêt aux questions ouvrières, ni avec celles de M. Giscard d'Estaing, qui cherche, comme nous, à attacher les ouvriers au régime capitaliste. Dans le domaine de la production, nos idées, il est vrai, sont plus hardies que celles de ces économistes, mais M. Labarthe approuve toutefois la création d'un Conseil national économique.

Si nos opinions s'accordent, en général, avec celles des libéraux modérés, elles ne s'éloignent pas non plus de celles de certains partisans de l'économie dirigée, tels que M. Noyelle, dont, sur quelques points, nous dépassons même les tendances directionnistes. Cette constatation prouve combien est mince la séparation qui existe entre ces deux écoles.

Une leçon nous paraît se dégager de cette étude, c'est que, si les doctrines libérales n'exercent plus en France une influence prédominante, et si, sur certains points, elles ont été dépassées par les événements, il est du moins des vérités qu'elles ont proclamées et que nous avons eu le tort d'oublier, à savoir que, sur le terrain national, les intérêts de toutes les classes sont solidaires, et que, dans le domaine international, la même solidarité existe entre tous les peuples. C'est parce que nous avons méconnu ces vérités que nous

éprouvons un malaise profond, auquel nous cherchons encore un remède. Il est dans la reconnaissance de nos fautes, dans le respect des principes que nous avons violés et dans la soumission aux disciplines sans lesquelles une prospérité durable ne saurait être restaurée.

Insuffisamment conscient de ses erreurs, le monde s'efforce sans hâte de les réparer et ne s'achemine que lentement vers le but que l'expérience lui assigne.

Si, dans presque tous les pays, s'élabore une organisation de l'économie nationale, qui incorpore les groupements économiques dans le mécanisme des Etats et établit une discipline collective, cette organisation, par contre, place trop souvent les corporations sous la dépendance absolue de l'Etat et est orientée vers l'autarchie. Toutes les tentatives pour instituer une organisation économique internationale, — conférences de Genève, de Bucarest, de Varsovie, de Stresa, de Londres, — ont abouti à des échecs.

Et pourtant le temps presse, comme l'a dit récemment un ministre du Commerce : qu'il s'agisse des rapports économiques entre les peuples ou entre les citoyens, « il faut choisir entre deux choses : l'entente ou la guerre » (3).

Notre conclusion sera dans cette affirmation qui résume notre pensée : aussi bien au point de vue national qu'au point de vue international, entre l'anarchie de la concurrence et la suppression de la concurrence, il y a un juste milieu qui satisfait la raison et est seul conforme à l'intérêt de tous : la liberté disciplinée dans une économie organisée.

Vu, le Doyen,
NÉZARD.

Vu, le Président,
Gaston LEDUC.

Vu et permis d'imprimer.

CAEN, le 28 avril 1937.

Le Recteur,
MAIGRON.

(3) M. G. Bonnet.

BIBLIOGRAPHIE

I. — OUVRAGES

AFTALION A : *Monnaie, prix et change*, Sirey, 1927. — *L'or et sa distribution mondiale*, Dalloz, 1932. — *L'équilibre dans les relations économiques internationales*, Domat-Montchrestien, 1937.

BODIN Ch. : *Economie dirigée, économie scientifique*, Sirey, 1931.

CARMILLE R. : *Vues d'économie objective*, Sirey, 1935.

COLLIARD P. : *Le libertisme*, Nouv. édit. Argo (non daté).

COLIN H. : *Cours d'économie politique*, Alcan, dernière publication échelonnée entre les années 1924 et 1935.

DEAT M. : *Perspectives socialistes*, Valois, 1930.

LESCURE J. : *Des crises générales et périodiques de surproduction*,

DECHESNE L. : *Le capitalisme, la libre concurrence et l'économie dirigée*, Sirey, 1934.

DIVISIA Fr. : *L'économie rationnelle*, Doin et Cie, 1928.

DUBOIN J. : *La grande relève de l'homme par la machine*. Les Editions Nouvelles, 1933. . . *La grande révolution qui vient*, Les Edit. Nouv., 1934.

Comte de FELS : *Le mal financier et son remède*, C. Lévy, 1934.

FRIED F. : *La fin du capitalisme*, Grasset, 1932.

GISCARD-D'ESTAING : *Le capitalisme*, Edit. des Portiques, 1931.

GONNARD : *Histoire des doctrines économiques*, Valois, 1930.

- HINOUS J. : *La querelle de la rationalisation*, Thèse, Caen, 1935.
- DE JOUVENEL B. : *L'économie dirigée*, Valois, 1928. — *La crise du capitalisme américain*, Gallimard, 1933.
- LABARTHE E. : *La liberté créatrice*, Rivière, 1932.
- LACHAPELLE G. : *Le désordre financier*, Sté d'Edit. Econ. et Fin., 1934.
- LACONIN M. : *Vers un équilibre nouveau*, Payot, 1933.
- LAKHOVSKY G. : *Etatisme, mort des nations*, Edit. S. A. C. L., 1931.
- DE LAUNAY L. : *La fin d'un monde et le monde nouveau*, Tallandier (non daté).
- LAURAT L. : *Economie planée contre économie enchaînée*, Valois (non daté).
- LESCURE J. : *Des crises générales et périodiques de surproduction*, Domat-Montchrestien, 1933.
- LUCIUS P. : *La faillite du capitalisme*, Payot, 1932. — *La rénovation du capitalisme*, Payot, 1933. — *Le corporatisme devant les réalités*, Œuvres Françaises, 1935.
- MANOÏLESCO : *Le siècle du corporatisme*, Alcan, 1934.
- NITTI F. : *L'inquiétude du monde*, Denoël et Steele, 1934.
- NOGARO B. : *Le problème de la dévaluation en France*, Sirey, 1935.
- NOYELLE H. : *Utopie libérale, chimère socialiste, économie dirigée*, Sirey, 1934.
- PIROU G. : *Doctrines sociales et science économique*, Sirey, 1929. — *Les doctrines en France depuis 1870*, A. Colin, 1931. — *La crise du capitalisme*, Sirey, 1934.
- ROBBINS L. : *La grande dépression, 1929-1934*, Payot, 1935.
- RUEFF J. : *Conférences sur les problèmes actuels du crédit*, Alcan, 1930.
- SAINT-GERMAIN J. : *Renaissance et déclin du capitalisme*, Œuvres Françaises, 1936.
- SIEGFRIED A. : *La crise de l'Europe*, C. Lévy, 1935.
- SOMBART : *Apogée du capitalisme*, Payot, 1932.
- TARDIEU A. : *Le souverain captif*, Flammarion, 1936.

Travaux des économistes de langue française, Domat-Monchrestien, 1934-1935.

TRUCHY H. : *Cours d'économie politique*, Ténin, 1919.

II. — ARTICLES DE REVUE

AJAM M. : *Le capitalisme d'Etat dans le domaine bancaire*, J. des Economistes, avril 1932. — *L'inflation et le bimétallisme*, J. des Economistes, avril 1933. — *L'évolution du commerce de détail*, R. P. P., juillet 1935.

ALIBERT R. : *Précisions sur l'Etatisme*, Quest. du jour, janv. 1934.

ALLIX E. : *La semaine de 40 heures et le chômage*, R. P. P., déc. 1932. — *Le régime du contingentement*, J. des Economistes, 1933. — *La clause de la nation la plus favorisée*, R. E. P., mars-avril 1933.

ANSIAUX M. : *L'évolution du crédit et le contrôle des banques*, R. E. P., nov.-déc. 1934.

AUBOIN R. : *Bloc-or réduit au bloc économique élargi*, Europe Nouv., mars 1935. — *Le crédit du franc*, id., avril 1935. — *Comment se font les dévaluations*, id., déc. 1935. — *Le budget de 1936*, id., janv. 1936. — *La dévaluation du franc*, id., oct. 1936. — *L'arbitrage obligatoire*, id., déc. 1936.

AUGÉ-LARIBÉ M. : *Nouveaux fondements du protectionnisme agricole*, R. E. P., mars-avril 1933.

BAUDIN L. : *La nouvelle phase de l'expérience Roosevelt*, R. P. P., mars 1935.

DE BEAUPLAN : *Six mois de front populaire*, L'Illustration, 18 déc. 1936.

BLUM L. : *Déclaration ministérielle du 6 juin*, Le Temps, 7 juin 1936. — *Discours prononcé à la Chambre le 7 juin*, Le Temps, 8 juin 1936. — *Discours prononcé au Sénat le 16 juin 1936*, J. O., p. 426. — *Discours prononcé à Poissy le 21 septembre 1936*, Le Temps, 22 sept. 1936. — *Discours prononcé à Lens le 11 octobre 1936*.

- BONNET G. : *Il n'y a pas de solution nationale*, Europe Nouv., mars 1934. — *Discours publiés dans Le Temps*, février-mars 1935.
- BOUILLET Ch. : *La politique américaine de l'étalon-argent*, J. des Economistes, janv. 1936.
- BOUISSON A. : *Sur la route du libéralisme*, Rev. des Deux-Mondes, nov. 1935.
- BRISON G. : *Les contingentements et les offices de compensation*, R.P.P., nov. 1932.
- BROCARD L. : *Les nouveaux fondements du protectionnisme industriel*, R.E.P., mars-avril 1933. — *Le crédit*, Revue des Deux Mondes, 15 mars 1934.
- CAHEN-SALVADOR G. : *L'économie disciplinée*, 10 mars 1934.
- DE CANISY A. : *Le contrat collectif*, Rev. des Deux-Mondes, 15 oct. 1936.
- CAILLAUX J. : *Discours du 16 juin prononcé au Sénat*, J. O. 1936, p. 486.
- CARMILLE R. : *Chômage, salaire et prix*, R.P.P., juin 1932. — *Les théories de l'économie dirigée*, R.P.P., juillet 1932. — *Le dilemme inéluctable*, R.P.P., mai 1933. — *La véritable importance du mouvement des prix*, R.P.P., sept. 1933. — *L'heure nécessaire du libéralisme objectif*, R.P.P., décembre 1934. — *La dévaluation des monnaies*, J. des Economistes, juin 1935.
- CARSOW M. : *L'étalon-or, les crises et la spéculation*, J. des Economistes, juin 1932. — *Les prix et la crise*, J. des Economistes, février 1933.
- CHENEVIER : *Conséquences monétaires de la dévaluation*, Illustration, nov. 1936.
- CHEVALIER J. : *L'évolution récente de la notion du salaire*, J. des Economistes, mai 1932.
- CLERC H. : *Les tenants du libéralisme et l'action gouvernementale contre la crise*, Europe Nouvelle, mars 1935.
- COMPEYROT J.-P. : *L'avenir du libéralisme*, R.P.P., avril 1933. — *Les divagations du crédit de l'Etat*, R.P.P., février 1934.
- COURTIN R. : *La viticulture devant les pouvoirs publics*, R.P.P., mai 1931.
- DAUTRY R. : *Etat ou étatism*, Quest. du Jour, Janvier 1934.

- DESSIRIER J. : *Secteur abrité et non abrité dans le déséquilibre actuel de l'économie française*, R.E.P., août 1935. — *L'économie française devant la dévaluation*, R.E.P., sept.-oct. 1936.
- DIEUDONNÉ G. : *Les grands travaux contre le chômage*, Europe Nouv. 1936, p. 84.
- DIVISIA F. : *L'éternelle question des crises*. J. des Economistes, mai 1931. — *Questions de transport*, R.P.P., juin 1933.
- DUCHEMIN : *La crise mondiale et la politique douanière et contractuelle de la France*, janvier 1933. — *Discours prononcés à l'assemblée générale de la production française le 29 mars 1935 et 20 mars 1936* publiés par la Sté d'ét. et d'inf. économiques.
- D'ESPE P. : *Répercussion des nouvelles lois sociales*, Rev. des Deux-Mondes, nov. 1936.
- FABRE-LUCE A. : *Vues d'ensemble sur l'expérience Laval*, Europe Nouv., août 1935. — *L'exemple belge*, id., déc. 1935. — *L'expérience Flandin*, id., mars 1935.
- FAIN G. : *L'avenir des placements internationaux*, J. des Economistes, juin 1934.
- FERNAND-JACQ : *L'étatisme envahissant*, mai 1932.
- FERRAND L. : *La législation des habitations à bon marché*, J. des Economistes, février 1932.
- FLANDIN P.-E. : *Discours prononcé au banquet de la Confédération des groupements commerciaux et industriels*, 29 nov. 1934.
- FOUQUET-LAPAR G. : *Les faillites de l'étatisme*, Quest. du Jour, jan. 1934.
- FRANÇOIS-PERROUX : *Les sociétés d'économie mixte et le système capitaliste*, R. E. P., mars-avril 1933.
- FRÉDÉRIC P. : *Le débat sur les ententes industrielles*, Europe Nouv., févr. 1935. — *Le rail et la route*, Europe Nouv., mars 1935.
- GARDEY A. : *Discours prononcé au Sénat*, 16 juin 1936, J. O., p. 486.
- GERMAIN-MARTIN : *Les aspects actuels du problème de la stabilisation des monnaies*, Rev. Bleue, mars 1935.
- GIGNOUX G.-J. : *Etatisme de crise*, Quest. du Jour, janv. 1934. — *La politique des décrets-lois*, R. E. P., oct. 1935.
- GISCARD-D'ESTAING : *Le néo-capitalisme*, Rev. des Deux-Mondes, avril 1928. — *L'assaut contre le franc*, Rev. de Paris, juillet 1935.

- DE GUEBRIANT H. : *Les faillites de l'étatisme*, Quest. du Jour, janvier 1934.
- HITIER H. : *Le programme socialiste et l'agriculture*, Rev. des Deux-Mondes, oct. 1936.
- JAMES E. : *L'Etat au secours des entreprises privées défailiantes*, oct. 1932.
- JENNY F. : *Le Temps*, page financière hebdomadaire. — *Chronique financière de la R. P. P.*, janv. 1936. — *La reprise économique en France*, R. P. P., janv. 1936.
- JOLLY : *La compensation et les accords internationaux*, R. E. P., mars-avril 1933.
- LACHAPELLE G. : *La crise et la livre sterling*, R. P. P., oct. 1931.
- LANDRY A. : *Pour le désarmement économique*, R. P. P., juin 1933. — *Réflexions sur les théories du salaire et du chômage*, R. E. P., mai-juin 1935.
- LASKINE : *La crise socialiste et le néo-socialisme*, R. E. P., janv. 1934.
- LEDUC G. : *La réduction de la journée de travail*, R. P. P., août 1934. — *Progrès technique et progrès social*, J. des Economistes, janv.-févr. 1935. — *La politique de l'argent-métal*, J. des Economistes, août 1935.
- LEGUEU F. : *Les banques et l'Etat*, Quest. du Jour, janv. 1934.
- LEPRÊTRE H. : *La crise financière*, J. des Economistes, déc. 1931. — *La crise, ses causes et ses remèdes*, J. des Economistes, sept.-oct. 1935.
- LE ROY-LADURIE G. : *Etatisme et banque*, Quest. du Jour, janv. 1934.
- LESCURE J. : *Il n'y a qu'une économie rationnelle*, Rev. de Paris, 15 juillet 1936.
- LIESSE A. : *La loi des débouchés*, J. des Economistes, mai 1932.
- MARTIN O. : *Quelques leçons du passé*, Ann. du Droit et des Sciences sociales, 1933.
- MARTOLIN R. : *La politique économique du Gouvernement*, 1936, p. 825.
- MASSAS E.-A : *La théorie quantitative et les crises économiques*, J. des Economistes, févr. 1933.

- MATHON E. : *L'économie dirigée*, Quest. du Jour, janv. 1934.
- MAUS G. : *L'Etat commerçant*, Quest. du Jour, janv. 1934.
- MIREAU : *Le régime du contingentement*, J. des Economistes, fév. 1933.
- MOSSE R. : *Essai d'une théorie scientifique du déséquilibre économique*, Ann. du Droit et des Sciences sociales, 1932. — *Effets économiques des 40 heures*, Europe Nouv., juillet 1936.
- Baron MOURRE : *La surproduction dans la crise actuelle et ses remèdes*, J. des Economistes, nov. 1931. — *L'expérience Roosevelt*, J. des Economistes, mai-juin 1935.
- MUSNIÉ R. : *La faillite de l'étatisme*, Quest. du Jour, janv. 1934.
- NAUDIN P. : *La politique commerciale de la France*, Europe Nouv., juin 1935.
- NOYELLE H. : *Plans d'économie dirigée*, R. E. P., sept.-oct. 1934. — *Programmes politiques et plans économiques*, Europe Nouv., 1935, p. 749. — *Le rassemblement autour du plan*, Europe Nouv., 1935, p. 771.
- QUALID : *Nouvelles techniques de la politique commerciale*, R. E. P., mars-avril 1933.
- PAYEN E. : *Journal des Economistes*, années 1929 à 1936.
- PAVIE A. : *La crise mondiale*, J. des Economistes, oct. 1933. — *Le prix de revient du blé en France*, J. des Economistes, oct. 1934.
- PIC P. : *Les déboires de l'économie dirigée*, R. P. P., oct. 1932. — *Le projet Marchandeaup-Flandin sur les ententes industrielles*, R. P. P., mars 1935. — *Autour de la loi du 24 juin 1936 sur les conventions collectives*, R. P. P., sept. 1936.
- PICARD R. : *L'assurance-chômage est-elle cause du chômage permanent*, R. E. P., déc. 1931. — *Quelques plans de restauration du commerce international*, R. E. P., mars-avril 1933.
- PICHET : *La taxation du prix du blé*, juillet 1933. — *Vers la liberté du marché du blé*, déc. 1934.
- PINOT M. : *Budget, Trésor, économies*, Europe Nouv., mars 1935. — *Les décrets-lois*, Europe Nouv., juillet 1935.
- POIRET : *La conciliation et l'arbitrage obligatoire*, Europe Nouv., déc. 1936.

- POLTI : *Les charges des sociétés françaises* J. des Economistes, févr. 1935.
- POMMERIE L. : *L'économie française et le franc*, J. des Economistes, avril 1934.
- POSE A. : *Retour au libéralisme*, R. P. P., avril 1935.
- PROIX J. : *Le protectionnisme, cause de déséquilibre à l'intérieur des nations*, R. E. P., mars-avril 1933.
- PUPIN R. : *La maîtrise des prix*, R. P. P., nov. 1933.
- REY A. : *L'Etat et les contribuables*, J. des Economistes, déc. 1932.
- REYNAUD P. : *Discours prononcé à la Chambre des Députés*, J. O., p. 1418.
- RIST C. : *Le mécanisme de l'étalon-or a-t-il été faussé ?* R. E. P., 1932, p. 254.
- ROCHE E. : *Les plans et la fin de la crise*, Europe Nouv., janv. 1936.
- RUEFF J. : *Les variations du chômage en Angleterre*, R. P. P., déc. 1925. — *Les causes du chômage*, R. E. P., mars 1931. — *L'erreur économique du protectionnisme*, R. E. P., mars-avril 1933. — *Pourquoi, malgré tout, je reste libéral*, X... Crise, juin-juillet 1936. — *La défense de l'étalon-or*, Rev. des Deux-Mondes, avril 1932. — *La crise du capitalisme*, Rev. Bleue, janv. 1935. — *La crise du capitalisme*, Europe Nouv., janv. 1936.
- SALLESON L. : *L'Office du blé*, R. P. P., sept. 1936.
- SAUVY : *Rail et route*, J. des Economistes, déc. 1933.
- SCHWOB Ph. : *Le niveau des prix et la reprise en France*, Europe Nouv., mars 1936. — *La disparité des prix, cause de dévaluation*, Europe Nouv., oct. 1936. — *Dévaluation et problème douanier*, oct. 1936.
- SIEGFRIED A. : *Perspectives de reprise en Amérique*, Rev. des Deux-Mondes, 1936.
- SIROL J. : *Les caractères actuels de la crise agricole*, R. E. P., janv.-févr. 1936.
- TARDY M. : *La semaine de 40 heures*, J. des Economistes, juillet 1933.
- TRUCHY H. : *Préface du traité d'économie politique*, Année politique, déc. 1934. — *Les ententes douanières*, R. E. P., 1935, p. 1925.

TRUITIÉ DE VARREUX : *Etatisme et propriété bâtie*, Quest. du Jour, janv. 1934.

WEICHMANN E. : *Les 40 heures et le chômage*, Europe nouv., 1936, p. 637.

WOLFF R. : *Réflexions sur la crise*, R. E. P., 1932, p. 1264. — *Liaison entre les prix et la monnaie*, R. E. P., 1934 p. 444. — *Le protectionnisme, source de conflits entre prêteurs de capitaux et emprunteurs*, R. E. P., juillet 1933.

WORMS DE ROMILLY : *Réflexions sur le chômage*, J. des Economistes, janv. 1931. — *Considérations sur la crise mondiale*, nov. 1931.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	5
--------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

LA CRISE ET LA DÉFENSE LIBÉRALE

CHAPITRE PREMIER. — LA CRISE DE 1929.....	9
I. — <i>Sa genèse</i>	9
II. — <i>Ses caractères particuliers</i>	15
CHAPITRE II. — LE LIBÉRALISME ET LES RESPONSABILITÉS DE LA CRISE	19
I. — <i>Accusations portées contre le libéralisme</i>	19
1° Critiques socialistes	19
2° Critiques des partisans de l'économie dirigée....	23
II. — <i>La riposte libérale</i>	27
1° Réponse aux socialistes	28
2° Réponse aux partisans de l'économie dirigée	31
CHAPITRE III. — LA FAILLITE DES INTERVENTIONS DE L'ÉTAT....	35
SECTION I : Intervention de l'État dans la production..	38
I. — <i>Monopoles et entreprises d'Etat</i>	39
a) Monopoles	40
b) Entreprises d'Etat autres que les monopoles	43
II. — <i>Réglementations</i>	48
a) Réglementation des transports	49
b) Réglementation des loyers et législation des habi- tations à bon marché	53
c) Réglementation du marché du blé et du vin....	57
III. — <i>Renflouements</i>	69
IV. — <i>Répercussions de ces interventions sur le budget et l'impôt</i>	71

SECTION II : Interventions de l'Etat dans le commerce extérieur	76
I. — <i>Protection douanière française</i>	77
a) Taxes douanières	77
b) Contingement	79
c) Offices de compensation	84
II. — <i>Effets nuisibles du protectionnisme pratiqué depuis le début de la crise</i>	87
SECTION III : Interventions de l'Etat dans la monnaie et le crédit	92
I. — <i>L'Etat et la monnaie</i>	93
II. — <i>Interventions de l'Etat dans le crédit</i>	107
SECTION IV : Interventions de l'Etat sur le marché du travail	112
I. — <i>Assurances sociales</i>	113
II. — <i>Assurance-chômage</i>	115
III. — <i>Hauts salaires</i>	123
IV. — <i>Semaine de 40 heures</i>	126
V. — <i>Convention collective et arbitrage obligatoire</i>	133

DEUXIÈME PARTIE

LES NOUVELLES DOCTRINES LIBÉRALES

CHAPITRE PREMIER. — LE LIBÉRALISME ORTHODOXE	145
1. — <i>M. Colson</i>	145
2. — <i>M. Rueff</i>	155
3. — <i>M. Colliard</i>	163
CHAPITRE II. — LIBÉRALISME TEMPÉRÉ	169
SECTION I : Le capitalisme social	170
1. — <i>M. Giscard d'Estaing</i>	171
2. — <i>Le Comte de Fels</i>	176
SECTION II : Le capitalisme politique	182
<i>M. Carmille</i>	182
SECTION III : L'interventionnisme libéral	186
1. — <i>M. Labarthe</i>	187
2. — <i>M. Truchy</i>	190

SECTION IV : L'Economie rationnelle	194
1. — M. Divisia	194
2. — M. Lescure	196
3. — M. Bodin	199

CHAPITRE III. — EMPRUNTS FAITS A L'IDÉE LIBÉRALE PAR CERTAINS PARTISANS DE L'ECONOMIE DIRIGÉE.....	203
1. — M. Noyelle	203
2. — M. Lucius	205

APPENDICE

DOCTRINE ET POLITIQUE : <i>Les expériences françaises de lutte contre la crise</i>	213
--	-----

CONCLUSION

1. — Raison politique des échecs de l'Etatisme.....	224
2. — Impossibilité de revenir au libéralisme classique....	226
3. — Nécessité d'une organisation de la production et d'une collaboration du capital et du travail	228

BIBLIOGRAPHIE	241
-------------------------	-----

TABLE DES MATIÈRES	249
--------------------------	-----

IMPRIMERIE SPÉCIALE DE LA LIBRAIRIE LIPSCHUTZ
